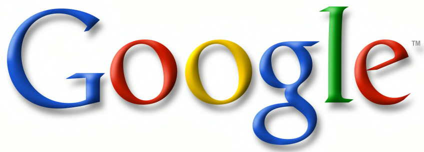
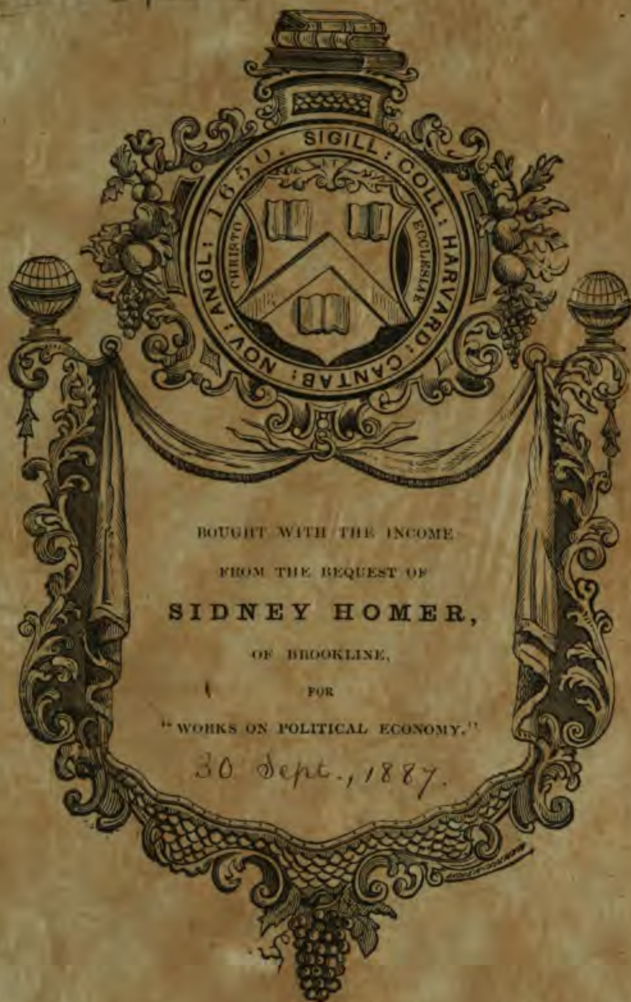



SIGILL : COLL : HARVARD : CANTAB : NOV : ANGL : 1650.
CHRISTO ECCLESIAE
BOUGHT WITH THE INCOME
FROM THE BEQUEST OF
SIDNEY HOMER,
OF BROOKLINE,
FOR
"WORKS ON POLITICAL ECONOMY."
30 Sept., 1887.



LES FINANCES

DE

L'EMPIRE DE RUSSIE

PAR

P. H. DE CLERCQ.



AMSTERDAM,
M. M. OLIVIER,
1886.

PARIS,
GUILLAUMIN & CIE.

ST. PÉTERSBOURG,
H. SCHMITZDORFF.
(R. Hammerschmidt).

LONDRES,
EFFINGHAM WILSON.

LEIPZIG-VIENNE,
F. A. BROCKHAUS.

BRUXELLES,
A. N. LEBÈGUE & CIE.

PRÉFACE.

Notre but en écrivant ce livre, a été de répandre de la lumière sur la situation financière de la Russie. Les énormes intérêts en jeu rendent une juste appréciation de la valeur des fonds d'Etat russes et des fluctuations du change de beaucoup d'importance, mais les personnes intéressées rencontrent des difficultés, quand elles veulent se former une opinion impartiale et raisonnée.

Les documents nécessaires ne sont pas facilement obtenables pour tout le monde et une partie d'entre eux ne se publient qu'en langue russe. Ils manquent souvent de clarté et ne donnent pas tous les aperçus d'ensemble dont on a besoin. Nous avons désiré combler cette lacune, et faciliter ainsi le jugement des hommes d'affaires et des rentiers.

Autant que possible, nous nous sommes abstenus de multiplier les chiffres, mais nous avons essayé de les faire parler. Celui qui désire étudier les chiffres détaillés, peut les trouver dans les annexes et dans les publications officielles et semi-officielles. Notre livre ne traite que les sujets ayant un rapport direct aux finances de l'Empire; la situation politique et économique a été exposée par d'autres travaux, et surtout dans les excellents ouvrages de A. Leroy Beaulieu et de F. Matthaei, auxquels nous nous référons.

St.-Pétersbourg, *septembre* 1885.

L'AUTEUR.

TABLE DES MATIÈRES.

PRÉFACE.

LE BUDGET (pag. 1—83).

LA DETTE (pag. 84—135).

LE CHANGE (pag. 136—200).

LES CHEMINS DE FER (pag. 201—230).

LA BANQUE DE L'ETAT (pag. 231—254).

LE RACHAT (pag. 255—271).

LES FONDS SPÉCIAUX (pag. 272—284).

RÉSUMÉ (pag. 285—292).

SUPPLÉMENT (pag. 293—315).

(Septembre 1885—janvier 1886).

TABLEAUX.

LE BUDGET.

Importance de l'étude du budget. L'état général des recettes et dépenses d'un pays fournit la meilleure mesure du crédit qu'il mérite. Le budget de prévision pour l'année courante nous fait connaître les besoins de l'administration dans ses différentes branches et les moyens pour les satisfaire, tandis que l'étude des budgets définitifs, c. à. d. des comptes réglés des dépenses et recettes réelles des années précédentes nous révèle la marche des finances du pays et les résultats obtenus. Pour pouvoir apprécier à sa juste valeur la situation financière d'un état, il est de la première importance de bien comprendre le méthode de confection des budgets, et de se rendre compte de la signification des résultats et évaluations publiés.

Pour la Russie l'étude du budget était impossible avant la période de réforme au commencement du règne d'Alexandre II. Il existait, il est vrai, des états d'évaluation de recettes et de dépenses, mais ils n'étaient pas connus du public et ne pouvaient pas être complets avec l'organisation d'alors. Les ressources de l'état n'étaient pas centralisées. A côté des recettes et dépenses générales, chaque ministère avait des ressources spéciales, dont il disposait à son gré.

Loi organique de 1862. Après la guerre de Crimée, la situation défavorable des finances et la tendance générale d'élever la Russie au niveau des autres pays de l'Europe, attirèrent l'attention de l'Empereur sur la défectuosité du système en vigueur. Une com-

1

mission, instituée en 1860, sous la présidence du conseiller privé actuel, Comte Gourieff, arrêta les principes; une autre commission spéciale, attachée au Contrôle de l'Empire, et placée sous la présidence du secrétaire d'Etat Tatarinoff élabora les détails, et le 22 mai 1862 la »Loi Organique du Budget" fut revêtue de la sanction Suprême.

Cette loi contient en 58 articles des prescriptions détaillées pour la préparation, l'examen, l'approbation, l'exécution et le règlement définitif des budgets. Les réformes principales introduites étaient les suivantes:

1. Uniformité des évaluations budgétaires des différents ministères.
2. Centralisation de toutes les recettes et dépenses de l'Empire.
3. Obligation de motiver en détails chaque évaluation.
4. Virement au ministère des finances des capitaux et recettes des différents ministères et institutions.

Par suite de cette réforme il fut rendu possible au ministre des finances d'examiner dans les détails les budgets de dépenses des différents ministères et d'employer son influence à la réduction de ces chiffres; la concentration de toutes les ressources de l'Etat permit de les distribuer aux différentes administrations d'une manière plus conforme aux besoins réels du pays. L'incorporation dans le budget général des recettes de tous les ministères amena le versement dans le Trésor de plusieurs fonds spéciaux d'ensemble 43 millions de roubles, dont 31 millions furent employés à l'amortissement de la dette intérieure, et 12 millions à la création d'un fonds de réserve pour les opérations de rachat des paysans.

La même commission sous la présidence du Comte Gourieff avait été chargée d'établir les principes d'une nouvelle organisation du système des trésoreries. Les règlements, élaborés en suite des principes établis, introduisirent l'importante amélioration de la concentration de toutes les recettes et

dépenses dans la trésorerie centrale. Une caisse unique avec des succursales vint remplacer les caisses des différents ministères; la gestion des finances de l'Empire devint en suite de cette réforme plus facile et plus économique.

En vertu de la loi organique de 1862, dont les stipulations principales sont encore en vigueur, la préparation du budget se trouve réglée comme suit.

Confection du budget.

Chaque ministère et grand corps de l'Etat confectionne son budget annuel dans une forme arrêtée d'après les indications spéciales des institutions locales et des autres administrations qui leur sont soumises. A cet effet les ministères et grands corps de l'Etat demandent aux départements qui se trouvent sous leur direction immédiate, les détails nécessaires, et celles-ci, à leur tour, demandent des administrations qui leur sont soumises les indications spéciales dans le rayon de leurs opérations. Les ministères fixent une époque pour la livraison de ces indications, mais la non-livraison à l'époque fixée ne doit jamais empêcher la remise du budget du ministère à l'époque légale. Chaque ministère établit son budget après avoir vérifié les données spéciales qu'il a reçues, et après les avoir modifiées et complétées d'après les recettes et dépenses non prévues par les ressorts inférieurs.

Les budgets des ministères sont composés de quatre parties: 1. Le Sommaire. 2. Le budget détaillé. 3. Les documents supplémentaires. 4. Une note explicative, et dressée d'après des règles strictement définies. Après confection les budgets sont adressés imprimés, simultanément au ministère des finances, au Contrôle et au Conseil de l'Empire, et soumis à l'examen du Conseil des Ministres. Le dernier délai pour la remise des budgets principaux pour l'année suivante est fixée au 1 octobre, mais les budgets des départements secondaires parviennent déjà au Conseil dans le courant des mois d'août et de septembre.

Après réception des budgets particuliers le ministère des finances et le Contrôle de l'Empire procèdent chacun de son côté à un examen approfondi de tous les détails des budgets. Le ministère des finances les vérifie sur la base des lois existantes, et les examine sous le point de vue de l'équilibre budgétaire; le Contrôle de l'Empire compare les prévisions pour l'année suivante avec les résultats de l'exercice précédent. L'un et l'autre adressent leurs observations en forme de mémoires aux chefs des départements ministériels et envoient copie de ces mémoires au Conseil de l'Empire. En outre le ministre des finances établit sur la base des budgets spéciaux un budget général des recettes et dépenses de l'Empire, et le présente, ensemble avec ses annotations et conclusions, à l'examen du Conseil de l'Empire pas plus tard que le 1 novembre.

Le Conseil de l'Empire, qui arrête les budgets de prévision sauf l'approbation de l'Empereur, se compose d'environ soixante membres, et parmi le nombre de tous les ministres. Les autres membres sont pour la plupart de hauts fonctionnaires civils en retraite, et des militaires d'un rang élevé. Un examen en détail du budget serait impossible dans une assemblée pareille, composée en grande partie de personnes étrangères aux affaires, et de fonctionnaires surchargés de besogne, mais il existe une section d'économie, composée d'une huitaine de membres, à l'examen de laquelle les budgets de prévision sont soumis. Le département d'économie au Conseil de l'Empire examine les propositions des chefs des départements ministériels et des grands corps de l'Etat, ainsi que les observations du ministre des finances et du Contrôle, et décide de la composition définitive du budget de prévision, à soumettre à l'assemblée plénière du Conseil. Cette réunion a lieu vers la mi-décembre. Les membres sont alors en possession des documents suivants:

1. Le règlement définitif de l'année précédente.

2. Le budget de prévision pour l'année courante et les résultats provisoires des 9 ou 10 premiers mois.
3. Le budget de prévision pour l'année suivante et l'exposé de motifs du ministre des finances.
4. Le compte des sommes disponibles du Trésor.

Le Conseil discute le budget, et le vote, après quoi il est présenté pour la confirmation Suprême, et publié un des premiers jours du mois de janvier.

Exécution du budget.

Pour l'exécution du budget de prévision le virement des crédits est seulement permis pour les subdivisions secondaires (articles), mais non pour les subdivisions principales (paragraphes), indiqués dans l'abrégé publié. En d'autres termes, les ministres et les chefs des grands corps de l'Etat peuvent remédier à l'insuffisance d'un crédit par le superflu d'un autre crédit compris sous le même paragraphe du budget, mais ils ont besoin de l'autorisation du Conseil de l'Empire pour faire des virements de crédit d'un paragraphe à un autre.

Les crédits sont alloués pour une année, de sorte que l'action du budget de dépenses cesse le 31 décembre. Cependant en vue de permettre de régler toutes les dépenses ayant rapport à l'exercice écoulé, il est accordé une période de tolérance de cinq mois pour ordonnancer les paiements à faire. Le même sursis est accordé pour la rentrée des impôts directs, mais non pour celle des impôts indirects.

A l'expiration de la période de tolérance les crédits ouverts pour l'exercice en question sont annulés; les sommes restées libres sur les crédits ordinaires et supplémentaires reviennent à la disposition du Trésor. Les rentrées sur les impôts indirects effectués après le 31 décembre, et les rentrées sur les impôts directs perçues après l'expiration de la période de tolérance sont confondues avec les recettes de la période budgétaire suivante. Après la fin de la période de délai un exercice est appelé »*clos*."

Tous les paiements ordonnancés ou se faisant sans ordre spécial, comme ceux ayant rapport aux intérêts de la dette, ne peuvent pas s'effectuer dans le délai de tolérance. Les sommes assignées dont le paiement n'a pas encore eu lieu, passent alors sous la rubrique de »restes à payer d'exercices clos." Ces crédits spéciaux restent valables encore pendant quatre exercices; cinq années après sa création chaque budget est périmé, et les sommes non payées sont rayées du compte des restes à solder et portées au profit de l'exercice en cours. Il y a exception pour le service de la dette publique; les crédits de cette nature sont perpétuels et continuent à figurer sur le compte des restes à payer d'exercices clos comme soldes à régler de budgets antérieurs.

Comme exemple de l'exécution des règles budgétaires nous pouvons retracer comme suit l'existence du budget pour 1885.

1884.	Premier semestre.	Préparation des matériaux dans les administrations secondaires des ministères.
	Août et septembre.	Préparation et envoi des budgets des ministères.
	Octobre.	Étude des budgets de prévision des ministères par le ministère des finances, et le Contrôle de l'Empire. Etablissement du budget général.
	Novembre.	Étude du budget dans la section d'économie du Conseil de l'Empire.
	Décembre.	Discussion et vote dans la séance plénière du Conseil; présentation à l'approbation Suprême.
1885.		Publication et exécution.
1886.	Premier semestre.	Epoque de tolérance. Clotûre.

	Décembre.	Publication du compte-rendu du Contrôle de l'Empire.
1887/1889		Règlement des restes à payer.
1889.	31 décembre.	Annulation des restants de crédits non consommés, à l'exception de ceux ayant rapport au service de la dette publique.

Contrôle du budget. Le Contrôle de l'Empire auquel la révision de l'exécution du budget est confiée, est un grand corps de l'Etat et occupe le même rang que les ministères. Son cercle d'activité et ses pouvoirs sont plus étendus que ceux des chambres de contrôle dans les autres grands pays de l'Europe. Le Contrôleur de l'Empire a sous ses ordres soixante chambres de contrôle provinciales, auxquelles les trésoreries de province et de district doivent envoyer toutes les pièces en vertu desquelles elles ont payé ou reçu de l'argent. Le département central contrôle la comptabilité et les budgets des ministères. La Contrôle ne se contente pas d'examiner les comptes présentés par les départements de l'administration, mais il établit lui-même les comptes sur les pièces originales. Il a sous sa révision non-seulement les mouvements des fonds, mais aussi ceux du matériel appartenant à l'état. Chaque année le Contrôle publie un compte-rendu détaillé et raisonné sur le règlement définitif du budget de l'exercice précédent, et en outre le Contrôleur de l'Empire remet à l'Empereur un rapport secret contenant ses observations sur les abus découverts. *)

*) Loi organique du budget, du 22 mai 1862, publiée dans le Recueil des Lois.

Aperçu de l'activité du Ministère des Finances dans les années 1855—1880 (publication officielle).

A. Leroy-Beaulieu, l'Empire des Tsars et les Russes II.

A. Raffalovich. Les finances de la Russie depuis la dernière guerre d'Orient.

Particularités de la législation budgétaire russe. La Russie offre l'unique exemple de budgets soigneusement préparés, publiés, exécutés et contrôlés sans participation d'un corps représentatif. Comme une des suites de cette particularité de la législation budgétaire en Russie les crédits publiés dans le budget de prévision peuvent être sensiblement modifiés dans le courant de l'année sans que le public le sache. Il n'y a pas longtemps, quelques années seulement, le monde des affaires n'apprenait rien de la marche des recettes et dépenses du Trésor entre la publication du rapport sur le budget de prévision, et celle du rapport du Contrôle ayant lieu deux années plus tard. Peu à peu la publicité augmente; actuellement des tableaux des recettes et dépenses effectuées se publient mensuellement, les premiers avec indication des principales subdivisions, les derniers en bloc. En outre le ministre des finances a déjà plus d'une fois indiqué dans le rapport sur le budget le montant des crédits extra-budgétaires accordés pendant le courant de l'année qui touche à sa fin.

D'un autre côté la préparation du budget sans la coopération d'un parlement offre l'avantage qu'il est possible de l'établir en peu de temps sur des éléments récents. Les évaluations peuvent être bien plus justes, établies deux mois d'avance comme en Russie, que douze ou quinze mois d'avance comme en France. Si elles ne le sont pas toujours en réalité, la faute en est à d'autres circonstances, dont nous parlerons plus tard.

La loi organique du budget, composée d'après les meilleurs exemples de l'étranger est très-complète et offre toutes les garanties possibles à obtenir dans une monarchie absolue. La préparation, le vote, l'approbation, la publication du budget et le contrôle de son exécution ont lieu dans les époques prescrites par la loi, époques très-courtes si l'on tient compte de l'immensité de l'Empire. Le système de clôture des budgets est simple et logique; ici pas d'anciens

exercices toujours ouverts dont le contrôle et la clôture traînent en longueur; tout est net et précis. Il y a cependant une lacune regrettable dans l'administration des finances de la Russie qui rend fort difficile et même impossible de former un tableau exact et clair de la situation à un moment donné. La comptabilité est seulement simple, administrative; il n'y a que des comptes, des situations, mais il n'est pas possible de dresser des bilans. La comptabilité commerciale, en partie double, des finances de l'Etat, introduite depuis plus de soixante ans dans l'administration française, n'existe pas en Russie. Par conséquent il n'est pas possible d'établir la corrélation entre les créances et obligations du Trésor d'un côté et l'encaisse de l'autre côté; nous ne pouvons pas voir des documents si l'actif du Trésor est égal au passif. Il y a un autre défaut: la comptabilité des ministères ne suit pas les mêmes règles que celle du Contrôle, de sorte que par exemple pour certaine année le chiffre des crédits supplémentaires accordés indiqué par le ministre des finances, diffère sensiblement de celui donné par le Contrôle de l'Empire.

Documents publiés.

Les rapports du Contrôle forment les documents principaux pour l'étude des finances russes. Ils sont mis en vente à un prix très-modique à la fin de l'année suivant l'exercice auquel ils ont rapport, et se composent de trois volumes. Le premier contient le compte-rendu détaillé des recettes et dépenses avec indication pour chaque article de crédit alloué, des dépenses effectuées ou des restes à solder. Le deuxième contient comme annexes des tableaux détaillés de la situation et des mouvements de l'encaisse, de la dette et autres documents importants. Dans le dernier nous trouvons un résumé du premier volume avec la classification des recettes et dépenses suivant leur nature, conforme à la distribution du budget de prévision, le rapport raisonné du Contrôleur, la comparaison des résultats de la dernière série d'années et plusieurs

autres résumés. Les documents sont imprimés en langue russe mais du dernier volume, le plus intéressant des trois, une traduction complète en français paraît dans le »Journal de St.-Pétersbourg"; les journaux allemands de la capitale, ainsi que la »Russische Revue", publient aussi des versions des parties principales.

Les budgets de prévision, avec la spécification des paragraphes, mais sans celles des articles, paraissent dans le journal officiel et dans le »Journal de St.-Pétersbourg" le 1 ou 2 janvier. Pour les exercices 1869 à 1880 l'étranger peut trouver tous les principaux documents officiels dans les excellents: »Annuaires des finances russes" par A. Vessélovsky, secrétaire du comité scientifique du ministère des finances. Malheureusement ces publications en langue française ont cessé de paraître; les annuaires se publieront dorénavant en langue russe sous la même rédaction, et le premier volume de cette nouvelle série est attendue sous peu.

Les recettes et dépenses de l'année courante se publient mensuellement dans le Messager Officiel et en traduction française dans le »Journal de St.-Pétersbourg." D'autres communications officielles paraissent en russe dans le journal officiel, hebdomadaire du ministère des finances.

Réformes introduites dans la construction du budget.

Peu à peu de grandes améliorations ont été introduites dans la construction du budget. De plus en plus les documents publiés donnent un aperçu intelligible de la situation financière de l'Empire, dont l'étude se trouvait embrouillée par les différents comptes spéciaux et par le défaut de distinction entre les sommes payées en roubles métalliques et celles payées en roubles papier. Le ministre des finances s'exprime comme suit dans son rapport sur le budget pour l'année 1885:

Unité du budget.

»Pour la première fois les emprunts métalliques ont été »détachés des emprunts en billets de crédit, et les sommes »consacrées au service de ces divers emprunts ont été sub»divisées en sommes destinées: au paiement des intérêts, à

»l'amortissement du capital, au paiement des différences de »cours et au paiement des commissions aux banquiers. On »a introduit en outre dans le budget les sommes de l'opéra»tion de rachat.... Le changement en question est un »nouveau pas accompli dans la voie de la fusion successive »de tous les comptes du Trésor de l'Empire dans le but »d'établir une plus grande régularité dans la comptabilité »et dans le contrôle. La première mesure de ce genre, après »la réforme accomplie par le secrétaire d'Etat Tatarinow, a »été l'annexion aux recettes de l'Empire de l'impôt foncier »en 1875, la seconde la fusion du fonds des chemins de fer »avec les ressources du Trésor en 1883, enfin la fusion »actuelle des sommes de l'opération de rachat remplit encore »une des lacunes du budget...."

En vue d'obtenir l'unité parfaite du budget il paraît qu'il n'y a plus rien à faire que l'incorporation dans le budget général d'une partie des fonds spéciaux dont nous parlons dans un chapitre spécial.

La division du budget est très-simple: il n'y a en effet que deux rubriques, dont la distinction est fondée sur la nature des dépenses. La première contient les dépenses ordinaires qui doivent être couvertes par les recettes ordinaires de l'année; l'autre les dépenses d'une nature à être couvertes par voie d'emprunt ou par des recettes extraordinaires, nommément le coût de grandes guerres et la construction de chemins de fer et de ports. Auparavant il y avait sur le budget plusieurs articles comme évaluations de restes à solder des exercices clos, de moins-values dans la rentrée des impôts etc.; aujourd'hui toutes ces rubriques qui rendaient la comparaison des résultats difficile, ont disparu, et il ne reste qu'un article pour l'évaluation de dépenses imprévues, incorporé dans la section des dépenses ordinaires.

Balance du Budget. La balance d'un budget clos s'établit actuellement de la manière suivante.

D'abord le Contrôle tire le solde du budget ordinaire en comparant les dépenses ordinaires effectuées pendant l'exercice, plus les restes à payer, avec les recettes effectuées, plus le reliquat de l'exercice d'il y a cinq ans dont les crédits sont périmés. Ensuite le Contrôle unit ce solde du budget ordinaire avec le résultat des recettes et dépenses extraordinaires, et établit le résultat final de l'exercice. Si le budget ordinaire clotûre en déficit, ce déficit est ordinairement couvert par voie d'emprunt. Dans les années se soldant avec un excédent, celui-ci a été réservé pour servir à la couverture de déficits futurs.

Valeur des budgets de prévision.

L'exactitude des comptes-rendus des exercices clos se trouve garantie par le Contrôle de l'Empire et l'authenticité des budgets de prévision publiés est hors de doute, mais la personne qui veut approfondir la situation financière de la Russie pose naturellement la question, quelle valeur peut être attribuée aux budgets de prévision comme prédiction des résultats effectifs. Nous touchons ici à un des points faibles de l'art budgétaire en Russie. Plusieurs causes contribuent à empêcher les évaluations d'être aussi correctes que dans quelques autres pays, en Angleterre par exemple.

L'énorme étendue de l'empire rend impossible d'avoir une connaissance exacte de la situation dans les différentes provinces. Presque chaque année des disettes locales entravent dans des provinces la rentrée des impôts ou nécessitent des secours par le Trésor. Les fluctuations du change empêchent de prédire une année d'avance quel montant en roubles sera nécessaire pour les paiements à l'étranger, et influencent les prix à l'intérieur. La science budgétaire est de date récente en Russie; l'administration n'a pas encore eu le temps de se perfectionner sous ce rapport, et le caractère russe se prête mal à des évaluations précises et à une exécution rigoureuse. Enfin, et c'est la cause principale — les crédits supplémentaires, dont nous parlerons tout à l'heure, ne rencontrent pas

les mêmes difficultés dans un empire autocrate que dans un état représentatif avec un ministère responsable vis-à-vis du parlement.

Afin de nous former une opinion sur le degré de confiance que méritent les prévisions du budget, il faut comparer les recettes et dépenses ordinaires effectuées durant la dernière période décennale avec les évaluations publiées d'avance. Nous traiterons plus tard des dépenses extraordinaires pour les guerres et pour la construction de chemins de fer.

Comme nous l'avons déjà fait observer, on trouve dans les budgets de prévision des années précédentes des articles d'ordre qui les compliquent. Ainsi le budget de prévision pour l'année 1882 était composé comme suit:

	RECETTES.	
1.	Recettes ordinaires	654,217,870 r.
2.	» d'ordre	22,165,068
3.	Reliquats des budgets clos	2,500,000
		678,882,938 r.
	DÉPENSES.	
4.	Dépenses ordinaires	658,595,151 r.
5.	» d'ordre	22,165,068
6.	Non valeurs sur les impôts . . .	2,000,000
7.	Restes à payer de budgets clos . .	2,500,000
8.	Dépenses non prévues	4,000,000
		689,260,219 r.

Les articles 3 et 7 se balancent, et peuvent être biffés les uns contre les autres. Pour plus de simplification nous pouvons défalquer l'article 6 des recettes et ajouter l'article 8 aux dépenses.

Bien que les recettes et les dépenses d'ordre se balancent nous devons en tenir compte, parceque dans les comptes-rendus définitifs les dépenses ordinaires et d'ordre sont confondues:

Le budget présente maintenant l'aspect suivant:

Recettes prévues	. . . . .	674,382,938 r.
Dépenses »	. . . . .	684,760,219
	Déficit prévu	10,377,281 r.

Notre tableau est dressé suivant cette méthode.

RECETTES ORDINAIRES. *)

EXERCICES.	EVALUATIONS.	RECETTES EFFECTUÉES.	PLUS-VALUES.	MOINS-VALUES.
1874	527	557	30	
1875	545	576	31	
1876	555	559	4	
1877	556	549		7
1878	556	626	70	
1879	615	662	47	
1880	649	651	2	
1881	646	652	6	
1882	674	704	30	
1883	713	699		14
	6036	6235	220	21

Solde des plus-values 199

DÉPENSES ORDINAIRES. *)

EXERCICES.	PRÉVISIONS.	DÉPENSES EFFECTUÉES.	PLUS.	MOINS.
1874	524	543	19	
1875	541	543	2	
1876	554	573	19	
1877	556	585	29	
1878	584	600	16	
1879	615	644	29	
1880	649	695	46	
1881	697	732	35	
1882	685	708	23	
1883	712	721	9	
	6117	6344	227	

*) En millions de roubles papier.

RÉSULTATS DES BUDGETS ORDINAIRES.

EXERCICES.	PRÉVISIONS.		RÉSULTATS EFFECTIFS.		DIFFÉRENCE.	
	Excédents.	Déficits.	Excédents.	Déficits.	Favorable.	Défavor.
1874	3		14		12	
1875	4		33		29	
1876	1			14		15
1877	En équilibre			36		36
1878		28	26		54	
1879	En équilibre		18		18	
1880	„	„		44		44
1881		51		80		29
1882		11		4	7	
1883	1			22		23
	9	90	91	200	120	147
Solde de la période décennale	Déficit 81		Déficit 109		Différence défavorable	28

Nous voyons que le résultat total de la période 1874/1883 ne diffère pas beaucoup du solde des prévisions, mais que ce résultat est composé de chiffres qui s'éloignent très-sensiblement des évaluations. Il est assez satisfaisant d'observer que deux années sur dix seulement les recettes ont été inférieures aux prévisions; les excédents produits par les autres années sont dûs en partie à des améliorations dans le rendement des recettes existantes, mais en partie aussi à l'élévation des droits établis ou à l'introduction de nouveaux impôts dans le courant de l'exercice.

Afin de nous rendre compte des causes des moins-values et plus-values dans le produit des impôts nous donnons ici les détails des trois sources principales des revenus du Trésor.

Exercices.	Impôts personnels et fonciers.		Boissons.		Douanes.	
	Évaluations.	Recettes effectuées.	Évaluations.	Recettes effectuées.	Évaluations.	Recettes effectuées.
1874	117	I20	179	201	53	58
1875	116	120	186	198	54	64
1876	116	118	192	191	60	73
1877	119	117	193	190	58	52
1878	119	120	193	213	55	80
1879	119	117	212	228	75	93
1880	119	111	225	222	88	96
1881	119	116	223	224	97	86
1882	119	114	227	252	101	95
1883	117	109	239	253	101	97
	1180	1162	2069	2172	742	794
Différence	en moins 18		en plus 103		en plus 52.	

Les moins-values sur les impôts personnels en 1880/1884 sont les suites de la mauvaise situation économique de la population rurale, aggravée en 1880, 1882 et 1883 par des récoltes très-peu abondantes en plusieurs gouvernements. C'est surtout en vue des moins-values possibles de ce chef qu'il était réservé sur les budgets une somme de quelques millions pour les non-valeurs sur les impôts.

Les grandes plus-values sur l'accise de l'eau de vie et les licences de vente, ont été en partie occasionnées par des remaniements et des élévations des droits, comme l'élévation des droits de patente en Pologne en 1874, la modification de la base de l'accise en 1878, l'élévation des droits d'accise de 7 à 8 kopecks par degré en 1881. En partie aussi le revenu varie suivant le plus ou moins d'argent en circulation chez le peuple; les émissions extraordinaires de billets de crédit, amenant une abondance fictive d'argent, ont occasionné une plus grande consommation de spiritueux.

Les revenus des douanes se sont surtout beaucoup éloignés des évaluations, en premier lieu à cause des fréquents changements du tarif et en second lieu à cause des oscillations du change.

Nous voyons que le rendement des impôts personnels reste quelquefois sensiblement au-dessous de l'attente à cause de mauvaises récoltes qu'on ne peut pas prévoir. Le produit de l'impôt sur les boissons, au contraire, a de beaucoup surpassé les attentes, et forme un élément si important du budget, que de son rendement seul dépend souvent le résultat de l'exercice. Ne fût-ce que pour cette raison, une évaluation exacte du résultat d'une année ne sera jamais possible. Tant que le tarif des douanes n'aura pas été fixé pour longtemps, tant que le change ne sera pas devenu plus stable, une évaluation correcte du produit des droits d'entrée restera aussi très-difficile.

Les divergences entre les évaluations et les résultats sont plus grandes qu'elles ne le paraissent, puisque les plus-values sur de certains articles balancent les moins-values sur les autres. Ainsi la moins-value totale des recettes de 14½ millions en 1883 est le solde de plus-values d'ensemble 35.9 millions, et de moins-values d'ensemble 21.4 millions.

Les chiffres définitifs des dépenses ont constamment dépassé les prévisions, mais pour des montants très-différents. Les crédits ouverts se modifient dans le courant de l'exercice par les crédits supplémentaires et par les annulations. Suivant le dernier rapport du Contrôle de l'Empire le montant des premiers s'établit comme suit:

EXERCICE.	MILLIONS.	PROPORTION EN °/₀ AUX CRÉDITS ORDINAIRES.
1874	23,7	4½
1875	15,7	2¾
1876	21,6	3¾
1877	32,9	5¾
1878	20,6	3½
1879	38,7	6¼
1880	56,2	8¾
1881	45,6	6½
1882	34,4	5
1883	29,4	4⅛

Crédits supplémentaires. Les règles pour les crédits supplémentaires, contenues dans la loi organique du budget de 1862 sont très-rigoureuses et obligent ces demandes de crédit de la part des ministères à passer par les mêmes instances que les crédits ordinaires, sauf le plenum du Conseil de l'Empire. Il paraît cependant que dans la pratique ces stipulations sont tombées en désuétude, ou n'ont jamais été strictement appliquées. Les demandes d'augmentation de crédits de différentes espèces furent souvent demandées directement à l'Empereur, ce qui avait été permis seulement pour des crédits extra-budgétaires exigeant une célérité particulière et le secret, pour des raisons militaires ou politiques. Le ministère des finances se trouvait alors dans la nécessité de procurer les fonds pour des crédits dont il n'avait pas eu connaissance préalable, et qui venaient détruire l'équilibre qu'il avait essayé d'établir dans le budget de prévision. Ainsi en 1880 les crédits supplémentaires se sont élevés à presque 9 $^0/_0$ des crédits ordinaires.

Depuis son avènement en 1881, le titulaire actuel du ministère des finances, Monsieur N. de Bunge, fort de l'appui de son Souverain, a commencé une guerre acharnée contre l'abus des crédits supplémentaires. Nous lisons dans son premier rapport sur le budget pour 1882:

»Relativement aux crédits supplémentaires, Votre Majesté »a daigné ordonner:

»en premier lieu, que toutes les allocations supplémen»taires qui se reproduisent d'année en année soient à partir »de 1883 portées dans le budget, et

»en second lieu, que toutes les administrations se confor»ment rigoureusement aux règlements budgétaires, aux ter»mes desquels les crédits supplémentaires ne peuvent être »soumis à la sanction de Votre Majesté qu' après examen »par le département d'économie du Conseil de l'Empire des »avis du ministère des finances et du Contrôle de l'Empire »relatifs à ces crédits, sauf les cas de dépenses supplémen-

»taires, réclamées par des circonstances exceptionnelles, et »imposées par une impérieuse nécessité, les dépenses de »cette nature devant être pourvues au moyen du crédit de »4 millions de roubles, inscrit spécialement à cet effet dans »le budget, et des reliquats de fonds d'exercices clos."

Dans les rapports suivants le ministre des finances revient sur le même sujet. Il indique les résultats atteints qui démontrent une diminution considérable des crédits supplémentaires, mais il insiste sur la nécessité de les ramener jusqu' au chiffre correspondant aux sommes des crédits non employés sur le point d'être fermés. Le montant des crédits supplémentaires accordé en 1884 ne paraît avoir été que de 15 millions environ. Ce bon résultat a été obtenu en partie parceque des dépenses se répétant chaque année ont été incorporées dans le budget ordinaire, en partie par plus de séverité dans l'approbation de demandes supplémentaires de crédits.

On est sur la bonne voie et s'il était possible de prévenir les modifications défavorables des budgets en suite des crédits supplémentaires, les différences entre les évaluations et les résultats des recettes ne pourraient pas inspirer de grandes inquiétudes pour les résultats de l'exercice, ces différences ayant presque toujours été favorables. En attendant, le budget de prévision offre des renseignements très-intéressants, mais le résultat évalué n'a pas grande valeur, et ne peut pas nous renseigner sur la situation financière de l'Empire. Un excédent peut facilement se changer en déficit dans le courant de l'année, ou un déficit en excédent. Comme les crédits supplémentaires ne se publient pas à fur et mesure qu'ils sont accordés, on ne peut vraiment apprécier le résultat de l'exercice qu'après la publication du rapport du Contrôle. Seule l'étude des budgets définitifs peut fournir des éléments sûrs pour former une opinion concernant la situation financière de la Russie.

Classement du budget. Le budget de l'Empire, tel qu'il est actuellement établi, se divise en trois sections:

I. Recettes et dépenses ordinaires.

II. Recettes et dépenses d'ordre.

III. Ressources et dépenses extraordinaires.

La deuxième section clôture toujours en équilibre; elle n'existe que pour la comptabilité, et se compose des dépenses et recettes effectuées par un ministère pour compte d'un autre. La section des dépenses et ressources extraordinaires comprend les dépenses de nature à être couvertes par voie d'emprunt, et l'indication des moyens du Trésor pour les couvrir et éventuellement pour solder le déficit du budget ordinaire. Nous nous en occuperons plus tard; provisoirement nous avons seulement affaire à la première section, celle des recettes et dépenses ordinaires.

Afin de bien nous rendre compte des dépenses de l'Empire, nous devons prendre pour base de nos recherches le dernier exercice définitivement réglé, celui de 1883, en comparant les résultats de cette année avec ceux des neuf années précédentes, et avec les évaluations pour les exercices 1884 et 1885. Les recettes et dépenses d'ordre sont comprises dans les comptes-rendus des exercices clos, mais ne le sont pas dans les évaluations pour 1884 et 1885, de sorte que les évaluations paraissent pour plusieurs chapitres, en comparaison des chiffres des années précédentes, un peu inférieures à leur valeur réelle.

Dépenses et recettes d'ordre. Le total des dépenses et recettes d'ordre est évalué pour 1885 à environ 5 millions, dont

2 millions pour métaux bruts et ouvrés, livrés par les mines et usines de l'Etat aux ministères de la guerre et de la marine.

1½ million pour revenus de la manufacture des papiers de l'Etat, applicables à l'entretien de cet établissement.

Dépenses ordinaires. Voici d'abord le résumé sommaire des dépenses ordinaires effectuées en 1883 en *millions* de roubles.

		°/₀ du total.
Service de la dette publique	201	27,88
Grands corps de l'Etat	2	0,27
Saint-Synode et culte orthodoxe	10½	1,46
Ministère de la maison de l'Empereur	12	1,66
» des affaires étrangères	4	0,55
» de la guerre	200	27,74
» » » marine	31	4,30
» des finances	100½	13,94
» » domaines	21	2,91
» de l'intérieur	70	9,71
» » l'instruction publique	18½	2,56
» des voies de communication	20½	2,84
» de la justice	18	2,50
Contrôle de l'Empire	3	0,42
Direction générale des haras	1	0,14
Administration civile de la Transcaucasie	8	1,12
	721	100,—

Service de la Dette. *Le service de la dette publique* occupe la première place. Les dépenses sur ce chapitre se sont doublées dans les dix dernières années: elles ont été en:

1874	de	100	millions
1875	»	107	»
1876	»	109	»
1877	»	114	»
1878	»	140	»
1879	»	171	»
1880	»	173	»
1881	»	195	»
1882	»	200	»
1883	»	201	»

Cette forte augmentation tient à trois causes différentes: la guerre d'Orient, la baisse du change et la construction de chemins de fer.

Les dépenses pour la guerre avec la Turquie en 1877/78 ont nécessité les emprunts suivants:

Les trois emprunts d'Orient dont le service exige	44	millions.
L'emprunt extérieur 1877 » » » »	8,6	»
La IVe et Ve Emission de Billets de Banque 5 $^{0}/_{0}$ dont le service exige	12	»
ensemble	64,6	»

comme intérêts et amortissement d'emprunts ayant produit un montant effectif d'un milliard environ.

Les emprunts en valeur métallique conclus avant 1876 exigent actuellement une annuité de	52	millions	de R.m.
soit à 1,50	78	»	de Roubl.pap.
Calculé au change moyen de 1875 (1,18) le service ne coûterait que	61	»	»
La baisse du change a par conséquent augmenté le service de la dette de. .	17	»	»

Dans les années 1876/83 le service de la dette a été augmenté de celui des Ve et VIe. Emprunts d'Obligations

Consolidées pour un montant de . .	16,3	millions	de R. p.
des Oblig. Tamboff-Saratoff pour . .	0,3	»	»
» » Kharkoff-Krementschoug pour un montant de	0,6	»	»
	17,2	»	»

En ajoutant ces augmentations de charges d'ensemble 98.8 millions au chiffre de 1875 de 107 millions nous trouvons environ celui de 1883.

Avant la guerre d'Orient le service de la dette n'exigeait que 19 °/₀ du budget ordinaire, en 1883 il a exigé 28 °/₀ et sur le budget provisoire pour 1885 les dépenses de ce chef sont évaluées à 260 millions, ou 33 °/₀ du total. Cette dernière augmentation cependant est plutôt apparente que réelle, car elle résulte pour 54 millions de l'inscription dans le budget des sommes exigées par l'opération du rachat, sommes couvertes par des rentrées correspondantes. La proportion reste environ 28 °/₀, et elle ne peut pas être considérée comme défavorable en comparaison des autres pays.

Le service de la dette publique exige en France	42 °/₀
» » » » » » » en Angleterre	33 »
en Italie	37 »

du total des dépenses ordinaires.

La situation assez favorable de la Russie sous ce rapport s'explique par le fait qu'elle a commencé plus tard que les autres nations à conclure des emprunts, et en outre s'est procuré une grande part des sommes dont elle avait besoin par des émissions de papier-monnaie. Enfin plusieurs emprunts ont déjà été complètement amortis, et c'est un des côtés les plus favorables de la situation financière de la Russie. Comme nous le démontrons en détail dans le chapitre traitant de la dette, le service des emprunts comprend environ 30 millions pour l'amortissement régulier, 4 °/₀ du budget, de sorte que les intérêts des emprunts exigent annuellement 173 millions, (23¾ °/₀ du budget) dont 60 millions pour les emprunts de chemins de fer, et 113 millions pour les emprunts destinés à couvrir les frais de guerre et autres dépenses non productives. *)

*) Le service des emprunts pour l'opération du rachat n'est pas compris dans ces chiffres.

Grands corps de l'Etat. *Les grands corps de l'Etat,* dont l'entretien a coûté en 1883 deux millions de roubles, sont les suivants:

	Milliers de roubles.
Conseil et chancellerie de l'Empire. . . .	1,048
Section de codification près du Conseil de l'Empire et imprimerie de l'Etat	346
Chancellerie du comité des ministres . . .	123
Chancellerie particulière de S. M. l'Empereur	269
Commission des suppliques.	229
Total	2,015

Le chiffre total est resté presque sans variation depuis 1874.

Saint-Synode. *Le budget du Saint-Synode et du culte orthodoxe* ne représente pas du tout le total des sommes payées par la population pour l'entretien des serviteurs et des possessions de son église. Les traitements du clergé assignés sur le budget pour une somme totale de six millions sont insuffisants à assurer l'existence des prêtres, de sorte qu'il faut payer pour chaque acte religieux, surtout pour les cérémonies de baptême, mariage et enterrement, dont l'inscription dans les régistres de paroisse tient lieu d'état civil.

Maison de l'Empereur. Le chapitre du *ministère de la maison de l'Empereur* n'a pas de subdivisions. La description des dépenses est la suivante:

»Dotation de S. M. l'Impératrice et des augustes enfants »de Leurs Majestés Impériales, entretien des cours de L.L. »A.A. I.I. les grands-ducs et les grandes-duchesses et des »institutions relevant du ministère de la maison de l'Empereur."

Dans les premiers budgets publiés il était donné une spécification de ces dépenses. Voici en résumé celle du budget provisoire de 1866:

	Milliers de roubles.
Dotation de S. M. l'Empereur et de la famille Impériale.	462
Entretien de la cour Impériale, résidences, jardins et administrations locales	3,481
Service de santé, de police, et pompes à incendie	342
Secours divers, et pour des buts artistiques	1,892
Entretien d'administrations du ressort du ministère de la maison de l'Empereur . . .	927
Dépenses extraordinaires	612
	7,716

Le chiffre total n'a pas beaucoup varié dans la dernière periode décennale, malgré les dépenses extraordinaires. Le relevé suivant en fournit la preuve :

		MILLIERS DE ROUBLES.	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES COMPRISES DANS CES CHIFFRES.
	1874	11,993	
	1875	11,172	
	1876	11,628	
	1877	9,479	
	1878	10,479	
	1879	11,819	
	1880	11,106	Obsèques de l'Impératrice.
	1881	10,342	Obsèques de l'Empereur Alexandre II.
	1882	11,461	Dépenses pour le couronnement 2,500.
	1883	12,072	Dépenses pour le couronnement 1,500.
Evaluation	1884	10,560	
	1885	10,560	

Nous voyons que, grâce aux économies introduites sous le règne actuel, le ministère de la cour, seul parmi les ministères, a moins de dépenses ordinaires qu'en 1874. En sus de la dotation des cours de la famille Impériale, comprise dans les chiffres indiqués, elle jouit du revenu des biens d'apanage, dont le montant exact n'est pas connu.

Frais du couronnement Les frais du couronnement de l'Empereur actuel en mai 1883 figurent sur les comptes définitifs des exercices écoulés avec les articles suivants:

Crédit supplémentaire du ministère de la maison de l'Empereur en	1882.	2,500,000	roubles.
» » » »	1883.	1,500,000	»
» du ministère de l'intérieur	1883.	380,000	»
Total à la charge des budgets		4,380,000	»

un chiffre bien inférieur aux évaluations en cours lors de l'époque du couronnement. Cette grande divergence trouve peut-être son explication dans le fait que S. M. l'Empereur, aurait, à ce qu'on dit, ordonné de porter une large part des frais du couronnement à la charge de sa cassette particulière.

Affaires étrangères. Les dépenses du *Ministère des Affaires étrangères* ont progressé dans la dernière période décennale de 2.7 à 4.3 millions, surtout par la baisse du change. Le budget pour 1885 est composé comme suit:

Administration centrale	0,4	million.
Ambassades et légations	1,2	»
Consulats	0,6	»
Dépenses extraordinaires à l'étranger (y compris les pertes de change).	1,5	»
Dépenses diverses	0,3	»
Total	4,–	»

Guerre et Marine.

Le ministère de la guerre exige en Russie une part beaucoup plus grande des dépenses générales que dans les autres pays, mais il ne serait pas correct de comparer les dépenses du ministère de la guerre seules, sans les combiner avec celles du ministère de la marine. Il est évident que la proportion entre les budgets de ces deux ministères doit être tout autre dans un empire continental comme la Russie, ayant une frontière de terre immense et pas de colonies, et dans un royaume insulaire comme la Grande-Bretagne, possédant des colonies gigantesques, mais n'ayant pas de voisins en Europe. Si nous combinons les budgets de la guerre et de la marine nous trouvons les proportions suivantes aux dépenses ordinaires en temps de paix :

La Russie	32 °/₀.
l'Angleterre	32 °/₀.
La France	26 °/₀.
l'Italie	19 °/₀.

L'Allemagne ne peut pas servir utilement de comparaison parceque les dépenses de l'Empire figurent en partie au budget général et en partie aux budgets spéciaux des différents états qui le composent.

La marche des dépenses ordinaires des départements de la guerre et de la marine depuis 1874 a été la suivante, exprimée en *millions de roubles*.

	GUERRE.	MARINE.	TOTAL.
1874	172	26	198
1875	175	26	201
1876	190	27	217
1877	190	28	218
1878	186	26	212
1879	187	27	214
1880	208	29	237
1881	225	30	255

		GUERRE.	MARINE.	TOTAL.
	1882	201	31	232
	1883	200	31	231
Évaluation	1884	196	34	230
»	1885	200	35	235

La composition du budget du ministère de la guerre est en grands traits la suivante:

	EVALUATION 1885.
Administration	9 millions.
Services techniques, écoles, service de santé .	11
Equipement et habillement	16
Vivres	44
Fourrages	20
Solde	46
Casernement	14
Travaux de bâtisses	13
Fabrication d'armes et munitions de guerre .	10
Divers	17
	200

La forte augmentation des dépenses en 1876 provient de frais d'équipement des troupes, d'un renforcement de l'effectif, du renchérissement des vivres et de plusieurs autres causes. Nous voyons que dans les années 1877/79 le total des dépenses n'augmente plus et même diminue, mais cet arrêt est plutôt apparent que réel. 1877 et 1878 étaient des années de guerre, des crédits extraordinaires de guerre étaient en vigueur, et il était naturellement difficile, sinon impossible, de faire une distinction exacte entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires du ministère de la guerre. Les dépenses extraordinaires pour l'équipement, les vivres etc. devaient rendre superflues une partie des dépenses ordinaires de ce chef, et le chiffre de ces dernières pouvait rester stable. En 1880 ces circonstances exceptionnelles

avaient cessé d'agir, la baisse du change avait fait renchérir toutes choses, et l'armée, remise sur pied de paix, avait une surabondance de cadre, ayant droit à une année de traitement en cas de mise en non-activité. Par ces causes multiples nous voyons les dépenses monter de 21 millions. L'année suivante 1881 était encore pire, de sorte que le chiffre des dépenses accuse un nouvel accroissement de 17 millions. La guerre au Turkestan y a contribué pour $1\frac{1}{4}$ million, mais la principale cause de cette augmentation était la hausse du prix des vivres et fourrages en suite de la récolte exceptionnellement mauvaise de l'année 1880: elle a coûté 13 millions.

L'augmentation formidable des dépenses du ministère de la guerre, 38 millions en deux ans, devait inspirer de vives inquiétudes pour la situation financière du pays. Le ministre des finances, Abaza, s'en est fait l'interprète en écrivant dans son rapport sur le budget pour l'exercice 1881:

»Malgré le caractère pacifique de notre politique extérieure, près d'un tiers du budget des dépenses est affecté aux besoins du ministère de la guerre. Dans ces conditions le ministre des finances croit de son devoir d'exprimer la conviction qu'il est d'une urgente nécessité de prendre, selon les instructions de Votre Majesté Impériale, des mesures de nature à réduire les dépenses que le pays consacre actuellement à l'entretien de ses forces militaires.

»La réalisation d'un but aussi important contribuera certainement à développer la richesse publique et la puissance de la Russie."

Ces belles paroles ne sont pas restées sans effet; au moins les dépenses ont sensiblement diminué depuis 1881. La diminution de 24 millions pour l'exercice 1882 provient de la baisse du prix des vivres (15 millions), d'une restriction des sommes accordées pour des bâtisses (3 millions) et pour $6\frac{1}{2}$ millions d'une réduction de l'effectif de l'armée.

D'autres économies sur les commandes d'objets d'habillement et d'équipement et sur les travaux d'armement ont été contrebalancées par une amélioration nécessaire du paiement et de la nourriture du soldat, ainsi que par le règlement de frais de guerre des années précédentes.

En 1883 les dépenses n'ont pas augmenté et pour les années 1884 et 1885 également un chiffre de 200 millions environ a été prévu. Une réduction de ce chiffre serait certainement d'une grande importance pour l'équilibre du budget; et il ne paraît pas impossible d'arriver à ce résultat par des simplifications dans l'administration et des diminutions du nombre des officiers supérieurs, sans porter atteinte aux forces militaires du pays.

Finances. Les dépenses du *Ministère des finances* sont revenues au niveau de 1874, après de grandes oscillations, dont voici les détails en *millions* de roubles.

	TOTAL.	PAIEMENTS DE GARANTIES.	AUTRES DÉPENSES.
1874	99	5	94
1875	87	8	79
1876	95	14	81
1877	102	17	85
1878	93	11	82
1879	95	14	81
1880	113	19	94
1881	109	20	89
1882	102	14	88
1883	100	13	87
Evaluation 1884	98	13	85
» 1885	97	12	85

Il résulte de ce tableau que les fluctuations dans le chiffre total sont principalement dues aux sommes nécessaires à parfaire les intérêts et l'amortissement garantis d'obligations de chemins de fer, dont nous traitons plus en détail

dans un chapitre spécial. L'augmentation des autres dépenses en 1880 tenait surtout à des secours accordés à des provinces de l'Empire, éprouvées par la disette de cette année.

Une des charges les plus lourdes du budget de la Russie c'est le service des pensions, secours et récompenses à des employés civils et militaires et à leurs familles. Ces dépenses figurent sur le budget de 1885 sous la section :

ministère	des finances	pour 28,–	millions.
»	de la guerre	» 2,3	»
»	de la marine	» 0,5	»
		30.8	»

en dehors des pensions servies par les fonds spéciaux, soit environ 4 % des dépenses ordinaires. Le chiffre énorme s'explique par la surabondance d'employés, et surtout d'employés supérieurs, dans toutes les branches de l'administration. Pour toute la noblesse, classe plus nombreuse en Russie que partout ailleurs, le service du gouvernement forme presque la seule carrière. Cette prédilection, cette habitude enracinée, se laisse facilement expliquer. Pierre le Grand avait ordonné que tout noble était obligé de passer toute sa vie au service du gouvernement, et avait en même temps stipulé que les différentes classes ou rangs du service (les degrés du tchin) procureraient la noblesse, soit personelle, soit héréditaire, à ceux qui ne l'avaient pas encore. La dernière mesure est toujours en vigueur, la première a été abolie, mais non sans laisser de profondes traces dans les esprits. La plupart des nobles entrent jeunes au service, montent suivant les règles d'ancienneté lentement de grade en grade, et reçoivent leur pension après un certain nombre d'années. Pour les avancements, les récompenses et les secours la protection joue aussi un grand rôle. Sans léser des droits acquis, sans rendre malheureux de vieux serviteurs du pays et augmenter le

nombre des mécontents, il est impossible de réduire subitement les dépenses de ce chef. On peut seulement agir dans l'intérêt de l'avenir en limitant le nombre des admissions au service et les nominations à des emplois surnuméraires. Jusqu'ici malheureusement, malgré la tendance d'économiser, le service des pensions ne fait que s'accroître. Les dépenses du ministère des finances de ce chef figurent sur les budgets provisoires pour

1880	en	24	millions.
1881	»	24	»
1882	»	25	»
1883	»	26	»
1884	»	27	»
1885	»	28	»

Domaines. *Le ministère des Domaines* exige annuellement environ vingt-et-un millions, dont plus de dix millions pour frais d'administration. Une partie des autres dépenses est consacrée à des buts productifs, au développement de l'industrie minière, de l'agriculture, de l'exploitation forestière, et on doit désirer que ces dépenses, surtout celles pour l'instruction technique, soient graduellement augmentées: les forces productives de la Russie peuvent beaucoup en profiter.

Intérieur. *Le ministère de l'Intérieur* a coûté:

en	1874	52,5	millions.
	1875	53	»
	1876	54	»
	1877	54,5	»
	1878	56	»
	1879	60	»
	1880	63	»
	1881	67,5	»
	1882	68	»
	1883	70	»
évaluation	1884	71	»
»	1885	71	»

Il y a augmentation constante et comme résultat de la période décennale 1874/83 un accroissement d'un tiers. Les multiples besoins de l'administration intérieure d'un pays dont le territoire et la population s'agrandissent toujours et qui progresse en civilisation, exigent naturellement des dépenses toujours croissantes. Le service pénitentiaire coûte 12 millions, le département des postes et télégraphes, l'entretien des relais de poste compris, exige 23 millions. Il est à prévoir que les dépenses pour le service pénitentiaire s'augmenteront encore, vu l'état insuffisant des prisons.

Voies de communication. Les dépenses du *ministère des voies de communication* sont restées presque stationnaires de 1874 à 1882, aux environs de 10 millions, pour monter en 1883 à 21 et suivant les évaluations pour 1885 à 23 millions. La cause principale de cette augmentation est le nouveau système d'exploitation de chemins de fer par l'Etat. Pour 1885 les frais d'exploitation des chemins de fer de l'Etat sont évalués à 10 millions, mais cette nouvelle dépense se trouve contrebalancée par les recettes brutes des mêmes lignes, inscrites au budget.

Justice. Le budget du *ministère de la justice* a suivi une marche ascendante de 13 millions en 1874 jusque 18 millions en 1883, tandis que les dépenses en 1885 sont évaluées à près de 20 millions.

Instruction publique. La modicité relative des dépenses du *ministère de l'instruction publique* prouve que la civilisation de la grande masse de la population est encore peu avancée, et explique en même temps ce fait déplorable. Il y a augmentation pour les dépenses de ce ministère de 13½ millions en 1874 jusqu'à 18½ millions en 1883 et 20½ millions sur le budget de 1885, mais ce montant paraît encore bien petit pour une population de cent millions, surtout si l'on considère que l'administration et autres frais généraux exigent annuelle-

ment	2	millions.
les universités et lycées	3,2	»
l'instruction secondaire	9,3	»
l'instruction professionnelle . . .	1,7	»
ensemble	16,2	»
de sorte qu'il ne reste pour l'instruction primaire que . . .	4,3	»

ou quatre kopecks (dix centimes) par tête de la population. Il est vrai que la création et l'entretien des écoles primaires sont aussi de la compétence des autorités locales et de district, mais beaucoup de communes et de zemstvo's n'ont que de très-faibles ressources financières, d'autres se montrent indifférents, et en outre la création d'écoles rencontre parfois de grandes entraves de la part de l'administration centrale, de peur des tendances subversives qui pourraient être propagées par le personnel enseignant. Comme cependant l'esprit du siècle pousse partout, et aussi en Russie, à la propagation de l'instruction parmi le peuple, il faut s'attendre à voir les dépenses du ministère de l'instruction publique s'augmenter graduellement.

Les budgets du *Contrôle de l'Empire* et de la *Direction générale des haras* ont augmenté de 2,9 en 1874 à 3,7 millions en 1883.

Les frais de *l'administration civile de la Transcaucasie,* après s'être élevés de 6½ à 8 millions durant la dernière période décennale, ont été répartis en 1884 sur les différents ministères, et ont occasionné une augmentation apparente des sommes qui leur sont assignées pour les années 1884 et 1885, en comparaison des résultats des années précédentes.

Comparaison entre 1874 et 1883.

En résumé les différences que les chiffres définitifs de 1883 présentent sur ceux de 1874, s'expriment par les proportions suivantes :

Service de la dette publique .	augmentation	100,31 %
Saint-Synode.	»	8,76
Ministère de la Maison de l'Empereur .	»	0,65
» des affaires étrangères . .	»	59,69
» des domaines	»	1,22
» de l'intérieur	»	33,23
» de l'instruction publique. .	»	38,07
» des voies de communication.	»	112,24
» de la justice.	»	33,89
» de la guerre.	»	16,14
» de la marine	»	18,34
» des finances.	»	1,60
Contrôle de l'Empire	»	26,66
Direction générale des haras . . .	»	28,50
Administration civile de la Transcaucasie	»	28,55
Grands corps de l'Etat	diminution	3,50

La plus forte augmentation, 100 %, se trouve dans le service de la dette, surtout à la suite de la guerre d'Orient. Puis viennent les affaires étrangères avec 60 %, principalement par la baisse du change, et ensuite les départements d'administration intérieure de l'Empire (intérieur, justice, instruction publique) avec 34 % environ, tandis que les frais des ministères de la guerre et de la marine n'accusent à la fin de toute la période décennale qu'une augmentation de 17 %. Le grand accroissement des dépenses pour les voies et communications est plus apparent que réel; il résulte surtout des frais d'exploitation des chemins de fer de l'Etat, et se trouve pour la majeure partie contrebalancé par celui des recettes de ce chef. A part l'augmentation énorme du service de la dette, l'accroissement des dépenses dans la dernière période décennale ne paraît pas exagérée, surtout en tenant compte de la baisse du change, et de la hausse générale des prix, résultat de cette baisse et du développement économique du pays.

Excepté peut-être dans les départements de la guerre, de la marine et des finances il ne paraît pas probable qu'on parvienne à faire de grandes économies. L'administration pourrait certainement être conduite avec moins de personnel et moins de formalités, mais en Russie, comme du reste partout ailleurs, il est fort difficile de faire des réformes sous ce rapport, et on pourra être très-content si les économies à faire balancent l'augmentation des dépenses nécessitée par le développement constant de la population, du territoire et de l'action gouvernementale. Il est bien plus probable que le total des dépenses ordinaires continuera à grandir, malgré toute bonne volonté de les restreindre, et nous devons surtout faire attention aux ressources du Trésor pour faire face aux dépenses toujours croissantes.

Recettes ordinaires.

Voici un résumé sommaire des recettes effectuées en 1883 en millions de roubles, et leur proportion au total:

	Millions.	Proportion.	%
Impôts personnels et fonciers	109	15,60	18,46
Patentes	20	2,86	
Accises	280	40,06	53,93
Douanes	97	13,87	
Droits divers	43	6,15	27,61
Droits régaliens	28	4,—	
Domaines	40	5,72	
Recettes diverses	82	11,74	
	699	100,—	

Une comparaison de la part des recettes ordinaires fournie par les impôts directs dans différents pays donne les résultats suivants:

La Russie . . .	18½ %
l'Angleterre . . .	17½ %
La France . . .	15 %
l'Italie	27 %

Impôts directs.

La composition des impôts directs a été en 1883 comme suit:

Capitation	46	millions.
Redevance des paysans sur les biens des domaines	32	»
Impôts fonciers	22	»
Impôts divers	9	»
Total	109	»

La capitation.

La capitation est l'impôt le plus ancien en Russie. C'est un impôt de répartition. Chaque gouvernement, suivant sa population, a été désigné comme devant contribuer pour tant et tant au Trésor. Le gouvernement doit répartir ce montant sur les communes, et les communes répartissent leurs quoteparts sur les membres individuels. Institué dans un but fiscal, cet impôt est devenu plus tard un instrument dans les mains des propriétaires fonciers pour empêcher la migration des paysans, et a été une des causes principales de la régularisation légale du servage. La répartition a toujours donné lieu à de grandes inégalités dans les charges imposées aux paysans de différents gouvernements et de différentes communes. Au $18^{\text{ième}}$ siècle l'impôt a été une véritable capitation, c'est à dire un droit exigé pour chaque tête la de famille des paysans, un droit écrasant pour les pères de beaucoup d'enfants. Aujourd'hui la capitation a la même assiette que les annuités du rachat, c. à. d. les lots de terre cultivés par les familles de paysans.

Ces doubles charges se sont montrées trop lourdes, et des arriérés considérables se sont produits, surtout dans les dernières dix années. Des poursuites rigoureuses pour encaisser le montant des rôles courants et des arriérés ont souvent eu de fâcheuses conséquences et ont été de plus en plus abandonnées, car la vente en exécution de la propriété d'un paysan en détresse, le rend incapable de payer les impôts des années suivantes.

Afin de porter remède à l'état économique désastreux des paysans dans beaucoup de contrées, une commission a été instituée en 1879 pour examiner des projets dans le but d'abolir l'impôt de capitation. En même temps un Oukase Impérial du 23 mars 1879 décréta déjà en principe l'abolition de celui-ci et son remplacement par d'autres impôts, mais sans fixer une date pour le commencement de cette réforme importante. Le gouvernement actuel remplit la promesse faite par l'Empereur Alexandre II, et le 18 mai 1882 parut une loi, décrétant l'abolition graduelle de l'impôt de capitation, devant produire alors 56 millions, à partir du 1 janvier 1883. La première année certaines classes des contribuables seraient libérées des paiements de l'impôt pour un montant total de 3½ millions. Le manifeste du 15 mai 1883, donné lors du couronnement, a continué cette mesure de justice et de clémence, en ordonnant:

1. La libération entière à partir du 1 janvier 1884 de certaines classes de paysans.
2. La réduction à la moitié des charges de certaines autres classes.
3. La réduction d'un dixième des charges de tous les autres paysans.
4. La remise de tous les arriérés accumulés jusqu'au 1 janvier 1883.

Ces libérations ont été évaluées dans les rapports du ministère des finances à 19 millions, dont 3½ millions en 1883 et 15½ millions en 1884. En remplacement partiel, l'impôt foncier a été augmenté en 1884 de 4 et l'impôt sur les immeubles de 2 millions.

Les chiffres suivants (indiquant des milliers de roubles) démontrent dans quelle mesure les arriérés dans la rentrée de la capitation se sont produits.

	Arriérés de l'exercice.	Remboursements sur les arriérés des années précédentes.	Augmentation des arriérés.	Annulations.	Solde à la fin de l'exercice.
1879					12592
1880	7380	2012	5368	5643	12317
1881	7014	3804	3210	508	15019
1882	9920	4685	5235	379	19875
1883	8012	1812	6200	18151	7924
	32326	12313	20013	24681	

L'annulation importante en 1883 est une suite du manifeste du couronnement dont nous avons reproduit le contenu.

Dernièrement une loi du 28 mai 1885 a stipulé qu'à partir du 1 janvier 1886 il ne sera plus prélevé de capitation sur les paysans ci-devant serfs, et qu'à dater du 1 janvier 1887 l'impôt sera également supprimé à l'égard des paysans des domaines.

Patentes de commerce. L'impôt des *patentes de commerce*, remanié par une loi du 5 juin 1884, repose en principe sur des droits de guilde, remontant jusqu'en 1721. Chaque industriel, chaque négociant, marchand ou commis est rangé suivant le genre de ses affaires dans une des deux guildes ou dans une des autres classes. Il paie un droit fixe, variant suivant l'endroit où il est établi. Les patentes de première guilde, donnant droit au commerce d'outre-mer, coûtent partout 565 roubles; celles de deuxième guilde, suivant la localité, de 120 à 40 roubles; les patentes de détaillant de 30 à 10, les certificats de commis de 1e classe 35, de 2e classe 6 roubles.

Une nouvelle loi, décrétée en 1884, soumet les grandes entreprises commerciales et industrielles à des taxes suivant leurs dividendes ou sur la base des bénéfices réalisés. La taxe est de 3 $^0/_0$, et le produit évalué d'environ 4 millions.

Les recettes des patentes de commerce ont été dans les

années	1874/1880	d'environ	15	millions
en	1881	»	22	»
	1882	»	20	»
	1883	»	20	»
et elles ont été évaluées pour	1884	à	22	»
» » » » » »	1885	à	26	»

presque le double d'il y a dix ans.

Lacune dans le système des impôts directs.

L'exposition des impôts directs que nous venons de donner, montre la grande lacune du système qui a été en vigueur jusqu'ici. Les impôts directs pesaient exclusivement sur les classes inférieures de la population et sur les marchands, tandis que les classes supérieures en étaient exemptes. Pour cette raison la noblesse et le clergé portent encore actuellement le nom de classes privélégiées. C'est une inégalité devant la loi qui rappelle la France de l'ancien régime. Peu à peu la rigueur du système s'est adoucie. D'un côté les impôts directs pesant sur les paysans et les petits bourgeois ont été partiellement abolies, d'un autre côté les membres des classes privélégiées, tant qu'ils étaient propriétaires de biens immobiliers, ont été frappés par des impôts fonciers et des taxes sur les immeubles dans les villes. Cependant l'inégalité restait encore frappante, et le gérant actuel du ministère des finances, M. de Bunge, s'est exprimé à ce sujet dans les termes suivants dans le rapport accompagnant le budget de prévision pour l'exercice 1884.

»L'augmentation de quelques-uns des impôts existants et »la création de quelques nouveaux impôts étaient principa»lement destinées à frapper d'une manière proportionnelle »les revenus des particuliers. Si le ministère des finances ne »s'est pas décidé du coup à proposer un impôt sur le revenu, »c'est parce que, à son avis, le même but peut être atteint »jusqu'à un certain point, sans ébranler aussi fortement les »conditions économiques existantes et en même temps sans

»remettre la réforme des impôts jusqu'à à la création d'une »administration des impôts dans les districts - création qui »devient chaque jour plus urgente, mais dont l'organisation »exigera des ressources pécuniaires considérables. Cette der- »nière circonstance a obligé le ministère des finances à »retarder quelque peu cette réforme, qui devra pourtant être »réalisée à la première possibilité."

La réforme dont parle le ministre n'a pas encore été accomplie, mais la nécessité de fonder dans les districts un organe financier spécial pour la surveillance de la perception des impôts, actuellement confiée à la police, a de nouveau été reconnue en janvier 1885 par une commission, instituée pour préparer une réforme de l'administration, et appelée, d'après son président, la commission Kakhanoff.

Impôt sur les revenus de capitaux.

En attendant le ministre poursuit la réforme graduelle du système en vigueur, et un grand pas dans cette direction a été fait par l'impôt sur les revenus de capitaux, décrété par une loi du 20 mai 1885. Cette loi soumet a un impôt de 5 $^0/_0$:

a) Les revenus des valeurs à intérêts de toute dénomination, émises par l'Etat et des institutions publiques ou privées, à l'exception des valeurs exemptes de tout impôt par les conditions de leur émission et des revenus d'actions de sociétés commerciales et industrielles.

b) Les revenus provenant de fonds placés en comptes-courants et de tous autres dépôts à intérêts dans les Banques de l'Etat, les banques d'institutions publiques, les banques par actions et les sociétés de crédit mutuel.

Nous donnons dans le chapitre traitant de la dette une énumération des fonds publics, exempts de l'impôt; voici la liste des obligations de chemins de fer, jouissant du même privilége, en vertu de la garantie du Gouvernement.

Grande Société des chemins de fer russes, I, II et III émissions

Chemin de fer d'Orel—Vitebsk
» Moscou—Brest
» Moscou—Riazan
» Koursk—Kieff
» Schouia—Ivanovo
» Riazan—Kozloff
» Riask—Morschansk
» Koursk—Kharkoff—mer d'Azoff, I & II émissions
» Kozloff—Voronège—Rostoff
» Varsovie—Térespol
» Moscou—Yaroslaff
» Orel—Griazi, I & II émissions
» Transcaucasien, I & II émissions
» Mitau
» Donets
» Ivangorod—Dombrovo
» Vladikavkaz.

En outre sont exempts de l'impôt les intérêts des dépôts des caisses d'épargne, des sociétés de piété et d'épargne et des banques rurales, et les rentes provenant de valeurs appartenant à l'Eglise, aux établissements d'instruction et de bienfaisance.

Par contre les fonds des apanages et les autres capitaux gérés par le ministère de la cour Impériale sont soumis à l'impôt, bien que dans les autres pays de pareils capitaux jouissent de l'immunité de taxes, et par ordre de l'Empereur la diminution de revenu qui en résultera ne doit pas donner lieu à la demande de crédits supplémentaires sur les fonds du Trésor.

Le ministère des finances évalue le produit de l'impôt aux chiffres suivants :

Des fonds publics	R. p.	5,598,000
» obligations des banques hypothécaires des villes	»	1,023,900
» lettres de gage des sociétés de crédit foncier mutuel	»	1,007,300
» lettres de gage des banques foncières et des obligations de la banque centrale	»	1,023,400
» obligations des chemins de fer non garanties	»	199,500
» intérêts en compte-courant et sur dépôts . . . . ,	»	1,629,500
Total *)	»	10,481,600

dont il faut déduire les 5 % sur les intérêts des valeurs appartenant aux églises et monastères, ainsi qu'aux établissements d'instruction et aux sociétés de bienfaisance. Le ministre calcule le montant de cette exemption à 1,000,000

et évalue par conséquent le produit de l'impôt à environ $9\frac{1}{2}$ millions de roubles.

Il paraît être dans les intentions du ministre de frapper par une autre loi les revenus produits par les actions des compagnies de chemins de fer et également d'imposer, comme en Allemagne, les opérations de bourse.

Réformes dans le système des impôts directs.

Par contre la capitation doit être entièrement abolie à partir du 1 janvier 1887. Si cette grande réforme s'accomplit, on pourra dire que la Russie a entièrement rompu avec l'ancien système de mettre la charge des impôts sur les épaules des

*) Le montant de l'impôt sur les intérêts des obligations des zemstvo's, des villes et des sociétés industrielles, n'est pas compris dans ces chiffres, parce qu'il est difficile à évaluer, mais ne peut pas être de grande importance.

classes les plus pauvres et spécialement de la population agricole, mais le système des impôts restera susceptible de grandes améliorations. Le médecin, l'ingénieur, l'avocat, le professeur, le prêtre, l'employé de tout grade, tant qu'il n'est pas rentier ou propriétaire foncier, ne paie aucun impôt direct. Les droits de patente pèsent très-inégalement sur les grands négociants et sur les petits marchands qui, tout en ayant un chiffre modeste de transactions, sont obligés par la nature de leurs affaires à avoir une patente de première guilde. Le moyen le plus direct pour faire participer chacun proportionnellement à ses moyens aux charges de l'Etat, serait l'impôt sur le revenu, mais si celui-ci offre trop de difficultés, un impôt général sur les dépenses pourrait rendre presque les mêmes services. Les Russes ne sont pas économes, ordinairement ils dépensent leurs revenus et même plus. Le loyer fournirait une bonne base pour le classement des contribuables. Ici il y a encore un terrain vierge, promettant de bonnes moissons au législateur qui saura le défricher. Il faut pourtant se garder d'attendre de la classe moyenne, bourgeoise une part aussi forte dans le total des contributions, que celle qui retombe sur les mêmes classes dans les pays de l'Europe occidentale. En Russie les personnes vivant de revenus de valeurs mobilières seulement sont assez rares, et la bourgeoisie, la population urbaine est très-peu nombreuse en comparaison de celle de la campagne. En 1882 le chiffre de la population de la Russie d'Europe était composé comme suit:

Population des villes . .	9,263,100
Population de la campagne	68,616,418
Total	77,879,518

de sorte que les habitants des villes ne fournaient qu'un huitième de la population entière. Après l'abolition entière de la capitation les paysans contribueront surtout aux

recettes de l'Empire par l'accise sur les boissons, qui produit annuellement 250 millions, soit presque la moitié du total des impôts et droits.

Accises. Les *Accises* forment le principal revenu du Trésor. Voici le rendement en millions de roubles:

	BOISSONS.	SELS.	TABACS.	SUCRES.	TOTAL.
1874	201	10	11	4	226
1875	198	10	11	3	222
1876	191	10	11	5	217
1877	190	9	12	7	218
1878	213	9	12	5	239
1879	228	12	13	5	258
1880	222	12	13	4	251
1881	224	—	12	4	240
1882	252	—	14	8	274
1883	253	—	19	9	281
évaluation 1884	250	—	17	11	278
» 1885	246	—	20	12	278

Boissons. Des 253 millions perçus en 1883, 6 millions seulement ont été fournis par la bière et l'hydromel; les autres 247 millions, 35 % du budget ordinaire, par l'alcool et le vin, les droits de licence compris. Dans les Pays-Bas, où les boissons alcooliques fournissent aussi une contribution très-importante au budget, la proportion n'est que de 22 %. Par tête de la population les droits sur les spiritueux reviennent en Russie à R 2,50 (fr. 10,—), annuellement.

Importation d'alcool en contrebande. L'accroissement des revenus de l'accise est une suite de l'élévation à plusieurs reprises des droits perçus, car la consommation a diminué. *) Le rendement pourrait être plus grand encore, ne fut la contrebande, spécialement sur la

*) Peut-être la diminution n'est qu'apparente, et signifie une augmentation de l'emploi d'eau-de-vie importée ou fabriquée en fraude.

frontière occidentale de terre. Il est reconnu dans des documents officiels que tous les paysans demeurant près des frontières s'en occupent. Ce trafic est très-avantageux, comme un simple calcul peut le démontrer. L'accise est actuellement de 8 kopecks par degré d'alcool pur, et le degré revient en Russie à 11 et en Allemagne à 5 kopecks. Les »Novosti" (Nouvelles), un des meilleurs journaux russes, ont donné la description suivante de la manière, dont les contrebandiers opèrent.

Les véritables contrebandiers, les entrepreneurs de l'affaire, possèdent des passe-ports en règle, et ne courent jamais risque d'être attrapés, parce qu'ils ne font rien de défendu. Ils achètent de l'alcool en Allemagne près des frontières dans des dépôts créés dans ce but spécial, et le livrent en Allemagne à des paysans russes qui viennent le chercher. Ces paysans le transportent alors la nuit par des forêts et des marais en Russie; ordinairement ils ne font pas emploi de chevaux, mais chaque homme porte sur son dos une quantité de 15 litres, contenant cent degrés. Sur ces cent degrés la différence entre 11 et 5 kopecks fait six roubles, dont le paysan garde environ quatre pour lui et donne deux à l'entrepreneur-contrebandier. Les gardiens des frontières arrêtent seulement un centième du transport clandestin. L'eau de vie introduite en contrebande se consomme surtout en Pologne, et sous ce rapport les chiffres suivants sont très-significatifs. Lorsque l'accise était de $2\frac{1}{2}$ kopecks, il y avait en Pologne 1669 distilleries et le rendement de l'accise était de 34 millions. Maintenant avec 8 kopecks d'accise il y a seulement 459 distilleries, et le rendement est de 16 millions. La perte annuelle subie par le Trésor en suite de la contrebande en alcool a été évaluée à 26 millions et plus encore, mais le ministre des finances dans son exposé accompagnant le budget de prévision pour 1885, l'évalue à 9 ou 12 millions. Il espère arriver à prévenir une partie de cette

perte par une augmentation du personnel de la garde-frontière, et croit en même temps pouvoir augmenter de 2 % le produit de l'accise par la création d'une surveillance permanente aux lieux mêmes de la fabrication des boissons spiritueuses. *)

Abolition de l'accise sur le sel.

L'abolition de *l'accise sur le sel* a été une des mesures pour alléger le fardeau trop lourd des classes inférieures de la population et pour aider l'agriculture en rendant possible l'emploi de sel comme engrais. D'abord le résultat n'a pas répondu à l'attente, mais peu à peu le prix du sel a baissé de manière à rendre le sacrifice du Trésor fructueux. Grâce à des réformes dans la réglementation des droits d'accise et à la culture grandissante de la betterave le rendement des impôts sur les tabacs et les sucres a fortement progressé, et on peut espérer le voir encore s'accroître dans les années suivantes.

Suivant des communications officielles les frais de perception des droits d'accise se sont élevés en 1883 à un total de 8,7 millions, décomposé comme suit:

Accise sur les boissons	6,9	millions pour un revenu de	252	millions, soit	2,7 %.
" " " tabacs	1,4	" " " " "	18,8	" "	7,6 "
" " " sucres	-,4	" " " " "	8,8	" "	4,2 "
Total	8,7		279,6		3,1 %.

Les frais de perception comprennent l'entretien du département et des administrations locales, ainsi que différentes dépenses économiques et d'opérations financières; ils n'ont point grandi en proportion de l'accroissement des recettes. Suivant la même publication officielle les frais de perception de l'accise sur les boissons seraient:

---

*) Il paraît que les appareils servant à contrôler la quantité d'alcool produite sont insuffisants, parce que les fabricants ont trouvé des méthodes pour rendre leurs indications inexactes. Le Trésor perd de cette manière de grandes sommes, mais l'administration ne peut pas y porter remède parce qu'il n'existe pas d'appareils qui régistrent avec exactitude dans toutes les conditions.

dans la Grande-Bretagne de 3,2 %
en France » 6,-
» Allemagne » 15,-

par conséquent bien plus élevés qu'en Russie. La proportion se modifiera en vertu du contrôle plus rigoureux qu'on introduit maintenant, mais ce surcroît de frais se trouvera probablement largement composé par l'augmentation du rendement.

Douanes. Aucune des branches des recettes du Trésor n'a tant contribué à supporter les nouvelles charges du budget que les *douanes*. Suivant les comptes-rendus du contrôle de l'Empire, après réduction des roubles métalliques en roubles papier aux cours budgétaires (actuellement 1½ r. papier pour 1 r. métall.) les résultats ont été les suivants:

Produit des douanes.

	1874	58	millions.	
	1875	63	»	
	1876	72	»	10 novembre. Oukase concernant le paiement en or.
	1877	52	»	Paiement des droits en or à partir du 1 janvier.
	1878	80	»	
	1879	93	»	
	1880	96	»	
	1881	86	»	Augmentation du tarif de 10 % à partir du 1 juillet.
	1882	95	»	Modification du tarif à partir du 1 juillet.
	1883	97	»	
Evaluation	1884	101	»	
»	1885	107	»	Augmentation des droits d'entrée du thé, et d'autres articles.

Il y a donc eu accroissement de 67 % de 1874 à 1883, et les douanes fournissent actuellement environ 14 % des recettes ordinaires. Cette grande augmentation est surtout due à la mesure décrétant le paiement des droits d'entrée

en or, mesure prise en 1876 lorsque les circonstances politiques faisaient naître la nécessité de renforcer les ressources du Trésor, et d'accumuler autant d'or que possible dans les mains du Gouvernement. La nouvelle charge imposée au commerce a eu des suites très-importantes pour l'agriculture, l'industrie et le bien-être général, mais nous ne pouvons pas en traiter ici. Les suites immédiates pour le Trésor ont été: d'abord une diminution des recettes en 1877, à cause d'importations gigantesques dans les derniers mois de 1876 dans le but de profiter de l'ancien tarif, et ensuite une forte augmentation, qui ne s'est arrêtée qu'en 1884. Une augmentation du tarif général en 1881 et nombre de modifications de détail ont contribué à ce résultat.

Tarif. Le tarif actuel date dans ses traits principaux de 1868. Il a un caractère double: renforcement du Trésor et protection de l'industrie nationale. En grandes lignes les principes du tarif peuvent être définis comme suit:

L'exportation est libre de droits.

Le transit est soumis aux mêmes droits que l'entrée; il n'y a pas de ports libres, ou d'entrepôts.

Tous les articles paient des droits d'entrée, à l'exception de quelques-uns dont l'importation n'est guère probable, ou qui doivent server à développer l'agriculture. Les matières premières pour l'industrie paient des droits modérés, les faisant concurrence aux manufactures russes et les articles de luxe supportent des droits très élevés.

L'importation par terre et celle par mer sont soumises aux mêmes droits.

Les droits se paient selon le poids.

Mode de paiement des droits. Le règlement des droits de douane, (exprimés en roubles métalliques) peut s'effectuer d'une des manières suivantes:

1. En monnaies d'or russes pour leur valeur nominale, et spécialement en demi-impériales à 5,15 roubles métalliques.

2. En monnaies d'or étrangères suivant tarif.

3. En obligations d'emprunts d'état russes sorties au tirage, et payables en or.

4. En coupons des mêmes emprunts, depuis six mois avant jusqu'à six mois après l'échéance, sans déduction d'escompte.

5. Pour les paiements d'appoint au-dessous de roubles 5,15 en roubles d'argent effectifs et en monnaie.

En outre les bureaux de douane aux frontières allemandes acceptent en paiement des billets de la Banque de l'Empire allemand au change de 308 roubles pour 1000 mark.

Composition des recettes. Le total des recettes en 1883, exprimées en roubles métalliques, a été de $64\frac{1}{2}$ millions. Les articles suivants ont contribué à ce total dans la proportion indiquée :

	MILLIERS DE ROUBLES MÉTALLIQUES.
Thés	18,459
Métaux bruts	4,678
Coton brut	3,695
Spiritueux	3,347
Huile d'olives	3,093
Métaux ouvrés	2,638
Laine	2,415
Fruits	2,250
Sel	1,870
Manufactures de laine	1,780
Machineries	1,682
Tabacs	1,557
Fils et Manufactures de coton	2,370
Divers	14,666
	64,500

Résultats de l'élévation des droits d'entrée. Jusqu'ici les augmentations des droits d'entrée ont été en général favorables pour le Trésor, mais il y a des exceptions. Ainsi les droits d'entrée des articles suivants ont diminué dans la dernière période décennale :

	1874	1883	
	MILLIERS DE ROUBLES PAPIER.	MILLIERS DE ROUBLES OR.	PAPIER à 1.50.
Manufactures de laine	3,647	1,780	2.670
» » coton	2,109	1,073	1,609
» » soie	1,697	705	1,057

Comme droits protecteurs ils peuvent avoir atteint le but proposé, mais comme droits fiscaux ils ont échoué, ayant été élevés au-dessus du point le plus rémunérateur. Il est à craindre qu'en cas de nouvelles augmentations du tarif le même phénomène se montrerait pour des droits perçus sur d'autres chapitres. L'influence de la diminution de l'importation dépasserait celle de l'élévation du tarif. Nous lisons dans le rapport du Contrôleur de l'Empire sur l'exécution du budget de 1883 les paroles suivantes:

»Un décret Impérial a élevé, à partir du 1 juillet 1882, »les droits de certaines marchandises et imposé l'importation »de plusieurs articles admis jusqu' alors en franchise; ces »modifications, qui avaient pour but de protéger notre »industrie et d'égaliser la répartition des taxes, devaient en »même temps accroître le revenu des douanes d'au-delà de »5,000,000 r. mét. Si ces prévisions s'étaient réalisées, la »recette de 1883 aurait dû être supérieure de 2,500,000 »r. mét. ou environ 4,000,000 r. crédit à celle de 1882. »En fait la plus-value a été de 2,218,481 r. crédit seule»ment, et elle porte principalement sur des marchandises »dont les droits d'importation n'ont pas été élevés."

En général, les recettes des douanes ont cessé de s'accroître, malgré les modifications du tarif. Elles ont été de:

68,5	millions	de	roubles	métalliques	en	1880
56	»	»	»	»	»	1881
64	»	»	»	»	»	1882
66,5	»	»	»	»	»	1883
65	»	»	»	»	»	1884

Dans ces circonstances il serait dangereux de trop compter sur une augmentation possible des ressources du Trésor par suite d'une élévation ultérieure des droits d'entrée. A part les craintes de voir s'abaisser le rendement, d'autres considérations dans l'intérêt du commerce s'opposent aux remaniements fréquents et violents du tarif. Les chiffres du commerce d'importation dans les dernières années peuvent plaire aux ultra-protectionnistes, ils semblent défavorables à tous ceux qui voient dans une progression constante du commerce un signe du bien-être d'un pays. En effet les statistiques gouvernementales indiquent les chiffres suivants pour la valeur de l'importation par les frontières d'Europe:

MILLIONS DE ROUBLES	PAPIER.		MÉTALLIQUES.
1878	558	=	354
1879	548	=	344
1880	578	=	375
1881	476	=	311
1882	518	=	324
1883	514	=	316
1884	486	=	310

La réduction des roubles papier en roubles métalliques a été fait par nous aux cours moyens des années.

Les frais des douanes ont atteint en 1884 la somme de 9 millions de roubles, environ 9 % du produit.

Droits divers. Parmi les *Droits* figurent au premier rang:

	1883	Evaluation 1885
	MILLIERS DE ROUBLES.	
Droits de timbre.	15,748	16,621
Droits d'enregistrement et de greffe	8,504	11,089
Droits sur les successions et les mutations de propriété à titre gratuit	1,337	3,200
Passe-ports	3,266	3,302
Transp.	28,855	34.212

	1883	Evaluation 1885
	MILLIERS DE ROUBLES.	
Transp.	28,855	34,212
Taxes sur les prix des places des voyageurs et sur les transports en grande vitesse par chemins de fer.	7,986	8,382
Taxe sur les assurances contre l'incendie	3,082	3,200
Les autres droits ensemble fournissent	3,441	4,085
	43.364	49,879

Les droits de timbre et d'enregistrement, plusieurs fois remaniés, sont évalués pour 1885 à 27 millions contre 16 millions en 1871. Le droit sur les successions, introduit en 1883, est fixé à 1 % en ligne directe, et de 4 à 8 % en ligne indirecte; il paraît capable d'être augmenté au besoin. *) Les passe-ports parcontre constituent un des impôts les plus tracassiers, pesant lourdement sur les classes inférieures de la population, et entravant le mouvement de la population d'un endroit à l'autre. Il est probable que ces droits seront en partie abolis dans une époque assez prochaine, de sorte qu'on doit se préparer a une diminution de leur rendement. La taxe sur les transports par chemins de fer, introduits en 1879 et fixée à 25 % des billets I^e^ et IIe classe, 15 % des billets IIIe classe et 25 % des transports de bagage et en grande vitesse, a les graves inconvénients de restreindre le trafic et d'augmenter les charges du Trésor pour subsides aux chemins de fer. Les droits sur les assurances contre l'incendie n'ont pas de si grands défauts et sont en bonne

*) En 1884 le produit a atteint 4½ millions de roubles, mais les droits perçus sur la succession du baron Stieglitz figuraient dans ce chiffre pour environ 2 millions.

augmentation. Ils sont actuellement fixés à $\frac{3}{4}$ $^0/_{00}$ du montant assuré.

Droits régaliens. *Les Droits régaliens* sont composés comme suit:

	Rendement 1874	Rendement 1883	Evaluation 1885
	MILLIERS DE ROUBLES.		
Droits sur les mines	2,587	2,575	2,523
Monnaie	3,154	1,331	653
Postes	10,449	14,844	16,150
Télégraphes	4,842	8,852	8,890

Pendant les années 1878/1882 les droits sur les mines n'ont produit qu'un demi-million annuellement, la taxe sur l'exploitation de l'or ayant été temporairement abolie; après sa réintroduction les recettes ont remonté à l'ancien niveau.

Le revenu de la monnaie dépend du plus ou moins de frappe de monnaie divisionnaire, et varie beaucoup d'année en année.

Les revenus des postes et télégraphes réunies couvrent les dépenses de ces départements. Les télégraphes donnent un bénéfice net annuel d'environ 1$\frac{3}{4}$ million qui se trouve absorbé par le déficit de l'administration des postes.

Domaines. *Les Domaines*, sans les chemins de fer, ont donné en:

	1874	25 millions,	dont produit des *Forêts*	10 millis.
	1875	25 »	»	10 »
	1876	24½ »	»	10 »
	1877	25 »	»	10 »
	1878	27 »	»	12 »
	1879	30 »	»	13 »
	1880	32 »	»	15 »
	1881	31 »	»	14 »
	1882	32½ »	»	14½ »
	1883	30 »	»	13 »
évaluation	1884	34 »	»	15 »
»	1885	33 »	»	14 »

La progression des recettes paraît assez satisfaisante, quand on considère que les dépenses du ministère des domaines sont restées stables, à 20 millions environ, de manière que le rendement net s'est doublé. Avec une bonne gestion les forêts, mines et terres arables de l'Etat pourront probablement peu à peu donner encore de bien meilleurs résultats, surtout si de nouvelles lignes de chemins de fer viennent faciliter le transport des bois et des minéraux.

Les recettes des chemins de fer de l'Etat (10 millions en 1883 contre 2 millions en 1874) forment la contrepartie des frais d'exploitation de ces entreprises, figurant sur le budget du ministère de voies et de communications. Nous revenons sur ce sujet dans le chapitre consacré aux chemins de fer.

Recettes diverses.

Parmi les *Recettes diverses* figurent :

	1883	Evaluation 1885
Établissements techniques, livres et journaux publiés par l'Etat.	1,3 millions	1,3 millions.
Vente de matériel et de produits divers	2,1	2,3
Recettes applicables au service des obligations de chemins de fer	16,2	27,2
Valeurs à intérêts appartenant à l'Etat et bénéfices de la Banque de Pologne	4	5
Recouvrements de prêts . .	16,5	15,7
Fonds de concours au Trésor sur les revenus des villes et sur d'autres ressources	12,9	12,5
Perceptions diverses . . .	17,4	14,7
	70,4	78,7

Pour les recettes applicables au service des obligations

de chemins de fer, nous prions le lecteur de consulter le chapitre spécial.

Les recouvrements de prêts accordés aux communes, aux districts et aux chemins de fer, constituent un article du budget qui varie beaucoup d'une année à l'autre en suite de circonstances spéciales. Dans la dernière periode décennale ces recettes ont varié entre 27 millions (en 1874 et 1882) et 16 millions (en 1883).

Les fonds de concours sont des sommes fournies par les administrations des villes et par des fonds spéciaux en remboursement de dépenses effectuées par le Trésor pour leur compte, et figurant parmi les dépenses budgétaires. Ces revenus ont progressé de 5 millions en 1874 à 13 millions en 1883.

Jusqu' en 1883 les revenus de la Transcaucasie ont formé un article spécial du budget de 5 millions de roubles environ. Actuellement ces recettes sont comprises dans les ressources générales, de sorte que les évaluations pour 1884 et 1885 de plusieurs chapitres sont de ce chef un peu plus élevées qu'elles ne le seraient suivant l'ancienne méthode.

Réforme des impôts. Dans les dernières années les impôts ont subi des modifications considérables; nous en avons fait mention en traitant des rubriques spéciales des contributions, mais il nous paraît utile de les récapituler ici:

DIMINUTIONS.

1881	Abolition de l'accise sur le sel. . .	12	millions.
1883	Allégement de l'impôt de capitation .	3,5	»
1884	» » » » » .	15,5	»
	Ensemble une diminution de	31	»

des impôts grevant spécialement les classes inférieures, en dehors de l'allégement des paiements de rachat.

AUGMENTATIONS.

1883	Impôt sur les successions	3	millions.
»	Transformation de l'accise sur le tabac.	5	»
»	» » l'impôt du timbre .	1	»
1884	Droit sur les foires	1	»
»	Augmentation du droit de patente des fabriques d'eau-de-vie et des restaurants.	2	»
»	Elévation de l'accise sur le sucre. . .	2½	»
»	Remaniement des droits d'enregistrement	2	»
»	Augmentation de l'impôt foncier . . .	4	»
»	» » » sur les immeubles	2	»
1885	Nouvelles taxes sur les grandes entreprises commerciales et industrielles	4	»
»	Elévation de droits d'entrée	5½	»
	Total	32	»

Prépondérance des dépenses improductives. Un des côtés les plus faibles du budget russe, c'est la grande prépondérance des dépenses improductives sur les dépenses productives. Le service de la dette, les traitements et pensions, toute l'administration centrale et locale de l'immense empire, l'entretien de l'armée surtout, engloutissent de telles sommes, qu'il reste peu de ressources pour l'instruction, l'amélioration du sol, la construction de voies carossables, et navigables, et autres dépenses productives. Suivant des tableaux publiés dans l'excellent livre de Friedrich Matthaei: »Die wirthschaftlichen Hülfsquellen Russlands" les dépenses productives, celles pour les chemins de fer comprises, n'exigeraient que 8,74 pour cent du budget ordinaire pour 1884, les dépenses improductives et administrations par contre 91,26 pour cent. La proportion paraît d'autant plus défavorable, si nous mettons en compte qu'en Russie l'initiative individuelle est peu développée; on attend les réformes, les créations, les améliorations de la main du

Gouvernement. Le »selfgovernment" existe, il est vrai, dans l'administration des communes et des districts, mais il ne faut pas trop attendre de leur action. Le »mir" est gouverné par les paysans eux-mêmes, conservateurs de nature; les »zemstvo" ne disposent que de faibles moyens, n'ont pas le droit de s'occuper des intérêts généraux du pays, et ne jouissent pas d'une grande liberté de mouvement. Toutes les innovations d'importance doivent émaner du Gouvernement, et il faut s'attendre à ce que les dépenses productives s'augmenteront peu à peu. Alors la proportion deviendra plus favorable, mais le total des dépenses s'élèvera. Pendant quelque temps l'équilibre du budget pourra en conséquent devenir plus difficile, mais à la longue la situation économique et les finances du pays en profiteront énormément.

Le lecteur trouvera à la fin de ce chapitre le tableau complet des recettes et dépenses ordinaires des dix dernières années, tel qu'il figure dans le dernier rapport du Contrôle de l'Empire.

Comparaison des budgets de prévision de 1865, 1875 et 1885.

Nous pouvons maintenant procéder à une vue d'ensemble de la marche des recettes et dépenses ordinaires dans la dernière période de vingt ans, en comparant les budgets de prévision pour 1865, 1875 et 1885. Nous basons ces comparaisons sur les budgets de prévision, parce que antérieurement à 1867 les réglements définitifs des budgets n'ont pas été publiés.

Voici d'abord un abrégé en millions de roubles des chiffres, tels qu'ils ont été publiés:

RECETTES ORDINAIRES.

	BUDGETS PROVISOIRES.		
	1865	1875	1885
Impôts directs.	44	131	136
» indirects.	189	290	435
Droits régaliens	15½	23	28
Domaines	56½	29	48
Paiements de rachat des paysans .	—	—	50
Recettes diverses.	41½	52	79
Revenus du Transcaucase. . . .	3½	7	—
	350	532	776

DÉPENSES ORDINAIRES.

DETTE PUBLIQUE.			
A. Service des emprunts	64	79	148
B. » » obligations de chemins de fer . . .	—	28	59
C. » » emprunts pour l'opération du rachat. .	—	—	54
Grands corps de l'Etat	1	2	2
Saint Synode et culte orthodoxe. .	6	9½	10½
Ministère de la maison de l'Empereur.	8	9	10½
» des affaires étrangères . .	2	3	4
» de la guerre	128	175	200½
» » » marine.	22	25	35½
» des finances	61	69	97
» » domaines	9	20	22
» de l'intérieur.	24½	51	71
» » l'instruction publique .	7	15	20
» des voies de communication.	23	17½	23
» de la justice.	6½	12	20
Contrôle de l'Empire	1	2	3
Direction générale des haras. . .	1	1	1
Dépenses non prévues	—	—	3
Administration civile du Transcaucase.	4	7	—
	368	525	784

Avant de pouvoir comparer les chiffres des différentes années, il est nécessaire de modifier le classement des recettes et dépenses des budgets pour 1865 et 1875, en conformité avec celui de 1885, et de supprimer quant au dernier les chapitres ayant rapport à l'opération du rachat, cette opération ayant eu jusqu'ici une comptabilité toute spéciale. Après avoir fait l'un et l'autre, les chiffres se présentent comme suit :

	BUDGETS	PROVISOIRES.	
RECETTES.	1865	1875	1885
Impôts directs.	99	134	136
» indirects.	190½	293	435
Droits régaliens	15½	23	28
Domaines	23½	29	48
Recettes diverses.	21½	53	79
	350	532	726

DÉPENSES.			
Dette publique.			
A. Service des emprunts . . . B. » » obligs de chemins de fer.	64	107	207
Grands corps de l'Etat.	1	2	2
Saint Synode et culte orthodoxe.	6	9½	10½
Ministère de la maison de l'Empereur.	8	9	10½
» des affaires étrangères	2	3	4
» de la guerre	128	175	200½
» » » marine.	22	25	35½
» des finances	66½	80	97
» » domaines	10½	20	22
» de l'intérieur.	29	53	71
» » l'instruction publique	7	16	20
» des voies de communication.	15½	9½	23
» de la justice	6½	13	20
Contrôle de l'Empire.	1	2	3
Direction générale des haras.	1	1	1
	368	525	727

Nous voyons d'abord que le budget ordinaire s'est environ doublé depuis 1865 et a augmenté de $\frac{3}{8}$ dans la dernière dizaine d'années. Une partie de cet accroissement considérable doit cependant être attribuée à la baisse de la valeur du rouble crédit ou papier et n'est qu' apparent. En réduisant les chiffres indiqués en roubles métalliques au cours moyen des années 1865 et 1875 et au cours actuel on atteint les résultats suivants:

1865,	dépenses	368	millions	de r. c.	à 81,7	= 300	millions	r. métall.
1875,	„	525	„	„ r. c.	à 84,9	= 446	„	„
1885,	„	727	„	„ r. c.	à 66	= 480	„	„

représentant une augmentation en 1885 sur 1875 de $7\frac{1}{2}$ % seulement.
„ 1865 „ 60 % „

Ni l'un ni l'autre de ces résultats ne donne une idée juste de l'augmentation du budget. Quelques chapitres comme le service des emprunts intérieurs ne subissent pas du tout l'influence du change, d'autres dépenses comme celles pour le traitement des employés civils et militaires et pour les vivres de l'armée n'en sont influencés qu' indirectement et dans une faible mesure. Nous pouvons seulement dire avec précision qu' une hausse du change jusqu' au niveau de 1875 occasionnerait une épargne sur le service des emprunts extérieurs de 24 millions, et sur les dépenses du ministère des affaires étrangères de $\frac{3}{4}$ de million. La question du change et de ses influences se trouve du reste traité au large dans un chapitre spécial de ce livre.

Augmentation constante des dépenses.

L'augmentation constante et rapide des dépenses est un phénomène qui s'est produit avec plus on moins de force dans tous les pays de l'Europe dans le courant de ce siècle. Nous trouvons les chiffres suivants d'accroissement de dépenses en périodes de dix et de vingt ans:

	FRANCE.	GRANDE-BRETAGNE.
1865	2,147 millions de francs.	66 millions de livres.
1875	2,945 » » »	74 » » »
1885	3,256 » » »	89 » » »

Augmentation en	1865/85	52 %	35 %
» »	1875/85	10½ %	20 %

Plusieurs causes contribuent à cette augmentation générale: la hausse du prix des produits de l'agriculture en suite de l'augmentation de la population, l'agrandissement des armées permanentes, les exigences toujours croissantes posées à l'action de l'Etat. Une forme de gouvernement démocratique ne protège nullement contre cette surélévation des dépenses, témoin la France qui a vu se gâter en quelques années la situation de ses finances en suite du manque d'économie de ses députés. *)

Après avoir considéré la marche générale des ressources et dépenses de l'Empire, les chiffres exacts des résultats des exercices méritent notre attention.

SOLDES DES BUDGETS ORDINAIRES DÉFINITIFS

EN MILLIERS DE ROUBLES.

EXERCICE.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS.	DÉFICITS.
1874	557,733	543,317	14,416	
1875	576,493	543,221	33,272	
1876	559,262	573,107		13,845
1877	548,830	585,045		36,215
1878	625,973	600,510	25,463	
1879	661,954	643,892	18,062	
1880	651,017	694,505		43,488
1881	651,754	732,413		80,659
1882	703,711	707,661		3,950
1883	698,981	721,338		22,357
	6,235,708	6,345,009	91,213	200,514

Déficit final de la période décennale 109,301

*) Paul Leroy-Beaulieu. Traité de la Science des Finances.

Soldes des exercices 1874/1883 et résultat général. Le tableau précédent prouve que quatre années de la dernière période décennale ont clotûré en excédent et six en déficit. Les dix années ensemble ont laissé un déficit de cent neuf millions de roubles sur un total de dépenses de six milliards trois cent quarante-cinq millions, soit seulement $1\frac{3}{4}$ % du budget. La circonstance la plus défavorable c'est le résultat des quatre dernières années. Toutes ont laissé un déficit, et les évaluations et résultats provisoires en font attendre également pour 1884 et 1885. Si l'année 1881 peut être considérée comme exceptionnellement mauvaise en suite de la disette dans plusieurs provinces et d'autres causes, l'année 1882 non plus ne saurait être regardée comme normale. Elle a profité de remboursements exceptionnels de compagnies de chemins de fer, et l'amélioration générale des recettes dans cette année-là n'a pas continué en 1883 et 1884.

Déficit actuel des budgets. Le résultat de l'année 1883 n'a pas été modifié par des causes extraordinaires et fournit le chiffre le plus exact de la situation actuelle. Un déficit de 22 millions, 3 % du budget, sans être très-inquiétant, prouve la nécessité d'une diminution de dépenses, ou d'une augmentation de ressources.

Prévisions pour 1884. Maintenant que nous avons établi le résultat des exercices clos, 1883 compris, nous devons examiner les résultats prévus des années 1884 et 1885, en nous rappelant ce que nous avons dit concernant la valeur des budgets de prévision.

Les évaluations du budget de 1884 ont été établies comme suit:

RECETTES.

Recettes ordinaires.	709,8	millions.
» d'ordre.	6	»
Transp.	715,8	»

Transp.	715,8	millions.
Ressources extraordinaires et reliquats de caisse: Recettes, destinées à couvrir les frais de la guerre	3,1	»
Sommes provenant de la réalisation de bons du Trésor.	15,6	»
Valeurs à intérêts appartenant au fonds des chemins de fer	13,8	»
Sommes provenant de la rente en or 6 %	32	»
Reliquats de caisse disponibles. . . .	12	»
Sommes à réaliser par de nouvelles opérations de crédit	9,7	»
	802	»

DÉPENSES.

Dépenses ordinaires	721,4	»
» d'ordre	6	»
Remboursement à la Banque de Russie.	50	»
Pour construction de chemins de fer et pour les ports	24,6	»
	802	»

En somme donc le ministre des finances a prévu:

Un déficit sur le budget ordinaire de . .	11½	»
Des dépenses extraordinaires pour . . .	74½	»
ensemble	86	»

à couvrir presque entièrement par des reliquats de caisse, des soldes d'emprunts et de nouveaux emprunts.

Nous possédons le relevé des recettes de l'Etat du 1 janvier jusqu'au 1 décembre 1884. Dans ces onze mois les recettes de 1884 ont surpassé celles de l'année précédente de 8 millions. Comme les évaluations pour 1884 avaient été établies

supérieures aux recettes effectuées en 1883 d'environ 17 millions, il paraît que les recettes ordinaires sont demeurées inférieures aux évaluations pour un montant d'environ 9 millions. Ce résultat peut cependant se modifier sensiblement par les recettes du mois de décembre et dans la période de tolérance, et surtout par des remboursements de prêts, exécutés à la fin de l'année.

Quant aux dépenses, le ministre a fait part dans son rapport sur le budget pour 1885 qu'il a été accordé des crédits supplémentaires jusqu'au 19 décembre pour un montant de 26,4 millions, dont 11,5 pour le ministère des voies de communication. En évaluant les annulations de crédit au chiffre de 1883, les prévisions des dépenses se modifieraient comme suit:

Evaluation des dépenses ordinaires et d'ordre	727,4	
plus crédits supplémentaires	26,4	
	753,8	
moins annulations de crédits	16,3	
		737,5 millions.

Il faut cependant tenir compte du fait qu'en suite de différents systèmes de comptabilité le chiffre des crédits supplémentaires indiqué par le ministère des finances, diffère quelquefois de celui donné dans les rapports du Contrôle.

D'un autre côté, les dépenses budgétaires et supplémentaires dans les onze premiers mois de 1884 ont été supérieures à celles dans la même époque de 1883 de 7 millions. Comme les dépenses en 1884 ont été évaluées à. . 6 »
de plus qu'en 1883, on pourrait croire les prévisions réalisées, mais ce calcul n'a pas de valeur, certaines catégories de dépenses ne se réglant qu'à la fin de l'année.

Comme les chiffres totaux des dépenses et recettes nous sont encore inconnus, et ne peuvent pas être connus avant

la fin de l'époque de tolérance de l'exercice, il serait prématuré d'essayer d'évaluer le déficit véritable de l'année 1884; on ne le connaîtra qu'au commencement de décembre 1885. Les publications des recettes donnent cependant des indications précieuses sur la marche des onze premiers mois de 1884 en juxtaposition de ceux, ayant rapport à la même période de 1883. Une comparaison de ces recettes avec les évaluations pour toute l'année 1884 n'a pas de valeur, parce que les onze premiers mois ne produisent pas $\frac{11}{12}$ des rentrées de tout l'exercice, mais un montant sensiblement inférieur. Cet écart s'explique surtout par l'époque de tolérance, durant laquelle les impôts continuent à rentrer.

RECETTES DES ONZE PREMIERS MOIS 1883 & 1884.

	RECETTES EFFECTUÉES EN 1883.	RECETTES EFFECTUÉES EN 1884.
Impôts personnels et fonciers. .	83,4 mill.	78,1 mill.
Patentes de commerce	10,6 »	11 »
Boissons	219,9 »	212,6 »
Tabacs	14,3 »	15,2 »
Sucres	8,9 »	12,2 »
Douanes	88,1 »	88,9 »
Droits de timbre	13,8 »	14,7 »
Taxe sur les voyageurs et les transports en grande vitesse . . .	7,2 »	7,6 »
Taxe sur les assurances contre l'incendie	2,8 »	2,9 »
Droits divers	13,7 »	18,6 »
Droits sur les mines.	1,8 »	1,6 »
Monnaie	1,2 »	0,7 »
Postes et télégraphes.	21,2 »	22 »
Domaines	31,1 »	36,6 »
Recettes applicables au service des chemins de fer.	14,6 »	18,3 »
Recouvrement de prêts	11,4 »	16,6 »
Fonds de concours au Trésor. .	9,7 »	11,1 »
Perceptions diverses	19 »	16,8 »
Revenus de la Transcaucasie . .	5 »	— »
	577,7	585,5

Ce tableau donne lieu aux observations suivantes.

Les impôts personnels et fonciers ont fourni $5\frac{1}{4}$ millions de moins que dans la période correspondante de 1883, mais il y avait pour l'année une moins-value prévue de 10 millions, en suite de la suppression graduelle de l'impôt de capitation. Les recettes paraissent donc satisfaisantes.

Le revenu des boissons présente une moins-value de 7 millions qui n'avait pas été prévue. Il y a eu mécompte à cet égard, mais nous ne savons pas s'il faut attribuer ce mouvement rétrograde dans la marche ascendante de l'accise à une diminution de la consommation ou à des procédés perfectionnés pour tromper le fisc.

L'augmentation de l'accise des sucres répond aux prévisions. Les recettes applicables au service des chemins de fer et les recouvrements de prêts ont profité du meilleur rendement de plusieurs lignes, surtout dans le premier semestre de 1884.

Les douanes auraient dû donner une plus-value de 4 millions, mais elles n'ont pas répondu à l'attente.

En général, autant qu'on peut en juger jusqu'ici, les résultats de 1884, sans être inquiétants, ne peuvent pas être considérés comme favorables. La situation de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ne pouvaient pas du reste faire prévoir des résultats brillants: la baisse des prix des grains, qui a pris en 1884 des proportions toujours plus fortes, a probablement été la principale cause de la situation économique peu satisfaisante du pays.

Le ministre des finances, dans son rapport sur le budget pour 1885, s'exprime dans les termes suivants:

»Passant à l'exposé des résultats de l'exercice écoulé, en »tant qu'ils sont déjà définis, et des problèmes que l'admini»stration des finances aura à résoudre, j'ose rappeler que dans »le rapport que j'ai soumis à Votre Majesté en lui présentant »le budget pour l'exercice 1884, je m'étais permis de faire »observer que les prévisions de cette année ne pouvaient être

»considérées comme particulièrement favorables, sans présenter »toutefois rien d'inquiétant. Les neuf premiers mois de cette »année ont néanmoins été meilleurs qu'on ne pouvait s'y »attendre. Malgré la baisse des prix des céréales, qui continuait »depuis l'année précédente, la foire de Nijni-Novgorod s'est »close dans des conditions favorables; les impôts, l'accise et »les droits de douane sont rentrés dans les proportions prévues; »mais à partir du mois d'août, quand la baisse des prix des »grains est devenue encore plus sensible, les impôts indirects »sont restés en arrière des chiffres prévus par le budget. A »la date du 1er juin les recettes encaissées dépassaient de 14 »millions celles de l'année précédente. Au 1er septembre l'excé»dent en question n'était plus que de 10 millions et au »1er octobre de deux millions seulement. Mais il ne faut pas »perdre de vue que le paiement de l'accise sur le sucre avait »été remis au 1er décembre 1884 et qu'à la date du 1er oc»tobre on n'avait encaissé que 8,9 millions de roubles au »lieu des 11 millions portés au budget. Il y a lieu de croire »par conséquent que dans leur total général et grâce à »l'accroissement du trafic des chemins de fer, les recettes de »l'exercice 1884, quand même elles seraient inférieures à »celles de l'année précédente, ne le seront que pour une »somme insignifiante.

»Pour le prochain exercice de 1885, il n'y a pas lieu »davantage de compter sur une amélioration importante de »la situation de notre industrie, et par conséquent sur une »augmentation naturelle des recettes de l'Etat. Si l'on admet »même, comme on le prétend, que la baisse des prix du »blé ait déjà atteint la limite à laquelle la production du »froment devient désavantageuse dans beaucoup de localités »de l'Amérique du Nord et de l'Australie, il n'y a pas encore »lieu d'espérer que les difficultés que nous avons à subir »puissent promptement disparaître.

»L'évaluation prudente et modérée des recettes de l'Etat

»dans le budget de 1885, par le département de l'économie »de l'Empire, dégage dans une certaine mesure le ministre »des finances des soucis ayant trait aux ressources nécessaires »pour satisfaire les besoins de l'Etat; mais il reste au »ministre des finances l'obligation de faire tout ce qui est en »son pouvoir pour alléger les conditions de l'agriculture, de »l'industrie et du commerce."

Afin de porter assistance à l'agriculture, il a été créé par le Gouvernement en 1883 une Banque foncière des paysans, qui accorde des crédits à 24½ et 34½ ans pour l'achat de terres, à des communes, à des sociétés de paysans et à des paysans individuels. Par contre la Banque émet des lettres de gage 5½ %. Les opérations ont déjà pris un certain essor. A partir du 1 mai 1884, la Banque de l'Etat a été autorisée à escompter des lettres de change de propriétaires fonciers à neuf mois d'échéance à une signature seulement. Comme cette assistance n'a pas été assez efficace, une Banque foncière de l'Etat a été projetée, qui accorderait des prêts à meilleur marché que les banques foncières particulières. D'autres mesures sont en étude.

Evaluations pour 1885. Les évaluations du budget de 1885 ont été établies comme suit:

Recettes.

Recettes ordinaires.	776,5	millions.
» d'ordre	5	»
	781,5	»
Recettes destinées à couvrir les frais de guerre	3,1	»
Sommes provenant de l'opération de rachat.	9,5	»
Emission de rentes 5 %.	50	»
Reliquats de l'emprunt VIIes consolidées.	22,2	»
	866,3	»

DÉPENSES.

Dépenses ordinaires	784.3	millions.
» d'ordre . . . , ...	5	»
	789,3	»
Remboursement à la Banque	50	»
Construction de chemins de fer et ports.	27	»
	866,3	»

Il résulte de ces évaluations un déficit prévu sur le budget ordinaire de $7\frac{3}{4}$ millions, à couvrir, ainsi que le remboursement à la Banque et les dépenses de construction de chemins de fer, par des ressources extraordinaires. La seule opération de crédit projetée est celle d'une émission de rentes 5 $^0/_0$, soit en métal, soit en papier, pour la conversion de 50 millions de la dette du Trésor à la Banque. Cependant le premier mois de l'année a déjà amené une petite émission de six millions de roubles de bons du Trésor d'un nouveau type.

Les principaux changements prévus dans les recettes de 1885 en comparaison des prévisions pour 1884, sont les suivantes:

Patentes de commerce: augmentation de $4\frac{1}{4}$ millions, grâce aux nouvelles taxes sur les grandes entreprises commerciales et industrielles.

Accise sur le tabac . . .	augmentation	de	$2\frac{3}{4}$	millions.
» » » sucre . . .	»	»	1	»
Douanes	»	»	$5\frac{1}{2}$	»
Recettes des chemins de fer de l'Etat	»	»	1	»
Paiements à effectuer par les compagnies de chemins de fer.	»	»	$5\frac{1}{2}$	»
Boissons	diminution	»	4	»
Droits d'enregistrement et de greffe	»	»	$2\frac{1}{4}$	»

Le rendement des impôts personnels et fonciers a été évalué comme l'année précédente.

Les principaux accroissements de dépenses prévues en comparaison du budget pour 1884 ont rapport aux :

Ministère de la guerre.	4	millions.
» » » marine	$1\frac{1}{2}$	»
» des domaines	$1\frac{1}{2}$	»

Dépenses extra-ordinaires. Jusqu'ici nous n'avons parlé que des recettes et dépenses ordinaires qui doivent s'équilibrer sans nécessiter des emprunts. Il en est autrement des dépenses pour les grandes guerres et pour la construction de chemins de fer et de ports.

Les grandes guerres sont heureusement des circonstances exceptionnelles dans la vie des peuples : il serait injuste et en outre impossible de faire retomber tout leur poids financier sur les années dans lesquelles elles ont éclaté. La riche Angleterre a souvent pu trouver une bonne part des frais de ses guerres par des augmentations d'impôts, mais les autres pays n'ont jamais pu suivre cet exemple : ils ont toujours dû payer le coût par voie d'emprunt.

. Les dépenses pour la construction des chemins de fer servent pour la défense du pays, mais surtout pour le développement de son état économique, et peuvent dans le dernier cas être considérées comme des dépenses productives, occasionnant des augmentations futures des ressources de l'Etat. Pour cette raison on les considère partout comme des dépenses capables d'être couvertes par des emprunts. Les Pays-Bas, il est vrai, ont construit un réseau de chemins de fer sans emprunter, mais c'était un cas exceptionnel, rendu possible par de larges revenus des colonies, revenus qui ont maintenant cessé de se produire.

Les remboursements à la Banque de l'Etat peuvent être classés dans les deux catégories dont nous avons parlé, car les émissions extraordinaires de billets de crédit, origine de

la dette à la Banque, ont eu lieu pour couvrir temporairement les frais de la guerre et ont aussi servi à faciliter la construction de chemins de fer.

Les dépenses extraordinaires, figurant dans les comptes-rendus, se sont élevées dans la période 1874/1883 aux chiffres suivants :

Frais de guerre extraordinaires. . . .	1105	millions.
Remboursements à la Banque	100	»
Construction de chemins de fer et de ports.	67	»
Total	1,272	»

Le tableau suivant est composé d'après les chiffres indiqués par le Contrôle de l'Empire :

Dépenses de guerre extraordinaires.

DÉTAILS DES DÉPENSES DE GUERRE EXTRAORDINAIRES.

	1876	1877	1878	1879	1880	1881	Total.
Habillement et équipement.	8	66	82	27			183
Indemnités	6						6
Vivres.	6	54	54	7			121
Transports militaires .	4	38	33	19	2		96
Armes, munitions, matériel.	6	22	32	11	4	3	78
Solde, traitements de fonctionnaires. . .	3	95	79	28			205
Marine	1	4	16				21
Fourrages.	4	58	52	14			128
Travauxde construction	2	29	18	10	1		60
Differénces de change.		19	7				26
Service de santé . .	1	12	13	3			29
Chevaux			4				4
Correspondances . .		3	4				7
Expéditions transcaspiennes.		6		5	16	1	28
Mesures sur les frontières de la Chine .					11	2	13
Règlement de comptes.						18	18
Divers	10	23	14	8	21	6	82
	51	429	408	132	55	30	1105

En dehors de ce total de 1105 millions figurent encore au budget ordinaire définitif de 1882, en vertu de crédits supplémentaires du ministère de la guerre, les sommes suivantes, ayant rapport aux dépenses de guerre extraordinaires.

Travaux de fortification. .	6	millions.
Armes	0,7	»
Expéditions transcaspiennes.	0,5	»
Dépenses diverses . . .	0,8	»
Total	8	»

Par contre une partie des crédits extraordinaires déclarés en 1877, n'a pas été employée; à l'expiration des cinq années réglementaires les crédits ont été annulés. Ils avaient rapport aux objets suivants:

Vivres	14	millions.
Solde	8	»
Habillement et équipement.	6	»
Transport	5	»
Travaux de construction .	4	»
	37	»

Le compte total des dépenses extraordinaires de guerre s'établit par conséquent en grands traits comme suit:

	Millions.	Proportion au total en %.
Habillement et équipement. . . .	177	17,10
Vivres	107	10,34
Transports militaires.	91	8,79
Armes, matériel, munitions. . . .	79	7,63
Soldes & traitements.	197	19,04
Fourrages	128	12,36
Travaux de fortification.	62	5,99
Transp.	841	81,25

Transp.	841 mill^s.	81,25 %
Service sanitaire	29	2,80
Différences de change	26	2,52
Marine	21	2,03
Diverses dépenses	118	11,40
Coût total de la guerre d'Orient.	1035	100
Expéditions transcaspiennes. . . .	28	
Mesures de précautions militaires sur les frontières de la Chine . . .	13	
	1076	

Les mesures de précaution sur les frontières de la Chine ne constituent pas de véritables dépenses. Suivant la convention du 2 février 1881 le Céleste Empire s'était obligé à les rembourser, et il a effectivement versé au Trésor:

en 1881 une valeur de	2,191,519	roubles	papier.
1882 » » »	6,608,275	»	»
1883 » » »	4,405,516	»	»
ensemble	13,205,310	»	»

de sorte que les treize millions de frais ont été entièrement recouvrés. Tandis que les dépenses ont été inscrites comme dépenses extraordinaires, les recouvrements figurent aux budgets ordinaires parmi les recettes diverses. La passation d'écritures n'est pas correcte, et est cause que les résultats des budgets ordinaires paraissent plus favorables qu'en réalité; mais elle se trouve en partie compensée par l'inscription parmi les dépenses ordinaires de 1882 du montant de 8 millions de dépenses de guerre supplémentaires et extraordinaires.

La Russie, bien que vainqueur, ne rattrapera qu'une faible part de ses frais de guerre contre la Turquie. Une convention du 2 mai 1882 a fixé l'indemnité à payer à 200,625,000 francs en or, environ 80 millions de roubles papier. Comme premier terme, la Turquie aurait dû payer en

1883 environ 3 millions; mais n'a versé que 839,673 roubles. Les termes suivants figurent sur les budgets de prévisions pour 1884 et 1885 comme ressources extraordinaires, chacun en roubles 3.125,000.

Suivant des documents officiels, la guerre de Crimée en 1853—1856 a coûté à la Russie 482 millions, dont les détails n'ont pas été publiés. La dernière guerre d'Orient a par conséquent coûté environ le double de la guerre précédente.

Rembourse-ments à la Banque. Les remboursements du Trésor à la Banque de l'Etat, qui forment le contenu de la deuxième rubrique des dépenses extraordinaires, ont eu lieu en vertu de l'Oukase du 1 janvier 1881. Ce sujet se trouve traité en détail dans le chapitre »le Change," de sorte qu'ici nous avons seulement à relater l'influence de ces restitutions sur les soldes des budgets définitifs.

Les remboursements suivants ont eu lieu:

Commencement 1881	17	millions	par le Trésor sur ses moyens disponibles.
Octobre 1881	50	»	retenus par la Banque de l'Etat sur le produit du Ve Emprunt Billets de Banque.
Décembre 1882	50	»	sur le budget définitif de 1882.
» 1883	50	»	» » » » » 1883.
» 1884	50	»	sur le produit de 25 millions rente papier 5 $^0/_0$ et de 20 millions rente en or 5 $^0/_0$ cédés à la Banque de l'Etat.
	217		

Par conséquent sur la dette du Trésor à la Banque,

s'élevant au 1 janvier 1881 à	417	millions
il a été remboursé	217	»
et il reste à rembourser	200	»

mais des 217 millions amortis, 100 millions seulement ont

passé par les budgets, et figurent sur les comptes-rendus du Contrôle de l'Empire.

Construction de chemins de fer.

Les dépenses pour la construction de chemins de fer et de ports ont été inscrites régulièrement aux budgets de prévision, mais ne figurent dans les règlements définitifs qu'à partir de 1882. L'explication est la suivante. Jusqu'en 1881 il existait un fonds spécial pour la construction de chemins de fer, et il fut porté au budget un article: »Dépenses extraordinaires au compte du fonds des chemins de fer"; par contre un autre article du même montant: »Recettes en remboursement de dépenses au compte du fonds des chemins de fer". Ces deux prévisions, étant toujours établies en équilibre, n'influençaient pas le solde prévu; et elles n'avaient pas de valeur pratique pour la connaissance des finances de l'Etat, parce que les véritables dépenses s'éloignaient toujours énormément des prévisions inscrites. Dans les comptes-rendus du Contrôle la comptabilité de ces dépenses fut tenue tout-à-fait à part de celle du budget. A partir de 1882, lorsque l'absorption du fonds spécial des chemins de fer dans les ressources ordinaires du Trésor avait été décidée, les dépenses extraordinaires des chemins de fer commencent à jouer un rôle dans l'établissement du solde final des exercices.

Nous trouvons de ce chef: dans le compte-rendu sur l'exécution du budget de

1882 un chiffre de 37.2 millions
1883 » » » 30.4 »

et il a été inscrit aux budgets de prévision pour:

1884 Construction de chemins de fer et pour les ports 25 millions
1885 » » » » » » » » » 27 »

Crédits pour les dépenses extraordinaires.

Les stipulations de la loi organique du budget ne sont pas applicables aux dépenses extraordinaires. Très-récemment un nouveau règlement a été sanctionné concernant le mode de demande et d'assignation de crédits extraordinaires en temps de guerre.

Ce règlement, auquel seront apportées les modifications dont l'expérience indiquerait la nécessité, établit les dispositions principales suivantes:

1⁰. Toutes les dépenses de l'administration de la guerre motivées par les hostilités contre un ennemi étranger, sont couvertes par des crédits extraordinaires.

2⁰. Les crédits extraordinaires, motivés par les préparatifs de guerre, sont demandés directement par le ministre de la guerre à S. M. l'Empereur. La demande, revêtue de la sanction souveraine, est transmise au ministre des finances, qui assigne immédiatement les sommes demandées en les mettant à la disposition du ministre de la guerre, lequel donne communication au ministre des finances dcs devis pour les dépenses projetées.

3⁰. A partir de la promulgation de l'ordre impérial, ordonnant la mobilisation de l'armée, les crédits extraordinaires sont accordés sur des conclusions spéciales d'une conférence à laquelle prennent part le président du département économique du Conseil de l'Empire, le contrôleur de l'Empire, les ministres des finances et de la guerre et le gérant du ministère de la marine. N.-B. En cas d'absence de S. M. l'Empereur les crédits extraordinaires reconnus urgents par la conférence, sont assignés par le ministre des finances sans attendre la sanction impériale.

4⁰. Tous les crédits votés par la conférence constituent un »fonds militaire" qui sert à couvrir les dépenses du ministère de la guerre avec faculté pour le ministre d'opérer les virements nécessaires.

5⁰. En cas d'épuisement du fonds militaire, le ministre de la guerre présente une nouvelle demande de crédits extraordinaires. Dans les cas d'urgence ou de circonstances exigeant un secret complet, les demandes du ministre de la guerre sont adressées directement à S. M. l'Empereur.

6⁰. Les sommes qui doivent être mises à la disposition

des commandants d'armées actives sont versées dans les caisses de ces armées.

7⁰. Les crédits extraordinaires ouverts pour les frais de guerre sont exigibles jusqu'à la fin de l'exercice annuel pendant lequel les opérations militaires se termineront.

Comme nous l'avons dit plus haut les prévisions inscrites au budget pour la construction de chemins de fer n'y figuraient auparavant que pour la forme, et les dépenses réelles n'y répondaient nullement.

Ainsi on avait prévu en 1878 une dépense de 12 mill. et on a dépensé 85 mill.
„ „ „ „ „ 1879 „ „ „ 9 „ „ „ 42 „
„ „ „ „ „ 1880 „ „ „ 13 „ „ „ 51 „

Les dernières années cependant les prévisions ont acquis un caractère de réalité, bien que les dépenses réelles les aient encore sensiblement surpassées. Il est à espérer que peu-à-peu les constructions à faire durant une année seront bien fixées d'avance et les crédits accordés ne seront pas sensiblement dépassés; alors le budget de prévision pourra présenter un tableau fidèle, non-seulement des recettes et dépenses ordinaires, mais aussi des sommes à couvrir durant l'exercice par voie d'emprunt.

Ressources extra-ordinaires.

Les *Ressources extraordinaires,* devant faire face aux *Dépenses extraordinaires,* et aux déficits des budgets ordinaires, ont été composées comme suit dans la période 1874/1883:

Reliquats disponibles de crédits périmés .	59	millions
Produits d'Emprunt	1019	»
Virements du fonds spécial des chemins de fer et recouvrements directs.	114	»
	1192	»

Reliquats disponibles d'exercices périmés.

Nous avons vu que, suivant la loi organique du budget, les sommes non-payées sur les dépenses déclarées, cinq ans après l'ouverture de l'exercice auquel elles se rapportent,

font retour au Trésor. Parcontre il arrive que certaines dépenses, pour une raison ou par une autre, n'ont pas pu être déclarées durant le délai de tolérance ; elles doivent encore être déclarées plus tard et sont portées en contrepartie des reliquats disponibles. Voici les détails de cette comptabilité des exercices clos et périmés durant la période 1874—1883. Les chiffres s'entendent en milliers de roubles.

ANNÉE..	CRÉDITS PÉRIMÉS ANNULÉS.	SOMMES PAYÉES À VALOIR SUR DES EXERCICES CLOS.	SOLDE. Disponible.	SOLDE. à couvrir.
1874	5230	2143	3086	
1875	2016	892	1124	
1876	2008	286	1722	
1877	3215	1227	1988	
1878	1652	341	1311	
1879	698	989		291
1880	2465	1044	1422	
1881	37247	1842	35405	
1882	4956	1391	3565	
1883	11665	2335	9330	
Total	71152	12490	58953	291
A déduire	12490		291	
Solde	58662		58662	

Les annulations importantes en 1881 ont presque entièrement rapport aux crédits extraordinaires pour les besoins de la guerre ouverts en 1879; nous en avons donné les détails en parlant des frais de la guerre d'Orient.

Produits d'Emprunts. Suivant les publications du Contrôle de l'Empire les différents emprunts émis dans la dernière période décennale ont fourni au Trésor les sommes suivantes:

							Milliers de roubles.
IVe Emprunt	Billets de Banque	1876	R. 100	mill.	à 92	R.	91.763
„	Extérieur	1877	5 % £ 15	„	„ 79.60	„	106.409
I „	d'Orient	1877	„ R. 200	„	„ 90	„	174.607
II „	„	1878	„ „ 300	„	„ 93	„	276.527
III „	„	1879	„ „ 300	„	„ 92.50	„	274.323
V^e „	Billets de Banque	1881	„ „ 100	„	„ 92.25	„	40.904
Bons du Trésor		1883	„ 24	„	„ 100	„	8.700
Rente en or 6 %		„	R.M. 50	„	„ 98	„	45.670
						Total	1.018.903

Sur le produit des V^es Billets de Banque, 50 millions ont été retenus par la Banque de l'Etat, en remboursement partiel de la dette du Trésor envers elle. Sur celui des bons du Trésor et de la rente en or une part seulement avait été versée jusqu'à fin 1883; les soldes figureront dans les comptes des exercices suivants.

Les emprunts Consolidées ont été conclus, à l'exception du VIIe de 1884, pour compte du fonds spécial des chemins de fer. Leur produit ne figure donc pas parmi les ressources du Trésor, mais il y a eu des virements à valoir sur leur produit.

Recouvrements à compte des chemins de fer

Parmi les ressources extraordinaires ont été inscrites:

			Milliers de roubles.
en 1880.	Sommes recouvrées en remboursement de dépenses effectuées précédemment au compte du fonds des chemins de fer		33.476
1881	» » » » » » »		35.884
1882.	Remboursements opérés par le fonds des chemins de fer	5.244	
	Sommes recouvrées par le Trésor au compte du fonds des chemins de fer	22.639	27.883
		Transp.	97.243

		Milliers de roubles.
		Transp. 97,243
1883. Remboursements, opérés par le fonds des chemins de fer	15,203	
Recouvrements, opérés directement par le Trésor au compte du fonds des chemins de fer	1,369	16,572
		Total 113,815

Lorsque les moyens du fonds spécial des chemins de fer, à partir de l'année 1877, ont été épuisés, le Trésor a avancé les sommes nécessaires, sans toutefois inscrire ces dépenses à la charge des budgets. De cette manière le fonds spécial s'est, par exemple, en 1880 trouvé débiteur du Trésor pour 164 millions. Après la rentrée dans la caisse du fonds spécial du produit du VIe Emprunt Consolidées, le fonds a versé au Trésor, en remboursement de ses avances, les sommes disponibles, soit ensemble 69 millions. En 1882 l'union du fonds spécial avec les ressources générales du Trésor a été décidée, et par conséquent les recouvrements perçus par le fonds en 1882 et en 1883, ainsi que le solde de son encaisse, ont été transférés au Trésor, qui reçoit maintenant directement les remboursements effectués par les compagnies de chemins de fer à compte de leurs dettes.

Total des recettes et dépenses en 1874/1883.

Nous pouvons maintenant procéder à composer un tableau de l'ensemble des recettes et dépenses budgétaires, tant ordinaires qu'extraordinaires, de la Russie dans la période décennale 1874/1883. Au 1er janvier 1874 il n'y avait ni excédent disponible, ni déficits à régler, de sorte que nous n'avons pas besoin de nous préoccuper des années antérieures.

Suivant les spécifications que nous avons données, les dépenses ont atteint les chiffres suivants:

Solde déficit des budgets ordinaires . .	109	millions.
Dépenses de guerre extraordinaires. . .	1105	»
Remboursements à la Banque	100	»
Construction de chemins de fer et de ports	67	»
	1381	»

Par contre nous avons trouvé les recettes suivantes:

Reliquats disponibles de crédits périmés .	59	millions.
Produits d'emprunts	1019	»
Virements du fonds spécial et recouvrements directs des chemins de fer	114	»
	1192	»

Le solde a été suppléé par des avances de la Banque, dont le montant non-remboursé est actuellement de 200 millions.

Nous arrivons environ au même résultat si nous tenons compte de toutes les recettes et dépenses de la Russie: c'est-à-dire aussi de celles qui n'ont pas passé par le budget. En agissant d'une telle manière, nous devons tout-à-fait omettre les remboursements du Trésor à la Banque, qui ne constituent pas une véritable dépense mais seulement un article de comptabilité.

Dépenses.

Solde déficit des budgets ordinaires . . .	109	millions.
Dépenses de guerre extraordinaires . . .	1105	»
Construction de chemins de fer et de ports sur les budgets	67	»
Dépenses extra-budgétaires pour les chemins de fer non-couvertés jusqu'à fin 1883 par voie d'emprunt (chiffre constaté dans le mémoire accompagnant le budget pour 1884) . . .	95	»
	1376	»

Recettes.

Reliquats disponibles de crédits périmés		59	millions.
Produits d'emprunts	1019		»
Montant retenu par la Banque de l'Etat sur le produit des Ves Billets de Banque	50		»
Produit de la rente cédée en 1884 à la Banque en remboursement de ses avances.	50		»
		1119	»
Avances de la Banque par solde (dette du Trésor à la Banque) du 1 janvr. 1885		200	»
		1378	»

Les documents officiels ne contiennent pas de tableaux d'ensemble pareils des recettes et dépenses, de sorte que nous ne pouvons pas contrôler si le nôtre est entièrement juste, mais comme le résultat auquel nous sommes arrivés, est d'accord avec le chiffre connu de la dette du Trésor à la Banque, nous sommes portés à croire que nous ne sommes pas loin de la vérité. En tout cas il importe de bien saisir que les émissions de billets de crédit durant la guerre d'Orient, n'ont pas eu le caractère de recettes budgétaires, mais simplement d'avances de caisse par la Banque au Trésor, avances qui ont été en partie remboursées de différentes manières et dont il reste encore 200 millions à régler.

LA DETTE.

Observations générales. Depuis le commencement de ce siècle la Russie occupe une des premières places parmi les états emprunteurs. Les grandes guerres Napoléoniennes, de Crimée et d'Orient, l'énorme développement économique de l'Empire pendant les trente dernières années et surtout la création d'un vaste réseau de chemins de fer, ont nécessité de fréquents emprunts. La rareté des capitaux disponibles en Russie a été cause que le Trésor a eu recours dans une très-large mesure aux marchés étrangers. Il s'est adressé d'abord à la bourse d'Amsterdam, puis à celles de Hambourg, de Londres, de Paris et de Berlin. En même temps le cours forcé du papier-monnaie russe a été cause que les emprunts intérieurs ont aussi été émis en valeurs différentes; de là une diversité de formes d'emprunt comme on ne rencontre pas pour les dettes des autres pays.

Les emprunts se divisent d'abord en deux grandes catégories: emprunts en monnaie métallique et emprunts en roubles papier. La première catégorie comprend les emprunts extérieurs en livres sterling, en francs et en florins de Hollande, ainsi que les emprunts en roubles métalliques. La seconde catégorie se compose des dettes en roubles crédit, ainsi que de l'ancienne rente 6 $^0/_0$, émise primitivement en roubles assignats, mais convertie plus tard en roubles crédit

dans la proportion légale. *) Les catégories mentionnées se subdivisent en emprunts extérieurs et intérieurs, suivant les lieux d'émission, et en emprunts à terme limité et illimité, suivant la stipulation ou la non-stipulation d'un amortissement obligatoire. Rappelons tout de suite qu'une grande partie de la dette intérieure se trouve à l'étranger, et une bonne partie de la dette extérieure, dans le pays même; remarquons en outre que la majeure partie des emprunts à terme illimité est sujette à des amortissements facultatifs par voie d'achat à la bourse.

La dette de la Pologne constitue une section spéciale de la dette de la Russie; son service se fait sur les fonds généraux du Trésor. Comme la Finlande forme un Grand-Duché séparé, ayant son propre budget, les emprunts finlandais ne figurent pas sur les tableaux de la dette russe. Jusqu'en 1883 les emprunts Consolidées et Nicolas n'y figuraient pas non plus, mais à l'occasion de l'abolissement du fonds spécial des chemins de fer, ils ont été incorporés dans la dette générale de l'Empire, tout en formant une section à part. En vertu d'une mesure toute récente, les emprunts spéciaux conclus pour l'opération du rachat, administrés séparément jusqu'ici, ont été incorporés dans la dette générale de l'Empire.

Quant aux dénominations des monnaies d'émission des emprunts, il faut encore observer que la stipulation roubles en or est identique avec celle de roubles métalliques, et que celle de roubles argent a la même signification que roubles crédit ou papier. Plusieurs emprunts ont été émis en différentes valeurs simultanément, de sorte que chaque titre est remboursable au choix du possesseur en livres sterling, francs, reichsmark ou roubles à des changes fixes.

L'administration de la plupart des emprunts est confiée à une institution, relevant du ministère des finances, appelée:

---

*) Voir le chapitre traitant du Change.

»Commission Impériale d'amortissement de la dette publique," mais les nouveaux emprunts intérieurs sont du ressort de la Banque de l'Etat. Nous donnons leur énumération dans le chapitre traitant spécialement de la Banque.

Différents modes d'emprunt.

Des différents modes d'emprunts publics, trois n'existent pas en Russie: les annuités à terme, les rentes viagères et les bons remboursables à époque fixe. Par contre il est inscrit sur son Grand-Livre des rentes perpétuelles, des obligations, remboursables dans un délai déterminé ou indéterminé et des emprunts à prime. Plusieurs emprunts ont été émis à des conditions spéciales, différant de celles adoptées ordinairement pour les dettes de leur catégorie.

Les véritables rentes perpétuelles n'occupent pas une place prépondérante dans le système de la dette de la Russie.

Il reste en circulation:

Rente 6 % en pap.	40 mill. de capit. exigeant annuellement	2,4 mill. r. pap.
„ 4 „ „ „	154 „ „ „ „ „	6,2 „ „ „
ensemble . . .	194 „ „ „ „ „	8,6 „ „ „
En outre il a été émis en 1883 de la rente 6 % en or pour	50 millions roubl. mét. „ „	3 „ „ mét.
et il a été créé et transmis à la Banque de l'Etat en 1884: de la rente 5 % en or pour	20 mill., exigeant annuellement	1 „ „ „
„ „ „ 5 „ en pap. „	25 „ „ „	1,25 „ „ pap.

En calculant le rouble métall. à 1½, la charge annuelle des dettes perpétuelles est donc de 16 millions de roubles papier.

Les titres de la rente 6 % en papier (appelée aussi Emprunt 6 %) portent comme en-tête: »Inscription au Grand-Livre de dette publique de la Russie. Emprunt Russe à six pour cent." Parmi les paragraphes du règlement de cet emprunt reproduits sur les titres, figure § 25, disant:

»Personne ne peut être contraint de reprendre la totalité »ou une partie du capital, placé dans la dette perpétuelle. »Mais pour faciliter aux propriétaires d'inscription les moyens »de les convertir, lorsqu'ils le désireront, en argent comptant, »la commission emploiera annuellement pour les racheter,

»selon le cours, un capital d'amortissement qui sera assigné »en sus du fonds nécessaire pour paiement de rentes per- »pétuelles."

Il en résulte que le Gouvernement a expressément renoncé à tout jamais au droit de convertir cette dette ou de la rembourser au pair. Si cette garantie n'avait pas été accordée, la conversion aurait été possible depuis longtemps, la rente se cotant actuellement 114 $^0/_0$ environ.

La rente perpétuelle 4 $^0/_0$ est également une rente non-convertible; une partie de cette dette a été inscrite en rentes inaliénables au profit d'administrations dont la durée est considérée comme éternelle.

Pour la rente 6 $^0/_0$ en or les conditions sont autres. Il est dit dans l'oukase relatif du 11 novembre 1883:

»Le Gouvernement se réserve le droit du rachat de ces »rentes au moyen du remboursement du capital nominal à »leurs propriétaires, mais seulement à l'expiration des dix »années qui suivront leur émission."

La rente en or deviendra donc convertible à partir de novembre 1893. Pour cette rente-ci et pour celle à 4 $^0/_0$ il n'est pas créé de fonds d'amortissement.

Destination des emprunts. Les renseignements officiels concernant la destination des emprunts, reproduits sur notre tableau, ne donnent qu'une idée imparfaite de l'emploi réel des sommes produites. Plusieurs emprunts, dont la destination se trouve indiquée comme: amortissement d'assignats, renforcement des moyens de la Banque de l'Etat, remboursement de dépôts, ont servi en fin de compte à défrayer des dépenses générales de l'Empire ou des dépenses de guerre. Pour régler ces dépenses, le Gouvernement avait émis des billets de crédit ou employé des dépôts, et se trouvait plus tard dans la nécessité de consolider ces dettes flottantes par des emprunts. De celui de 1862 de £ 15 millions, émis pour renforcer le fonds d'échange des billets de crédit, une partie (environ

£ 5½ millions) paraît avoir reçu une autre destination. Cependant nous devons nous contenter de reproduire les motifs indiqués lors de l'émission des emprunts, car les nombreuses créations et annulations de papier-monnaie et de bons du Trésor, les virements de fonds, ainsi que l'insuffisance des publications, rendent impossible de débrouiller l'emploi réel des sommes empruntées. Pour les dernières années seulement nous pouvons assez bien le déterminer. Les emprunts d'Orient, l'Emprunt Extérieur 1877 et les IVes Billets de Banque ont servi en couverture des dépenses de la dernière guerre. Des V^es^ Billets de Banque et de la Rente en or 6 % la moitié environ a servi en fin de compte à couvrir des dépenses de guerre, tandis que l'autre moitié a été employée à combler des déficits sur les budgets ordinaires. Les produits des Emprunts Consolidées ont défrayé les dépenses pour les chemins de fer; une partie a été versée a la caisse du fonds spécial des chemins de fer, une autre partie a été versée au Trésor pour rembourser ses avances pour le dit fonds. Le produit du VIIe Emprunt Consolidées doit avoir été versé entièrement au Trésor, le fonds spécial des chemins de fer étant aboli depuis 1883, mais il est tout de même employé comme restitution de dépenses de construction de chemins de fer.

Historique du crédit de la Russie.

Deux colonnes de notre tableau indiquent les cours d'émission des différents emprunts et le taux réel d'intérêts, résultant de ces cours. Ces indications, copiées des documents officiels, ne sont pas parfaitement exactes, parcequ'elles ne tiennent compte, ni des provisions et autres frais d'émission, ni de l'échelonnement des versements à faire, et ne s'occupent pas de la quotité d'amortissement. Malgré ces imperfections, les chiffres indiqués peuvent parfaitement servir à nous donner une idée générale de l'histoire du crédit de la Russie dans le courant de ce siècle. Toutefois il faut laisser hors de compte la Rente perpétuelle 4 % et les

Billets Métalliques 4 %, parce que ces valeurs ont été données en paiement de dépôts réclamés, et ne constituent pas tout-à-fait des placements libres.

Au commencement de ce siècle, le crédit de l'Empire était bon, et les capitalistes hollandais lui prêtaient à 5 %, mais les guerres Napoléoniennes ont entraîné de grandes dépenses et affaibli le crédit, de sorte qu'en 1820 le Gouvernement dut emprunter à $7\frac{3}{10}$ %. Durant la longue période de paix sous l'Empereur Nicolas, nous voyons le crédit se relever graduellement, de manière qu'en 1844 le Trésor pouvait emprunter à $4\frac{1}{3}$ %. Après la guerre de Crimée le taux de l'intérêt des emprunts s'élève à $5\frac{1}{2}$, après l'insurrection de Pologne à 6 %. Pour cette hausse il y avait encore d'autres raisons: les embarras du Trésor pour le remboursement des dépôts chez les anciens établissements de crédit et les opérations de l'administration du rachat, suite de l'émancipation des serfs. Dans la période de paix et de prospérité de 1870/75, la Russie pouvait emprunter à l'étranger à des taux de plus en plus modérés jusqu'à 4,95 %, mais pendant les temps difficiles de la guerre avec la Turquie elle dut payer $6\frac{3}{4}$ %. Les emprunts d'Orient en roubles furent pourtant placés de 5,55 à 5,40 %, mais pendant les années qui suivaient la guerre, la situation s'aggrava au lieu de s'améliorer. Les suites de la guerre, de mauvaises rentrées des impôts, les troubles nihilistes, le crime du 1/13 mars 1881, les persécutions des juifs, l'hostilité de la presse étrangère, tout contribuait à déprimer le crédit, et lorsqu'en 1883, après un repos de deux années, un nouvel emprunt, la Rente en or, fut émis, le Gouvernement dut accorder un intérêt de $6\frac{1}{8}$ % de l'argent emprunté. Ce fut le point culminant; l'emprunt fut trouvé bon marché et eut un grand succès; les cours des valeurs Russes commençaient bientôt après à s'améliorer, le VII[e] Emprunt Consolidées se plaça en avril 1884 à $5\frac{3}{4}$ %, et au 1 janvier 1885, après une hausse des

valeurs russes de 7 % dans le courant d'une seule année, le rendement moyen de ces valeurs n'était que de 5,3 % environ. Actuellement, en tenant compte de l'impôt sur les coupons, les emprunts en roubles papier rapportent même moins de 5 % aux cours pratiqués à la bourse.

L'amortissement des emprunts à terme.

L'amortissement des emprunts à terme est réglé de différentes manières. Pour la plupart des anciens emprunts il a été stipulé que jusqu'à leur extinction le même montant doit être amorti chaque année. Voici les détails :

Emprunt Holland.,		chaque année	1 %,	donc amortissement	compl.	en	100	ans
„	4 %	„	„	2½ „	„	„	„	40	„
I „	4½ %	„	„	2 „	„	„	„	50	„
II „	4½ %	„	„	1½ „	„	„	„	67	„

De cette manière le montant des intérêts à payer diminue graduellement, tandis que celui de l'amortissement ne change pas. Le deuxième Emprunt Stieglitz 4 %, par exemple, a exigé en 1883 une somme de 200,000 roubles pour l'amortissement, et seulement 10,000 pour les intérêts. L'annuité de ces emprunts a été très-lourde au commencement, environ 7 % du capital effectif, mais s'est allégée graduellement. Depuis 1860 le Gouvernement a abandonné cette méthode d'amortissement et a adopté la méthode moderne d'une annuité fixe, ou en d'autres termes d'une quotité d'amortissement s'agrandissant chaque année par les intérêts épargnés. Les emprunts suivants appartiennent à cette catégorie :

	ANNUITÉ. %	INTÉRÊTS. %	AMORTISSEMENT QUOTITÉ. %	AMORTISSEMENT DURÉE ANNÉES.
Billets métalliques	5	4	1	40
Billets de Banque 1863 . .	5,50	5	0,50	49
III, IV et V Billets de Banque I et II Empr. anglo-hollandais Emprunt extérieur 1877 . .	6	5	1	37
I, II et III Emprunts d'Orient	5,50	5	0,50	49

	Annuité. %	Intérêts. %	Amortissement Quotité. %	Amortissement Durée années.
Oblig. Nicolas 1867. . . .	4,154	4	0,154	84
» » 1869. . . .	4,167	4	0,167	82
I, II, III, IV et VII Consolidées	5,10	5	0,10	81
V »	4,631	4,50	0,131	81
VI »	4,174	4	0,174	81
Oblig. Tamboff-Saratoff. . .	4,223	4	0,223	75

Des emprunts d'Etat avec une quotité d'amortissement aussi minime que celle des emprunts Consolidées, sont une exception, mais dans ce cas-si au moins cette particularité est parfaitement justifiée. La durée des emprunts Consolidées répond à la durée des obligations des chemins de fer contre lesquelles les emprunts ont été émis, et en dernier lieu à la durée des concessions accordées.

Bons du Trésor à longue échéance.

Les bons du Trésor à longue échéance, autrement dit »Séries," dont il y a actuellement en circulation un montant de 240 millions de roubles crédit, constituent un mode d'emprunt à part, qui tient et des bons à échéance fixe, et des bons du Trésor véritables. Ce sont des billets de 100 et 50 roubles, portant par an 4,32 % d'intérêts ou plutôt 36 kopeck par mois par billet de 100 roubles. Ils ont été émis en séries de trois millions de roubles, remboursables au pair après huit ans. Dès qu'une série vient à échéance, une nouvelle série est émise en remplacement, de sorte que le montant n'est pas flottant mais stable, et c'est avec raison que les documents officiels les classent parmi la dette consolidée. Ils ne servent pas seulement comme placement, mais aussi comme papier de circulation. Le Trésor les accepte en paiement au pair plus 0,36 % d'intérêts pour chaque mois échu après le détachement du dernier coupon annuel; c'est ordinairement à ces mêmes conditions qu'ils passent de mains en mains, et à l'intérieur leur cir-

culation est de beaucoup d'importance. Ces bons présentent un exemple remarquable de papier de circulation portant intérêts, recherché par le public et avantageux pour le Trésor. Le remboursement se faisant graduellement par séries, les échéances n'offrent pas de difficulté et le taux des intérêts donne en comparaison de celui des autres emprunts un profit au Trésor d'environ 1 $^0/_0$ ou 2,4 millions de roubles annuellement.

Ces bons sont bien à distinguer des bons ou promesses du Trésor à six mois, dont nous parlerons plus loin, ainsi que des bons à quatre ans émis en 1885. Les derniers rapportent 4,32 $^0/_0$ comme les bons à huit ans et le calcul se fait de la même manière; seulement ils sont émis sans coupons, et les intérêts accumulés seront payés lors du remboursement du capital, à l'expiration du terme de quatre ans. Le 8 janvier 1885 une première émission de deux séries a eu lieu, pour un montant total de six millions de roubles.

Les emprunts à prime 1864 et 1866 appartiennent à la catégorie des emprunts à terme, mais ils offrent beaucoup de différences avec les autres dettes de la même catégorie. En dehors des intérêts et de l'amortissement, il y a un ou deux tirages de primes par année; l'amortissement ne se fait pas au pair mais avec une prime croissante, et l'annuité n'est pas constante. La durée des emprunts est de soixante ans, de sorte que le premier sera amorti en 1925 et le deuxième en 1926.

L'amortissement de la plupart des emprunts à terme s'opère par voie de tirage au sort, avec remboursement des obligations sorties au pair après six mois.

L'amortissement des emprunts d'Orient.

Les obligations des emprunts d'Orient, au contraire, s'amortissent par rachat à la bourse au cours du jour, tant que leur cote n'a pas atteint le pair; les stipulations dans les différents oukases sont les suivantes:

»L'amortissement des obligations doit avoir lieu en 49 »ans; dans ce but il sera formé un fonds d'amortissement, »auquel sera assigné annuellement ½ °/₀ du montant nomi- »nal de l'emprunt, augmenté des intérêts des obligations »amorties. Ce fonds sert au rachat annuel d'obligations »au cours de la bourse, si ce cours est coté au-dessous du »pair, et dans le cas contraire au remboursement au pair »par voie de tirage au sort."

Ce sujet a donné lieu à une controverse dans les feuilles russes au commencement de 1884. La »Novoye Vremja" avait attiré l'attention sur le fait qu'annuellement il est assigné sur le budget des sommes suffisantes pour l'amortissement obligatoire au pair, et qu'effectivement il n'est amorti qu'un montant nominal égal à ce chiffre, bien que les cours ont été constamment considérablement au-dessous du pair. Les »Moskofskya Vedomosti," l'organe du slavophile Katkoff, a formulé sur ce thème une attaque à l'administration des finances, en demandant dans quelle poche la différence entre le prix des rachats et la valeur nominale des obligations amorties a été versée, ou quel fonds en a profité. En réponse le ministre des finances a fait insérer dans son organe officiel un article, contenant les communications suivantes.

Sur le budget provisoire on assigne pour l'amortissement le montant maximum qui peut être nécessaire suivant les conditions d'émission, c. à. d. ½ °/₀ du montant nominal des emprunts d'Orient, plus les intérêts épargnés. Ce montant et celui assigné pour les intérets, forment ensemble le chiffre budgétaire, relevé dans les publications du Contrôle, chiffre égal à l'annuité stipulée de 5½ °/₀. En réalité cependant les obligations amorties jusqu'en 1882 ont été rachetées à des cours variant entre 89⅞ et 93½ °/₀, de sorte que les sommes dépensées ont été inférieures aux crédits alloués. Voici les détails. Il a été amorti :

en 1878	un	montant	nominal	de	1,000,000	avec	931,250	roubles
1879	„	„	„	„	2,550.000	„	2,349,750	„
1880	„	„	„	„	4,177,500	„	3,803,375,33	„
1881	„	„	„	„	4,386,300	„	4,075,558.12	„
1882	„	„	„	„	4,605,600	„	4,162,641,63	„
Total 1878/1882.					16,719.400	„	15,322,575,08	„
de sorte qu'il est resté disponible des crédits accordés un solde de							1,396,824,92	„

Les publications du Contrôle de l'Empire n'indiquent pas ce solde, parce que l'emploi des sommes assignées au ministre des finances pour le service de la dette, n'est pas sujet au contrôle général, mais à celui d'une commission de révision, composée de députés de la noblesse et du commerce, sous la présidence du Contrôleur de l'Empire. La somme indiquée de 1.4 millions est venue agrandir, comme d'autres sommes de pareille nature, les moyens disponibles du Trésor.

L'amortissement facultatif.

Par rapport aux emprunts à terme illimité il est dit dans le règlement de la Commission Impériale d'Amortissement: »Les dettes perpétuelles (sans terme, à terme illimité) »sont des dettes, dont le Gouvernement ne s'oblige pas à »payer le capital dans des époques déterminées."

Il faut en déduire que les stipulations légales d'une certaine quotité d'amortissement annuel, fixées pour la plupart des emprunts à terme illimité et quelquefois même imprimées sur les titres, ne lient pas le Gouvernement et peuvent être modifiées à volonté. C'est ce qui a réellement eu lieu. Il avait été stipulé par une loi du 28 décembre 1856 qu'il serait annuellement versé dans des fonds spéciaux d'amortissement:

pour l'emprunt 6 °/₀ de 1817.	2 °/₀	du	capital	non	amorti	plus	les	intérêts	épargnés.
„ le I „ 5 „	2	„	„	„	„	„	„	„	„
„ „ II „ 5 „	1	„	„	„	„	„	„	„	„
„ „ V „ 5 „	2	„	„	„	„	„	„	„	„
„ „ VI „ 5 „	2	„	„	„	„	„	„	„	„
„ l'emprunt 3 „	1½	„	„	„	„	„	„	„	„

Les crédits accordés, dont nous reproduisons ci-dessous les chiffres pour les années 1879—1883, paraissent avoir été calculés suivant les prescriptions légales. Par exemple le crédit indiqué pour le service du V emprunt 5 °/₀ de 1854 équivaut à une annuité de 7 °/₀ du capital nominal de 50 millions, soit 5 °/₀ d'intérêts et 2 °/₀ d'amortissement. Les sommes réellement employées au rachat à la bourse, ont cependant été sensiblement inférieures à celles qui avaient été allouées. Leur montant exact ne nous est pas connu. Les chiffres des paiements effectués, reproduits sur le tableau, comprennent les paiements d'intérêts et ceux pour le rachat des obligations. Ainsi les soldes se composent du montant des coupons échus dans le courant de l'année mais non présentés au payement jusqu'à la fin de l'exercice, et des crédits pour l'amortissement non-employés. Le chiffre élevé de ces soldes prouve clairement que le rachat n'a pas absorbé les sommes destinées à cet emploi, et nous trouvons la confirmation de cette supposition dans le tableau de l'amortissement facultatif, indiquant les montants nominaux des obligations rachetées.

Nous savons du reste que durant la guerre d'Orient, l'amortissement facultatif a été restreint de beaucoup; à partir de 1879 il y a reprise, mais les crédits n'ont pas été épuisés. Dorénavant les soldes seront bien inférieurs à ceux des années passées, car le ministre des finances a réduit pour l'année 1885 les crédits accordés pour le service de la dette, de 5,270,000 roubles, »sur la somme, fixée pour »le remboursement des emprunts à terme illimité, conformément à la veritable dépense, exigée par leur amortissement." Les stipulations de la loi de 1856 sont donc tombées en désuétude sans avoir été jamais révoquées, au moins autant que nous le savons. D'une année à l'autre les sommes employées diffèrent beaucoup, probablement surtout suivant les conditions du marché. Les tableaux donnent un aperçu

instructif de la marche de l'amortissement; en comparant les chiffres des montants amortis avec ceux des sommes dépensées, il ne faut pas perdre de vue que les II et VI emprunts 5 $^0/_0$ ont été émis en roubles métalliques, tandis que les crédits assignés s'entendent en roubles papier. L'emprunt 6 $^0/_0$ aussi se cote bien au-dessous du pair, de sorte que pour ces trois catégories de dette le remboursement exige des sommes supérieures au capital amorti.

A la fin des exercices les soldes non-employés des crédits accordés ont été passés au compte des »Restes à payer »d'exercices clos," tout en comptant comme des dépenses effectives dans le règlement de l'exercice. Les coupons échus, mais non réglés, se paient plus tard au fur et à mesure de leur présentation, mais il ne ressort pas des documents publiés par le Contrôle ce qui est devenu des sommes destinées au rachat à la bourse, mais non employées, lesquelles constituent des ressources libres pour le Trésor. Il est possible qu'elles ont été transférées du compte des restes à solder à un autre, ayant trait aux ressources libres du ministère des finances, et ont contribué aux sommes de cette dernière nature qui ont fourni en 1883 21 millions pour combler le déficit du budget.

Comme nous l'avons exposé en parlant de l'amortissement des emprunts d'Orient, l'emploi de ces crédits est soumis à la révision d'une commission spéciale. Cette commission ne publie pas de rapports et par conséquent la destination donnée aux crédits ouverts reste dans l'obscurité une lacune dans le système de publicité, introduite peu-à-peu dans l'administration des finances. Il est regrettable qu'en suite de la méthode en vigueur, le déficit ordinaire des dernières années a toujours paru d'environ cinq ou six millions plus élevé qu'il ne l'était en réalité. Dorénavant cette inexactitude sera ramenée à des proportions beaucoup plus faibles, les évaluations du service de la dette ayant été réduites à partir

de 1885 de 5,270,000 roubles, comme nous l'avons dit plus haut; cependant le système suivi restera illogique tant qu'on n'annullera pas à la fin de l'exercice les crédits pour l'amortissement non-consommés. On pourrait aussi suivre une autre méthode et former des soldes disponibles des fonds d'amortissement pour les différents emprunts, — il paraît même que telle a été l'idée primitive. Dans ce cas le public aurait intérêt à connaître annuellement l'encaisse de ces fonds.

Si nous considérons le mérite du système d'amortissement facultatif, il paraît fort douteux, tant que les budgets clotûrent en déficit. Dans ces conditions le Gouvernement emprunte d'une main pour rembourser de l'autre, et perd sur l'opération, parce que de nouveaux emprunts doivent être émis un peu au-dessous de la valeur de bourse des anciens. Ainsi, par exemple, le rachat des 618,000 roubles de l'emprunt 6 $^0/_0$ en papier doit avoir été opéré en 1883 à un cours de 113 $^0/_0$ environ, soit avec un capital de cent roubles on a annulé une rente perpétuelle de $\frac{6}{113}$ = 5,31 roubles. Par-contre lors de l'émission de l'emprunt en or 6 $^0/_0$ en décembre de la même année, l'Etat a donné une rente de 6,12 roubles pour cent roubles versés — une perte sèche de 0,81 $^0/_0$ d'intérêts. La suspension complète de l'amortissement facultatif procurerait un allégement du budget ordinaire de presque six millions *), sans léser les droits ni les intérêts des créditeurs de l'Etat. Une fois l'équilibre budgétaire rétabli, des excédents éventuels pourraient être employés à reprendre l'amortissement.

---

*) Il a été inscrit au budget de prévision pour 1885:

Amortissem. d'empr. à l'étranger et à terme illimité	r. p.	1,829,669
„ „ „ „ „ r.m. 2,064,157 à 1,50 =	„	3,096,235
„ „ „ l'intérieur „	„	768,105
	Total	5,694.009

Quelques-uns des emprunts sont véritablement perpétuels, dans ce sens qu'il n'a pas été institué de fonds d'amortissement. Ce sont les suivants :

La rente perpétuelle 4 %.
La » » 5 % de 1860.
Le VIIe emprunt 5 % de 1862.
La rente en or 6 % de 1883.
La rente 5 % métallique de 1884.
La » 5 % en papier » »

Les tableaux suivants indiquent les détails de l'amortissement facultatif dans les dernières années.

TABLEAU DE L'AMORTISSEMENT FACULTATIF.

	Empr. 6 % Milliers de Roubl. pap.	*I Série* Milliers de Roubl. pap.	*II Série* Milliers de Roubl. mét.	*V Série* Milliers de Roubl. pap.	*VI Série* Milliers de Roubl. mét.	*Empr.* 3 % Milliers de £ sterling.
Mont. primitif	94,639	40,000	43,000	50,000	50,000	7,000
Amorti.						
Avant 1872	46,086	16,127	6408	9944	939	1,054
En 1872	584	1360	433	1528	600	290
„ 1873	479	1587	870	1614	735	294
„ 1874	365	536	80	1590	2135	214
„ 1875	517	952	877	1659	1839	366
„ 1876	693	117	971	1251	—	149
„ 1877	455	192	441	478	40	187
„ 1878	338	89	146	302	136	280
„ 1879	1473	468	117	1584	650	160
„ 1880	1113	614	48	1058	648	193
„ 1881	903	654	255	1622	—	172
„ 1882	913	521	232	1132	192	217
„ 1883	618	602	228	510	269	297
Total	54,537	23,819	11,106	24,272	8183	3873
Solde non amorti au 1 janvier 1884.	40,102	16,181	31,894	25,728	41,817	3,127

SERVICE DES EMPRUNTS À AMORTISSEMENT FACULTATIF.

(EN MILLIERS DE ROUBLES PAPIER).

	Emprunt 6 % en papier.			I^e Série 5 % en papier.		
Année.	Crédit.	Payé.	Solde.	Crédit.	Payé.	Solde.
1879	3942	3000	942	2090	1348	742
1880	3942	2475	1467	2090	1405	685
1881	3942	2420	1522	2090	1441	649
1882	3942	2411	1531	2090	1340	750
1883	3942	1898	2044	2090	1396	694
	IIe Série 5 % en métal.			Ve Série 5 % en papier.		
1879	2946	1543	1403	3500	2522	978
1880	2946	1639	1307	3500	2075	1425
1881	3062	1237	1825	3500	2774	726
1882	3062	1212	1850	3500	2222	1278
1883	3066	1367	1699	3500	1609	1891
	VIe Série 5 %.			Emprunt 3 %.		
1879	4477	2974	1503	2396	2213	183
1880	4728	3284	1444	2372	1800	572
1881	4588	2741	1847	3026	2095	931
1882	4571	2439	2132	3026	2392	634
1883	4575	2268	2307	3027	2851	176

RÉCAPITULATION.

	Crédit.	Payé.	Solde.
1879	19351	13600	5751
1880	19578	12678	6900
1881	20208	12708	7500
1882	20191	12016	8175
1883	20200	11389	8811

Paiement des coupons. Les coupons des emprunts russes restent toujours valables, et les crédits nécessaires pour leur paiement ne sont jamais considérés comme périmés. Il n'y a d'exception que pour les Billets de Banque, dont les coupons perdent leur valeur dix ans après l'échéance. Les obligations sorties au tirage et les primes conservent également leur valeur durant une époque indéterminée.

Les coupons de tous les emprunts se paient en tout cas, même si l'obligation dont ils sont détachés, est sortie au tirage depuis longtemps, et le remboursement des obligations amorties se fait sous déduction du montant des coupons échus depuis la date à laquelle le remboursement aurait pu être réclamé.

La Russie a toujours payé à échéance les intérêts échus, les primes et les obligations remboursables. Pendant les années 1812/1815 le Trésor s'était vu forcé, en suite des guerres contre Napoléon I, de cesser temporairement le paiement des intérêts sur l'emprunt hollandais, mais après la conclusion de la paix, les coupons restés en souffrance ont été convertis en nouvelles obligations. Le chiffre à émettre a en outre été augmenté du montant des intérêts sur ceux impayés et de celui d'une prime, accordée en compensation de la conversion forcée, de sorte que les détenteurs des coupons non-payés à l'échéance, ont été entièrement indemnisés. Après cette époque le service des obligations de la dette n'a jamais été interrompu.

Impôt sur les coupons. Jusqu'en 1885, les coupons des emprunts russes ont toujours été payés intégralement sans retenue quelconque, et par ce fait la Russie se distinguait favorablement de plusieurs autres grands états, comme l'Autriche-Hongrie et l'Italie, qui avaient eu recours à des réductions des intérêts de leurs dettes, pour obtenir l'équilibre de leurs budgets. Une loi portant la date du 20 mai 1885, a introduit en Russie aussi le système de réductions à opérer sur les intérêts de

certains emprunts. Elle crée un impôt sur les revenus de capitaux placés en valeurs ou en compte-courant, et contient entre autres les stipulations suivantes :

L'impôt sur les revenus de capitaux est fixé à 5 %: il est perçu :

a). Sur les revenus des valeurs à intérêts de toute dénomination, émises par l'Etat et des institutions publiques ou privées.

Ne sont pas soumis à l'impôt :

a). Les intérêts des valeurs dont la liste est annexée à la présente loi, et qui, par les conditions de leur émission, sont exemptes de tout impôt.

Sur les revenus provenant de titres d'emprunts de l'Etat, l'impôt est perçu par voie de retenue lors du paiement des intérêts et des lots de ces emprunts, ou par voie de déduction lors de la présentation de coupons de ces titres en paiement à des caisses de l'Etat.

La liste des valeurs à intérêts exemptes de l'impôt, annexée à la loi, indique les fonds publics suivants :

Premier emprunt hollandais à 5 %.

Emprunts anglo-hollandais de 1864 et 1866.

Emprunt extérieur de 1877 à 5 %.

I et IIes Emprunt $4\frac{1}{2}$ %.

I, II, V, VI et VIIièmes Emprunt 5 %.

Emprunt 3 % de 1859.

Rente 6 % en or de 1883.

IV et Vièmes Emprunts 4 %.

Emprunt 6 % en papier (dette perpétuelle).

Rente perpétuelle 4 %.

Rente perpétuelle 5 % de 1860.

I, II, III, IV, V, VI et VIIièmes Emissions d'Obligations consol. des ch. d. f. russes.

I et IIièmes Emissions des obligations 4 % des ch. d. f. Nicolas.

Obligations Tamboff-Saratoff.

» Kharkoff-Krémentschoug.

Il résulte de cette énumération que les fonds publics suivants sont soumis à l'impôt :

I, II et IIIièmes Emprunts d'Orient 5 %.

I et IIièmes Emprunts à primes de 1864 et 1866.

Billets métalliques 4 %.

Bons du Trésor à longue échéance.

Rente $5\frac{1}{2}$ % (du rachat).

I, II, III, IV et Vièmes Billets de Banque 5 %.

Certificats $5\frac{1}{2}$ % de la Banque foncière des paysans.

Obligations polonaises 4 % de l'emprunt converti de 1844.

Obligations polonaises de liquidation 4 % de 1864.

Rente 5 % métallique de 1885.

Rente 5 % en papier de 1885.

L'impôt se déduit des coupons arrivant à l'échéance à partir du 1 juillet 1885; ceux échus avant cette date, ne subissent pas de réduction, à quelle époque qu'ils soient présentés au paiement. Les primes gagnées sur les billets des emprunts 1864 et 1866, subissent une réduction de 5 %, mais le remboursement de titres sortis au tirage, s'effectue, comme auparavant, sans retenue quelconque. A partir du 1 juillet une décision du comité de la bourse de St. Pétersbourg a stipulé que le calcul des intérêts doit tenir compte de l'impôt, et l'usage a été établi de déduire dans les comptes de vente et d'achat 5 % du montant calculé des intérêts au taux nominal.

Le revenu des valeurs frappées par l'impôt subit une modification notable. Le taux d'intérêts des emprunts d'Orient et à prime, ainsi que des Billets de Banque, a été réduit

par cette mesure de	5 %	à $4\frac{3}{4}$ %
celui de la rente du rachat, et des certificats de la Banque foncière des paysans de	$5\frac{1}{2}$ %	à 5,225 %
celui des billets métalliques de . . .	4 %	à 3,80 %

Il s'ensuit que la valeur réelle des fonds imposés en com-

paraison de celle de fonds non imposés, soit russes soit étrangers, a diminué de 5 % du cours coté. Par exemple au cours de 98, atteint en février 1885, l'Orient donnait alors un rendement de $\frac{5}{98} = 5{,}102$ %. Pour obtenir ce même rendement maintenant que l'intérêt à été réduit à $4\frac{3}{4}$ %, il faudrait acheter à $\frac{4{,}75}{5{,}102} = 93{,}10$, soit exactement 98 moins 5 % de 98, ou 4,90.

Il n'est pas possible de retracer clairement dans la marche des cours l'effet du décret de l'impôt de 5 %. Lorsque la loi a paru la mesure était attendue depuis trois mois. La communication officielle de la part du ministre des finances qu'un projet d'impôt pareil avait été présenté au Conseil de l'Empire, a été faite le 17 mars, et son effet peut difficilement être débrouillé de l'influence produite par les graves préoccupations politiques qui règnaient alors. En outre diverses causes empêchent toujours qu'un changement dans le rendement d'une valeur se traduise pleinement et subitement dans les prix cotés. Toutefois les cours élevés du commencement de l'année pour les emprunts d'Orient n'ont pas été regagnés, et l'impôt de 5 % sera certainement une sérieuse entrave à la marche de ces valeurs vers le pair.

La libération de l'impôt de 5 % a été accordée en vertu de stipulations dans les oukases ordonnant l'émission des emprunts. Ainsi nous lisons dans l'extrait de l'oukase reproduit sur les titres de la rente en or 6 %:

»Ces rentes de l'Etat sont affranchies pour toujours de tout impôt"

et dans l'oukase concernant la première émission d'obligations consolidées:

»Ces obligations seront exemptées pour toujours de tout paiement d'impôts."

Les oukases publiés lors de la création des autres emprunts contiennent des prescriptions analogues et il y a tout lieu de croire que ces priviléges seront respectés dorénavant

comme ils l'ont été maintenant. Par contre il n'y a nulle garantie que l'impôt actuel de 5 % ne soit porté un jour ou l'autre à un chiffre plus considérable, si la situation des finances de l'Empire l'exige. C'est un risque avec lequel il faut tenir compte en achetant des valeurs soumises à l'impôt, d'autant plus que le ministre des finances a fait ressortir à plusieurs reprises la modicité relative du taux de 5 %, comparé à l'impôt de 13.2 % prélevé en Italie, et aux 16 à 20 % retenus en Autriche. Dans ces deux pays l'impôt est réglé de la même manière qu'en Russie, mais en France les fonds de l'Etat sont libres de toute imposition et en Angleterre les étrangers sont exempts. Si la Russie avait adopté le système anglais des affidavits, rendant possible aux étrangers de toucher le montant intégral, exprimé sur les coupons, la nouvelle loi aurait eu le caractère d'un impôt sur les revenus pur et simple comme en Angleterre. Maintenant il ne s'agit pas seulement d'un impôt mais d'une réduction d'intérêts, car des détenteurs de valeurs russes à l'étranger, sans pouvoir être imposés, perdent une partie de leurs revenus. *) Le fait que les emprunts frappés de l'impôt ont été émis comme emprunts intérieurs, de sorte que la souscription a été ouverte en Russie seulement, atténue certainement l'arbitraire de la mesure vis-à-vis des capitalistes de l'étranger, mais pourtant on doit regretter qu'il n'a pas été considéré possible d'éviter cette ombre, jetée sur la confiance dans l'exécution stricte des engagements pris par la Russie. Le succès d'un nouvel emprunt n'aura pas besoin de se ressentir de cette mesure,

---

*) Dans l'organe du ministère des finances l'imposition des étrangers, détenteurs de valeurs russes, a été défendue par analogie, d'un côté avec la retenue opérée sur les intérêts des valeurs autrichiennes et italiennes, et d'un autre côté avec les impôts fonciers et de patente à la charge des étrangers qui ont des biens ou un comptoir de leur maison de commerce en Russie.

si la libération de tout impôt se trouve expressément stipulée, mais dans le cas contraire il est à craindre que la participation de l'étranger ne soit beaucoup moins grande qu'elle ne l'aurait été sans l'introduction de l'impôt.

Il est d'une grande importance, surtout pour le rentier, de connaître le rendement exact des différentes valeurs de placement. Pour les valeurs russes la question se trouve compliquée par les conditions diverses d'émission et d'amortissement.

Rendement des emprunts à terme illimité. Le rendement des emprunts à terme *illimité* s'exprime simplement par le montant des intérets annuels, divisé par la somme nécessaire à un moment donné pour l'achat d'une obligation quelconque. L'amortissement ne joue aucun rôle, car il se fait par voie d'achats à la bourse au cours du jour, ou bien il n'y a aucun amortissement, comme pour la rente 4 % et la rente 6 % en or. Si nous voulons, par exemple, connaître le rendement de la Rente 6 % en papier au cours de $113\frac{3}{4}$, coté à St. Pétersbourg le 2 janvier, nous avons à faire le calcul suivant:

$$\frac{6 \times 100}{113{,}75} = 5{,}27\ \%$$

En calculant le rendement de la rente en or, nous avons à réduire le montant de la rente annuelle en roubles papier au cours du jour. Le 2 janvier 1885 les demi-impériales de 5.15 nominal étaient cotés à St. Pétersbourg à 7.90, ce qui équivaut à 1.53 rouble papier pour 1 rouble métall., et la rente en or à 164. Le chiffrage s'établit comme suit:

$$\frac{6 \times 1{,}53 \times 100}{164} = 5{,}60\ \%$$

En réalité le rendement de la rente en or s'établissait un peu autrement, pour deux raisons différentes. En premier lieu, le cours de 164 comprenait un sixième (du 1 décembre— 2 janvier) de la différence de valeur entre chaque coupon

semestriel payable en or, et les intérêts durant six mois calculés en papier. La prime de l'or étant de 53 $^0/_0$, la différence s'établit par coupon à $3 \times \frac{53}{100}$ = roubles 1.59 et par mois à —.26. Il faut déduire cette différence du cours coté. En second lieu, la Banque de l'Etat ne paie pas les coupons en roubles métalliques, mais en £ sterling, réduites en roubles crédit à un cours avantageux, qui fait ressortir le rouble métallique à environ 1 $^0/_0$ au-dessus du cours des demi-impériales. En rectifiant notre calcul de ces deux manières, nous trouvons:

$$\frac{6 \times 154{,}5 \times 100}{163{,}74} = 5.66\ ^0/_0$$

Nous serions arrivés au même résultat d'une manière bien plus simple, en prenant pour base le cours de la rente en or coté à Berlin le même jour, 2/14 janvier. Il était de 109 $^0/_0$, en calculant le rouble mét. à Mark 3,20. Les coupons sémestriels d'un titre de R. 1000 se paient à Berlin en M. 98,40. Il en résulte le chiffrage suivant:

$$\frac{98{,}40 \times 2 \times 100}{1090 \times 3{,}20} = 5{,}64\ ^0/_0$$

La petite différence s'explique par les faibles écarts de prix qui existent toujours entre les différentes bourses, écarts que l'arbitrage tend continuellement à détruire.

Rendement des emprunts à terme limité.

Par rapport aux emprunts à terme *limité* le calcul du rendement exact est bien plus difficile. Si l'emprunt est coté au pair, cette difficulté n'existe pas, car il est alors indifférent au détenteur des titres qu'ils sortent au tirage ou non. En général cependant les emprunts à terme illimité, amortissables par voie de tirage au pair, sont cotés à un cours inférieur au pair, et le détenteur reçoit par conséquent une prime si le sort désigne son titre à être amorti. Le rentier, en choisissant le placement le plus avantageux, le spéculateur, en calculant les probabilités de hausse ou de baisse d'une

valeur, doit évaluer cette chance. Elle dépend de trois facteurs différents:

1. Le nombre des obligations en circulation; moins il y en a, plus la chance est grande.

2. Le cours de bourse actuel de la valeur en question: plus il est inférieure au prix de remboursement, plus la chance a de valeur.

3. La durée de l'amortissement; plus le terme de l'emprunt est rapproché, plus la chance a de prix.

Il est facile d'évaluer la chance de sortir au premier tirage qui aura lieu; on a simplement à diviser le nombre des obligations qui doivent être amorties en suite de ce tirage, par le nombre des obligations non encore amorties, et à multiplier le résultat avec la prime actuelle des obligations remboursables. Par exemple, nous voulons savoir quelle valeur a la chance de sortir au tirage de 1885 d'une obligation de R. 125 du VIe Emprunt Consolidées 1880.

Le 1 janvier 1885 il avait été amorti des 1,200,000 oblig., composant cet emprunt.	8,872
de sorte qu'il restait en circulation	1,191,128
Dans le tirage de 1885 doivent être amorties	2,440

de sorte que la chance s'exprime par:

$$\frac{2,440}{1,191,128} = 2 \text{ pour mille environ.}$$

Chaque obligation sortie est remboursable en:

R. mét. 125 à 153 =	R. pap.	191,25
La cote au 2 janvier était de	»	154,—
La prime était donc de	»	37,25

et la chance de sortir au tirage en 1885 valait:

$$\frac{2}{1000} \times \text{R. } 37,25 = \text{R. } 0,07.$$

En achetant une obligation, on n'acquiert pas seulement la chance de sortir au premier tirage, mais celle de sortir

à un des tirages suivants. On peut calculer la valeur de chacune de ces chances séparément, en ayant soin de réduire les résultats à leur valeur actuelle par l'escompte à intérêts composés au taux de rendement de la valeur. On y arrive par l'emploi de logarithmes et mieux encore par celui des tables spéciales, composées à cet effet. En faisant l'addition de tous les résultats obtenus, on trouve la valeur de la certitude de sortir dans un tirage quelconque, et on peut alors dire: voilà le prix que je veux payer pour la prime qui doit tomber un jour sur mon obligation; si je déduis ce montant du cours coté, quel rendement obtiendrai-je par les intérêts?

Le raisonnement est juste, mais l'application est difficile. Le calcul est long en tout cas, et il devient encore plus long parce qu'on ne peut connaître qu'à la fin le taux de rendement, auquel il a fallu escompter les chances futures, de manière qu'il faudrait essayer différents taux, avant de trouver la véritable solution. Heureusement, il y a une autre méthode applicable aux emprunts à annuités fixes, indiquée par *F. Vintéjoux et Jacques de Reinach* dans leurs *Formules et tables d'Intérêts composés et d'Annuités.* Elle se base sur le raisonnement suivant:

L'annuité nécessaire au service des emprunts à terme limité, se compose des intérêts du capital nominal non-amorti plus une quotité d'amortissement, s'augmentant chaque année par les intérêts épargnés sur les obligations amorties. Par exemple, il a été accordé pour le service de la VIIe Emission d'Obligations consolidées de £ 15 millions une annuité pendant 81 ans de 5,1 $^0/_0$ ou £ 765,000, composée la première année de 5 $^0/_0$ d'intérêts sur £ 15 millions = £ 750,000
et de 0,10 $^0/_0$ d'amortissement de £ 15 millions = 15,000

£ 765,000

L'année suivante les intérêts de £ 15,000,000 ÷ £ 15,000 = £ 14,985,000 n'exigent plus que		£ 749,250
L'amortissement de £ 15,000 s'augmente de 5 % de £ 15,000 =	750	» 15,750
mais l'annuité de		£ 765,000

reste la même.

Quand on connaît l'annuité et la durée d'un emprunt, on peut trouver facilement, au moyen des formules et tables spéciales, le taux auquel il a été conclu. Dans le cas précédent, les tables indiquent comme taux d'une annuité de 0,051 durant 81 années: 5 %. Si l'emprunt avait été conclu au pair, ce taux de 5 % serait le véritable taux auquel la Russie a emprunté. En réalité l'emprunt a été émis à 89 environ. Le cours auquel le gouvernement a contracté avec les banquiers, a été inférieur à 89, mais, pour ne pas embrouiller le calcul, nous voulons nous tenir au cours d'émission. A 89 % le produit de l'Emprunt, formant la contrevaleur des 81 annuités de £ 765,000, n'a été que de £ 13,350,000 et l'annuité ressort à $\frac{5,1}{0,89} = 0,0573$. Suivant les tables, un emprunt amortissable par 81 annuités de 0,0573, a été conclu au taux de 5,665. Chaque souscription à l'emprunt a par conséquent participé à un prêt à la Russie au taux de 5,665 %, et le rendement exact des obligations VIIes Consolidées obtenues lors de l'émission, a étéde $\frac{5 \times 100}{89} = 5,62$ % pour les intérêts, et 0.045 % pour l'amortissement, soit en tout 5,665 %.

La même méthode s'applique à la solution de la question à quel taux on place son argent en achetant une obligation quelconque à un certain moment et à un cours donné. Par exemple, nous désirons savoir quel est le rendement, amortissement compris, en achetant le 2 janvier 1885 à £ 86, plus intérêts, une obligation de £ 100 du Ve Emprunt Consolidées 4½ %. Il y avait à cette époque encore en

circulation £ 14,788,000, ayant droit à 72 annuités de £ 694,650. Si quelqu'un achetait le solde entier de l'emprunt à 86, ou payerait £ 12,717,680 comme contre-valeur de ces annuités, il aurait droit contre chaque £ stg. payé à :

$$72 \text{ annuités de } \frac{694,650}{12,717,680} = 0.05462.$$

Les tables nous apprennent que le taux d'un emprunt amortissable par 72 annuités de 0,05462 est de 5,33 %, et comme des intérêts à $4\frac{1}{2}$ % donnent au cours de 86 un rendement de 5,23 %, la valeur de l'amortissement était de 0,10 %. *)

On pourrait, en procédant de cette manière, établir un tableau complet du rendement exact de tous les emprunts russes à une certaine date; mais un pareil tableau n'aurait pas de valeur pratique, parce que chaque hausse ou baisse du cours des valeurs produit un changement dans ces chiffres. Nous croyons plus utile d'établir pour quelques-unes des principales valeurs le rendement exact à des cours échelonnés.

Ces calculs sont basés sur le montant des différents emprunts non amortis au 1 janvier 1885, et ne seraient pas les mêmes, si nous nous étions basés sur celui en circulation à une autre époque, mais dans le courant de deux ou trois années les modifications des résultats ne seraient qu'insignifiantes, de sorte que nos tableaux gardent leur valeur pratique dans les premières années à venir.

Nous avons escompté les annuités comme si elles se payaient en entier à la fin de chaque année, ce qui n'est pas tout à fait exact, les intérêts se réglant chaque semes-

---

*) Une cote *à Berlin* de 86 équivaut en réalité à $83\frac{1}{2}$ % environ, puisque la £ stg. se réduit pour le calcul des valeurs russes à Berlin à M. 20, tandis que le £ coupons se paye M. 20,60.

tre et le montant des obligations sorties au tirage, étant payé à des époques diverses dans le courant des années. Les inexactitudes résultant de cette méthode abrégée, sont trop faibles pour pouvoir influencer les résultats d'une manière sensible.

Pour les emprunts dont les intérêts se paient en roubles papier, la cote de St. Pétersbourg a été prise comme base. Nous ne pouvions agir de même pour les emprunts dont les intérêts se règlent en or, parce qu'il fallait absolument comparer un cours coté en valeur métallique avec les intérêts se payant en valeur métallique; autrement le résultat se trouverait modifié par chaque hausse et baisse du change russe. La cote de Berlin, actuellement le premier marché de valeurs russes à l'étranger, a servi pour le calcul de ces emprunts.

RENDEMENT D'EMPRUNTS À TERME ILLIMITÊ.

Emprunts d'Orient.

à 5 $^0/_0$ d'intérêts, moins 5 $^0/_0$ d'impôt, soit $4\frac{3}{4}$ $^0/_0$.

Cote à St. Pétersbourg.	Rendement pour cent.	Cote à St. Pétersbourg.	Rendement pour cent.
90	5,28	96	4,95
91	5,22	97	4,90
92	5,16	98	4,85
93	5,10	99	4,80
94	5,05	100	4,75
95	5,—		

Rente en or 6 $^0/_0$ de 1883.

La cote à Berlin s'exprime en roubles métalliques, réduits à M. 3,20 par rouble. Comme les coupons se paient à Berlin à raison de M. 3,28 par rouble, il en résulte un surplus de rendement de $2\frac{1}{2}$ $^0/_0$, dont nous avons tenu compte.

Cote à Berlin.	Rendement pour cent.	Cote à Berlin.	Rendement pour cent.
100	6,15	109	5,64
101	6,09	110	5,59
102	6,03	111	5,54
103	5,97	112	5,49
104	5,91	113	5,49
105	5,86	114	5,39
106	5,80	115	5,35
107	5,75	116	5,30
108	5,69	117	5,26

IIe Emprunt 5 % de 1822.

La cote à Berlin s'entend pour £ stg. 100,—, réduites en reichsmark à M. 20,— par £ 1,—. La réduction de la valeur des coupons se fait pour cet emprunt à raison de 37 pence sterling par rouble métallique, et les coupons se traitent à la bourse de Berlin à environ 324 reichsmark par 100 roubles métalliques. Il en résulte un surplus de rendement de 5 %, dont nous avons tenu compte.

$$\left(\frac{3,24 \times 240}{37} = 21.02\right)$$

Cote à Berlin.	Rendement pour cent.	Cote à Berlin.	Rendement pour cent.
90	5,83	98	5,36
91	5,77	99	5,30
92	5,71	100	5,25
93	5,65	101	5,20
94	5,59	102	5,15
95	5,53	103	5,10
96	5,47	104	5,05
97	5,41	105	5,—

VIIe Emprunt 5 % de 1862.

Cote à Berlin comme pour le IIième Emprunt, mais comme la réduction des livres sterling en roubles métalliques s'opère pour cet emprunt à raison de R.m. 6,40 par £ stg., le surplus de rendement n'est que de 3,65 %.

$$(3{,}24 \times 6{,}40 = 20{,}73).$$

Cote à Berlin.	Rendement pour cent.	Cote à Berlin.	Rendement pour cent.
90	5,75	98	5,29
91	5,69	99	5,24
92	5,63	100	5,18
93	5,57	101	5,13
94	5,51	102	5,08
95	5,45	103	5,03
96	5,40	104	4,98
97	5,34		

VIième Emprunt 5 % de 1855.

La cote à Berlin s'entend en roubles, réduits en reichsmark à 3,20 mark par rouble. Comme les coupons se vendent à la bourse de Berlin à environ 3,24 mark par rouble, il en résulte un surplus de rendement de $1\frac{1}{4}$ %.

Cote à Berlin.	Rendement pour cent.	Cote à Berlin.	Rendement pour cent.
80	6,33	88	5,75
81	6,25	89	5,68
82	6,17	90	5,62
83	6,10	91	5,56
84	6,03	92	5,50
85	5,95	93	5,44
86	5,88	94	5,38
87	5,82	95	5,32

RENDEMENT D'EMPRUNTS À TERME LIMITÉ.

I[ière] Emission d'obligations consolidées de 1870.

Montant non-amorti £ 11,770,000
67 annuités de » 612,000 non-échues.

La cote à Berlin s'entend pour livres sterling, réduites en reichsmark à M. 20 par £ 1. Les coupons et les titres, sortis au tirage, se vendent à la bourse de Berlin au cours des coupons de douane, c. à. d. à environ 324 reichsmark par 100 roubles métalliques. Comme la douane accepte £ 1 coupons I Consolidées pour r.m. 6,40, la valeur en revient à 6,40 × 3,24 = M. 20,736.

Il y a par conséquent sur le rendement apparent une prime de 3,65 % environ, dont nous avons tenu compte.

	Rendement		
Cote à Berlin.	Intérêts.	Amortissement.	Total.
88	5,89	—12	6,01
89	5,82	—11	5,93
90	5,76	—09	5,85
91	5,69	—08	5,77
92	5,63	—07	5,70
93	5,57	—06	5,63
94	5,51	—06	5,57
95	5,45	—06	5,51
96	5,39	—05	5,44
97	5,33	—05	5,38
98	5,28	—04	5,32
99	5,23	—03	5,26
100	5,18	—02	5,20
101	5,13	—01	5,14
102	5,08	—01	5,09
103	5,03	rien	5,03

II[ième] Emission d'Obligations Consolidées de 1871.

Montant non-amorti £ 11,792,000
68 annuités de » 612,000 non-échues.

La seule différence de calcul avec la I[ière] Emission consiste dans la réduction des livres sterling en roubles. Excepté les coupons de la I[e] Emission, pour laquelle la proportion de 6,40 se trouve indiquée sur les titres, la douane accepte les coupons des emprunts Consolidés à raison de r.m. 6,36 par £ stg. La valeur d'une livre sterling de coupons ressort par conséquent à:

6,36 × 3,24 = 20,60 ou 3 % de prime sur le rendement.

	Rendement		
Cote à Berlin.	Intérêts.	Amortissement.	Total.
88	5,87	—09	5,96
89	5,79	—09	5,88
90	5,72	—09	5,81
91	5,66	—08	5,74
92	5,60	—07	5,67
93	5,54	—06	5,60
94	5,48	—06	5,54
95	5,42	—06	5,48
96	5,36	—05	5,41
97	5,30	—05	5,35
98	5,25	—04	5,29
99	5,20	—03	5,23
100	5,15	—02	5,17
101	5,10	—01	5,11
102	5,05	—01	5,06
103	5,—	rien	5.—

III et IV[ièmes] Emissions de Consolidées.

Ces émissions ne diffèrent de la deuxième que dans l'époque du remboursement intégral. L'écart dans le rendement

qui en résulte, est si minime qu'il ne trouve pas d'expression dans des chiffres, tels que nous les donnons : le tableau précédent est par conséquent également valable pour ces deux emprunts-ci.

V[ième] EMISSION CONSOLIDÉES $4\frac{1}{2}$ % DE 1875.

Montant non-amorti £ 14,788,000
72 annuités de » 694,650 non-échues.

Prime sur le rendement comme pour les II[es] Consolidées.

	Rendement		
Cote à Berlin.	Intérêts.	Amortissement.	Total.
80	5,79	—16	5,95
81	5,72	—15	5,87
82	5,65	—15	5,80
83	5,58	—14	5,72
84	5,51	—14	5,65
85	5,45	—13	5,58
86	5,39	—12	5,51
87	5,33	—11	5,44
88	5,27	—11	5,38
89	5,21	—10	5,31
90	5,15	—09	5,24
91	5,09	—08	5,17
92	5,04	—07	5,11
93	4,98	—07	5,05
94	4,93	—06	4,99
95	4,88	—05	4,93

VI[ième] EMISSION DE CONSOLIDÉES 4 % DE 1880.

Montant non-amorti, Rbles métall. 148,891,000
77 annuités de » » 6,261,000 non-échues.

La cote à Berlin s'entend pour 100 roubles métall., réduits en reichsmark à M. 3,20 par rouble. Comme on paie à la bourse M. 3,24 pour les coupons et les obligations sorties au tirage, il y a une prime sur le rendement apparent de 1¼ %.

	Rendement		
Cote à Berlin.	Intérêts.	Amortissement.	Total.
70	5,79	—22	6,01
71	5,70	—22	5,92
72	5,62	—21	5,83
73	5,54	—21	5,75
74	5,46	—21	5,67
75	5,39	—20	5,59
76	5,32	—19	5,51
77	5,26	—18	5 44
78	5,19	—17	5,36
79	5,13	—16	5,29
80	5,06	—16	5,22
81	5,—	—15	5,15
82	4,94	—15	5,09
83	4.88	—14	5.02
84	4,82	—13	4,95
85	4,76	—12	4,88
86	4,70	—12	4,82

VIIième Emission Consolidées 5 % de 1884.

Montant non-amorti, £ 15,000,000
81 annuités de » 765,000 non-échues.

Prime sur le rendement 3 %, comme pour les II, III et IVièmes émissions.

Cote à Berlin.	Rendement Intérêts.	Amortissement.	Total.
88	5,85	—07	5,92
89	5,78	—06	5,84
90	5,72	—05	5,77
91	5,66	—04	5,70
92	5,60	—04	5,64
93	5,54	—04	5,58
94	5,48	—04	5,52
95	5,42	—04	5,46
96	5,36	—03	5,39
97	5,30	—03	5,33
98	5.25	—03	5,28
99	5,20	—02	5,22
100	5,15	—02	5,17
101	5,10	—01	5,11
102	5,05	—01	5,06
103	5,—	rien	5,—

4 % Obligations Nicolas de 1867.

Montant non-amorti, francs 289,050,000

67 annuités de » 12,462,000 non-échues.

Prime sur le rendement $1\frac{1}{4}$ %, comme pour les VI^ièmes^ Consolidées.

Cote à Berlin.	Rendement Intérêts.	Amortissement.	Total.
79	5,12	—24	5,36
80	5,06	—23	5,29
81	5,—	—22	5,22
82	4,94	—20	5,14
83	4,88	—19	5,07
84	4,82	—18	5,—
85	4,76	—17	4,93
86	4,71	—16	4,87
87	4,65	—15	4,80
88	4,60	—14	4,74
89	4,55	—13	4,68
90	4,50	—12	4,62

La deuxième émission de l'année 1869 donne le même rendement, l'annuité ayant été fixée d'une telle manière que les deux emprunts seront totalement amorties à la même époque.

Emprunt Extérieur 5 % de 1877.

Montant non-amorti £ 13,780,000
30 annuités de » 900,000 non-échues.

Prime sur le rendement 3 %, comme pour les IIes Consolidées.

	Rendement		
Cote à Berlin.	Intérêts.	Amortissement.	Total.
88	5,85	—63	6,48
89	5,78	—59	6,37
90	5,72	—54	6,26
91	5,66	—50	6,16
92	5,60	—46	6,06
93	5,54	—42	5,96
94	5,48	—38	5,86
95	5,42	—35	5,77
96	5,36	—31	5,67
97	5,30	—27	5,57
98	5,25	—23	5,48
99	5,20	—19	5,39
100	5,15	—15	5,30
101	5,10	—09	5,19
102	5,05	—05	5,10
103	5,—	rien	5,—

IV^ièmes Billets de Banque 5 %.

Montant non-amorti, R. 90,450,000
29 annuités de » 6,000,000 (moins l'impôt sur les coupons) non-échues.

Cote à St. Pétersbourg.	Intérêts.	Amortissement.	Rendement total.
90	5,28	—46	5,74
91	5,22	—42	5,64
92	5,16	—38	5,54
93	5,11	—33	5,44
94	5,05	—29	5,34
95	5,—	—25	5,25
96	4,95	—20	5,15
97	4,90	—16	5,06
98	4,85	—12	4,97
99	4,80	—08	4,88
100	4,75	nul	4,—

En suite de l'impôt sur les coupons, l'annuité dont jouissent les détenteurs des billets, n'est plus constante comme auparavant, mais elle augmente graduellement, parce que peu-à-peu les intérêts en exigent une plus faible part, de sorte que le montant de l'impôt à déduire de l'annuité, diminue d'année en année. Pour obtenir le rendement exact, il nous a fallu calculer d'abord comme si les intérêts se payaient encore sans déduction; ayant trouvé de cette manière la valeur de l'amortissement, nous l'avons ajoutée au rendement des intérêts seuls, calculés à $4\frac{3}{4}$ %, pour trouver le rendement total.

V Billets de Banque 5 %.

Montant non-amorti, R 96,848,000
34 annuités de » 6,000,000 (moins l'impôt sur les coupons) non-échues.

Cote à St. Pétersbourg.	Intérêts.	Amortissement.	Rendement total.
90	5,28	—35	5,63
91	5,22	—32	5,54
92	5,16	—29	5,45

Cote à St. Pétersbourg.	Intérêts.	Amortissement.	Rendement total.
93	5,11	—25	5,36
94	5,05	—22	5,27
95	5,—	—19	5,19
96	4,95	—15	5,10
97	4,90	—12	5,02
98	4,85	—08	4,93
99	4,80	—04	4,84
100	4,75	nul	4,75

Calcul comme pour les IV^{ièmes} Billets de Banque.

Rendement des emprunts à primes.

Les deux emprunts à primes, émis en 1864 et 1866, occupent une place à part dans le système de la dette de la Russie. Leur création a eu lieu dans des temps difficiles, lorsque le Trésor avait de la peine à se procurer de l'argent par voie d'emprunt, et leur placement a eu lieu lentement à des cours désavantageux. Peu-à-peu les billets se sont introduits dans toutes les classes de la population et ont trouvé une large clientèle à l'étranger, surtout en Allemagne et en Hollande. Le rétablissement du crédit de la Russie aidant, leur cours s'est élevé rapidement:

le I Empr. émis à 98,6 % cote actuellement 220 % environ.
» IIe » » » 107,65 % » » 210 % »

Le service de chaque emprunt de cent millions exige une annuité de 6,640,000 roubles pendant soixante ans. Lors de l'émission du I Emprunt au prix de 98,6, le taux d'emprunt ressortait à 6,59 %, tandis que celui de la IIe Emission de 1866, à cause du prix plus élevé, est revenu à 6 %. A cause de la variabilité des éléments dont l'annuité se compose, il n'est pas possible d'exprimer en pour cent le rendement mathématique des lots aux cours actuels, mais nous pouvons facilement déterminer la valeur réelle actuelle de ces billets en procédant de la manière suivante.

Le rendement des emprunts russes en roubles papier est actuellement d'environ 5 $^0/_0$; nous pouvons prendre ce taux pour base de nos calculs.

A partir du 1 juillet 1885, le Gouvernement avait encore à payer, pour intérêts, amortissement et primes, 40 annuités de R 6,640,000. La valeur mathématique annuelle de 40 annuités de 1 rouble est à 5 $^0/_0$ égale à roubles 17,159084. En multipliant R 6,640,000 avec 17,159084

nous trouvons . . . . R 113,936,317
Il faut ajouter le semestre échéant le
1 janvier 1885, de . . . . » 3,320,000
et diviser le total de R 117,256,317
par le nombre de lots non-amortis au
1 janvier 1885, soit 893,800
= 131,19 *)

Un billet du I Emprunt à primes avait donc au 1 janvier 1885 une valeur réelle d'environ 131 roubles, bien que la cote fût d'environ 220. La différence de 89 roubles s'explique par le fait que le public paie toujours les chances de gain bien plus qu'elles ne valent réellement. De la même manière la chance de gagner dans un seul tirage de primes a actuellement une valeur réelle de

$$\frac{600,000}{893,800} = 0,67 \text{ rouble,}$$

mais on la paie dans les jours, précédant le tirage, 5 et quelquefois même 10 roubles.

Actuellement les billets amortis se remboursent à 125 roubles, ou 90,5 roubles de perte contre le prix de la bourse du 2 janvier 1885. Le risque d'être amorti équivalait par conséquent pour le tirage du 1 janvier 1885 de 3900 lots à:

$$\frac{3900}{893800} \times 90,5 = \text{rouble } 0,40 \text{ kop.}$$

*) Actuellement la valeur est encore un peu plus petite, en suite de l'impôt sur les coupons.

On pouvait s'assurer contre ce risque à 45 kopeck. De cette manière les intérêts, nominalement de 5 %, se réduisaient à 5 roubles

÷ 2 × 45 k. —,90 d'assurance.

4,10, faisant sur le cours de 220 environ $1\frac{7}{8}$ % d'intérêts, en dehors des chances de gagner une prime.

La valeur réelle des IIes Lots, calculée de la même manière que celle des I^s^ Lots, est de $129\frac{1}{2}$.

Il paraît hors de doute, vu la faveur dont jouissent les I^s^ et IIes Lots et leur classement excellent, que le Trésor en émettant un nouvel emprunt à primes, pourrait trouver de l'argent à bon marché, mais des considérations d'une autre nature peuvent empêcher le Gouvernement de choisir ce mode d'emprunt. En effet aux cours actuels les lots russes ne peuvent plus être considérés comme une valeur de placement, mais seulement comme des billets de loterie, portant en même temps un faible intérêt.

Il importe encore de ne pas oublier qu'à partir de l'année 1895 pour les I^s^, et de l'année 1896 pour les IIes Lots, il n'y aura qu'un tirage de primes par an, tandis que le risque d'être amorti aura presque quintuplé. Le cours des billets devra s'en ressentir, bien que le prix de remboursement sera alors un peu plus favorable.

Comparaison du rendement des divers emprunts. Les calculs précédents nous permettent de comparer le rendement des différents emprunts à un moment donné. Nous trouvons en date du 19/31 juillet 1885, par exemple, les résultats suivants :

	Cote à St. Pétersbourg.	Rendement total.
IIIième Emprunt d'Orient.	95,75	4,94 %
Ve Billets de Banque 5 %. . . .	97,50	4,97 »
IVe » » » »	97,25	5,04 »

	Cote à Berlin.	Rendement total.
Obligations Nicolas 4 %. . .	83,40	5,05 %
VI Consolidées 1880, 4 %. . . .	79,80	5,08 »
V » » $4\frac{1}{2}$ » . . .	85,60	5,41 »
VII » 1884 5 » . . .	94,40	5,50 »
Emprunt Extérieur 1877 5 %. .	97,20	5,55 »
VII Emprunt 5 % 1862.	92,90	5,58 »
II Obligations Consolidées 5 % 1871.	93,25	5,59 »
II Emprunt 5 % de 1822. . . .	92,70	5,67 »
Rente en or 6 %	108,10	5,69 »
VIe Emprunt 5 % de 1855. . . .	88,50	5,71 »

Il résulte clairement de ce tableau que les emprunts en roubles papier donnent un rendement inférieur à celui des emprunts en valeur métallique. Le public russe préfère naturellement pour les placements solides, des valeurs dont les intérêts se paient dans la monnaie du pays, et le prix des emprunts d'Orient et des billets de banque n'a pas fléchi en proportion de la diminution de rendement causée par l'impôt sur les coupons.

Nous voyons que suivant les cours de juillet 1885, les emprunts d'Etat russes en valeur métallique donnent un rendement d'environ $5\frac{1}{2}$ pour cent, amortissement compris. La rente en or 6 %, le II et le VI Emprunt 5 %, rapportent plus, les VI Consolidées et les Obligations Nicolas, moins. Le rendement inférieur ou plutôt le prix trop haut de ces deux derniers emprunts s'explique par le fait mentionné que le public paie toujours les chances de gagner une prime plus qu'elle ne vaut en réalité. Ce phénomène général trouve une expression très-prononcée dans le cours exagéré des deux emprunts à prime, mais il se révèle aussi dans celui des Obligations Nicolas et des VI Consolidées. La prime actuelle d'une obligation sortie au tirage est pour les VI Consolidées de R.m. 125 × 1,60 = R. p. 200,— ÷

157 = R. p. 43,—, et pour les Nicolas de R.m. 125 × 1,60 = 200,— ÷ 163,50 = 36,50, mais l'amortissement devant encore durer pendant 77 et 67 ans, la valeur réelle de la chance est très-petite. Il est certain qu'une obligation VI Consolidées sera un jour remboursée avec R.m. 125, mais une prime de R. 43 à toucher dans l'année 1961, a une valeur actuelle, à 5 % d'escompte, de R. 1,05 seulement, et dans les dernières 17 années de la durée de l'emprunt, la moitié des obligations sortiront au tirage. Comme placement, ces deux emprunts sont donc évidemment moins avantageux que les autres.

Par rapport aux obligations Nicolas il faut cependant tenir compte du fait que ces obligations ne constituent pas seulement une dette de l'Etat, mais aussi de la Grande Société des Chemins de fers russes, qui verse annuellement au Trésor les sommes nécessaires pour le paiement des intérêts et des obligations sorties au tirage.

Le rendement avantageux, ou plutôt le prix comparativement bas de la Rente en or 6 % a pour cause le paragraphe 8 de l'Oukase ordonnant son émission, disant:

»Le Gouvernement se réserve le droit du rachat de ces »rentes, au moyen du remboursement du capital nominal à »leurs propriétaires, mais seulement à l'expiration des dix »années qui suivront leur émission."

Comme l'émission a eu lieu en décembre 1883, le détenteur est exposé à être remboursé au pair à partir de l'année 1894, et au cours du 2 janvier 1885 ce remboursement occasionnerait une perte de:

$$109 \times \frac{3200}{100} = \text{M. } 3488 \div 3280 = \text{M. } 208$$

par titre de R.m. 1000 ou $6\frac{1}{2}$ % sur la cote à Berlin.

Dans le cas le plus désavantageux, il y aura donc après neuf ans une perte à subir de M. 208, dont la valeur actuelle, à 5 % d'escompte, est de M. 134. Si nous ajoutons ce

montant au prix actuel de . . . . M. 3488,—
nous trouvons un prix total de . . . . . » 3622,—
et comme les intérêts annuels sont de . . . » 196,80
un rendement de 5,44 %.

Le VIe Emprunt 1855. Le VIe Emprunt 5 % de 1855 se trouve dans une situation exceptionnelle. Les titres sont libellés en roubles seulement, sans indication de valeur étrangère, tandis que les coupons sont payables en roubles, reichsmark et florins hollandais. Il s'ensuit que les intérêts doivent être payés en roubles métalliques, tandis qu'une pareille obligation n'existe pas pour le capital en cas de remboursement. L'amortissement facultatif se fait par voie d'achat à la bourse, mais en outre le Gouvernement s'est réservé lors de l'émission le droit de rembourser l'emprunt au pair à partir de l'année 1875. Jusqu'ici le Gouvernement n'a pas usé de ce droit et il n'y a pas eu de déclaration formelle, si éventuellement ce remboursement aurait lieu en roubles métalliques ou en roubles papier. Dans les documents officiels, donnant les détails du service de la dette, l'emprunt est rangé pour ce qui concerne les intérêts, parmi les emprunts en valeur métalliques, et quant à l'amortissement, parmi les valeurs en roubles papier. Dans le tableau officiel de la dette il est classé parmi les emprunts émis en valeur métallique, mais il ne faut pas en conclure que le Gouvernement reconnaît une obligation de rembourser éventuellement la valeur nominale en roubles métalliques. Un remboursement en roubles papier occasionnerait aux détenteurs aux cours du 2 janvier une perte de (3200 × 91,20) M. 2918,40 ÷ (Rp 1000 × 213) M. 2130 = M. 988,40 par titre de R. 1000, ou environ 25 % sur le cours coté à Berlin. Ce risque trouve son expression dans la cote qui est d'environ 4 % inférieur à celui des autres emprunts.

Pour le Trésor le remboursement complet et immédiat en roubles papier, serait naturellement une affaire avantageuse.

Comme la Russie peut emprunter à $5\frac{1}{2}$ % en roubles papier, le Trésor épargnerait sur chaque R. 1000 remboursés, annuellement:

R.m. 50 à 1,60 = R. pap. 80 moins R. 55 soit R. p. 25, et sur tout le solde de l'emprunt annuellement environ un million. Cette mesure cependant pourrait produire une mauvaise impression sur l'opinion à l'étranger et faire du tort au crédit de l'Empire, parce qu'un grand nombre de détenteurs d'Obligations VI Série ont toujours considéré l'emprunt comme un emprunt entièrement métallique. C'est probablement en force de ces considérations, que le ministère des finances n'a pas encore fait emploi de son droit de remboursement. Suivant la *Berliner Börsenzeitung* le ministère a répondu en 1884 à des questions concernant ses intentions, que le ministère a fait savoir en 1876 aux intéressés qu'il avait donné ordre de continuer la même méthode d'amortissement suivi jusqu'alors. Comme depuis ce temps-là l'amortissement a eu régulièrement lieu par voie de rachat à la bourse, le ministre est d'avis qu'il n'y a pas de raison pour les détenteurs de revenir maintenant sur la question.

Projets de Conversion. La forte hausse sur les valeurs russes et spécialement sur les emprunts d'Orient dans les derniers mois de 1884, a donné lieu à des projets de conversion dont on a beaucoup parlé dans la presse quotidienne. Les complications politiques et l'impôt sur les coupons ont entièrement fait cesser les bruits de conversions projetées et le sujet ne paraît pas avoir d'intérêt actuel. Tout de même il faut y consacrer quelques réflexions, parce qu'à l'avenir la possibilité d'une telle opération peut de nouveau se présenter.

On a parlé d'une conversion des emprunts en roubles papier, et spécialement des emprunts d'Orient, en emprunts métalliques. Une pareille opération nous paraîtrait tout aussi dangereuse que désavantageuse: dangereuse parce que le Trésor deviendrait alors plus dépendant des fluctuations du

change qu'il ne l'est maintenant, et désavantageuse puisque les emprunts en papier se cotent bien plus haut que les emprunts métalliques. Sans aller si loin on peut proposer de convertir les emprunts d'Orient dans une dette d'un montant nominal plus considérable, mais exigeant une somme moins grande pour les annuités, en se basant sur l'observation parfaitement juste que le public paie plus cher les emprunts cotés considérablement au-dessous du pair. Une conversion pareille aurait cependant les grands désavantages d'augmenter le capital nominal de la dette et d'annuler la possibilité d'une réduction ultérieure des intérêts sans sacrifice quelconque. L'économie serait surtout importante si l'on offrait en échange de l'Orient de la dette perpétuelle à un taux inférieur, mais une telle conversion impliquerait un changement de système. L'amortissement obligatoire est le seul moyen efficace pour empêcher les générations futures de supporter les charges des dépenses faites dans notre siècle, et pour mettre un frein à l'accroissement incessant des dettes nationales. Mais d'un autre coté l'amortissement devient illusoire, désavantageux et même dangereux dans les périodes de déficits constants sur le budget ordinaire. La Russie se trouve très-souvent dans le cas de devoir emprunter, par exemple, à 6 $^0/_0$ pour amortir des emprunts contractés à 5 $^0/_0$. Si les emprunts d'Orient avaient été émis en rente perpétuelle, comme la France l'a fait pour ses emprunts de guerre, les déficits annuels auraient été inférieurs de quatre millions. Le ministère des finances paraît incliner vers le système des rentes perpétuelles, car les derniers emprunts, sauf les emprunts de chemins de fer qui ont un caractère spécial, ont été émis de cette manière.

Une conversion générale de tous les emprunts en rentes métalliques et rentes papier, dont on a aussi parlé, nous paraît un projet chimérique. Plusieurs emprunts ne s'y prêtent pas du tout, soit que le droit de conversion soit

expressément abandonné par l'Etat, soit que le taux dans lequel les intérêts sont exprimés, rende un remboursement au pair très-désavantageux. Les multiples conditions de monnaie, d'émission, de mode d'amortissement rendraient la détermination des proportions de conversion très-difficiles. Enfin il serait imprudent au point de vue du crédit public de la Russie, de déranger dans les portefeuilles des rentiers toutes ces rentes, classées depuis longtemps, et ayant chacune plus ou moins sa clientèle spéciale, pour créer deux gigantesques valeurs de spéculation internationale, qui flotteraient sur les bourses de l'Europe, très-sensibles aux moindres changements dans les atmosphères politique et financière.

La dette flottante.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que de la dette à intérêts ou dette consolidée. La dette flottante de la Russie se compose de trois catégories:

I. Le découvert du Trésor pour les émissions permanentes de billets de crédit. Depuis plusieurs années, cette dette se maintient au chiffre de 545 millions, comme résultat de

celui de l'émission permanente	R. 716,515
et du montant du fonds d'échange métallique.	» 171,472
Solde	» 545,043

II. La dette du Trésor à la Banque, résultant des émissions extraordinaires de billets de crédit durant la dernière guerre d'Orient. Le solde de cette dette s'établissait fin 1883 à 250 et fin 1884 à 200 millions.

III. Les bons du Trésor à courte échéance (six mois de date), portant intérets à 4 $^0/_0$. Ils servent, comme dans les autres pays, à procurer des moyens temporaires en attendant la rentrée des impôts ou de produits d'emprunt; mais le Trésor n'y a pas souvent recours et jamais pour des sommes de très-grande importance. Le 31 décembre 1883 il y avait 50 millions en circulation, mais ces bons ont été remboursés dans le courant de 1884, sans être renouvelés. Au budget

de 1885, il ne figure pas de crédit pour le paiement des intérêts sur de pareils emprunts temporaires.

Tableau de la dette. Le tableau de la dette, à la fin de ce livre, indique pour tous les emprunts de l'Empire:

1. L'année de l'émission.
2. La dénomination sous laquelle l'emprunt est connu.
3. La destination indiquée dans les documents officiels.
4. La monnaie principale dans laquelle l'emprunt a été émis.
5. Le montant primitif.
6. Le cours d'émission.
7. La proportion des intérêts au capital réalisé lors de l'émission.
8. Le montant non-amorti au 1 janvier 1884.
9. » » de l'amortissement en 1884.
10. » » non-amorti au 1 janvier 1885.
11. La classification de l'emprunt: E signifie extérieur.
    I » intérieur.
    T » à terme limité.
    P » perpétuel, à terme illimité.
12. L'année, dans laquelle l'emprunt sera entièrement amorti.
13, 14 et 15. Les sommes nécessaires en 1885 pour les intérêts, et l'amortissement, et leur total.
16. La quotité d'amortissement.
17. Le mode d'amortissement.
18. Si les emprunts sont soumis à l'impôt de 5 $^0/_0$ (S) ou en sont exempts (E).

Le montant de l'amortissement facultatif en 1884 et 1885 a dû être évalué et se trouve indiqué en chiffres cursifs, ainsi que les autres montants qui sont influencés par cet amortissement.

Tous les chiffres s'entendent comme milliers de l'unité de monnaie, indiquée dans la quatrième colonne.

L'annuité des emprunts intérieurs 1864 et 1866 comprend le service des primes.

Le service des emprunts spéciaux pour l'opération du rachat n'a été transféré à la charge du budget ordinaire qu'à partir de l'année 1885, et ces emprunts ne figurent pas encore sur les derniers tableaux de la dette qui ont été publiés. En suite de cette circonstance nous connaissons avec exactitude le montant de l'annuité à payer, mais pas celui du capital nominal non-amorti. Pour les billets de banque et les certificats de rachat, il est facile de trouver le montant approximatif de la dette existante, le taux et le montant des intérêts à payer étant connu, mais par rapport aux dettes du Trésor aux anciennes institutions de crédit, ce calcul nous a été impossible, parce que nous ne savons pas quelle part de l'annuité représente les intérêts et à quel taux.

Actif de l'Empire. La dette de la Russie peut être considérée comme le passif de l'Empire. Le véritable actif qui en forme la contre-partie, consiste dans la richesse imposable du pays. Chaque Etat, cependant, possède un actif spécial, composé de domaines, droits, créances etc., un capital lui appartenant, indépendamment de la fortune personnelle des sujets. Le système de subsides aux compagnies de chemins de fer, en vigueur en Russie, est cause que les créances sur elles s'élèvent à des sommes très-considérables; en outre il y a des reliquats de prêts accordés à des villes et à des provinces, dans des circonstances extraordinaires, des arriérés sur les impôts et beaucoup d'autres créances, dont voici l'énumération:

CRÉANCES AU 1 JANVIER 1884.

Créances dans les livres des Trésoreries et des Chambres de Contrôle.

Impôt de capitation	8	mill.
(Après annulation de 18 millions d'arriérés, en vertu du Manifeste Impérial du 15 mai 1883).		
Redevances des paysans domaniaux et impôts fonciers.		
(Après annulation de 8½ millions d'arriérés, en vertu du Manifeste du 15 mai 1883).	12,3	»
Impôts sur les biens immeubles	1,1	»
Contributions foncières.	2,8	»
Annuités de rachat des paysans des biens d'apanage	1	»
Diverses arendes et redevances	6	»
Recouvrement de dépenses d'arpentage . . .	1,8	»
Arriérés sur des prêts à des villes, des sociétés et des particuliers.	8,5	»
Contributions des fonds de concours au Trésor.	11,2	»
Anciens arriérés sur l'affermage de l'accise des boissons etc.	7,9	»
Amendes diverses	2,2	»
» pour coupe illicite de bois	1,4	»
Avances du Trésor à des fonds accessoires . .	14,2	»
Amendes pour gaspillage des biens de l'Etat.	1,8	»
Divers	9,8	»
Total .	90,–	»

Total des créances des Trésoreries	90	mill.

CRÉANCES DANS LES LIVRES DES MINISTÈRES.

Amendes, imposées aux entrepreneurs pour négligences dans les constructions.	7	»
Prêts, accordés en diverses circonstances. . .	29,9	»
Dilapidations de deniers et matériaux de l'Etat.	3,7	»
Amendes pour infractions aux règlements par les percepteurs d'impôts	2,1	»
Matériaux livrés à des particuliers et dépenses pour leur compte	7	»
Dettes diverses	8,7	»
	148,4	»

CRÉANCES SUR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Paiements de garantie sur les actions et obligations, émises par les compagnies directement:				
	R. p.	273,5		
£ stg. 3,526,000 à 9,60	»	34	307,5	mill.
Sommes dues pour le service des obligations appartenant au Gouvernement:				
	R. p.	2,5		
R. Mét. 216,8 à 1,50	»	325,2	327,7	»
Prêts pour construction de lignes:				
	R. p.	219,8		
R. M. 14,9 à 1,50	»	22,3		
£ stg. 864,019 à 9,60	»	8,3	250,4	»
Total des créances du Trésor au 1 janvier 1884			1.034	mill.

Valeur des créances du Trésor. La majorité des créances du Trésor peuvent certainement être considérées comme des non-valeurs, mais une partie sera probablement recouvrée, comme du reste chaque année des remboursements de plus ou moins d'importance ont lieu et

renforcent les recettes budgétaires. En 1883 les remboursements se sont élevés:

à compte des créances sur les compagnies de chemins de fer à	11½	mill.
à compte des autres créances à	19	»
ensemble	30½	»

En partie ces recouvrements sont confondus dans les comptes-rendus du Contrôle avec les diverses contributions de l'exercice, en partie ils figurent séparément parmi les recettes diverses sous les dénominations:

Recouvrement de prêts	16½	millions
Amendes, dommages et intérêts	1½	»

Une amélioration sensible dans la situation économique de la population rurale, mais surtout une augmentation des recettes des chemins de fer et un contrôle plus sévère de leur administration peuvent accroître ces remboursements annuels d'une manière importante, et soulager beaucoup le Trésor. N'oublions pas que les 1034 millions ont été passés en entier comme dépenses ou moins-valeurs de recettes; chaque recouvrement constitue une ressource libre pour le Trésor et l'ensemble de ces créances représente un capital important, mais impossible à évaluer.

Provisoirement le montant nominal du total des créances augmente régulièrement, parce que les recouvrements de l'année sont inférieurs aux nouvelles dettes créées, surtout à cause des insuffisances des recettes nettes des chemins de fer pour le paiement des intérêts, garantis par le gouvernement. Ainsi en 1883, le total des dettes de cette nature s'est augmenté par solde de: 64 millions. Voici les détails du mouvement des créances durant l'exercice:

	Nouvelles inscriptions.	Rembour-sements.	Annula-tions.
Créances diverses	38	19	39
Créances sur les compagnies de chemins de fer, en suite de:			
Prêts pour construction . .	25	2	
Service des actions et obligations	74	10	
	137	31	39
A déduire 31 + 39 =	70		

Augmentation par solde: 67 millions, après déduction des annulations exceptionnelles à l'occasion du couronnement.

En dehors des créances on peut considérer comme actif de l'Etat:

Les domaines, produisant maintenant un revenu net d'environ 12 millions.

Les chemins de fer de l'Etat et leur matériel.

Le droit d'acquérir vers la moitié du siècle suivant la propriété de tous les chemins de fer privés, sans indemnité aucune à payer.

Une évaluation de la valeur de ces possessions est impossible et ne mènerait à aucun résultat pratique, mais ce sont des éléments de la richesse de l'Etat, qu'il ne faut pas perdre de vue, quand on parle du poids de la dette et de l'avenir financier de l'Empire.

LE CHANGE.

I.

Importance de la question du change.

Aucune branche des finances russes n'excite autant l'intérêt général que la question du change. Le cours du rouble est souvent considéré comme une indication sûre, non seulement du crédit de la Russie, mais de la prospérité, du bien-être du pays. Chaque hausse du change paraît un profit, chaque baisse une perte pour la Russie, et on croit généralement qu'une hausse importante, un retour aux cours d'il y a huit ans, ou même au pair métallique de quatre francs par rouble, serait un avantage immense, un profit pur et simple pour la Russie.

Nous croyons ces opinions exagérées, tout en admettant qu'une circulation de papier non convertible, et subissant une grande perte contre le métal, soit un fléau pour un pays. Il importe d'abord de bien distinguer entre deux éléments du caractère d'une circulation dépréciée : la faible valeur et les fortes fluctuations de la valeur.

Conséquences d'une baisse de la valeur du rouble papier.

A mesure que la valeur d'une monnaie baisse, le prix de toutes les marchandises, de toutes les prestations de service hausse. Pendant la période de transition, il y a des inégalités criantes, des pertes pour l'un, des profits pour l'autre, mais une fois l'équilibre rétabli, personne ne souffre plus. Il est

parfaitement indifférent pour un Russe de payer 5 roubles un objet qui, autrefois, en coûtait 3, si maintenant il reçoit 500 roubles pour le même travail qui, autrefois, lui en procurait 300. Il est parfaitement indifférent pour un fabricant russe de payer plus cher les matières premières et les machines qu'il importe de l'étranger, ainsi que la main-d'oeuvre des ouvriers, si d'un autre côté les prix de ses produits se sont élevés en proportion. Le malheur est que le prix du travail ne s'élève pas dans la même mesure que le prix des denrées et des articles manufacturés, et que certains revenus, provenant d'emplois, de pensions, de rentes ne s'élèvent pas du tout. Dans l'état actuel des choses en Russie, la foule d'employés militaires et civils, les employés émérites surtout, et beaucoup d'autres personnes se trouvent dans ce cas: pour eux une hausse du change serait un bénéfice pur. A l'étranger les détenteurs de valeurs russes en papier (roubles crédit ou argent) ont le même intérêt; chaque hausse du change augmente pour eux le rendement de leur capital. Le Trésor enfin a de l'intérêt à voir le change hausser pour le montant des sommes qu'il doit payer en métal et recevoir en papier. On peut les classer comme suit:

	Millions de Roubles or.	Millions de Roubles pap. à 1,50
Service des emprunts métalliques	71	107
Dépenses à l'étranger des ambassades et consulats	$2\frac{1}{2}$	4
Achats à l'étranger (commandes de bateaux à vapeur pour la marine etc.).	mémoire	mémoire
	$73\frac{1}{2}$	111

Conséquences d'une hausse [de la valeur] du rouble. Un rétablissement du pair du rouble donnerait une économie de ce chef de près de 38 millions; mais par contre l'Etat perdrait sur le rendement des droits d'entrée qui se

paient en or. Leur produit annuel est de 65 millions de roubles métalliques à $1\frac{1}{2}$ = 97 millions de roubles papier, de sorte qu'en laissant le tarif d'entrée sans changement, la perte sur les rendements de la douane équivaudrait à environ le profit sur le service des emprunts. Dans une certaine mesure le Trésor pourrait se couvrir contre la moins-value des douanes en élevant le tarif, de manière que le montant en roubles crédit à payer comme droits d'entrée restât le même. Nous disons dans une certaine mesure et pas entièrement, d'abord parce que les changements trop fréquents et trop violents du tarif doivent être évités dans l'intérêt du commerce, et ensuite parce qu'un droit d'entrée d'un montant fixe de roubles crédit pèsera plus lourdement sur le prix d'une marchandise, quand les prix auront baissé en suite d'une hausse du change.

Nous voyons que les avantages directs pour l'Etat, résultant d'une amélioration du change sont moins grands qu'on ne le suppose ordinairement. A côté des avantages directs il y aurait cependant des avantages indirects. Les bases des impôts forment un élément plus stable que le prix des marchandises, de sorte que l'Etat, tout en recevant le même montant de roubles qu'auparavant, en aurait moins à payer, par exemple, pour la nourriture et l'équipement des troupes; l'amélioration des traitements et pensions d'employés deviendrait moins nécessaire; le crédit de l'Etat s'améliorerait et par conséquent le Trésor pourrait emprunter à des conditions plus favorables. Enfin l'importation serait stimulée, et les rendements des droits d'entrée en seraient favorablement affectés.

Fluctuations du change.

La monnaie doit être une mesure de valeur; et une mesure qui varie, ne vaut rien. Il s'ensuit que le rouble crédit remplit mal une de ses fonctions essentielles et qu'il serait très-désirable de donner de la fixité à sa valeur. Les variations de valeur, dit-on, exposent les plus pauvres, les plus

ignorants, à être exploités par les plus riches, les plus instruits, et introduisent un élément aléatoire dans les transactions, surtout dans les affaires internationales. Tout cela est vrai, mais ici encore il faut nous garder des exagérations. Dans la pensée de l'immense majorité du peuple russe le rouble est une mesure de valeur parfaite et il y a beaucoup d'articles se vendant en détail qui ne changent jamais de prix, quelles que soient les fluctuations que le change subisse. Pour la presque totalité des autres articles il est très-difficile de débrouiller l'influence du change des autres facteurs qui forment les prix; même pour les articles de provenance étrangère, son action se confond avec celle du tarif d'entrée. Seulement quand un Russe change ses roubles en monnaie étrangère, il s'aperçoit clairement de la moins-valeur du rouble, et il l'exprime en disant qu'il est maintenant trop coûteux de voyager à l'étranger parce qu'on perd tant sur le change. Dans les transactions de détail le change variable n'introduit en réalité pas d'élément aléatoire; et par conséquent le commerce intérieur ne souffre pas tant du système existant qu'on le croirait d'abord. Comme toutes les transactions se règlent en roubles crédit, les personnes des classes inférieures n'ont que très-rarement besoin de changer du métal contre du papier ou du papier contre du métal; ils ne courent pas souvent le risque d'être dupés de ce chef.

Les transactions internationales aussi ne souffrent pas tant du manque de stabilité du change qu'on le suppose ordinairement, puisqu'il est possible dans beaucoup de cas de s'assurer d'avance le change. Dans les petites affaires le vendeur à l'étranger se garantit contre les risques des cours, en tirant des lettres de change en francs ou en reichsmark, payables au cours du jour de paiement. Dans les grandes transactions, l'acheteur russe, le fabricant, par exemple, achète en monnaie étangère à crédit, et peut faci-

lement éviter les risques du change, en achetant pour le même montant du Londres ou du Paris à livraison. Le moment de paiement venu, il doit simplement prendre livraison des lettres de change au prix fixé d'avance et les remettre. Pour le commerce d'exportation les facilités sont les mêmes. Les maisons, faisant le commerce des grains, vendent souvent des blés longtemps avant leur expédition et avant qu'ils aient le droit de tirer par contre. Comme elles vendent en monnaie étrangère et achètent en roubles, elles courraient des risques, ne fût le marché de change à terme qui leur permet de vendre environ au cours du jour des traites livrables seulement en trois, six ou même neuf mois. Le négociant d'Odessa peut vendre à la bourse de St. Pétersbourg dix mille livres sterling de traites livrables après trois mois, le marchand de Moscou peut les acheter en couverture de marchandises achetées à crédit, et tous les deux se garantiront contre les variations du change.

Par ces divers procédés les mauvaises conséquences des variations du change s'atténuent, mais ne s'annihilent pas. Dans des périodes de changements importants dans la valeur du rouble, c'est surtout la disproportion de cette valeur dans le commerce extérieur et dans le commerce intérieur qui amène des perturbations dans les affaires. Tandis que le prix de certaines marchandises ne subit aucun changement, ni à l'intérieur de la Russie, ni à l'étranger, l'importateur aura pourtant à payer pour ces marchandises tantôt plus, tantôt moins de roubles, à cause des fluctuations du change. Les grandes variations du change ont des résultats très-importants pour le bien-être des différentes classes de la population, et des différentes branches du commerce et de l'industrie. La période de 1876/80 en fournit la preuve.

Action des fortes variations du change sur le commerce et l'industrie.

Pour le commerce d'exportation la baisse du change en 1876/8 a agi comme un fort stimulant. Les maisons de grains pouvaient vendre des blés au même prix qu'auparavant,

exprimé en monnaie étrangère, mais ils obtenaient pour le même montant de francs ou de livres sterling bien plus de roubles que les années précédentes. Parcontre elles n'avaient pas à payer les blés beaucoup plus chers, les prix à l'intérieur ne s'étant pas encore modifiés en proportion. Remarquons en passant que cet accroissement d'exportation avait la tendance de ralentir la baisse du change; chaque forte variation amène ainsi dans une certaine proportion son propre remède. En 1880 les prix à l'intérieur avaient suivi le mouvement de hausse, les stocks étaient épuisés par les exportations exagérées des années précédentes, et ces circonstances vinrent aggraver les conséquences de la mauvaise moisson de l'année. D'abord la baisse du change avait fait profiter les négociants de grains, puis les cultivateurs; maintenant elle rendait le pain plus cher pour toute la population de l'Empire. En suite de l'obligation de payer les droits d'entrée en or, la baisse du change équivalait pour l'industrie russe à une augmentation de protection: la suite fut, que les fabricants amassèrent dans les années 1877/80 d'énormes profits aux dépens des consommateurs c. à. d. de toute la population, et surtout des classes inférieures. Dans les années suivantes les suites s'en sont fait sentir dans la mauvaise rentrée des impôts directs (les annuités de rachat comprises) et dans la stagnation du commerce et de l'industrie.

Une forte hausse du change par contre aurait des conséquences fatales pour le commerce d'exportation de grains. Obligés de payer les blés provisoirement au même prix, tandis que les traites sur l'étranger leur procureraient moins de roubles, les exportateurs auraient encore bien plus de difficultés que maintenant pour soutenir la lutte sur les marchés de l'Europe occidentale contre les blés de provenance américaine, indienne et australienne. L'industrie aussi aurait des temps très-difficiles à passer, si le gouvernement ne lui venait

pas en aide en augmentant de nouveau les droits d'entrée. Par contre le commerce d'importation prendrait un nouvel essor.

Résultats du cours forcé. Ces considérations prouvent que toutes les branches de l'activité nationale sont dans un état plus précaire dans un pays à cours forcé que dans un pays à circulation métallique. Il ne faut pourtant pas oublier deux choses: une circulation de papier à cours forcé n'implique pas forcément de grandes fluctuations du change, et le rétablissement de la circulation métallique ne garantit pas contre la triste nécessité de décréter de nouveau le cours forcé dans le cas d'une grande guerre. L'expérience démontre que dans les grandes luttes de notre siècle les nations se battent à coups de papier. *) Il n'y a qu'une exception: l'Allemagne en 1866 et 1870/1. A moins de posséder un trésor de guerre métallique très-considérable, c'est seulement par des émissions de billets de banque ou de papier-monnaie que les états peuvent se procurer immédiatement les énormes sommes que coûtent les grandes guerres modernes. Les emprunts marchent trop lentement et peuvent difficilement être conclus durant la lutte. Il paraît hors de doute qu'en cas d'une nouvelle guerre, la Russie serait forcée d'avoir de nouveau recours à la presse à billets de crédit, quel que soit son système monétaire.

Quant au premier point à considérer, l'exemple des années 1868, 1872, 1874 et 1883 a prouvé qu'avec une circulation fortement dépréciée, les oscillations du change *peuvent* se limiter à 3 $^0/_0$ durant toute une année, tandis qu' avec une circulation d'or, l'écart entre les deux cours auxquels l'importation et l'exportation d'or deviennent possibles (les »speciepoints") serait d'environ 1 $^0/_0$. Quand l'offre et la

*) P. Leroy-Beaulieu, Traité de la science des finances, 2e Edition I. 655.

demande de traites sur l'étranger se balancent et quand il n'y a pas de grands évènements politiques ou financiers, il n'y a pas de raison pour que le cours du change subisse de fortes modifications, mais cet état de choses est précaire; chaque jour une hausse ou une baisse peut surgir, dont il est impossible de fixer les limites.

Résumé des considérations générales. Nous pouvons résumer notre opinion à ce sujet comme suit:

Le cours du change ne peut pas servir comme indicateur unique de la situation des finances russes et du degré de prospérité du pays. Il est déterminé par beaucoup d'éléments différents et d'un autre côté il n'est qu'une des influences qui régissent la situation financière et économique.

Une hausse de la valeur du rouble, sans être un bienfait sans mélange pour le pays, serait un grand avantage pour toutes les personnes vivant de revenus fixes, et pour le Trésor lui-même.

La variabilité du change, sans produire toutes les suites funestes qu'on lui attribue souvent, donne à toutes les branches de l'industrie et du commerce en Russie un caractère précaire et spéculatif. Une hausse forte et subite aurait des conséquences non moins fatales qu'une grande baisse.

La question du change est d'une grande importance:

1°. pour les détenteurs de valeurs russes dont l'intérêt se paie en papier (comme les Emprunts d'Orient) à cause du rendement de ces valeurs;

2°. pour tous les créditeurs de l'Empire, à cause de l'influence exercée par le change sur le budget et sur le crédit russes;

3°. pour tous ceux qui s'intéressent à la Russie, à cause des conséquences multiples des variations du change pour l'activité économique, et le prix des denrées.

Questions à éclaircir. Les questions suivantes s'imposent maintenant à notre attention:

Quelles influences déterminent le cours du rouble?

Pourquoi le change ne s'est-il pas relevé après la fin de la guerre d'Orient?

Que pouvons nous attendre de l'avenir?

Ya-t-il des remèdes à appliquer pour relever la valeur du rouble?

Avant de tâcher de formuler une réponse à ces questions, nous devons consacrer quelques pages à l'historique et à la situation actuelle du système monétaire.

Historique du cours forcé en Russie.

Le cours forcé du papier-monnaie russe est de date très-ancienne: la population est habituée à ce système depuis plus d'un siècle avec un intervalle de quelques années. La première émission de billets à vue et au porteur eut lieu en 1760 environ; c'était une émission d'assignats échangeables à présentation contre la monnaie du pays. Comme à cette époque la circulation se composait presque entièrement de monnaie en cuivre, l'émission de papier fut un bienfait et les assignats faisaient prime pendant les premières années. La population était contente et le Gouvernement l'était encore plus, parce qu'il se procurait des millions qui ne lui coûtaient rien. Tant que la paix durait, l'émission restait limitée au chiffre de 20 millions de roubles, mais la guerre avec la Turquie fut cause de plusieurs nouvelles émissions. Si la Grande Cathérine se vante dans ses lettres d'avoir toujours de l'argent en caisse, malgré les grandes dépenses pour la guerre, pour les arts et les sciences, ainsi que pour le luxe de sa cour, cette abondance était certainement en grande partie due à l'action de la presse aux assignats. Peu-à-peu les conséquences se firent sentir, la convertibilité en espèces fut abolie et la baisse de la valeur des assignats fit des progrès gigantesques pendant les dernières années du règne de Cathérine II et les guerres contre Napoléon I. La marche en fut comme suit:

	Circulation d'assignats en millions de roubles.	Valeur de cent roubles assignats exprimée en roubles métalliques.
1786	20	100
1788	40	97
1790	100	87
1796	150	68
1810	577	25
1817	836	24
1822	595	27

L'amélioration de valeur dans la dernière année fut une suite d'emprunts conclus à l'intérieur (leur produit ayant servi à amortir des assignats), et d'emprunts extérieurs qui avaient fait affluer les métaux précieux en Russie. La situation restait à peu près la même jusqu'en 1839. Le gouvernement résolut alors sur la proposition du ministre Cancrine de prendre des mesures radicales, c. à. d. de reconnaître et de consolider la valeur du jour du rouble assignat. Les roubles assignats furent déclarés convertibles en roubles argent, monnaie sonnante, dans la proportion de $3\frac{1}{2}$ roubles papier pour 1 rouble argent. Depuis 1843, les assignats furent entièrement remplacés dans la même proportion par de nouveaux billets, indiquant la valeur en roubles argent; c'est la même monnaie qui circule encore maintenant.

Par cette opération énergique la circulation fiduciaire fut réduite à . . . . 170 millions,
avec une couverture de . . . . 82 » en métal,
soit une proportion de 48 pour cent. Le système monétaire était alors dans un état parfaitement sain; les billets étaient convertibles en argent et par conséquent le métal ne faisait pas prime. Les guerres de Hongrie et de Crimée vinrent détruire cette situation satisfaisante. De grandes émissions de papier-monnaie agrandissaient la cir-

culation, le fonds d'échange métallique diminuait, la convertibilité fut abolie et le métal fit de nouveau prime. Depuis ce temps-là le cours du rouble papier n'a pas atteint le pair. Plusieurs tentatives d'amélioration ont été faites, mais toutes ont échoué. Ni la création d'une banque gouvernementale, ni des emprunts extérieurs, ni des achats d'or, ni l'échange des billets contre de l'or suivant une échelle décroissante, n'ont amené une amélioration durable. Nous parlerons plus en détail de ces tentatives, lorsque nous discuterons les mesures propres à relever le cours. Comme le démontrent nos tableaux, le change — après beaucoup de fluctuations — s'était assez bien rétabli, lorsque la guerre d'Orient lui a porté un coup, dont il n'a pas pu se remettre jusqu'ici. Mais avant de parler des évènements des dernières années, nous devons donner quelques explications concernant le système monétaire russe, actuellement en vigueur.

Situation actuelle du système monétaire.

La base du système monétaire est formée par le rouble d'argent, une pièce de monnaie contenant 18 grammes d'argent fin. En outre la Russie frappe des pièces d'or, appelées demi-impériales, dont la valeur légale a été fixée à 5,15 roubles, bien que la pièce porte une inscription de valeur de 5 roubles. *) Ces pièces contiennent légalement 6 grammes d'or fin et par conséquent elles ont une valeur intrinsèque de Fcs. 20,67, £ stg. 0.^{1} $^{6}/_{4}$ $\frac{3}{4}$, Mark d'Allemagne 16,74, Fl. holl. 9,92. Leur valeur légale étant de R. 5,15, la parité du rouble métallique russe s'établit à:

Fcs. 4,015 = 38$^{1}/_{5}$ pence sterling; — 3,25 mark all^{d}. — 1,926 florin holl.

Pour trouver la proportion des roubles métalliques aux roubles papier, nous n'avons qu'à consulter le cours des demi-

---

*) Il est assez curieux que les demi-impériales soient toujours frappées avec une inscription de 5 roubles, bien que leur valeur ait été déjà fixée à 5,15 par une loi du 1 juillet 1839.

impériales à la bourse de St.-Pétersbourg. Le 1 janvier 1885 ce cours était côté: 7,90 roubles papier pour l'impériale de 5,15 roubles métalliques, de sorte que 100 roubles en or équivalaient à 153,40 roubles papier, ou 100 roubles papier équivalaient à 65,19 roubles en or. Nous pouvons exprimer la même chose en disant:

le rouble métal faisait $53\frac{4}{10}$ % de prime (d'agio.)
» » papier » $34\frac{4}{5}$ % » perte.

Excepté les demi-impériales, la Russie frappe en monnaies d'or des ducats à 3,09 roubles métal; (inscription 3 roubles); il n'existe presque pas d'impériales entières, bien qu'on en ait frappé autrefois.

Comme monnaie divisionnaire la Russie frappe:

Monnaies d'argent.

des pièces de 50 kopeck (centièmes) titre $\frac{83\frac{1}{3}}{96}$ comme le rouble
» » » 25 » » » » » » »
» » » 20, 15, 10 et 5 k. » » $\frac{48}{96}$.

Monnaies de bronze.

» » » 5, 3, 2, 1, $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ kopeck.

Les pièces de 50, 25, $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ kopeck sont assez rares, mais on va procéder à la frappe de nouvelles pièces de 50 et 25 kopeck.

Les roubles d'argent ne circulent pas en Russie, ils servent seulement aux transactions par terre avec la Chine, aux paiements d'appoint au-dessous de 5 roubles en règlement des droits de douane, et pour les tirelires; ils forment une fraction peu importante du fonds d'échange de la Banque de l'Etat. *) Les demi-impériales servent aux paiements des droits de douane, aux exportations de numéraire et forment

*) Le 1 janvier 1885 on les côtait à 1,32 rouble crédit; la différence de côte avec le rouble en or s'explique par la baisse de la valeur de l'argent, relativement à l'or, depuis que les demi-impériales ont été tarifées.

avec les monnaies étrangères et les barres d'or le fonds d'échange métallique de la Banque de l'Etat. Tous les autres paiements se font en la monnaie de papier, connue à l'étranger sous la dénomination de billets de banque russes, mais désignée en Russie comme billets de crédit. Le rouble en papier est nommé à l'étranger rouble argent, en Russie on emploie officiellement la dénomination rouble crédit. Pour éviter tout malentendu, nous parlerons de roubles papier et de roubles métalliques.

Pour compléter notre exposé de la circulation en Russie, nous devons mentionner les Bons du Trésor à huit années d'échéance, appelés »Séries". Ces séries constituent une dette flottante à 4,32 % d'intérêts, se renouvelant sans cesse; dès que les séries viennent à échéance, on les remplace par d'autres du même montant portant d'autres numéros. De l'année 1869 jusqu'en 1883, le total de l'émission était resté sans changement au chiffre de 216 millions de roubles crédit, mais en vertu d'un oukase du 11 octobre 1883, publié le 2 novembre suivant, une nouvelle émission de 24 millions a eu lieu, portant le total à 240 millions. Ces bons du Trésor à 50 et 100 roubles chacun, sont en grande circulation à l'intérieur, et constituent par conséquent un élément important de la circulation fiduciaire de l'Empire. La prime ou la perte qu'on accorde sur ces bons, lorsqu'ils changent de mains, s'exprime par le nombre de jours ou plutôt de mois d'intérêts qu'on ajoute, le taux de 4,32 % = 18 kopecks par mois, par bons de 50 roubles, restant toujours le même.

Montant des billets en circulation. Pour connaître le montant des billets de crédit en circulation en Russie, nous devons consulter les bilans mensuels de la Banque de l'Etat, dont nous expliquons la division et les autres détails dans le chapître traitant de la Banque.

La première section du bilan du 1 janvier 1885 est composée comme suit :

Passif.

Billets de crédit en circulation (émission permanente)		716.515.125.—

Actif.

1. Encaisse métallique.		
Or . . .	170,344,826,60	
Argent. . .	1,127,668,69	
		171,472,495,29
2. Découvert du Trésor pour les billets de crédit		545,042,629,71
		716,515,125,—

Dans la deuxième section Compte des opérations commerciales, nous trouvons au *Passif.*

Billets de crédit, émis provisoirement pour le renforcement des caisses	357,000.000,—

et à *l'Actif.*

Caisse.

a.	Billets de crédit. .	174,234,295,—	
b. & *c.*	Or et argent et menue monnaie. .	32,267,255,83	
			206,501,550,83

Si nous faisons l'addition de ces différents articles de bilan nous trouvons en chiffres ronds :

Emission permanente.	716	millions.
» temporaire.	357	»
» totale	1073	»
Dont en caisse.	174	»
En circulation le solde à	899	»

Couverture métallique:

Dans la section I.	171	millions.
» » » II.	32	»
ensemble.	203	»

ou $22\frac{1}{2}$ % du montant des billets de crédit en circulation.

Le montant des billets de crédit sans couverture métallique était par conséquent de 870 millions, dont 696 en circulation. Par contre le Trésor figurait sur le bilan comme débiteur pour une somme de 745 millions par les articles suivants:

a) Découvert du Trésor pour les billets de crédit.	545	mill.
b) Dette du Trésor pour dépenses courantes, faites à son compte (par émissions temporaires de billets)	200	»
ensemble. . . .	745	»

Explication du tableau. Notre tableau donne un relevé du chiffre des émissions de billets de crédit et du découvert du Trésor depuis l'année 1854. Il indique en même temps le chiffre de la couverture métallique et la proportion de la couverture à la circulation. Dans les années 1854 à 1880, il n'est pas tenu compte de la réserve en billets de crédit chez la Banque et ses succursales, dont les chiffres exacts sont inconnus; comme le montant de l'émission n'avait pas de limite légale, cette encaisse ne doit pas avoir été importante. Depuis l'oukase du 1 janvier 1881, les nouvelles émissions ont cessé et l'encaisse de billets, représentant les montants restitués par le Trésor et non-encore détruits, acquiert une grande signification. Nous l'avons déduite, comme dans l'exemple ci-dessus, pour trouver le montant des billets en circulation.

Les variations dans les chiffres de notre tableau méritent quelques explications historiques. Dans les années 1862 et 1863, les billets de crédit furent échangés par le Trésor contre de l'or, suivant une échelle décroissante; cette

opération se retrouve dans le tableau par une diminution de l'encaisse métallique de 98 à 68 millions et de la circulation de 713 à 636 millions. Des achats d'or, commencés en août 1868, ont augmenté dans une année l'encaisse métallique de 67 millions, et l'ont portée en sept ans de 89 à 231 millions, tandis que la circulation avait progressé de 657 à 797 millions. A l'occasion de la guerre de Crimée il y a eu des créations de billets de crédit pour environ 350 millions, tandis que la guerre d'Orient a exigé des émissions provisoires qui ont atteint en 1879 le chiffre de 500 millions. Après la conclusion des emprunts d'Orient, une part de ces nouveaux billets a été retirée de la circulation, ou plutôt consolidée en dette à intérêts, de sorte que le montant des émissions temporaires avant le 1 janvier 1881 avait été réduit à 417 millions.

La principale réduction est celle obtenue depuis 1881, en vertu des remboursements du Trésor à la Banque.

Les observations sur le tableau même, indiquent plusieurs évènements qui ont exercé une influence permanente ou passagère sur la valeur du rouble.

Notre tableau indique en outre les cours du Londres et du Paris à la bourse de St. Pétersbourg et les écarts dans le cours du Londres. Les changes sur les places étrangères se cotent à St. Pétersbourg pour une quantité fixe de la monnaie des pays en question. Tandis qu'aux bourses de Paris, de Berlin et d'Amsterdam, on cote combien de monnaie du pays il faut donner pour cent roubles, payables à St. Pétersbourg, on cote à St. Pétersbourg combien de francs, de mark, de florins on peut obtenir pour cent roubles. La conséquence suite est que l'expression » une hausse du change" a des significations tout-à-fait contraires à Paris et à St. Pétersbourg. A Paris une hausse implique le fait que les lettres de change sur l'étranger sont plus appréciés qu'auparavant; à St. Pétersbourg, au contraire, une hausse signifie

que les lettres de change sur l'étranger sont offertes. On appelle à St. Pétersbourg un cours pour les francs de 250 plus haut qu'un de 248, mais on veut dire par cela que les roubles valent plus comparés aux francs. C'est dans ce sens que nous employons les expressions *hausse* et *baisse* dans le courant de cette étude.

A St. Pétersbourg, on ne cote que le cours des lettres de change à trois mois de date. Un cours de 265 pour le Paris signifie qu'on obtient pour cent roubles, payés comptant, 265 francs, payables à Paris dans trois mois. Si l'on désire du Paris à vue, on obtient naturellement moins de francs. Pour trouver le chiffre exact de francs à vue qu'on peut obtenir, il faut déduire du cours coté trois mois d'escompte au taux de la Banque de France. Par exemple:

Le 1 janvier 1885 le Paris à 3 mois était côté . .	265
A déduire 3 mois d'escompte à 3 % = ...	2
Le cours du Paris à vue était donc égal à	263

La même chose s'applique au change sur Londres.

Il se cotait le 1 janvier 1885 à 25,25 pence à 3 mois pour 1 rouble

A déduire 3 mois à 5 %	32
Le cours du Londres à vue était égal à . . .	24,93

Veut-on comparer le change sur Londres, coté à St. Pétersbourg avec celui du St. Pétersbourg, coté à Londres, il faut encore déduire du cours à vue trois mois d'escompte au taux de la bourse de St. Pétersbourg, la cote à Londres s'entendant pour du papier long.

Des différentes devises qui se traitent à St. Pétersbourg, le papier en livres sterling à de beaucoup le marché le plus important, raison pour laquelle nous considérerons surtout les variations dans le change sur Londres. Après le papier sur Londres, le Paris a le marché le plus large, puis viennent l'Allemagne et la Hollande. En prenant pour base

de nos recherches une de ces autres devises, nos résultats ne seraient pas sensiblement différents; l'action de l'arbitrage égalise toujours les écarts un peu considérables qui se produisent.

Explication des variations du change.

Le tableau offre un aperçu des variations du change russe depuis la réforme du système monétaire par le ministre Cancrine. A l'aide de ces chiffres, et des détails sur la marche du change dans les dernières années donnés ci-après, nous pouvons essayer de nous former une idée des influences qui régissent le change russe.

Nous voyons d'abord que les oscillations du change pendant 45 années ont été de 45,56 % du plus haut cours
et de 83,68 » » » bas »

Le plus bas cours coté a été celui de 22,25 % en 1878
» » haut . . . . 40,87 » » 1847
tandis que le pair est de 38,20.

Les plus fortes variations ont eu lieu en 1877 c. à. d. 25,33 %
» » faibles » » » » » 1850 » 1,95 »

Oscillations passagères et modifications permanentes.

En examinant les fluctuations, subies par le cours du change, nous devons faire une distinction entre les oscillations passagères et les modifications permanentes. Nous voyons, p. e., que l'écart entre le plus haut cours et le plus bas cours a atteint en 1866 le chiffre énorme de 21 pour cent; mais que le cours moyen de 1867 a été égal à celui de 1864, et de 3 % seulement supérieur à celui de 1865. Dans ce cas-ci la forte baisse en 1866 avait une cause politique, passagère: la guerre entre la Prusse et l'Autriche. On craignait des suites fâcheuses pour la Russie; mais il n'y avait aucun changement réel dans la situation financière de l'Empire. Après la guerre d'Orient en 1877 par contre, le cours ne se relève pas; c'est qu'à côté de l'impression, produite par la guerre, il y avait eu un changement matériel dans la quantité de billets de crédit en circulation.

Fluctuations temporaires.

Les fluctuations temporaires, mais fortes, sont une particu-

larité funeste du système du cours forcé. Elles ne peuvent pas beaucoup changer la valeur des denrées, des salaires et des contracts à l'intérieur, leur action ayant une trop courte durée, mais par contre, elles désorganisent le commerce extérieur et les affaires des maisons de gros. Les principales variations passagères, indiquées dans notre tableau, sont les suivantes :

Un écart de	14,82 %	en 1859	occasionné	par la guerre d'Italie.
„ „ „	11,84 „	„ 1863	„	surtout par les opérations d'échange d'or contre papier.
„ „ „	17,14 „	„ 1864		
„ „ „	21,06 „	„ 1866	„	par la guerre entre la Prusse et l'Autriche.
„ „ „	10,61 „	„ 1867	„	par l'affaire du Luxembourg.
„ „ „	11,61 „	„ 1869	„	„ les achats d'or.
„ „ „	10,85 „	„ 1870	„	„ la guerre Franco-Allemande. *)

La valeur du rouble est extrêmement sensible; n'ayant pas de base métallique, elle flotte, pour ainsi dire, dans l'air. Si tout est tranquille en Europe, elle reste environ à la même hauteur; mais quand des guerres ou des bruits de guerre occasionnent de grands courants dans l'atmosphère politique et financière, le cours est poussé tantôt en haut, tantôt en bas, et ne retrouve son équilibre précédent qu'après la fin des perturbations. A ces époques-là, les influences des spéculations deviennent plus fortes que les influences résultant de la circulation intérieure et du bilan de commerce, et entraînent le change.

Influence du chiffre des billets en circulation.

Parmi les influences stables, la première place est occupée par le chiffre des billets de crédit en circulation. C'est un phénomène nécessaire, se présentant toujours, que la valeur

*) La crainte d'une guerre entre la Russie et l'Angleterre a provoqué au printemps de 1885 une baisse de 9,70 % dont 5,50 % ont été regagnés dans le courant du mois d'avril. Entre deux bourses la baisse a été de 4,60 %.

de la monnaie en papier baisse, quand les émissions de papier subissent des augmentations considérables, sans que la convertibilité en monnaie sonnante soit assurée. Quand on augmente d'une manière excessive la quantité de papier en circulation, en d'autres termes, quand on multiplie la circulation fiduciaire plus que les besoins constants des transactions l'exigent, la force d'achat du papier-monnaie doit diminuer. Les prix des marchandises et des métaux précieux haussent et la valeur du papier, exprimée en monnaie étrangère, diminuera. Ces variations de valeur exigent du temps; elles s'opèrent peu-à-peu en vertu des lois d'offre et de demande. Pendant quelque temps, les marchands en gros pourront vendre des marchandises aux anciens prix, parce qu'ils en ont des stocks, faits antérieurement à la baisse de la valeur du papier; pendant une période suivante les prix en détail peuvent rester invariables. Les chiffres des appointements et des salaires se modifient bien plus tard encore. De cette manière une augmentation de la circulation ne change la force d'achat du papier-monnaie que lentement, dans le courant de quelques années.

Nous avons vu dans quelle forte mesure les augmentations de papier-monnaie au commencement de ce siècle ont influencé la valeur du papier. Nous allons maintenant examiner l'effet des deux grandes périodes d'émissions des billets de crédit durant les deux guerres d'Orient.

Le cours moyen des années 1850/53, précédant les émissions pour la guerre de Crimée, est de 38,20
Le cours moyen des années 1858/61, suivant la période d'émissions, est de 35,15

La différence est de 3,05
égale à une baisse de 8 $^0/_0$.

Le cours moyen des années 1872/75, précédant l'époque

d'émissions pour la dernière guerre, est de . . . 32,92

Le cours moyen des années 1880/83, suivant cette même époque, est de 24,55

La différence est de 8,37

égalle à une baisse de $25\frac{1}{2}$ %.

Plusieurs circonstances peuvent avoir contribué à la différence d'intensité entre les deux cas analogues d'émissions d'environ 400 millions de roubles pour frais de guerre:

1. Après la guerre de Crimée, l'état économique de la Russie étant bien moins développé, l'action des émissions sur la valeur du rouble doit avoir été bien plus lente et s'être étendue jusqu'en 1863 ou 1865.

2. A mesure que le papier-monnaie baisse en valeur, il devient plus sensible, la baisse est moins retardée par une attente de rétablissement de la convertibilité en espèces.

3. Après la guerre de Crimée une époque de grande activité a commencé, exigeant plus de moyens fiduciaires; après la dernière guerre, le contraire a eu lieu. L'exportation était très-grande en 1856.

4. Le Trésor a de beaucoup retardé la baisse du change en 1858/60, en vendant, au moyen de traites sur l'étranger, une grande partie du fonds métallique, consistant en or et en valeurs étrangères.

Que ces explications soient justes ou non, nous voyons dans les deux cas la théorie confirmée par les faits: une augmentation excessive du papier en circulation a amené une baisse considérable du change.

Conclure de cette expérience à une proportion constante entre le montant des billets en circulation et le cours du change, serait une grande erreur. Nous n'avons qu'à consulter le tableau. Le cours moyen de l'année a été de 31,50 avec une circulation de 651 millions et de 33,31 avec une de 792 millions. D'un autre côté, un chiffre de

724 millions a été accompagné de cours moyens de 30,55 et 32,72. Les dernières années ont ajouté une nouvelle preuve aux autres. En 1880, avec une circulation de 1100 millions, le cours moyen a été de 25,10; en 1883, avec une de 970 millions, il était de 23,71 seulement.

Influence du montant du fonds métallique.

Le montant du fonds d'échange métallique et la proportion de ce montant à celui des billets de crédit en circulation, se reflètent bien moins encore dans le cours du change. Pour ne citer qu'un exemple: en 1862, la proportion était de 13,5 %, le change de 36,81; en 1879, la proportion de 15 % et le change de 24,05!

L'explication de ce dernier phénomène n'est pas difficile. La proportion de la circulation à la couverture métallique est très-importante, quand les billets sont remboursables en monnaie, mais dans les pays à cours forcé et où il y a peu d'espoir de voir bientôt la valeur métallique des billets se rétablir, le chiffre du fonds d'échange n'a pas un grand intérêt pour le détenteur de papier-monnaie.

Quant aux chiffres de la circulation, ils ont une grande importance, mais la circulation n'est qu'une des influences qui régissent le change. Nous n'avons pas même besoin de consulter les faits, pour être convaincus de cette vérité. La plupart des influences qui régissent les cours de change dans les pays à circulation métallique, et surtout les importations et exportations, doivent aussi agir dans les pays à cours forcé. Les différences principales entre ces deux cas sont les suivantes:

Causes des fluctuations du change propres aux pays à cours forcé.

1. Le change entre deux pays ayant chacun une circulation du même métal, oscille toujours entre des limites bien définies. Ces limites sont indiquées par les cours auxquels l'envoi de numéraire devient plus avantageux que la remise de lettres de change; on les appelle ordinairement »specie-points." Mais dès que la circulation d'un de ces deux pays consiste en papier non convertible en espèces, il n'y a plus

de »speciepoint," il n'y a plus de limite fixe pour la baisse possible du change sur le pays à cours forcé.

2. L'action des influences, résultant du bilan de paiements, toute puissante dans d'autres pays, se trouve dans un pays à cours forcé, modifiée par :

a) l'Emission ou la destruction de papier-monnaie.

b) Les modifications dans le crédit de l'Etat.

c) l'Action de la spéculation.

Influences, agissant sur le change dans tous les pays.

Nous pouvons énumérer comme suit les influences agissant sur les changes de tous les pays, en suivant l'exposition, donnée dans le livre classique de Goschen : »*Théorie des changes étrangers.*"

Exercent une influence *à la hausse :*

1. Les exportations de la Russie, en marchandises, métaux précieux et valeurs à intérêts.
2. L'émission d'emprunts extérieurs.

Exercent une influence à *la baisse.*

1. Les importations en Russie, en marchandises, métaux précieux et valeurs à intérêt.
2. Le paiement d'intérêts et amortissements à des créditeurs à l'étranger.
3. Le paiement de frêts aux armateurs à l'étranger, de commissions aux banquiers et aux maisons de commerce de l'Europe occidentale, ainsi que les frais des missions du Gouvernement.
4. Les dépenses des voyageurs russes à l'étranger.

Commerce en marchandises.

Le commerce international en marchandises est l'élément le plus important du bilan de paiements. Suivant les publications officielles du département des finances, le commerce par les frontières d'Europe s'est élevé aux chiffres suivants. Dans ces chiffres ne sont pas compris les mouvements des métaux précieux, et le commerce de transit.

Année	Exportation. Valeur en millions de roubles papier.	Cours moyen de l'année du rouble papier.	Valeur en millions de roubles métall.	Importation. Valeur en millions de roubles papier.	Cours moyen de l'année du rouble papier.	Valeur en millions de roubles métall.
1872	312	84,8	265	408	84,8	346
1873	346	85,3	295	412	85,3	351
1874	411	86,3	355	440	86,3	380
1875	361	85	307	499	85	424
1876	379	80	303	443	80	354
1877	508	67,8	344	291	67,8	197
1878	596	63,5	378	558	63,5	354
1879	606	62,7	380	548	62,7	344
1880	476	65	309	578	65	375
1881	481	65,4	314	476	65,4	311
1882	591	62,6	370	518	62,6	324
1883	608	61,5	374	514	61,5	316
1884	550	63,7	350	486	63,7	310
Moyenne 1872/76	362		305	440		371
Moyenne 1877/81	531		345	490		316
Moyenne 1882/84	583		364	506		317
Moyenne 1875/84	516		343	491		331

Nous ne donnons pas les chiffres des années précédant 1872, parce qu'ils ne peuvent que très-imparfaitement servir de comparaison. Avant 1865 beaucoup d'articles importés en franchise échappaient à la statistique, et de 1865—1871 l'évaluation de la valeur eut lieu suivant d'anciens tarifs qui n'étaient plus conformes au prix réel des marchandises.

Le tableau n'indique que le mouvement de marchandises par les frontières d'Europe, tant par terre que par mer. Le commerce de transit, peu important du reste, ne saurait avoir sur le change la même influence que le propre commerce de la Russie, et nous parlerons plus tard des trans-

actions en métaux précieux. Nous ne connaissons pas les chiffres des dernières années concernant le commerce avec la Finlande et par les frontières d'Asie, mais il est inutile de nous en occuper. D'abord ces transactions n'exercent qu'une influence indirecte, affaiblie sur le change entre la Russie et les autres pays de l'Europe, et en outre le bilan du commerce entier de l'Empire ne diffère pas beaucoup de celui du commerce européen. La comparaison des chiffres suivants avec le tableau précédent en fournisse la preuve:

Moyenne des Années.	Valeur de l'Exportation en		Valeur de l'Importation en	
	millions de roubles pap.	millions de roubles métall.	millions de roubles pap.	millions de roubles métall.
1872—1876	381	321	471	397
1877—1881	556	359	529	341

Nous voyons que dans la première période quinquennale l'excédent de l'importation sur l'exportation a été pour le commerce entier en moyenne de 90 millions en papier » »
» spécial » » » 78 » » » tandis
que dans la deuxième période l'exportation a été supérieure à l'importation :
pour le commerce entier en moyenne de 27 millions en papier
» » » spécial » » » 41 » » »

Les transactions par les frontières de la Finlande et de l'Asie se clôturent par conséquent par un solde au débit de la Russie d'environ 12 millions, dont nous n'avons pas tenu compte: il provient principalement de l'importation de thé par les frontières de la Chine.

Les chiffres de la valeur de l'exportation peuvent être considérés comme suffisamment exacts. La Russie ne prélève pas de droits de sortie, de sorte qu'il n'y a pas d'exportation clandestine, et en outre les articles principaux sont lourds et volumineux, ce qui rend le contrôle de la douane facile. Pour l'importation, la situation est tout autre. Les droits

d'entrée très-élevés, la diversité des articles et le peu de volume de beaucoup d'entr'eux, l'immense étendue des frontières de terre de la Russie, rendent la contrebande facile et très-avantageuse. Il est naturellement impossible d'établir des évaluations concernant son importance, et nous devons nous borner à tenir compte de l'importation en fraude comme un des éléments du bilan des paiements.

Les chiffres des entrées et sorties régulières nous prouvent d'abord que le bilan de commerce varie beaucoup d'une année à l'autre. La récolte de céréales a une influence prépondérante: l'exportation des grains s'élève à la moitié, quelquefois même à trois quarts de l'exportation totale. Les chiffres élevés de 1877 à 1879 sont dûs à de riches récoltes de blés, et à la baisse du change qui en facilitait la vente à l'étranger. La mauvaise moisson de 1880 et la concurrence toujours croissante des autres parties du monde, firent diminuer ces chiffres dans les années suivantes. Les importations subissent le contre-coup des exportations; elles dépendent du bien-être général, du besoin de matériel de chemins de fer, de la marche du change et des variations dans le tarif des droits d'entrée. Les augmentations de ce tarif en 1877 et 1881 ont diminué les entrées de marchandises, après les avoir stimulées pendant la période précédant leur application.

Les chiffres de la valeur du mouvement des marchandises diffèrent beaucoup d'une année à l'autre, à cause des fluctuations du change. En consultant notre tableau on verra que les entrées et sorties se présentent d'une manière bien plus stable, si l'on réduit d'abord la valeur en roubles métalliques au cours moyen de l'année. On obtient de cette manière une représentation plus exacte de la marche du commerce extérieur, mais pour le but spécial qui nous occupe maintenant, nous devons pourtant faire emploi des chiffres en roubles papier. Afin de ne pas accorder trop d'influence à des circonstances passagères, nous nous basons sur la moyenne

des dix dernières années, une moyenne qui ne s'écarte pas très-sensiblement du résultat de l'année 1884.

Le commerce des métaux précieux. A côté du commerce de marchandises il y a le commerce des métaux précieux. En Russie l'or et l'argent, n'étant pas en circulation, sont des marchandises pures et simples, et leur exportation et importation exercent la même influence que celles du seigle et du froment. Cette vérité saute encore plus aux yeux quand on pense au fait que l'or exporté a été extrait du sol russe, et forme un des produits du pays tout comme le pétrole et les blés.

La Russie occupe la troisième place parmi les pays produisant de l'or, avec un produit annuel de 35,000 kilos fin, environ un quart de celui du monde entier. *) Cet or se trouve en Sibérie et dans l'Oural; le lavage des sables aurifères se fait pour compte d'entrepreneurs privés, mais tout le métal obtenu doit être livré aux comptoirs de district gouvernementaux. Les agents du gouvernement envoient l'or par caravanes d'environ 4000 kilos à la monnaie de St. Pétersbourg, et donnent aux entrepreneurs en paiement du métal livré des bons de mines (assignofki), à six mois de date, sur la dite monnaie. Généralement ces bons portent l'indication d'un certain montant en demi-impériales, équivalant au poids net de l'or livré. Après six mois le détenteur des assignofki touche les demi-impériales, et celles-ci servent ensuite au paiement des droits d'entrée, pour les besoins de l'industrie ou pour l'exportation. Les bons des

---

*) Suivant une évaluation de M. Ottomar Haupt, basée sur diverses statistiques, la production d'or en 1884 se serait élevée aux chiffres suivants :

En Amérique	pour	131	mill. de francs	= 33	mill. de roubles métalliques.
„ Australië	„	135	„ „ „	„ 34	„ „ „ „
„ Russie	„	110	„ „ „	„ 28	„ „ „ „
„ d'autres pays	„	65	„ „ „	„ 16	„ „ „ „
Total		441	„ „ „	111	„ „ „ „

mines peuvent ordinairement être escomptés à la Banque de l'Etat au taux de 6 %, et se traitent à la bourse au prix des demi-impériales, ou avec une légère prime, et sous déduction d'escompte à 6 % par an pour le temps à courir.

L'exploitation de l'or date en Russie de l'année 1741; les chiffres suivants, tirés principalement de communications officielles, en montrent la progression, et indiquent en même temps la frappe de demi-impériales dans les dernières années:

Un poud russe est égal à 16,38 kilos. Comme les demi-impériales contiennent 6 grammes d'or fin, on frappe d'un kilo $\frac{1000}{6} = 166\frac{2}{3}$ demi-impériales ou (à 5,15) 858,33 roubles métalliques, et d'un poud 2730 de ces pièces, pour une valeur de 14,059 r. m. La réduction de 84 %, employée pour la composition du tableau, n'est qu'approximative; l'or livré aux comptoirs gouvernementaux n'a pas toujours la même pureté.

		PRODUCTION. Kilogrammes		Valeur	FRAPPE.
		Brut	Fin à $\frac{84}{100}$	Millions de r. métalliques	
1741 à 1820 en moyenne		127	107	—	
1821 à 1840 » »		5,212	4,378	3,8	
1840 à 1860 » »		24,080	20,227	17,3	
1861 à 1870 » »		27,067	22,738	19,5	
1871 à 1875 » »		33,380	28,039	24,1	
1876	2,054 pouds =	33,644	28,261	24,2	31
1877	2,502 »	40,982	34,424	29,1	34,1
1878	2,572 »	42,129	35,388	30,5	35,6
1879	2,632 »	43,112	36,213	31,1	37,2
1880	2,642 »	43,276	36,351	31,2	32,2
1881	2,244 »	36,758	30,876	26,8	27,9
1882	2,641 »	43,260	36,338	31	20,4
1883		pas encore publié.			31,3
1884 évalué officiellement à	2,550 »	41,585	34,931	29.9	23,8

Les chiffres de la frappe s'indiquent officiellement en demi-impériales, réduites en roubles métalliques à raison de 5 roubles; comme ces pièces d'or sont en réalité tarifiées à 5 r. 15 k. nous avons augmenté de 3 % les montants publiés.

La frappe de 1884 avait été évaluée à 34 millions par le ministère des finances au commencement de l'année; nous ignorons pourquoi elle est restée tellement inférieure à ce chiffre, et sommes enclins à supposer que la différence sera en partie annulée en 1885; peut-être aussi a-t-on demandé des assignovki exprimés en or non-monnayé pour un montant bien plus grand qu'il n'avait été prévu. Par une récente stipulation les exploiteurs peuvent recevoir des bons des mines pour une certaine quantité de barres d'or, mais jusqu'en 1883 tout l'or trouvé fut transformé en demi-impériales. Nous voyons par les chiffres qui précèdent, que la production annuelle est de 35,000 kilos fin, soit 30 millions de roubles métalliques, et en même temps que la frappe dans les années 1876/1882 s'est élevée en moyenne à environ le même montant.

Les demi-impériales payées pour les droits de douane, viennent provisoirement grossir les dépôts en or du Gouvernement à la Banque de l'Etat, mais elles ne servent pas à agrandir le fonds d'échange des billets de crédit; l'encaisse métallique de ce fonds est resté stationnaire depuis nombre d'années à 171½ millions. Au contraire, elles restent disponibles et sont tôt ou tard vendues par le Gouvernement. Il n'y a pas d'or en circulation en Russie, et par conséquent personne n'a intérêt à garder de grands stocks de métal. On peut en conclure qu'à la longue tout l'or produit s'emploie dans l'industrie ou est exporté.

Le professeur SUESS dans son livre: »*Die Zukunft des Goldes*" évalue la consommation annuelle d'or du monde entier pour des buts industriels à une valeur de 62½ millions

de roubles métalliques, et celle de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis à 12½ millions pour chaque pays. En Russie on emploie beaucoup d'or pour dorer les coupoles et l'intérieur des églises, pour les saintes images, les uniformes militaires et civils, les habits de cour et les travaux d'orfèvrerie, de sorte qu'il paraît probable que la consommation en Russie n'est pas inférieure à celle des autres pays mentionnés. En déduisant 12½ millions des 30 millions, chiffre de la production annuelle, il resterait un montant annuel de 17½ millions disponible pour l'exportation. Les statistiques officiels du commerce en métaux précieux paraissent confirmer cette supposition, car dans les années 1872 à 1881, l'exportation a atteint en moyenne:

	un chiffre de	31,2	mill.	de roub.	métall.
et l'importation	» » »	12,6	»	» »	»
soit un excédant d'exportation de		18,6	»	» »	»

Au cours de 1½ r. c. pour le r. m. 18 millions en or équivalent à 27 millions en papier.

Frêts à payer. Le paiement de frêts aux armateurs étrangers entre aussi comme un élément considérable dans le bilan de paiements. La flotte marchande russe est très-faible, parce que les hommes entreprenants trouvent en Russie pour leurs capitaux des emplois plus rémunérateurs. Presque ⅞ des exportations se fait sous pavillon étranger, et la Russie doit payer le montant des frêts. Nous ne possédons pas de données suffisantes pour évaluer les sommes à payer annuellement de ce chef, et devons nous borner à en tenir compte comme d'un article important du bilan de paiement.

Dépenses de Russes à l'étranger. Un très-grand nombre de Russes riches passent une partie de l'année à l'étranger ou y séjournent continuellement, et dépensent à Paris, à Nice et ailleurs leurs revenus, voire même leur capital. Il est impossible de préciser les sommes remises annuellement aux résidents à l'étranger et celles

emportées par les voyageurs. On les a évaluées il y a dix ans à 25 ou 20 millions, mais nous ne savons pas sur quelle base. Le regretté économiste F. Matthaei dans son ouvrage sur les forces industrielles de la Russie a pris la statistique des voyageurs russes comme fondement de ses calculs. Le principe nous paraît juste, mais il nous semble que dans l'application il a fait fausse route en tenant compte de tous les passe-ports, aussi de ceux délivrés aux habitants des frontières. Il est clair que ces personnes-là ne vont pas à l'étranger pour dépenser de l'argent, mais pour en gagner; comme elles forment environ 80 $^0/_0$ du nombre total des voyageurs, la différence est énorme. Cette erreur explique le résultat impossible auquel Matthaei est arrivé, d'une somme de 500 millions de roubles métalliques à remettre annuellement à l'étranger pour les résidents et les voyageurs. Si, au contraire, nous ne prenons note que des passe-ports pour de longs trajets, nous pouvons faire le calcul suivant, en adoptant autant que possible les chiffres indiqués par Matthaei.

Dans les années 1877/1881, en moyenne, environ 55000 Russes sont rentrés chaque année dans leur pays, après avoir voyagé à l'étranger. Si chacun de ces voyageurs, dont un grand nombre avaient emmené leur famille, a dépensé à l'étranger en moyenne 500 roubles en or, les dépenses de ce chef s'élévent à 27 millions de roubles métalliques. Il faut ajouter les dépenses des résidents. Suivant les statistiques des passe-ports, 26,000 Russes ont quitté leur pays dans la période quinquennale 1876/1881 sans y retourner. Un assez grand nombre d'eux sont certainement morts à l'étranger, mais par contre beaucoup de Russes y résident depuis plus de cinq ans. En évaluant ceux qui sont établis définitivement à l'étranger à 26000, et les remises annuelles qu'ils reçoivent de leur patrie à 1000 roubles en or en moyenne, il y aurait 26 millions à ajouter au

chiffre de 27 millions, et le total des remises se chiffrerait à 53 millions de roubles métalliques annuellement.

Nous ne voulons pas attacher trop de valeur à ces calculs, mais il nous paraît qu'on peut au moins évaluer à 20 millions de roubles métalliques les remises nécessitées par les dépenses des Russes à l'étranger. C'est un article important du bilan de paiements.

Emprunts et paiement d'intérêts. Les influences qui restent à considérer ont une plus grande importance pour le change russe. Nous voulons parler des emprunts du gouvernement et des compagnies de chemins de fer, des paiements d'intérêts et d'amortissement sur ces emprunts, et des transactions internationales en valeurs russes.

Chaque émission d'un emprunt extérieur de la Russie, chaque émission d'obligations de chemins de fer à l'étranger ou le placement d'actions russes aux bourses de l'Europe occidentale donne lieu à une créance de la Russie sur l'étranger, ayant la même influence sur le change qu'une créance résultant d'une exportation de céréales. L'effet est le même si l'étranger souscrit à un emprunt intérieur ou si des détenteurs russes vendent des valeurs à intérêts à des rentiers étrangers. Toutes les deux circonstances ont la tendance de faire hausser le change russe. Par contre, si des rentiers à l'étranger vendent des valeurs à des capitalistes russes, une action contraire a lieu, et, caeteris paribus, le change russe baissera. Comme les valeurs russes sont seules admises à la cote des bourses de St. Pétersbourg, le mouvement international ne comprend presque pas de valeurs étrangères, et nous n'avons pas besoin de nous en occuper. Quelques grands capitaux paraissent être placés à l'étranger, surtout en Consolidés Anglais, mais ce sont des placements constants, qui ne peuvent pas exercer une influence considérable sur le change.

Les paiements dûs pour intérêts et amortissement ont

une action exactement contraire à celle des emprunts. Le rentier à l'étranger, lors de son achat de valeurs russes, a payé un certain montant qui a été remis en Russie, mais en vertu de cet achat il a acquis une créance annuelle sur la Russie pour le montant des intérêts, et en outre en cas d'amortissement une créance égale ou supérieure au capital. Par rapport au change, il est indifférent que ce soient des titres d'emprunts intérieurs ou extérieurs, et où s'effectue le paiement des coupons. Si le paiement s'effectue à l'étranger, il se fait par des banquiers pour compte de la Russie, et la contrevaleur doit être remise à l'étranger. Si, au contraire, les coupons sont envoyés en Russie pour l'encaissement ou pour la vente, la remise à l'étranger se fait par le banquier russe qui soigne le recouvrement. Une circonstance concernant ces paiements ne doit pas être perdue de vue. L'influence de ces paiements sur le change se fera toujours sentir, mais l'époque n'est pas toujours identique à l'époque du paiement. Le Gouvernement russe garde souvent pendant des mois et même pendant des années des sommes importantes, soldes d'emprunts extérieurs, chez des banquiers à l'étranger. Si en vertu de ces soldes créditeurs les banquiers effectuent des paiements de coupons, il n'y aura pas d'action sur le change. L'action a été exercée le jour où le dépôt du Gouvernement a été formé, ou plutôt l'emprunt extérieur, dont ces sommes proviennent, a eu dans le temps une influence sur le change plus faible qu'elle n'aurait eu autrement.

Transactions internationales en valeurs russes.

Les transactions internationales en valeurs russes forment un des éléments les plus importants qui concourent au résultat exprimé par la cote du change. Il y a toujours des courants de valeurs du Gouvernement et de chemins de fer, soit de la Russie à l'étranger, soit de l'étranger en Russie, et ces courants gagnent une grande force quand l'opinion de l'Europe occidentale concernant les valeurs russes, se modifie dans un sens ou dans un autre. Chaque

demande de l'étranger pour les valeurs russes nécessite des remises et a par conséquent la tendance de faire hausser la valeur du rouble; chaque offre de l'étranger exerce une influence à la baisse.

Malheureusement les chiffres des transactions dont nous parlons, échappent complètement aux statistiques gouvernementales, et on ne peut pas même les évaluer. On sait seulement qu'à telle et telle époque il y a eu de fortes exportations ou importations de valeurs. Les chiffres des souscriptions à l'étranger sur les différents emprunts ne fournissent pas une bonne base de calcul, d'abord parce que souvent des souscriptions se font en Russie pour compte de banquiers à l'étranger, et puis, parce que ces chiffres peuvent s'être doublés ou triplés dans le courant de quelques mois par des achats opérés pour compte de l'étranger à la bourse de St. Pétersbourg.

Le manque de statistiques concernant les transactions internationales en valeurs à intérêts, rend impossible d'évaluer avec quelque exactitude pour quel montant l'étranger est détenteur de valeurs russes et le chiffre de sa créance annuelle pour intérêts et amortissement. Les données que nous possédons nous permettent cependant de nous former une idée sur ce sujet, tout approximative qu'elle soit.

Intérêts à payer aux créditeurs à l'étranger.

Suivant le budget de prévision pour l'année courante, le service de la dette extérieure exige les sommes annuelles suivantes :

Dettes extérieures à terme. .	22	millions	de	roubles	pap.
» » perpétuelles.	19½	»	»	»	»
Obligations consolidées des chemins de fer russes	50	»	»	»	»
Obligations des chemins de fer de l'Etat	10½	»	»	»	»
Total	102	»	»	»	»

Une partie importante de ces emprunts appartient à des capitalistes russes, mais il ne paraît pas risqué de supposer que $\frac{3}{4}$ du montant total se trouve hors du pays. En admettant cette supposition, il y aurait annuellement à payer de ce chef 76 millions à l'étranger.

Le service des emprunts intérieurs exige 158 millions. Quelques-uns, comme les Obligations 5 $^0/_0$ de la Banque de l'Etat (appelées Billets de Banque) ne se traitent qu'en Russie. Les IIe et IIIe Emprunts d'Orient, par contre, ainsi que la rente 6 $^0/_0$ en or ont été émis avec l'aide d'une très-forte participation de l'étranger, et malgré de grands flux et reflux il y en a toujours énormément, surtout en Allemagne et en Hollande. Si nous supposons que $\frac{1}{3}$ du montant des emprunts d'Orient, de ceux à prime et de la rente en or se trouve actuellement à l'étranger, nous arrivons à un chiffre de 19 millions, comme montant à remettre annuellement par la Russie pour le service de ces emprunts.

Par rapport aux obligations des compagnies privées de chemins de fer, nous pouvons procéder d'une manière plus sûre. Ces valeurs ne sont pas du tout recherchées en Russie et n'ont presque pas de marché ici: on peut évaluer à $\frac{7}{8}$ la partie des émissions se trouvant à l'étranger. Le montant total nominal des obligations de chemins de fer émises directement, se chiffre à environ 400 millions de roubles métalliques, et exige pour intérêts et amortissement environ 21 millions en or, soit 32 millions en papier, dont $\frac{7}{8}$ sont égaux à 28 millions. En outre il se trouve à l'étranger un nombre considérable d'actions de quelques chemins de fer (Grande Société, Baltique, Sud-Ouest etc.); en l'évaluant à $\frac{1}{2}$ du capital de ces sociétés, 8 millions sont requis annuellement de ce chef pour intérêts et dividendes.

En résumé, il y aurait à remettre à l'étranger pour le service

des emprunts extérieurs de l'Empire. . .	76 mill. de r. p.
» » intérieurs » » . . .	19 » » »
des obligations des compagnies privées de chemins de fer.	28 » » »
des actions des compagnies privées de chemins de fer.	8 » » »
ensemble	131 » » »

Bilan des paiements internationaux.

Nous basant sur les évaluations établies ci-dessus, nous pouvons (d'une manière très-imparfaite) dresser le bilan suivant des paiements internationaux annuels de la Russie.

A RECEVOIR.

	Roubles crédit.
Montant de l'exportation de marchandises (Moyenne des 10 dernières années) . .	516 millions.
Montant de l'exportation d'or.	27 »
» des exportations d'obligations et d'actions.	Mémoire.
	543 »

A PAYER.

Montant de l'importation de marchandises (Moyenne des 10 dernières années) . .	491 millions.
Montant de l'importation en contrebande.	Mémoire.
Paiement pour intérêts, amortissement et dividendes à des créditeurs à l'étranger.	131 »
Paiement de frêt à des armateurs »	Mémoire.
Dépenses de voyageurs russes à l'étranger.	30 »
Montant de l'importation de valeurs russes.	Mémoire.
	652 »

Nous en concluons que le bilan de paiements peut seulement se solder par le placement de valeurs russes à l'étran-

ger, soit par l'absorption de valeurs existantes, soit par la souscription à de nouvelles émissions. S'il n'y a pas de nouvelles émissions et si l'étranger vend des valeurs russes plutôt qu'il n'en achète, la demande de lettres de change sur l'étranger surpassera l'offre, et on devra donner plus de roubles pour obtenir un certain montant de livres sterling ou de francs, en autres termes le change baissera.

Emprunts conclus à l'étranger.

Dans les années 1871 à 1880 le Gouvernement a conclu les emprunts suivants avec participation de l'étranger :

			Montant nominal.	Produit en millions de roubles crédit.
1871	II	Emprunt Consolidées .	£ 12 mill.	71
1872	III	» »	» 15 »	97
1873	IV	» »	» 15 »	99
1875	V	» »	» 15 »	98
1877		Emprunt Extérieur. . . .	» 15 »	106
»	I	Emprunt d'Orient . .	R 200 »	175
1878	II	» »	» 300 »	276
1879	III	» »	» 300 »	274
1880	VI	» Consolidées R. Mét.	» 150 »	168
				1364

en moyenne 136 millions par an. Excepté le I[er] Orient, tous ces emprunts ont été des emprunts extérieurs, ou en ont eu le caractère par la participation prépondérante de l'étranger. Dans la même période les compagnies de chemins de fer ont placé à l'étranger des obligations pour un montant d'environ 100 millions de roubles métalliques, valeur nominale, dont le produit doit avoir été d'environ le même chiffre en roubles papier, ou 10 millions de roubles crédit annuellement.

Par contre dans les trois années 1881/83 les emprunts suivants seulement ont été placés avec participation de l'étranger :

	Produit en roubles papier.
Janvier 1881. Obligations 3 % de la Grande Société des Ch. d. f. r. Montant nominal 13 millions roubles métall.	environ 13 mill.
Novembre 1881. Obligations 5 % du chemin de fer d'Ivangorod Dombrowa. Nominal 16½ millions roubles métall.	» 21 »
Octobre 1882. Obligations 3 % du Chemin de fer Transcaucasien de roubles métall. 56 millions.	» 49 »
En 1883 jusqu'au mois de décembre aucune émission	—
Total en trois ans.	83 mill.

Cette forte diminution des émissions avec coopération de l'étranger aurait suffi à faire baisser le change, mais en outre une forte importation de valeurs russes a eu lieu. Les déficits du budget, les troubles nihilistes, l'assassinat d'Alexandre II, les persécutions de juifs et d'autres circonstances, ont eu une influence défavorable sur les dispositions de l'étranger pour les valeurs russes, et ont occasionné des ventes fortes et suivies. La Russie a acheté ces valeurs rejetées par l'étranger, et a eu besoin de lettres de change pour remettre par contre; le change en a éprouvé les suites.

Suivant notre opinion les faits mentionnés donnent la réponse à la deuxième question, posée au commencement de ce chapître. Le change a baissé dans les années 1881/83, malgré les remboursements du Trésor à la banque, par suite d'une diminution d'émissions, accompagnée d'un fort courant de valeurs russes de l'étranger en Russie.

Les continuelles émissions d'emprunts russes, tant du Gouvernement que de compagnies privées, ont pendant des années contrebalancé l'influence naturelle du bilan de paiements, tel que nous l'avons décrit, tout en l'empirant pour

l'avenir par les nouvelles charges annuelles imposées. Après le ralentissement des émissions, le change a suivi une marche plus conforme à la nature des choses.

A partir de décembre 1883 il y a eu un changement. L'émission de la rente 6 % en or à la date du $\frac{\text{23 novembre}}{\text{5 décembre}}$ pour un capital nominal de 50 millions de roubles métalliques et un produit en roubles papier d'environ 80 millions a été suivie au mois d'avril 1884 par une VIIe Emission d'Obligations Consolidées de Chemins de fer russes. Cette dernière d'un montant de £ stg. 15,000,000 a produit environ 130 millions de roubles crédit. L'étranger a pris une très-forte partie de ces deux emprunts, soit à la souscription soit plus tard; en même temps l'opinion pour les autres valeurs russes s'est également améliorée dans l'Europe occidentale, et de cette manière un courant de valeurs russes à l'étranger a de nouveau fait hausser le change. Nous aurons encore l'occasion de revenir sur ce sujet.

Crédit de l'Etat.

Maintenant nous devons de nouveau fixer notre attention sur les influences qui agissent sur le change dans les pays à cours forcé seulement. Comme telle nous trouvons, après le montant des billets en circulation, en second lieu, le crédit de l'Etat. Le détenteur d'un billet à cours forcé, non convertible en espèces, possède une créance irrécouvrable sur l'Etat, dont la valeur dépend d'une foule de circonstances, mais entre autres du plus ou moins de probabilité que le Gouvernement puisse limiter les émissions de papier, diminuer le montant en circulation et peut-être abolir un jour le cours forcé. Quand les budgets clôturent en déficit ou quand on s'attend à de grandes dépenses de guerre, les détenteurs craignent que le Gouvernement ne soit forcé de faire de nouvelles émissions de billets et par conséquent de diminuer la valeur des billets en circulation. Par contre, si l'Etat jouit d'un bon crédit on peut espérer qu'il lui sera possible de

rétablir la circulation métallique dans un certain délai, ou d'abolir des impôts qui entravent la production.

La spéculation sur le change. L'action de ces considérations sur le change russe se fait principalement au moyen de la spéculation.

Le change russe est en vertu de ses grandes et fréquentes oscillations un objet excellent de spéculation. Elle travaille de deux manières différentes à St. Pétersbourg et à Berlin. A St. Pétersbourg, on traite à terme des lettres de change à trois mois sur Londres et Paris. Quiconque croit à une amélioration du change peut vendre des livres sterling ou francs livrables dans trois mois, sans les posséder; quiconque croit à une baisse du change peut en acheter sans avoir l'argent pour les payer. Après trois mois l'un et l'autre réglent leur position en rachetant ou en vendant, et ont simplement à recevoir ou à payer une différence de cours.

A Berlin on traite les billets de crédit russes au comptant et à terme. Le marché au comptant sert principalement pour les besoins des maisons de grains allemandes qui font acheter des produits agricoles en Russie. Le marché à terme sert pour la spéculation. Le spéculateur à la hausse achète, le spéculateur à la baisse vend des billets livrables après un certain nombre de mois, et à l'expiration de ce délai on peut régler la différence entre le cours de l'affaire et le cours du jour, ou renouveler l'opération pour un terme plus éloigné.

Cette spéculation est excessivement sensible aux variations dans le crédit de la Russie, mais surtout à tous les évènements qui donnent lieu d'attendre une hausse ou baisse du change. Quand un spéculateur attend une hausse du change en suite de grandes exportations de grains par la Russie, ou d'un emprunt prochain, il peut acheter des billets à terme à la bourse de Berlin. Si par cette opération le cours des billets monte, le contrecoup se fera immédiatement sentir dans le cours du Londres coté à St. Pétersbourg. Cet effet

est nécessaire, car dans le cas contraire le banquier à St. Pétersbourg qui doit envoyer des remises à Londres trouverait de l'avantage à envoyer des billets de crédit russes à Berlin pour la vente, en donnant ordre d'acheter du Londres pour le produit. Il n'achèterait donc pas de Londres à Pétersbourg et le change du rouble s'améliorerait par le manque d'acheteurs pour le Londres.

Chaque spéculation en soi-même influence deux fois le change. Au moment de l'entreprendre le haussier exerce une tendance à la hausse sur le change, au moment de la liquider il exerce une tendance à la baisse.

Il était nécessaire de traiter ce sujet assez largement afin d'expliquer la cause des oscillations brusques et fréquentes du change. Dans les dernières années l'action de la spéculation berlinoise a souvent été d'une grande importance, et les variations dans le cours du change occasionnées par elle sont d'autant plus arbitraires que souvent les causes de ces variations n'ont rien à faire aux finances de la Russie. Quand les valeurs de spéculation internationale sont offertes à Vienne, Paris et Berlin, quand tout le marché est faible, le cours des billets de crédit russe suit ordinairement la même tendance. Ils sont entraînés, quoique innocents, par le courant général. C'est seulement par l'action de la spéculation que le change russe pâtit sous l'influence de nouvelles politiques telles que complots nihilistes et persécutions d'Israélites, évènements qui n'ont aucune influence directe sur l'offre et la demande de lettres de change, ni sur les émissions de papier-monnaie.

Malgré ces désavantages, nous ne pouvons pas du tout nous ranger du côté de ceux qui voient dans la spéculation berlinoise une des principales causes des bas cours du change. L'action de la spéculation est soudaine et violente, mais elle n'est que temporaire. A-t-elle bien vu, alors elle n'a fait qu'escompter l'influence des circonstances sur lesquelles elle

avait fondé ses calculs. S'est-elle trompée, alors l'opération échouera par la force des circonstances, et la hausse ou la baisse produite par elle sera suivie d'une réaction. Il y a plus: tout comme les spéculations en grains adoucissent les conséquences d'une disette, en offrant des stocks réservés à un prix élevé, de même les spéculateurs à découvert en roubles profiteraient d'une forte baisse, en cas de conflits politiques, pour régler leurs opérations avec profit. Ces rachats arrêteraient ou diminueraient la chute du prix du rouble.

Les cours du change pratiqués à St. Pétersbourg, sont le résultat de tous les facteurs décrits par nous. Chaque cours du Londres coté est le produit de tant d'influences diverses qu'il est impossible d'en faire une analyse exacte; quelquefois cependant il est possible d'indiquer avec grande probabilité les causes des fluctuations.

Causes des fluctuations dans les dernières années. Nous donnons ci-après un tableau des variations mensuelles du cours du Londres depuis le commencement de 1879, et tâcherons d'expliquer ici en grandes lignes les principales oscillations. Les années précédentes avaient éprouvé toutes les influences disparates et enchevêtrées accompagnant une grande guerre, de fortes exportations d'or et d'énormes émissions de billets. Avec l'année 1879 le change entre dans une période plus calme; la valeur du rouble s'était à peu près égalisée dans tout l'Empire, les émissions extraordinaires de billets avaient produit leur plein effet. Jusqu'en mai le change était très-bas à 23,30 en moyenne, mais l'émission du IIIe Emprunt d'Orient, suivant oukase du 1 mai, entraîne opéra un changement favorable. L'emprunt de 300 millions fut couvert $2\frac{1}{2}$ fois et en grande partie pour compte de l'étranger. A mesure que les versements durent s'effectuer, nous voyons le cours mensuel moyen s'élever jusqu'à 25,50 en octobre, pour rester environ au même niveau jusqu'en été 1880, soutenu par l'émission du VIe Emprunt Consolidé de 150 millions roubles métall. au mois de mai. Alors une autre

influence se fit sentir. La récolte de 1880 était exceptionnellement mauvaise et les provisions de blés avaient été épuisées l'année précédente: de là une moins-value d'exportation en comparaison de 1879 de 130 millions. Nous voyons le cours reculer jusqu'à 24,17 en octobre, après avoir atteint même 23,75.

Les variations en 1881 avaient un caractère plus spéculatif. L'oukase du 1 janvier ordonnant des remboursements du Trésor à la Banque produisit une bonne impression, et le cours moyen s'éleva à 25,18 pour retomber à 24,34 dans la période de dépression après l'attentat du 1 mars. Au mois de juin une grande banque allemande, la *Berliner Handelsgesellschaft*, commença des achats gigantesques de billets de crédit, et le cours fut poussé jusqu'à 26. Cette hausse ne pouvait pas être durable; ni dans le bilan de commerce, ni dans les finances de l'Empire il n'y avait des changements motivant une telle amélioration du change. Aussi la réaction ne se fit pas attendre. Faible d'abord, elle prit de plus grandes proportions au commencement de 1882, aidée par la réalisation des opérations à la hausse engagées à Berlin et par la mauvaise impression produite à l'étranger par les persécutions des juifs au midi de la Russie. L'étranger vendait des valeurs russes, et la Russie devait remettre par contre. Nous voyons le cours moyen s'arrêter pendant les mois de mars à octobre aux environs de 24,10, pour reculer dans les derniers mois et en 1883 jusqu'à 23,40. Après ce que nous avons dit plus haut, ce mouvement ne peut pas trop étonner. Aucun grand emprunt extérieur ou mouvement de valeurs à l'étranger ne vint contrecarrer l'influence naturelle du bilan de paiements; au contraire, l'étranger continuait à vendre des valeurs russes.

Le $\frac{\text{20 novembre}}{\text{2 décembre}}$ 1883 a paru, sans qu'on s'y attendît, l'annonce d'un emprunt de 50 millions de roubles métalli-

ques en rente perpétuelle 6 % au prix de 98 %, moins escompte. L'emprunt a été placé par vente aux guichets de la Banque de l'Etat, et des correspondants du Gouvernement à Berlin et à Amsterdam, dans les premières heures du 22 novembre. Malgré le grand succès, l'effet sur le change n'a pas été visible dans les premiers mois. Il est vrai que la baisse s'est arrêtée, mais une hausse ne s'est produite qu'au mois de février. Ce manque d'effet immédiat peut paraître en contradiction avec la théorie que nous avons exposée, mais les réflexions suivantes peuvent servir à l'expliquer. Un emprunt n'agit sur le cours qu'autant qu'il occasionne des remises d'un pays à l'autre. La vente étant organisée tant à l'étranger qu'en Russie, les banquiers de l'étranger et leur clientèle n'avaient pas besoin de faire des remises en Russie pour obtenir de la nouvelle rente, il suffisait de verser des Reichsmark chez les banquiers berlinois Mendelssohn & C°. pour compte du Gouvernement Russe, et il est presque sûr que le Gouvernement n'a pas fait venir ces sommes, mais les a laissées provisoirement en dépôt chez ses banquiers. Les versements en Russie, s'effectuant en roubles crédit au cours du jour, restaient naturellement sans influence. D'un autre côté le montant total de l'emprunt n'était pas très-important, et sur ce montant il y avait seulement 10 % à verser lors de la souscription; le solde pouvait être versé en termes échelonnés, dont le premier au 15 janvier. Enfin l'emprunt, venu à l'improviste, a d'abord été pris par les banquiers, et puis, peu-à-peu, écoulé au public; après un mois ou deux seulement les stocks en première main commençant à s'épuiser à l'étranger, un courant de la Russie à l'étranger s'est établi, et le change en a profité.

Il s'était relevé jusqu'au-dessus de 24, lorsque des bruits de plus en plus certains ont annoncé dans le courant du mois de mars l'émission prochaine d'un nouvel emprunt des

Obligations Consolidées. Comme cela arrive souvent, l'effet à attendre de cette émission a été escompté par la spéculation, et nous voyons le change atteindre le cours de $24\frac{3}{4}$ au 13 avril, jour de l'annonce officielle de l'emprunt, pour reculer après l'émission, et malgré le brillant succès, jusqu'à 24,41 en avril, et jusqu'à 24 au mois de mai. Il importe d'observer que du montant total de £ stg. 15 millions, deux tiers avaient été réservés pour la souscription à Berlin et à Amsterdam; de sorte que le public allemand et hollandais pouvait amplement se pourvoir à l'étranger sans avoir recours à des achats ici. En somme nous voyons le change, en vertu principalement des deux emprunts, se relever de 23,30 en janvier jusqu'à 24,12 en juin, soit une avance de $3\frac{1}{2}$ $^0/_0$.

Dans le deuxième semestre de 1884 et les premiers deux mois de 1885 l'amélioration du change a fait de nouveaux progrès très-considérables, jusqu'à 24,40 en septembre, 25,14 en décembre et 25,47 en janvier 1885. L'année 1884 s'était close aux plus hauts cours avec une avance de $8\frac{1}{2}$ $^0/_0$ sur ceux du 1 janvier, mais la cote de janvier 1885 de 25,47 surpassa de nouveau celle du dernier jour de l'année précédente de $\frac{3}{4}$ $^0/_0$. Cette fois-ci il n'y a pas eu de nouvelles émissions, mais l'étranger, et principalement le public allemand, a acheté beaucoup de valeurs russes. Ces achats doivent être attribués en partie à un revirement de l'opinion des banquiers et capitalistes en faveur de la Russie, en partie à une abondance de capital disponible, causée par l'aversion du public à faire des placements en valeurs industrielles. Comme accompagnement de la bonne tendance pour les fonds russes, la bourse de Berlin avait entamé une campagne à la hausse en roublenotes, et plusieurs maisons de banque, ayant en vue le placement de valeurs de chemins de fer russes, avaient de l'intérêt à accélérer et à soutenir l'amélioration du change. La hausse se trouvait facilitée

par le peu d'importance de l'importation en Russie dans l'année 1884, suite de la politique douanière et du mauvais écoulement des marchandises, importées dans les années précédentes.

Le conflit avec l'Angleterre, à cause des frontières de l'Afghanistan, a brisé la bonne tendance à partir du mois de mars 1885, et nous avons assisté à une chute du change et à de brusques variations comme on n'en avait pas vues depuis la guerre d'Orient. Les chiffres suivants retracent les principales péripéties de cette époque mouvementée.

CHANGE A TROIS MOIS A ST. PÉTERSBOURG.

	Londres.			Paris.		
1885.	Plus haut.	Plus bas.	Moyenne.	Plus haut.	Plus bas.	Moyenne.
Janvier	25,47	25,16	25,31	268,—	264,50	266,25
Février	25,44	25,19	25,31	268,50	266,—	267,25
Mars	25,—	23,25	24,12	264,25	245,75	255,—
Avril	24,31	23,—	23,65	256,75	243,—	249,87
Mai	24,50	24,06	24,28	258,25	254,50	256,37
Juin	24,50	24,06	24,28	256,75	253,75	255,25
Ier Semestre 1885	25,47	23,—	24,50	268,50	243,—	258,33
Ecart		9,7 %			9,5 %	

VARIATIONS DU CHANGE SUR LONDRES.

13	mars	25,—	Baisse de 1 %.
18	»	24,75	
26	»	24,38	Baisse de $4\frac{1}{2}$ % sur la nouvelle de l'engagement entre les troupes russes et afghanes.
29	»	23,25	
2	avril	23,—	Baisse ultérieure de 1 %.
5	»	24,—	Hausse de 4 %.
9	»	23,38	Baisse de $2\frac{1}{2}$ %.
22	»	23,38	
23	»	23,94	Hausse de $2\frac{1}{4}$ %.
30	»	24,31	Hausse de $1\frac{1}{2}$ %.

Bien que les craintes d'une guerre imminente aient entièrement cessé, le change n'a pas pu se relever au niveau atteint avant le commencement des préoccupations politiques. Il ne faut pas en chercher la cause dans le bilan du commerce en marchandises, car les importations ont été particulièrement faibles durant les mois écoulés de l'année courante, mais dans les transactions internationales en valeurs russes. La demande allemande pour les valeurs russes et la spéculation à la bourse de Berlin, qui avaient poussé le change en 1884, ayant cessé d'agir, le change n'a pas pu regagner le terrain perdu. Aucune émission importante de valeurs russes n'a eu lieu, de sorte que de cette manière aussi le change n'a pas été influencé.

Mesures pour améliorer le change.

Nous avons maintenant à considérer quelles mesures peuvent être prises pour améliorer le change. Plusieurs méthodes ont été conseillées et même appliquées: les principales sont les suivantes:

1. Augmentation du fonds d'échange métallique.
2. Échange du papier contre de l'or, suivant une échelle décroissante.
3. Diminution du montant des billets en circulation.
4. Modification du bilan de paiements.

Augmentation du fonds d'échange métallique.

1. Si l'on part du raisonnement que le cours du change dépend de la proportion entre les chiffres des billets en circulation et le fonds d'échange, on est facilement amené à la conclusion qu'on n'a qu'à augmenter le fonds métallique pour améliorer le change. La conclusion est fausse parce que le point de départ est faux. Tant que le papier n'est pas convertible et qu'une reprise des paiements en espèces ne paraît pas prochain, le fonds d'échange métallique n'a pas de valeur pour le détenteur de billets. Nous en avons eu la preuve en comparant, suivant le tableau, la proportion du fonds métallique à la circulation avec les cours du

Londres. Des tentatives dans le sens indiqué ne sont pas seulement vaines, elles sont nuisibles. Afin d'augmenter le fonds d'échange, il faut de deux choses l'une: ou bien émettre un emprunt extérieur et grever le Trésor de nouvelles charges pour les intérêts et l'amortissement, ou bien il faut acheter de l'or à l'étranger, opération qui équivaut à une importation de marchandises, et entraîne facilement de nouvelles émissions de billets de crédit. La Russie en a fait l'expérience. En 1867 il fut ordonné à la Banque d'acheter de l'or au cours provisoire de 5,98 roubles crédit par demi-impériale, équivalant à environ 86 % du pair. L'année suivante les achats prirent de grandes dimensions, tandis que le change, grâce au prix fixe établi par la Banque, restait très-stable. Le fonds métallique fut augmenté de 67 millions, mais en même temps la circulation fut agrandie en proportion. Dans les années 1872/1874 nous voyons le même phénomène se répéter. Un effet constant ne fut pas atteint, car en 1876 le Trésor se vit forcé de revendre une bonne partie de l'or accumulé, tandis que le change perdait toute stabilité. L'encaisse or avait par solde été augmentée, mais moins que la circulation de papier.

Certains économistes russes veulent atteindre le même but d'une autre manière Les billets russes — ainsi raisonnent-ils — sont dépréciés parce qu'il n'y a pas assez d'or en Russie pour rétablir une circulation métallique, et pourtant le Gouvernement permet qu'annuellement environ 20 millions de roubles métalliques en or, extraits des mines russes, soient exportés. Il faudrait défendre ou entraver cette exportation, et garder l'or dans le pays. Ceux qui parlent ainsi ne se rendent pas compte du fait que l'empêchement d'exportation de cet or diminuerait le chiffre total des exportations de la Russie, et influencerait par conséquent le change d'une manière défavorable, tandis que l'or ne saurait servir à la circulation et resterait inactif dans les caves de la Banque.

Echange du papier contre de l'or.

2. L'échange du papier contre de l'or suivant une échelle décroissante est un remède plus sérieux, qui a été essayé en Russie sur une assez vaste échelle. L'idée était fournie par l'exemple de l'Angleterre dans les années 1819/1821. Le raisonnement de l'opération est le suivant. Quand une fois la valeur des billets de crédit est déprimée, on ne peut pas la rétablir d'un seul coup, d'abord parce que le choc serait trop violent, et puis surtout parce qu'il est trop difficile d'amasser une quantité suffisante d'or pour garantir l'échange de toute la circulation. Pour prévenir ces inconvénients il faut procéder par étapes, en échangeant d'abord du papier au cours du jour, puis à un cours plus haut, pour arriver enfin au pair. En même temps, le Trésor a l'avantage de racheter une bonne partie des billets au-dessous du pair.

Tout dépend ici de la force avec laquelle on opère, des circonstances et des détails de l'opération. Nous tâcherons d'expliquer pourquoi elle a réussi en Angleterre et échoué en Russie.

En Angleterre, la reprise des paiements en espèces fut décidée par un acte passé en 1819. Les circonstances étaient très-favorables pour cette mesure. La sécurité publique était parfaite; l'industrie anglaise avait pris un grand essor; l'exportation croissante d'articles manufacturés faisait affluer l'or dans le pays. La loi décréta le paiement des billets en espèces, selon une échelle établie comme suit:

4 %	de perte	à	partir	du	1 février	1820
$2\frac{1}{2}$ %	»	»	»	»	1 octobre	»
$\frac{1}{2}$ %	»	»	»	»	1 mai	1821
au pair		»	»	»	1 »	1823

Grâce aux circonstances favorables la reprise de l'échange au pair a pu être accélérée de deux ans.

Opérations en 1862/1863.

En Russie l'opération a été décrétée par les lois du 14 et 26 avril 1862. Les principales stipulations étaient les suivantes. A partir du 1 mai 1862 le Trésor donnerait du

métal contre du papier au taux de 570 kopecks par demi-impériale et de 110,5 kopecks par rouble argent. Chaque mois le taux d'échange serait diminué d'environ 3 kopecks par demi-impériale et de ½ kopeck par rouble argent, de manière que le 1 janvier 1864 le pair de 515 kopecks par demi-impériale et de 100 kopecks par rouble argent devrait être atteint. Afin de mettre la Banque à même d'exécuter cette opération, il fut décrété un emprunt extérieur (le VIIe Emprunt 5 % de 1862) de £ stg. 15 millions, qui, au taux de 94 % devait produire environ 90 millions de roubles métalliques. Il paraît résulter des chiffres de l'opération que 34 millions du produit ont trouvé une autre destination, tandis que 56 millions sont venus renforcer le fonds de réserve métallique, qui s'élevait à 91 millions en date du 1 mai 1862. A cette époque le Londres était coté à 33,5, soit une prime de 15 % environ. Le taux d'échange évalua le rouble papier à 4 % plus haut que le cours du jour, et força le change à monter.

Au commencement, les retraits d'or de la Banque n'avaient pas une très-grande importance, parce qu'on préférait attendre les taux d'échange plus élevés, annoncés d'avance. Il se produisit même un fait fort curieux mais facilement explicable. Les banquiers apportaient de l'or et de l'argent à la Banque, et prenaient par contre du papier, afin de l'échanger quelques mois plus tard contre du métal à des taux plus favorables. C'était une opération sûre et avantageuse aux dépens du Trésor. Peu-à-peu les retraits d'or prenaient de plus grandes proportions, et l'or fut exporté en masse à l'étranger. La révolte de Pologne et une exportation de grains bien inférieure à celle des années précédentes, aggravaient la situation. Vers la fin de 1863, 72 millions de papier avaient été retirés de la circulation, mais 69 millions de métal s'étaient écoulés. Devant ce drainage toujours croissant le Gouvernement s'effraya, et le 5 novembre 1863 l'échange fut soudainement

suspendu. Les chiffres suivants montrent l'effet de l'opération dans les variations du change sur Londres et Paris.

		Londres. à 3 mois.	Paris. à 3 mois.
1862.	Avril	33,50 à 35,50	352,5 à 365,5
1863.	Janvier	35,68 à 36,25	375 à 378
»	Octobre	38,—	398½ à 396
»	Novembre	37,87 à 33,50	396 à 350

Comme résultat le change était retombé à l'ancien taux, tandis que l'Etat était grevé d'une nouvelle dette de 94 millions métalliques exigeant une annuité de 5,36 millions. Même en déduisant la partie du produit ayant servi pour d'autres besoins, l'opération avait infructueusement coûté environ 70 millions. Il est vrai qu'au moins des opérations ultérieures étaient rendues un peu plus faciles par le retrait de 72 millions de papier.

La mauvaise réussite avait plusieurs causes :

a. Un fonds d'échange métallique de 180 millions était insuffisant pour rétablir la convertibilité de 707 millions de papier, dont 400 millions émis peu d'années auparavant pour des besoins de guerre.

b. L'annonce d'avance des taux d'échange à de certaines époques déterminées était une mesure illogique et imprudente.

c. Les circonstances politiques et économiques étaient défavorables.

Diminution du montant des billets en circulation.

3. Les émissions extraordinaires de billets de crédit ont été la principale cause de la baisse du change ; il est donc logique d'attendre une amélioration du change d'une diminution des billets en circulation, et de celle de la dette du Trésor à la Banque. Pour combattre le mal il faut détruire la cause du mal. Sur ce principe est basé le remarquable oukase du 1 janvier 1881, oeuvre du ministre Abaza. Il ordonne :

Oukase du 1 janvier 1881.

1°. Que le Trésor rembourse immédiatement à la Banque les sommes nécessaires (environ 17 mill.) pour réduire la dette du Trésor à la Banque à 400 millions de roubles.

2°. Que le Trésor rembourse le solde de la dette par huit annuités de 50 millions.

3°. Que les billets retirés de la circulation en vertu de ces paiements soient détruits au fur et à mesure de leur accumulation dans les caisses de la Banque, en tenant compte des besoins de la circulation fiduciaire.

En outre le considérant et la conclusion de l'oukase expriment implicitement la défense de nouvelles émissions de billets pour compte du Trésor.

Exécution de l'oukase. Au moment de la publication de l'oukase, l'émission temporaire était de 417 millions, et la dette du Trésor à la Banque de 419,595,509,28 roubles.

Suivant les bilans elle a été réduite:

entre le	1 et le 5 janvier	1881	à	400	millions.
»	28 septembre et le 5 octobre	»	»	350	»
»	13 et 20 décembre	1882	»	300	»
»	19 et 28 »	1883	»	250	»
»	17 et 24 »	1884	»	200	»

Des 217 millions roubles en billets de crédit devenus libres en suite de ces virements, et remboursés par le Trésor à la Banque, 87 millions seulement ont été brûlés, de sorte que l'émission provisoire de billets de crédit figure maintenant sur les bilans de la Banque avec le chiffre de 330 millions. La différence entre les 217 millions restitués par le Trésor et les 87 millions détruits, est venue renforcer l'encaisse de la Banque, mais d'un autre côté la Banque a puisé dans cette caisse pour satisfaire aux besoins créés par ses autres opérations.

Le 1 janvier 1881 l'encaisse en billets de crédit de la Banque était de . . . . 48 millions.

Le 1 février 1885. » » » 163 »

donc une augmentation de . . . . 115 »

seulement. Nous voyons que le 1 février 1884 il aurait été matériellement possible de brûler tous les 130 millions encore à détruire, mais cela aurait été une véritable folie, les besoins du commerce pouvant exiger d'un jour à l'autre des sommes importantes. Le ministre Bunge s'exprime à ce sujet comme suit, dans l'exposé des motifs du budget provisoire pour 1883, lorsque l'encaisse avait atteint un montant de 153 millions:

»Quoique l'encaisse de la Banque puisse paraître considérable, le ministre des finances, par précaution, n'a pas »encore procédé à la destruction des billets de crédit qui »se sont accumulés à la Banque, et cela pour les causes »suivantes: pour prévenir l'émission de nouveaux billets de »crédit il importe d'abord que la Banque ait à sa disposition une encaisse plus forte que les années précédentes. »L'expérience de l'année dernière a prouvé que plus de »70,000,000 r. peuvent être réclamés à la Banque dans »le courant de deux mois pour satisfaire les besoins du »commerce intérieur." *)

Les arguments du ministre ont une grande valeur. Le fait dont il parle s'est produit en 1881, à l'époque des moissons, tandis que d'autres années offrent à cette époque des variations analogues dans la circulation. Voici les chiffres.

*) Le ministre ajoute.

„D'autre part le deuxième semestre de 1882 a été défavorable à la „destruction des billets de crédit retirés de la circulation et il a été „reconnu plus prudent de ne pas provoquer des appréhensions dans le „public au sujet de la possibilité du manque de monnaie fiduciaire, „quelque peu fondées que soient de pareilles appréhensions."

TOTAL DES BILLETS EN CIRCULATION EN MILLIONS DE ROUBLES

	1880	1881	1882	1883
1 août	1050	1004	1000	954
1 septembre	1058	1034	1003	982
1 octobre	1100	1077	1017	991

Si dans ces périodes de demande de billets de crédit, la Banque n'a pas une réserve considérable, alors, ou la production et le commerce doivent être sérieusement entravés, ou de nouvelles émissions doivent avoir lieu. Il faut éviter l'un et l'autre. En 1880 avec une réserve au 1 août de 34 millions seulement, l'émission temporaire de billets a été augmentée jusqu'au 1 octobre de 40 millions. En 1881 les émissions nouvelles étaient interdites, mais l'encaisse de billets a été réduite en deux mois de 127 à 56 millions.

On a souvent écrit dans les journaux de l'étranger que l'oukase n'a pu avoir aucun effet tant que les billets restitués par le Trésor n'ont pas été amortis. Cette assertion n'est pas correcte. Comme nous venons de le démontrer, il aurait été nécessaire sans ces restitutions de procéder à de nouvelles émissions de billets. Si l'oukase n'a pas occasionné dans les premières années une diminution de la quantité de billets émis, elle en a empêché l'augmentation. Mais il y a plus. Au point de vue purement économique, il est parfaitement indifférent que les billets retirés de la circulation soient brûlés ou entassés dans les coffres-forts de la Banque; en tout cas ils n'exercent pas d'influence sur le marché. Il n'y a que la circulation qui importe, et la circulation a été réduite de 1086 à 899 millions.

Il y a pourtant d'autres raisons qui plaident en faveur de la destruction d'autant de billets de crédit qu'on jugera possible d'anéantir sans créer des dangers. D'abord la destruction d'un bon nombre de billets prouve aux yeux du public la ferme résolution du Gouvernement de restreindre la circu-

lation; sans cela on craint toujours qu'ils soient remis en circulation d'une manière ou d'une autre. Puis la nouvelle d'une destruction de billets saute bien plus aux yeux que des variations de chiffres dans les bilans de la Banque: elle produit son effet salutaire sur l'opinion à l'étranger. A la fin de 1883 le ministre a jugé possible d'opérer l'anéautissement d'un montant de 30 millions de billets qui ont été extraits de la réserve de la Banque, et brûles le 14 décembre dans les fourneaux établis à cet effet et avec une certaine solennité. Les bilans de la Banque ont accusé cette destruction de la manière suivante:

	12 décembre.	19 décembre.
Au Passif.		
Billets émis provisoirement .	417 millions	387 millions
A l'Actif.		
Encaisse en billets de crédit à St. Pétersbourg	76 »	45 »

Des auto-da-fé pareils ont eu lieu:

le 6 juin 1884 pour un montant de 30 millions
12 janvier 1885 » » » » 27 »

de sorte qu'en tout 87 millions ont été détruits par le feu.

Les remboursements à la Banque ont à côté de leurs avantages un grand désavantage; ils augmentent la dette à intérêts de la Russie. Les sommes nécessaires n'ont pu être trouvées que par des emprunts, et exigent chaque année une augmentation des intérêts annuels de $2\frac{1}{2}$ à 3 millions. Les remboursements à la Banque ont le caractère d'une conversion de dette flottante en dette permanente à intérêts. Cette consolidation a des inconvénients, mais elle est rationnelle. Les frais de guerre sont presque toujours couverts par voie d'emprunt; si la Russie les a couverts en grande partie par des émissions de billets, il ne faut voir dans cette mesure qu'un expédient temporaire, nécessaire, mais devant être remplacé par des emprunts réguliers. Les emprunts d'Orient, la

V[ième] émission de billets de banque 5 %, la rente 6 % en or, ont contribué à la réduction des avances de la Banque, mais en 1884 il restait encore un montant de 250 millions à rembourser en cinq termes de 50 millions. Alors un oukase du 8 juin 1884 a paru, ordonnant au ministre des finances:

I. De procéder à cet amortissement par un paiement annuel de 50 millions de roubles au moyen de la rente perpétuelle 5 % en or ou en billets de crédit, selon que vous le trouverez bon.

II. En employant la rente pour l'amortissement de la dette à la Banque de Russie, de la lui compter d'après le cours du jour et avec la stipulation que les intérêts de la rente transmise à la Banque de Russie soient servis à partir du 1[er] janvier de l'année suivant le paiement et que ces intérêts, jusqu'au moment de la vente de cette rente par la Banque, ne soient pas reportés au compte des recettes de la Banque, mais employés à l'amortissement des billets de crédit émis pendant la guerre.

III. Que les émissions de rente dans le but qui précède aient lieu en se conformant aux règles principales ci-dessous:

a. Les rentes sont inscrites au grand-livre de la dette publique.

b. La valeur de la rente peut être définie soit en billets de crédit, soit en espèces, en comptant l'argent russe en monnaie étrangère, mais à la condition que la rente ne soit pas inférieure à 100 roubles.

c. Le revenu annuel de la rente est de 5 % par an.

d. La forme de la rente, sa valeur nominale et les bureaux où aura lieu le paiement du revenu seront indiqués par le ministre des finances.

e. L'Etat conserve le droit de racheter les rentes en remboursant à leurs détenteurs le capital nominal, mais vingt ans seulement après leur émission.

Cet arrangement est certainement préférable à la nécessité

d'émettre chaque année, quelles que soient les circonstances financières, un petit emprunt pour trouver les cinquante millions, mais on peut se demander si de cette manière la mesure entière ne devient pas illusoire. Le Trésor rembourse le terme de sa dette en titres de rente; alors la Banque crédite le compte-courant du Trésor pour un montant de 50 millions, et débite son compte » Valeurs publiques" d'une somme pareille. Comme la Banque ne touche pas d'intérêts sur les rentes non-vendues en sa possession, le remboursement se réduit à la conversion d'une dette irréalisable en une rente réalisable, et n'exerce aucune influence sur la circulation jusqu'à la vente de la rente donnée en paiement. Il aurait peut-être été préférable d'en finir avec la dette à la Banque d'un seul coup, par voie d'un grand emprunt.

En exécution des mesures prescrites par l'oukase du 8 juin 1884 le remboursement des 50 millions de roubles crédit dont le terme venait à échoir le 31 decembre de la même année, a été effectué en rente perpétuelle 5 $^0/_0$. De cette rente 25 millions ont été émis en roubles papier et 20 millions en roubles métalliques. Le règlement définitif des 50 millions à payer se fera lorsque les rentes transmises auront été réalisées.

Amélioration du change par une augmentation de la production.

IV. Le moyen le plus efficace pour arriver à une amélioration du cours du change serait sans doute une augmentation de la production russe. Les protectionnistes espèrent au moyen de droits d'entrée élevés empêcher l'importation des marchandises, et de cette manière tourner le bilan du commerce en faveur du change russe. Ils ne considèrent pas assez que les droits d'entrée en augmentant artificiellement le prix des matières brutes, des articles manufacturés et demi-ouvrés, rendent la vie plus chère, l'épargne plus difficile, renchérissent même les instruments du travail et de toutes ces manières entravent la production. Ils ne voient pas qu'en empêchant les importations, ils ren-

dent pour l'exportation les moyens de transport plus chers. La Russie doit produire plus et à meilleur marché : voilà la vraie solution du problème. Le paysan doit s'appliquer à cultiver son champ d'une manière plus moderne, plus scientifique, de sorte qu'il produise le quintuple au lieu du quadruple du grain semé. Le sol russe garde en soi d'immenses trésors inexploités de fer, cuivre, charbon, tourbe, sel et naphte. Que l'industrie les attaque avec force, et la Russie pourra plus tard exporter des articles qu'elle importe à présent. Les exploitations de pétrole au Caucase en fournissent l'exemple. Ce travail sera lent, surtout celui de la réforme de l'agriculture, mais les suites seront grandes et durables. Le Gouvernement a pendant longtemps montré de la partialité pour la grande industrie manufacturière, mais dans ces derniers temps il paraît plus s'occuper des intérêts de l'agriculture, ainsi que nous le montre la création des banques agraires. Sur ce terrain et sur celui de l'exploitation des richesses minières, le Gouvernement peut encore beaucoup faire. Si les capitaux ou l'esprit d'entreprise manquent en Russie, que le Gouvernement fasse son possible pour attirer les capitaux et industriels étrangers : la Russie en profitera.

Une autre mesure efficace serait le rétablissement complet de l'équilibre du budget. Deux, trois années d'équilibre, accompagnées de paix à l'étranger et à l'intérieur, feraient naître une opinion favorable, et occasionneraient un courant soutenu de valeurs russes à l'étranger. L'exemple des années 1872/8 prouve qu'un relèvement assez subit des finances, du crédit et du cours du change est possible.

Effet d'emprunts sur le change.

Des emprunts extérieurs, ou des emprunts intérieurs avec coopération de l'étranger, exercent à l'époque de leur émission une influence favorable sur le change. Il serait cependant tout à fait faux de conclure des emprunts dans cette intention : le remède serait pire que le mal. Comme des

médicaments à base d'arsénic stimulent temporairement l'appétit, colorent les joues et font briller les yeux, mais à la longue épuisent les forces et vieillissent la figure, ainsi des emprunts extérieurs améliorent le change pour le moment, mais exercent une influence défavorable pendant cinquante ou cent ans. Les annuités pour le service des intérêts et de l'amortissement agissent continuellement dans un sens défavorable sur le bilan des paiements, et rendent l'équilibre du budget difficile. Le service des dettes engagées il y a une trentaine d'années pour améliorer le change, pèse encore sur le change et sur le budget. Quand les besoins de l'Etat rendent un emprunt nécessaire, alors il *faut* emprunter, mais pas autrement, un cas excepté. Un pays peut et même doit émettre un emprunt pour l'amélioration du change quand l'abolition entière du cours forcé devient possible en vertu de cette mesure, et encore sous condition que l'on ait droit de s'attendre à la possibilité de payer les intérêts sur les recettes ordinaires. Le dernier emprunt en or de l'Italie en fournit l'exemple.

Possibilité de rétablir l'ancienne valeur métallique du rouble.

La Russie peut-elle espérer de parvenir un jour à rétablir l'ancienne valeur métallique du rouble? Nous en sommes bien loin, mais la possibilité ne paraît pas exclue, si nous nous rappelons qu'aux Etats-Unis en 1864 le papier-monnaie se traitait à 35 % de sa valeur nominale. L'Italie a porté le joug du cours forcé pendant 16 ans, l'Angleterre, au commencement de ce siècle, pendant 24 ans, et pourtant dans les trois cas la valeur intégrale du papier a été rétablie. Il y a une circonstance qui rendrait l'abolition du cours forcé plus facile en Russie que dans d'autres pays: la population est habituée à la circulation de papier depuis près d'un siècle, et continuerait probablement à le préférér comme monnaie à l'or ou l'argent; on pourrait en laisser une grande quantité en circulation. Sous ce rapport il est intéressant de considérer la composition de la circulation des

billets. A la date du 31 décembre 1883 celle de l'émission permanente était comme suit:

	R 97	millions	en billets	de R	1
	139	»	»	»	3
	145	»	»	»	5
	145	»	»	»	10
	110	»	»	»	25
	80	»	»	»	100
Total	716	»			

Les détails de l'émission provisoire ne se publient pas.

Quantité de monnaie en circulation. La quantité de monnaie, ou plutôt de moyens de paiement, peut-elle être considérée comme excessive pour les besoins de la circulation, et en quelle mesure?

A première vue on serait enclin de la considérer comme de beaucoup supérieure aux besoins, parce qu'elle a été augmentée de 350 millions environ pendant la dernière guerre. Certes, le chiffre de billets en circulation est supérieur de 200 millions environ à celui de l'époque précédant la guerre, et le chiffre d'alors était supérieur de 400 millions à celui de 1855. Certes, la grande prime de l'or prouve que les émissions de papier ont de beaucoup dépassé les besoins. D'un autre côté cependant, ni le taux de l'argent, ni le chiffre des dépôts, ni le nombre de nouvelles créations de sociétés sur actions, ne paraissent prouver une grande abondance. Nous avons vu qu'en 1881 la Banque a dû de nouveau mettre en circulation un montant de 70 millions pour satisfaire aux besoins de l'agriculture et du commerce, et que le ministre des finances, jusqu'à ce jour, n'a pas osé détruire plus de 87 millions. La comparaison avec l'époque précédant la guerre de Crimée, ne peut pas nous éclairer; car depuis ce temps-là toute l'économie du pays a subi une transformation complète. Alors la grande industrie n'existait pas, le commerce était bien moins développé, il n'y avait pas de

réseau de chemins de fer, et il circulait une grande quantité de monnaie métallique. L'abolition du servage aussi a créé le besoin d'une plus grande circulation, car beaucoup de redevances payés auparavant en travail et en nature, le sont depuis lors en argent. La comparaison avec l'année 1873 (avec une circulation de 764 millions et un cours moyen de 33) peut mieux nous servir. La valeur en roubles métalliques de la circulation en billets était alors de (764 millions à 0,853) = 652 millions. La valeur de la circulation au 1 janvier 1885 est de (899 à 0,652) = 586 millions. Voici les chiffres des derniers vingt-cinq ans:

1860	678	millions	papier	à	92,5	=	627	millions	métall.
1865	651	»	»	»	81,7	=	532	»	»
1870	721	»	»	»	77	=	555	»	»
1875	797	»	»	»	84,9	=	677	»	»
1880	1116	»	»	»	65	=	725	»	»
1883	973	»	»	»	61,5	=	598	»	»
1884	959	»	»	»	63,7	=	611	»	»

Il appert de ces chiffres que le montant de la circulation est bien plus grand qu'auparavant, mais que la valeur métallique n'a pas sensiblement changé. Les nouvelles émissions de billets de crédit ont eu pour suite finale une hausse générale des prix, et cette hausse exige une plus grande quantité de roubles en circulation. Pour l'achat de tel objet demandant auparavant trois billets d'un rouble, on doit maintenant en employer quatre. Si l'on part du point de vue de la valeur d'achat actuelle du rouble, il n'y a pas d'excédent de circulation, mais si l'on regarde la valeur primitive, la valeur métallique du rouble, il y a un grand surplus.

Conséquences d'un rétablissement de la valeur métallique du rouble.

Que l'on ne s'y trompe pas: rétablir la valeur métallique du rouble, le pair du change, équivaudrait à une hausse de $\frac{2}{3}$ de sa valeur d'achat, ou en d'autres termes à une baisse

correspondante des prix. Une transformation semblable de tous les prix aurait des conséquences économiques des plus graves, si elle avait lieu assez subitement. On pourrait peut-être protéger les intérêts des débiteurs en vertu de contracts, en leur permettant de réduire leurs obligations en roubles métalliques au cours du jour de la date du contract, mais rien ne pourrait prévenir la baisse des prix, le désarroi jeté dans les affaires des industriels et des négociants qui traitent d'un côté avec l'étranger, de l'autre avec l'intérieur. En outre il ne serait pas facile de mettre dn métal en circulation avant l'abolition du cours forcé, parce qu'il s'écoulerait immédiatement à l'étranger, mais de forts retraits de billets de crédit, sans remplacement par monnaie métallique, produiraient des crises financières et économiques.

Un rétablissement de la valeur métallique du rouble dans le courant de quelques années, même si possible, ne paraît pas désirable. En Italie, avant l'abolition du cours forcé, la prime de l'or avait été comparativement faible pendant des années. L'Angleterre a aboli le cours forcé peu à peu, aidé par un développement extraordinaire de l'industrie et du commerce; les Etats-Unis y sont parvenus dans une période de prospérité agricole exceptionnelle et au prix de fortes crises, tandis que les intérêts des débiteurs furent impitoyablement sacrifiés. Il faut être bien fort pour supporter une telle cure.

Augmentation de la valeur tarifiée de la demi-impériale.

On a proposé un autre moyen qui permettrait de rétablir la circulation monétaire tout en évitant des secousses, et en exigeant de moins grands sacrifices du Trésor. Ce serait en principe le même que celui adopté par le ministre Cancrine en 1839, c. à. d. d'admettre comme fixe la valeur métallique actuelle du rouble. Le Trésor aurait simplement à réunir un stock suffisant d'or, à tarifer la demi-impériale, disons à 8 roubles, et à charger la Banque de changer le papier contre de l'or à ce taux. Malgré ses grands avan-

tages, on ne peut pas préconiser ce système à cause du côté moral de la question. L'Etat a promis de donner contre les billets un certain poids d'or ou d'argent. Bien que cette obligation soit suspendue par force majeure, le Gouvernement agirait de mauvaise foi en changeant le montant d'or promis; une nécessité absolue, l'impossibilité apparente de jamais rétablir la valeur primitive, pourraient seules justifier cette infraction des droits du créancier. En dehors de cette objection de principe, il y aurait le désavantage de la mauvaise influence sur le crédit de la Russie que la mesure produirait, et la difficulté de maintenir la convertibilité, tant que le bilan des paiements ne serait pas devenu favorable.

l'Etalon d'argent.

La Russie pourrait-elle profiter du bas prix actuel du métal blanc pour établir une circulation d'argent, quitte à la changer plus tard contre l'étalon double ou l'étalon d'or? Aux prix actuels le rouble d'argent a une valeur d'environ 1,30 rouble papier, de sorte que l'agio est pourtant trop considérable pour arriver facilement au pair de l'argent. En outre l'étalon d'argent ne serait qu'une demi-mesure, les changes avec les autres pays pourraient continuer à osciller sensiblement.

Il nous reste à considérer quelques mesures proposées, surtout par le professeur Bunge avant son avènement au ministère des finances, dans le but de préparer la Russie à une reprise des paiements en or.

Permission de contracter des engagements en roubles métalliques.

La première est la permission de contracter des engagements en roubles métalliques. Elle aurait comme conséquence. 1°. De maintenir dans la circulation une certaine quantité d'or, nécessaire pour l'accomplissement des engagements contractés; 2°. De rendre possible de régler les affaires et les dettes sur une base fixe, non dépendante des fluctuations de valeur du papier-monnaie. Ces transactions en or ne devraient être légales que pour les classes supé-

rieures et moyennes de la société, parce que les paysans pourraient trop facilement être dupés en cette matière. Plusieurs fois déjà les journaux ont parlé d'une promulgation prochaine d'une pareille loi, mais jusqu'ici elle n'a pas eu lieu.

Il nous paraît que cette proposition a des avantages, sans naturellement résoudre le problème du cours forcé. Les retraits de billets de crédit deviendraient plus faciles, s'il y avait de l'or en circulation. Les engagements en monnaie métallique, maintenant seulement possibles au commerce extérieur, pourraient peu à peu s'introduire dans le commerce intérieur, et rendre un changement de système monétaire moins violent. Les exemples de l'Italie et des Etats-Unis sont là pour prouver la possibilité de l'existence simultanée d'une circulation en or et d'une autre en papier déprécié.

Conversion d'une partie de la dette en rente en or.

L'autre proposition a acquis un commencement d'exécution par l'émission de la rente 6 % en or. Dans des articles parus avant son avénement au ministère des finances, M. Bunge a développé tout un système propre à rétablir la valeur métallique du rouble. Il préconisait alors, entre autres, l'idée de convertir graduellement une partie de la dette à intérêts et de consolider une partie de la dette flottante, c. à. d. des billets de crédit, dans de la dette intérieure métallique, à 6 % d'intérêts. L'Etat émettrait des emprunts en or, et recevrait parcontre des billets de crédit au cours du jour. La rente 6 % en or de 1880, autant qu'elle a été souscrite à l'intérieur et autant qu'elle a servi au remboursement de 50 millions à la Banque, réalise ce projet dans tous les traits essentiels. Le caractère de cette forme d'emprunt est le suivant. L'Etat reçoit p.e. 164 roubles papier qu'il peut annuler, et s'oblige par contre à payer annuellement 6 roubles en or, et à rembourser quand il voudra, après un certain laps de temps, 100 roubles en métal. En retirant de cette manière des quantités de papier de la circulation, le Gou-

vernement peut espérer de voir le change se relever, et chaque amélioration du change rendra le service de l'emprunt plus léger pour le Trésor. Supposons que le change se relève à 140 roubles papier pour 100 roubles d'or, alors le Trésor pourra servir avec 8,40 r. papier les intérêts d'une somme de 164 roubles papier reçue auparavant, soit à un intérêt de 5,12 % seulement. De la même manière il pourra rembourser un capital de 164 avec 140 roubles. On a appelé ce système un système de réduction de la valeur de la monnaie, mais il est parfaitement légal et équitable. Personne n'a besoin de s'y soumettre. Ceux qui croient à une amélioration de la valeur du rouble doivent tout-simplement s'abstenir de souscrire à des emprunts métalliques, soit intérieurs, soit extérieurs. Il y a plus: à mesure que le change s'améliore, la force d'achat du rouble papier augmente, de sorte que 140 roubles papier auront alors bien plus de force d'achat que maintenant.

Malgré ces avantages, le système de conversion de dettes en papier en dettes métalliques, appliqué sur une large échelle, serait dangereux pour le Trésor, car l'équilibre du budget deviendrait alors bien plus dépendant des variations du change.

LES CHEMINS DE FER.

Les relations de l'Etat avec les compagnies privées de chemins de fer forment un des côtés les plus faibles de la politique financière de la Russie. Le réseau, tel qu'il existe aujourd'hui, a de grands mérites et une importance capitale pour les intérêts du pays, mais l'exploitation est encore défectueuse, la création a coûté des sommes énormes au Trésor, et l'entretien continue d'exiger annuellement de grands sacrifices.

Historique. Une histoire détaillée des chemins de fer en Russie n'entre pas dans le cadre de ce travail; nous voulons seulement en retracer les lignes capitales pour expliquer leur influence sur les finances de l'Empire. Un premier essai de construction, fait en 1838, restait pendant une douzaine d'années sans conséquences, et c'est seulement vers 1850 que la grande importance d'une prompte communication entre les deux capitales de l'Empire fit décider la construction, pour compte de l'Etat, du chemin de fer St. Pétérsbourg-Moscou, appelé plus tard chemin de fer Nicolas, d'après le monarque qui l'avait créé. Cette ligne, construite en régie, a coûté des sommes folles au Trésor, environ 222,000 roubles métalliques par kilomètre, ou en tout environ 143 millions. Le chemin fut inauguré en 1851, et le Gouvernement résolut de persévérer dans la même voie pour les lignes reliant St. Péters-

bourg à Varsovie et à l'Autriche, parce que des entrepreneurs particuliers n'étaient pas à trouver dans des conditions acceptables. En 1857 la ligne Varsovie-Vienne était achevée, mais la ligne St. Pétersbourg-Varsovie était encore à peine commencée. Alors le Gouvernement trouva l'occasion de céder la première à une compagnie privée contre paiement d'une annuité, et en lui accordant le droit de construire un embranchement jusqu'aux frontières prussiennes. En même temps fut créée, avec des capitaux russes, français, anglais, allemands et hollandais, la »Grande Société des chemins de fer russes." Le gouvernement lui céda la construction de la ligne St. Pétersbourg-Varsovie avec embranchement aux frontières prussiennes, de la ligne Moscou-Nijni-Novgorod, ainsi que de plusieurs autres qui ne furent jamais commencées par la Société.

Si la première période, celle de la construction en régie, avait coûté très-cher, les résultats de la deuxième période ne furent pas meilleurs. Le même système de gaspillage continuant, le Gouvernement dut venir en aide à la Grande Société par un prêt sans intérêts ni amortissement déterminé, d'environ 40 millions de roubles, dont le Trésor n'a jamais revu un sou. En même temps l'exploitation du Chemin de fer Nicolas par l'Etat donnait des résultats défavorables. Afin de mettre fin à cette exploitation désavantageuse et en même temps pour procurer au Trésor des moyens pour construire de nouvelles lignes pour son propre compte, le Gouvernement résolut en 1867 de vendre le chemin de fer Nicolas à la Grande Société contre paiement d'une annuité de 7,200,000 roubles papier pendant 84 ans et une participation aux bénéfices de la ligne. Sur la base de cette annuité le Gouvernement émit les deux emprunts d'Obligations Nicolas 4 $^0/_0$, d'un montant nominal de 578 millions de francs, qui produisirent 106 millions de roubles. Dans cette même période plusieurs lignes furent construites pour compte

du Gouvernement dans les provinces du Sud-Ouest et cédées à des compagnies, tandis que d'autres lignes furent concessionnées à des sociétés privées, qui les construisaient elles-mêmes, mais avec la garantie de l'Etat pour les intérêts des actions et obligations.

L'année 1867 un nouveau système fut inauguré. Sur la proposition du ministre des finances, von Reutern, il fut créé avec le produit des Emprunts Nicolas un fonds spécial des chemins de fer. Depuis lors jusque dans les dernières années le mode d'assistance accordée par l'Etat à la construction des chemins de fer, a été généralement le suivant, Des compagnies privées optiennent la concession des lignes à construire, et créent un capital, dont la plus grande partie reçoit la forme de capital-obligations. L'Etat achète ces obligations à un prix en relation avec le cours du jour pour les valeurs avec garantie du Gouvernement, et paie le produit aux compagnies à mesure de l'achèvement des travaux. Afin de rentrer dans ses fonds, l'Etat émet contre les obligations en portefeuille ses propres obligations, appelées Obligations Consolidées des chemins de fer. Les unes et les autres sont libellées en monnaie métallique; de cette manière si les compagnies remplissent leurs obligations, le Trésor reçoit d'elles les sommes nécessaires au service des Emprunts Consolidés. Les risques pour l'Etat sont les mêmes qu'avec l'ancien système de garantie, seulement le nouveau système à l'avantage de permettre des émissions plus fortes et à des époques propices, tout en mettant immédiatement les sommes nécessaires à la disposition des compagnies. C'est sous ce régime-ci que le réseau a été agrandi de deux tiers dans les années 1871/79.

La troisième période, dont nous venons de tracer les principales lignes, a eu comme les précédentes de graves conséquences pour les finances de l'Etat, par les énormes arriérés qui se sont produits dans les paiements des compagnies.

Dans les deux dernières années le Gouvernement a de nouveau eu recours à la construction et à l'exploitation de lignes pour son propre compte, et il veut persévérer dans cette voie, de sorte qu'une quatrième période a été inaugurée. Le fonds spécial des chemins de fer, après avoir existé pendant seize ans, a été aboli à partir de l'année 1883, de manière que maintenant toutes les dépenses pour cette branche de l'activité du Trésor figurent au budget général de l'Empire. Quelques lignes, dont l'exploitation était particulièrement onéreuse, ont passé dans les mains du Gouvernement, et cette mesure a produit de bons résultats, mais en général il est encore trop tôt pour se former une opinion sur les résultats de la dernière politique de chemins de fer adoptée par le Gouvernement.

Retour des lignes à l'Etat.

Les concessions des chemins de fer en Russie sont en général valables pour une période de 70 à 80 ans, après l'expiration de laquelle les lignes deviendront la propriété de l'Etat, sans bonification de leur valeur. Le Gouvernement aura seulement à payer la différence entre la valeur du matériel lors de l'ouverture de la ligne et celle à l'époque de la transmission de la ligne à l'Etat. Quant aux capitaux de roulement et de réserve, il y a des stipulations différentes dans les statuts des diverses compagnies. Comme une conséquence naturelle de ces conditions de concession, les actions des chemins de fer russes s'amortissent par des tirages annuels, de sorte qu'à l'expiration de la concession tout le capital-actions, ainsi que le capital-obligations, aura été remboursé. A cette époque il ne restera en circulation que des actions de jouissance, qui partageront les sommes bonifiées par le Gouvernement pour plus-value de matériel.

Rachat des lignes par le Gouvernement.

Longtemps avant l'expiration des concessions, — dans la plupart des cas dans une vingtaine d'années après l'ouverture des lignes, — le Gouvernement a le droit de les rache-

ter. Les conditions de rachat diffèrent, mais le calcul est en général réglé comme suit.

On commence par retrancher des chiffres de recettes nettes des sept dernières années, les deux chiffres les moins favorables, et on établit la moyenne des cinq autres années. Cette moyenne servira de base au calcul, mais elle doit être au moins égale, et à la recette nette de la dernière des sept années, et à l'annuité garantie pour le service du capital. Le Gouvernement, en achetant la ligne, s'oblige à payer jusqu'à l'expiration de la concession une annuité égale à la moyenne, calculée et rectifiée de la manière indiquée. Suivant les statuts de beaucoup de compagnies, un paiement en obligations de l'Etat remplacera l'engagement de payer des annuités. On calculera dans ce cas quel capital peut être amorti à 5 $^0/_0$ d'intérêts par les annuités à payer. Du capital trouvé seront déduits: 1°. le montant des obligations encore en circulation, dont le service sera dorénavant fait par l'Etat directement; 2°. les dettes éventuelles de la compagnie envers l'Etat. Le solde, s'il y en a, sera remis aux actionnaires en obligations 5 $^0/_0$, dont l'amortissement sera réglé par le Gouvernement suivant sa convenance. Dans le cas de rachat, comme dans celui de retour à l'Etat après expiration de la concession, le Gouvernement doit bonifier la valeur de la plus-value du matériel, et des provisions de combustible.

Enfin, le Gouvernement peut en tous temps, sous de certaines conditions, se rendre maître de lignes dont l'exploitation n'est pas faite suivant les règles, imposées aux compagnies.

On voit par ce qui précède que non seulement le Gouvernement entrera vers le milieu du siècle prochain en possession d'un grand réseau de lignes ferrées et de matériel, mais qu'il peut les acheter, à des conditions fixes, dans le courant de ce siècle. Pour les bonnes lignes, le prix d'achat serait

élevé, parce que le mode pour établir le calcul est favorable aux intérêts des compagnies, et peut donner lieu à des abus dans l'estimation des recettes nettes de la dernière année, mais le Gouvernement pourra trouver là un moyen de recouvrir une partie de ses créances sur les compagnies, en achetant des lignes chargées de dettes, mais donnant d'assez bons résultats. Ces deux conditions ne sont pas en contradiction l'une avec l'autre, parce que les compagnies ne sont pas forcées de rembourser leurs dettes au Gouvernement avant de distribuer des dividendes aux actionnaires. Le remboursement des dettes est réglé de différentes manières; ou par annuités, ou par une certaine part dans les revenus nets de la ligne, ou sur les recettes dépassant les sommes nécessaires pour distribuer un dividende sur les actions de 5, 6 ou 10 pour cent.

Statuts.

Il est regrettable que les statuts des compagnies, leurs contrats avec le Gouvernement, contiennent beaucoup de stipulations obscures, mal définies, capables d'interprétations différentes, surtout concernant le remboursement des dettes et des intérêts accrus. Même si la rédaction des statuts primitifs a été claire, de nouveaux prêts de l'Etat durant l'existence de la compagnie peuvent avoir rendu impossible l'exécution des prescriptions contenues dans ces règlements, de sorte qu'une modification des statuts aurait été nécessaire. Ces remaniements cependant se font quelquefois longtemps attendre. Ainsi, le chemin de fer de Griase-Tsaritsine a dû présenter un projet de nouveaux statuts avant le 17 juillet 1878, mais jusqu'à aujourd'hui ils n'ont pas été sanctionnés.

Politique du Gouvernement par rapport aux compagnies de chemins de fer.

En général, la politique suivie par le Gouvernement par rapport aux compagnies privées a été extrêmement favorable pour celles-ci, tant en principe qu'en pratique; les compagnies de leur côté ont largement abusé de la bienveillance du Gouvernement. Non seulement l'Etat a procuré

par son crédit le capital de construction de la plupart des lignes privées et leur a avancé les sommes nécessaires pour le paiement des intérêts et de l'amortissement des dettes contractées; non seulement il leur a procuré un capital de roulement, leur a accordé des prêts pour augmenter le matériel roulant, pour pourvoir aux besoins d'un trafic temporaire, exceptionnel, mais il a en plusieurs cas couvert des déficits sur l'exploitation; il a réglé le remboursement des prêts d'une manière qui en rend l'amortissement ou illusoire ou de longue durée; il ne s'est réservé par contre aucune part dans des bénifices éventuels, résultats de bonnes années; et il a malgré tout cela laissé la gestion dans les mains des compagnies. Souvent cette gestion dépend entièrement de quelques personnes, fondateurs de la ligne et les seuls actionnaires, tandis que les actions leur ont été accordées en paiement de travaux et sont engagées à la Banque de l'Etat. Dans plusieurs cas il a été permis à ces fondateurs d'émettre des obligations, garanties par l'Etat, contre dépôt de la plupart de leurs actions. De cette manière, par exemple, le capital-actions de la ligne Losovo-Sebastopol n'est plus que d'un million de roubles, et les entrepreneurs, en vertu de cet intérêt d'un million, régissent une entreprise avec un capital-obligations de 37 millions r. métalliques et une dette au Gouvernement de 34 millions roubles papier. Les frais d'exploitation de cette ligne se sont élevés en 1881 à 142 $^0/_0$ des recettes brutes, et le déficit sur l'exploitation, plus les intérêts garantis, a atteint dans la même année $4\frac{1}{2}$ millions roubles papier. La menace sérieuse de la part du Gouvernement de prendre la ligne en exploitation, et des réformes introduites par une commission spéciale, ont eu ce bon résultat que dans les dernières années l'exploitation elle-même produit des excédents au lieu de déficits, mais les intérêts garantis continuent à exiger des sacrifices énormes.

La signification de l'expression »recettes nettes" n'est pas bien arrêtée, et beaucoup de compagnies en ont profité pour porter aux frais d'exploitation le coût d'achat de matériel roulant ou les dépenses pour l'amélioration de la ligne. Chez une compagnie pourvoyant elle-même au service de ses dettes, une telle politique est louable, parce qu'elle sacrifie une partie des bénéfices actuels à l'amélioration de la propriété des actionnaires. Chez les compagnies qui ont besoin de recourir à la garantie de l'Etat, lé cas est autre. En élevant les frais d'exploitation la compagnie augmente les montants à payer par le Trésor pour parfaire les intérêts garantis, et agrandit la dette de la compagnie envers le Gouvernement. Si, au contraire, la compagnie emprunte pour des dépenses extraordinaires, elle se crée une nouvelle dette en obligations. La différence est celle-ci, que le service d'une dette en obligations prime la distribution de dividende aux actionnaires, tandis que tel n'est pas le cas avec le remboursement et les intérêts des dettes envers le Trésor.

Dépenses annuelles de l'Etat pour les chemins de fer.

Les dépenses annuelles de l'Etat pour compte des compagnies privées de chemins de fer se divisent en deux grandes catégories:

I. Les paiements d'intérêts et d'amortissement, garantis par le Gouvernement, inscrits au budget ordinaire.

II. Les dépenses pour la construction, l'entretien et l'amélioration des lignes et leur matériel. Ces dépenses venaient autrefois à la charge du fonds spécial des chemins de fer, et figurent maintenant sur le budget de l'Empire comme dépenses extraordinaires.

Paiements d'intérêts.

Pour trouver le montant des dépenses de la première catégorie nous devons d'abord prendre note de l'article du budget du Ministère des Finances, intitulé :

»Paiements de garantie aux compagnies de chemins de fer."

En 1883 ces dépenses ont été de R. 13,500,000.

Ce montant représente les sommes que le Trésor a dû ajouter pour parfaire les intérêts et l'amortissement des actions et obligations émises par les compagnies directement et avec garantie du Gouvernement. Pour calculer les charges résultant des obligations cédées au Gouvernement, et contre lesquelles des obligations consolidées ont été émises, il faut agir comme suit:

Sur le budget provisoire pour 1883 le service des Obligations Consolidées figure en: . . . R. p. 42,648,516
et celui des Obligations Nicolas 1867/69 en » » 9,215,038

R. 51,863,554

Voilà les annuités à payer par le Trésor et qui devraient lui être remboursées par les sociétés de chemins de fer. Effectivement cependant, nous voyons que les paiements des compagnies, désignées sous les recettes diverses comme: »Recettes applicables au service des obligations de chemins de fer," ont atteint, en 1883, seulement le chiffre de: R.p. 16,324,174 *)
Il en résulte que de ce chef une somme de: R. 35,539,380
a été déboursée par le Trésor pour compte des compagnies. Cette somme ajoutée à celle des paiements de garantie donne un total de R. 49 millions.

Autres dépenses. Quant aux dépenses de la deuxième catégorie, concernant les lignes d'exploitation privée, elles se divisent en trois rubriques:

1. Paiements au compte des capitaux-obligations acquis par l'Etat.
2. Paiements au compte de prêts à des compagnies.
3. Achat de matériel et études de tracé de lignes nouvelles.

La première rubrique concerne les sommes payées aux

*) De ce montant, R. 7,800,000 ont été contribués par le chemin de fer Nicolas.

compagnies contre des obligations ou des actions, cédées au Gouvernement. Ce sont les véritables capitaux de construction des lignes, et le Trésor rentre dans ses fonds quand il vend plus tard les valeurs cédées, ou, ce qui arrive plus souvent, s'il émet par contre des Obligations Consolidées.

La deuxième rubrique se subdivise en :

A. Avances.

B. Prêts à amortissement déterminé.

Les avances s'accordent durant la construction des lignes, ou dans des circonstances exceptionnelles. Elles sont pour la plupart destinées à être réglées par une augmentation du capital-obligations cédé à l'Etat, et ont par conséquent le même caractère que les dépenses de la première catégorie.

Les prêts à amortissement déterminé sont des subsides pour diverses raisons. Ils servent à créer un capital de roulement, à payer des dettes, à couvrir des déficits sur l'exploitation, à renouveler ou augmenter le matériel, à approprier la ligne pour des transports de militaires ou de grains sur une vaste échelle. Le remboursement obligatoire de ces prêts est réglé de différentes manières, généralement par des annuités à payer si les recettes nettes des lignes dépassent une certaine somme. Les subsides pour des buts stratégiques n'ont pas besoin d'être remboursés.

La troisième rubrique contient les sommes payées aux usines et fabriques russes pour prix d'achat de matériel de chemins de fer. Afin de protéger l'industrie nationale, le Gouvernement insère dans les cahiers des charges des compagnies une clause leur prescrivant de commander une certaine partie de leur matériel à des fabriques russes, mais en outre le Gouvernement fait directement des commandes à ces établissements. Après livraison du matériel commandé, tel que rails, locomotives et wagons, il le cède au prix coûtant, ou meilleur marché, aux compagnies privées. Le Trésor rentre dans ses débours quand le matériel a été

vendu, soit par des paiements effectifs des compagnies, soit par un virement du montant à leur débit.

Dans la même rubrique sont comprises les dépenses de l'Etat pour travaux préparatoires concernant de nouvelles lignes à construire. Si les lignes sont effectivement construites, ces frais sont portés au débit des compagnies.

Le Gouvernement a souvent accordé des subsides importants aux fabriques de matériel de chemins de fer; ces subsides rentrent dans la catégorie des prêts à amortissement déterminé.

Excepté les dépenses pour compte des compagnies privées, l'Etat a construit à ses frais des ports et des lignes de chemins de fer.

Lignes en possession de l'Etat.

Les lignes suivantes sont actuellement en possession de l'Etat :

Le chem.	d.	f.	de	Livny,	construit par l'Etat.
»	»	»	»	Baskountchak,	» » »
»	»	»	»	Transcaspien,	» » »
»	»	»	»	Sabinsk-Pinsk,	» » »
»	»	»	»	Tamboff-Saratoff,	racheté en 1882.
»	»	»	»	Kharkoff-Nicolaieff,	» » 1882.
»	»	»	»	Cathérine,	en construction, et partiellement ouvert en 1884.
»	»	»	»	du Polessié,	en construction.

En outre le Trésor participe dans les profits nets des lignes :

Nicolas.

Varsovie-Vienne.

Brest-Tiraspol.

Les lignes: Tamboff-Saratoff, Kharkoff-Nicolaieff, Baskountchak, Sabinsk-Pinsk et Transcaspienne ont commencé à fournir des recettes au Trésor en 1883.

Suivant le rapport du Contrôle, les recettes et dépenses

résultant des chemins de fer de l'Etat, se sont élevées en 1883 aux chiffres suivants :

	Milliers de roubles.	
	Recettes.	Dépenses.
Livny	248	183
Baskountchak.	283	186
Transcaspienne	36	597
Sabinsk-Pinsk	256	223
Tamboff-Saratoff. . . .	2,653	2,774
Kharkoff-Nicolaieff . . .	3,176	4,174
	6,652	8,137

Le rapport du Contrôle fait observer que les chiffres indiqués n'expriment pas le montant réel des recettes, car par suite des conditions de leur versement aux trésoreries, une partie considérable de ces recettes n'est entrée qu'en 1884 dans les caisses de ces dernières.

En outre le Trésor a perçu en 1883 : pour sa participation dans les bénéfices des lignes construites par l'Etat, mais transférées plus tard à des compagnies privées :

pour le chemin de fer Nicolas . . .	2,960	milliers de roubles
» » » » Varsovie-Vienne	250	» » »
» » » » Brest-Tiraspol .	213	» » »
ensemble .	3,423	» » »

Les recettes des chemins de fer ont par conséquent été

en tout de	10,075	milliers de roubles
Pour 1884 elles ont été évaluées à .	14,242	» » »
» 1885 » » » » »	15,414	» » »

Les frais d'exploitation par contre figurent

au budget de prévision pour 1884 en	8,818	» » »
» » » 1885 »	9,494	» » »

Dans la dernière période décennale les recettes des chemins de fer versées au Trésor, ont atteint, en milliers de roubles :

En 1874	2,590	En 1879	2,029
» 1875	2,940	» 1880	2,294
» 1876	1,668	» 1881	3,795
» 1877	1,415	» 1882	4,171
» 1878	5,896	» 1883	10,077

Le fonds spécial des chemins de fer.

Le fonds spécial des chemins de fer a été créé en 1867 dans le but de défrayer l'Etat de toutes les dépenses pour la construction de chemins de fer et de ports. Nous verrons tout à l'heure que ce but n'a pas été constamment atteint, le fonds n'ayant pas suffi aux dépenses, de sorte que l'Etat a dû avancer des sommes considérables.

Au 1 janvier 1869 le fonds était en possession d'une somme de 33½ millions, solde des montants touchés jusqu'à cette date, moins les paiements faits pour les chemins de fer en 1867 et 1868. Dès lors la marche du fonds a été comme suit:

	Recettes.		Dépenses.	
	Solde	33,5 millions.		
1869	Recettes . . .	60	Dépenses . . .	76
1870	» . . .	101,5	» . . .	99,5
1871	» . . .	78,5	» . . .	62,5
1872	» . . .	94	» . . .	77,7
1873	» . . .	46	» . . .	78,2
1874	» . . .	91	» . . .	59,8
1875	» . . .	90	» . . .	65,3
1876	» . . .	38	» . . .	79,5
1877	» . . .	6	» . . .	80
		638,5		678,5

Nous voyons que fin 1877 les dépenses étaient en excédent sur les recettes pour un montant de 40 millions, avancés au fonds spécial sur les fonds généraux du Trésor. Depuis lors le compte-courant du fonds spécial avec le Trésor s'est développé comme suit:

	Débit.		Crédit.
1 Janvier 1878. . .	40		
1878. Différence entre les recettes du fonds 1 les dépenses. . . 85	84		
1879. Différence entre les recettes du fonds 15 les dépenses. . . 42	27		
1880. Dépenses sur le budget ordinaire pour compte du fonds spécial	44	Recettes sur le produit du VIe Empr. d'Oblig. Consolidées	77,5
1881. de même. . .	28	»	63,8
1882. de même. . .	27,3	Virement de valeurs du fonds spécial au Trésor	5,2
		Remboursem. de prêts	22,6
1883. de même. . .	30,4	» » »	1,4
		Transfert de valeurs du fonds spécial au Trésor	15,2
	280,7		185,7

La différence entre le débit et le crédit est de 95 millions au débit du fonds spécial, chiffre constaté par le ministre des finances dans l'exposé accompagnant le budget provisoire pour 1884.

Dépenses pour le service des actions et obligations.

Afin de pouvoir juger de l'importance des dépenses du Trésor pour les chemins de fer, il est nécessaire d'en considérer la marche pendant une série d'années. Voici d'abord

les chiffres des sommes payées par le Trésor dans la dernière période décennale pour le service des actions et obligations (exprimées en millions de roubles).

Année.	Paiements de garantie effectués.	Service des Emprunts Consolidées et Nicolas.	Ensemble.	Recettes applicables au service des oblig. de chemins de fer.	Solde à la charge du Trésor.
1874	5,1	28,3	33,4	10	23,4
1875	8,3	32,4	40,7	17,1	23,6
1876	14,3	32,7	47	12,1	34,9
1877	16,6	37,9	54,5	16,2	38,3
1878	11,3	37,9	49,2	17,8	31,4
1879	14,4	40,8	55,2	17,2	38
1880	19,5	40,8	60,3	11,1	49,2
1881	20,4	51,9	72,3	15,6	56,7
1882	13,6	51,9	65,5	16,8	48,7
1883	13,5	51,9	65,4	16,3	49,1
Total	137	406,5	543,5	150,2	393,3
Moyenne par an	13,7	40,6	54,3	15	39,3

Ce tableau nous démontre que les charges annuelles du Trésor pour pourvoir au service des capitaux empruntés pour la construction de chemins de fer, se sont doublées dans les dernières dix années et atteignent maintenant un chiffre de presque cinquante millions. Suivant une communication officielle, le Trésor avait déboursé de ce chef jusqu'au commencement de l'année 1880. . 330 millions.
Il a été avancé suivant tableau en 1880/1883 203,7 »
donc un total de . . . . 533,7 »
plus d'un demi-milliard de roubles, qui ont été payés sur les moyens des budgets ordinaires. L'importance de cette charge varie d'année en année, et dépend entièrement des recettes nettes des lignes. On peut espérer de la voir dimi-

nuer à mesure que le trafic des lignes s'augmentera et en suite d'un contrôle plus rigoureux, mais elle ne disparaîtra pas avant l'amortissement de toutes les actions et obligations des lignes. Il en restera probablement toujours qui ne pourront pas suffire au service de leur capital, et les plus-values des recettes sur les bonnes lignes ne diminuent pas les montants à payer pour compte des autres. Les sommes déboursées par le Trésor ont été portées au débit des compagnies en défaut, et doivent être remboursées sur leurs recettes nettes des années futures, en tant qu'elles dépasseront un certain dividende par action.

Montant des autres dépenses pour les chemins de fer privés.

Pour les compagnies privées de chemins de fer et les entreprises industrielles qui s'y rattachent, l'Etat a dépensé dans la dernière période décennale, en dehors des paiements de garantie, les sommes suivantes, en millions de roubles.

Les publications du Contrôle, dont les chiffres suivants sont tirés, ne sont pas très-claires et ne contiennent pas de résumés des différentes années, de sorte que les montants indiqués doivent seulement être considérés comme approximatifs.

	Paiements contre capitaux-obligations.	Prêts.	Commandes de matériel et études de tracé.	Total.
1874	32	11	6	49
1875	31	19	7	57
1876	47	18	9	74
1877	35	24	16	75
1878	24	29	26	79
1879	9	17	12	38
1880	3	36	12	51
1881	2	31	16	49
1882	3	19	8	30
1883	2	3	13	18
	188	207	125	520

Sur les prêts accordés, soit en argent soit en matériel, les compagnies ont remboursé dans la même période environ 75 millions, de sorte que le Trésor a payé par solde 445 millions.

En outre l'Etat a dépensé dans ces dix années pour la construction de chemins de fer de l'Etat, en 1882 12 mill.
» 1883 14 »
et pour des ports et des ponts environ. . . . 20 »

Les sommes nécessaires pour toutes ces dépenses ont été trouvées par voie d'emprunt. La plupart des prêts accordés étaient convertibles en capitaux-obligations des compagnies, et pouvaient être assimilés pour l'émission de la contrevaleur aux paiements faits directement contre ces obligations.

Contre les dépenses faites, l'Etat possède, soit des obligations des compagnies, soit des créances sur elles, soit du matériel de chemin de fer, qui peut encore être cédé aux compagnies. Il faut en excepter toutefois les dépenses pour les ports, les subsides à des usines et quelques secours accordés aux compagnies dans des circonstances spéciales, parce que ces paiements ont été faits à fonds perdu.

Le tableau montre clairement la stagnation dans la construction de chemins de fer d'entreprise privée dans les dernières années; les paiements contre capitaux-obligations ont presque entièrement cessé. Par contre les besoins des lignes en exploitation, et les secours à l'industrie nationale de fabrication de locomotives, wagons et rails, ont continué à exiger des sommes importantes.

Le rapport du Contrôle pour l'exercice 1883 indique le montant total des dépenses faites par l'Etat pour la construction des chemins de fer d'exploitation privée, jusqu'au 1 janvier 1884, par les chiffres suivants:

Actions et obligations acquises. *)

£ stg. 1,200,000 à 9,60	=	11,5 millions	
R. Mét. 334 mill. à 1,50	=	501 »	
R. Crédit	=	33,5 »	
			546 millions.

Prêts.

£ stg. 500,000 à 9,60	=	4,8 millions	
R. Mét. 11 millions à 1,50	=	16,5 »	
R. Crédit	=	205,7 »	
			227 millions.
		Total .	773 »

Dépenses pour la construction des lignes de l'Etat et pour le matériel.

En dehors de ces sommes, consacrées à la construction des lignes privées, l'Etat a déboursé pour du matériel de chemins de fer, déduction faite des montants portés au débit des compagnies, en tout: . . . . 103 millions.
et pour la construction des lignes de l'Etat et des ports:

en 1869	37½ millions	
1870	23 »	
1871	9 »	
1872	1½ »	
1873/1881	12 »	
1882	16 »	
1883	17 »	
		116 »
ensemble . . .		219 »

Par conséquent une dépense totale pour les ports, la con-

*) Les montants en valeurs métalliques ont été réduits, comme en général dans les documents officiels, aux cours de 6,40 roubles métalliques par £ sterling et de 1½ rouble papier par rouble métallique.

struction de chemins de fer et pour les commandes et subsides aux industries qui s'y attachent, d'environ 992 millions.

Chiffres totaux. Les chiffres détaillés des années ne peuvent pas donner exactement le même total, parce que les cours de réduction des roubles métalliques en roubles papier ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Nous trouvons:

Dépenses en	1869/1873	373	millions.
» »	1874/1878	370	»
» »	1879/1883	236	»
		979	»

Les dépenses des années 1867 et 1868, pour la construction de chemins de fer de l'Etat et de ports, ne sont pas comprises dans ces chiffres.

Les fonds nécessaires ont été trouvés par voie d'emprunt, par recouvrement de prêts accordés, par réalisation de titres achetés des compagnies, par la vente des possessions russes en Amérique et par des avances du Trésor. En voici le résumé succinct:

Produit des Obligations Nicolas, Ie et IIe Emission	106	mill.
Sur le produit du IIe Emprunt à primes, . .	72	»
Vente d'obligations Koursk-Kieff	16,7	»
Vente d'Alaska aux Etats-Unis	11,5	»
Produit des six Emprunts Consolidés. . . .	592,8	»
Remboursement de prêts accordés aux compagnies.	120	»
Avances du Trésor (remboursées en 1884 sur le produit du VIIe Emprunt Consolidées). . .	95	»
	1014	»

Les résultats des trois différents calculs que nous avons donnés, sont suffisamment d'accord pour nous permettre de constater que l'Etat a dépensé depuis 1867 environ un milliard de roubles crédit (dont 140 millions ont été restitués),

en dehors des paiements de garantie. Les intérêts et l'amortissement des 860 millions empruntés sont à satisfaire par le Trésor autant que les compagnies n'y suffisent pas, et constituent, avec les paiements de garantie, les charges annuelles du budget, résultant des chemins de fer.

Avant 1867 le Gouvernement avait déjà emprunté pour la construction de la ligne Nicolas un montant effectif de 70 millions environ, produit par les émissions suivantes:

Année.					Milliers de roubles. Nominal.		Effectif.
1842	II	Emprunt 4 %	chez Stieglitz	R.p.	8,000	à 90,41 =	R. 7,232
1843	III	„ 4 „	„ „	„	8,000	„ 91,57	„ 7,325
1844	IV	„ 4 „	„ „	„	12,000	„ 92,25	„ 11,070
1847	V	„ 4 „	„ „	„	14,000	„ 90,37	„ 12,651
1849	I	„ 4½ „		£	5,500	„ 90,50	„ 32,287
							R. 70,565

De ces émissions il n'y a plus que 8 millions de roubles en circulation; le reste a été amorti successivement.

Développement des chemins de fer en Russie.

Les tableaux suivants donnent un aperçu du développement des chemins de fer en Russie:

Année.	Kilomètres en exploitation au 31 décembre.	Recettes brutes par kilomètre en roubles.
1840	27	
1850	500	
1860	1590	
1865	3910	
1870	11,211	
1875	18,913	7,671
1876	19,517	7,790
1877	20,675	9,490
1878	21,842	10,463
1879	22,510	9,651
1880	22,643	8,572
1881	22,682	8,867
1882	23,035	9,459
1883	23,698	9,741
1884	24,577	9,436

Les chemins de fer de la Finlande et de la Transcaucasie, d'ensemble 1416 kilomètres, ne sont pas compris dans ces chiffres.

RECETTES EN MILLIONS DE ROUBLES.

Année.	Recettes brutes.	Dépenses d'exploitation.	Recettes nettes.	Proportion des frais d'exploitation aux recettes brutes.
1871	95	60	35	63 %
1872	103	66	37	64 %
1873	124	72	52	58 %
1874	142	89	53	63 %
1875	142	93	49	65 %
1876	148	100	48	68 %
1877	194	121	73	63 %
1878	221	145	76	65 %
1879	214	151	63	71 %
1880	193	152	41	78 %
1881	201	146	55	73 %
1882	215			
1883	232			
1884	226			

Le chiffre des recettes en 1884 n'est que provisoire; il est composé des recettes mensuelles, mais ne comprend pas les recettes de fin d'année, qui en 1883 se sont élevées à 3 millions.

Frais de construction. Pour juger des résultats financiers des entreprises de chemins de fer, il ne faut pas seulement faire attention aux recettes kilomètriques des lignes, mais il faut tenir compte d'un autre élément tout aussi important, c. à. d. des frais de construction. D'eux dépend le montant des capitaux employés et par conséquent celui des intérêts à prélever sur les bénéfices nets, ou à avancer par le Gouvernement.

Plusieurs circonstances favorables auraient dû contribuer

à rendre la construction des chemins de fer peu coûteuse en Russie. Les énormes plaines, l'absence de montagnes à percer épargnent des frais pour travaux de terrassement, nécessaires dans les autres pays. La population est peu dense, la culture de la terre primitive, de sorte qu'il n'y a pas de grandes sommes à payer pour l'expropriation du terrain. Les lignes n'ont pour la plupart pas de double voie et n'ont pas eu besoin d'être construites en vue d'un trafic de grande vitesse. Malgré tout cela le coût du kilomètre est revenu en moyenne à environ 60 mille roubles métalliques, le kilomètre du chemin de fer Nicolas a même coûté la somme fabuleuse de 222 mille roubles métalliques. Ces prix de revient paraissent surtout exagérés quand on les compare avec celui de la construction de chemins de fer en Finlande:

La	ligne	de	St. Pétersbourg-Helsingfors	a	coûté	21	mille	r.	mét.	par	kilom.
„	„	„	Abo-Tavastehus	„	„	24	„	„	„	„	„
„	„	„	Wasa-Tammerfors	„	„	13	„	„	„	„	„
„	„	„	Helsingfors-Tavastehus	„	„	30	„	„	„	„	„

Les énormes frais de construction sont, sans contredit, une des principales causes des mauvais résultats financiers des chemins de fer russes.

Importance des chemins de fer pour la Russie.

Les énormes sacrifices que l'Etat s'est imposés pour doter la Russie d'un réseau de chemins de fer ne sont pas restés sans résultat. Il est extrêmement regrettable que la construction n'ait pas été conduite plus économiquement; que le système de garanties suivi ait donné lieu à de graves abus et à la situation anormale que beaucoup de lignes sont au pouvoir de personnes n'ayant pas d'intérêt à les voir prospérer; mais il serait injuste de conclure des mauvais résultats que toute la politique de chemins de fer suivie par le Gouvernement ait été fausse et pernicieuse pour les intérêts de l'Empire.

Les situations en Russie étaient sous bien des rapports différentes de celles des autres pays. L'immensité de l'Em-

pire, occupant la moitié de l'Europe, le manque presque absolu de chaussées, les énormes distances entre les frontières et les principales garnisons, d'autres raisons encore, rendaient la construction d'un réseau de chemins de fer d'une absolue nécessité pour la Russie. D'un autre côté le peu de densité de la population, la rareté des capitaux, le manque d'esprit d'entreprise, empêchaient l'industrie privée de trouver dans la satisfaction de ces besoins un emploi rémunérateur. Force fut au Gouvernement de construire soi-même ou d'accorder des subsides. Ici se dressait un autre obstacle. La Russie ne possédait pas, et ne possède pas encore, un corps suffisant d'employés expérimentés, tant supérieurs que subalternes, chez qui les sentiments d'honnêteté et de devoir priment les intérêts personnels. Une construction et une exploitation désavantageuses en furent les premières suites. En même temps la situation du Trésor ne permettait pas alors de continuer la construction pour compte de l'Etat. Le Gouvernement dut contracter avec de grandes compagnies privées, et à défaut de concurrence concéder à des conditions onéreuses. Dans les années suivantes les entrepreneurs ne manquaient pas, mais seulement sous condition de garanties et subventions de la part du Gouvernement. Que devait-on faire ? Accepter de nouvelles charges ou reculer le développement économique du pays ? Certes, le Gouvernement a quelquefois montré une regrettable complaisance aux désirs des compagnies ; les conventions auraient pû être mieux définies ; le contrôle du Gouvernement sur les entreprises, dans lesquelles il est si fortement intéressé, aurait dû être plus rigoureux ; mais ici encore la nonchalance et la vénalité pouvaient rendre vains les meilleurs règlements. En général, les recettes s'améliorent dans les dernières années et le contrôle se réforme, de sorte qu'on peut espérer que les sacrifices annuels du Trésor deviendront plus petits. En même temps le nombre des

lignes exploitées par le Gouvernement s'augmente, on pourra comparer les deux systèmes, et peu à peu un corps d'employés capables et intègres peut se former.

Au moins, au prix de tous les sacrifices faits par l'Etat, un réseau a été construit qui procure d'énormes avantages indirects, et a certainement beaucoup contribué au développement économique de l'Empire. Les principales lignes devant être construites dans la Russie d'Europe, sont actuellement en exploitation; seules les provinces du Nord-Est sont restées jusqu'ici entièrement privées de chemins de fer. Deux grandes choses restent à faire: la jonction par des lignes ferrées de la Sibérie et de l'Asie Centrale au réseau de la Russie d'Europe, et la construction d'embranchements pour alimenter les grandes lignes et permettre l'exploitation de richesses minières inaccessibles jusqu'ici. Les lignes reliant l'Asie à l'Europe ont une grande importance, mais ne promettent pas de bonnes recettes dans la première série d'années, de sorte qu'elles ne pourront être construites que par l'Etat lui-même. Les lignes secondaires, par contre, paraissent parfaitement capables d'être construites, sans subsides, par l'industrie privée dans un avenir qui n'est pas trop éloigné.

Créances du Trésor sur les Compagnies.

Comme contrevaleur des sommes déboursées par le Trésor pour compte des chemins de fer d'exploitation privée et des entreprises qui s'y rattachent, il possède des créances sur les compagnies. Bien que la valeur d'une grande partie de ces créances doit être considérée comme nulle, d'autres représentent des sommes qui plus tard seront versées au Trésor, et le chiffre total a son importance pour caractériser la situation financière de la Russie.

Une des annexes du rapport du Contrôle de l'Empire sur l'exécution du budget pour l'année 1883 contient le relevé des créances du Trésor sur les compagnies privées de chemin de fer au 31 décembre 1883, intérêts compris dont voici le résumé:

Roubles en papier.

Créances en vertu de paiements de garantie opérés par le Trésor sur valeurs émises par les compagnies directement . . . R.p. 274 mill.
£ stg. 3,526 millions à 9,60 = 34 »

308 mill.

Créances en vertu de la garantie du Gouvernement sur obligations de chemins de fer en sa possession. . . . . R. pap. 2 mill.
R. mét. 217 millions à $1\frac{1}{2}$ = 326 »

328 »

Créances en vertu de garanties, ensemble 636 »

Créances en vertu de prêts accordés pour la construction de chemins de fer, tant à amortissement déterminé qu'à amortissement non déterminé. £ stg. 0,86 millions = R. pap. 8 mill.
R. mét. 15 » = » 22 »
R. pap. 220 » = » 220 »

250 »

Total des créances intérêts compris 886 »

En outre de ces créances pures et simples, le Trésor possède des actions et obligations de chemins de fer, pour lesquelles il a payé, suivant une autre annexe, jusqu'au 31 décembre 1883 :
£ stg. 1,2 à 9,60 = R. pap. 12 mill.
R. Mét. 334 à 1,50 = » 501 »
R. pap. 33 = » 33 »

546 »

1,432 »

Ces chiffres trouvent leur confirmation par ceux indiqués par le ministre des finances dans le discours tenu le 4 mars 1885 dans la séance du conseil des établissements de crédit.

Dans ce discours les chiffres suivants ont été constatés comme ceux des créances actives du Trésor sur les compagnies de chemins de fer à la date du 31 décembre 1882.

	MILLIONS DE ROUBLES en métal.	en pap.
Prêts des années 1857, 1859, 1862 et 1863 pour l'achèvement des lignes concédées à la Grande Société des Chemins de fer russes. .		51
Prêts des années 1869 à 1878 à plusieurs compagnies pour augmenter leur matériel roulant	5½	16
Prêts des années 1871 à 1878 aux compagnies de chemins de fer Tamboff-Kozloff, Griase-Tsaritsyne et Libau-Romny, pour couvrir les déficits de leur exploitation et former un capital de réserve.		2½
Prêts accordés en 1873 à 1877 à divers sous garantie d'actions de chemins de fer. .	½	4½
Prêts des années 1871 à 1877 pour le service des intérêts des actions et obligations de la compagnie Brest-Graiewo		1½
Paiements effectués par l'Etat depuis 1869 aux compagnies de chemins de fer sur leurs capitaux-obligations, tant faisant partie des émissions d'obligations consolidées des chemins de fer russes que restés jusqu'à présent à la disposition du gouvernement	683	56
Avances faites pour compte de capitaux-obligations supplémentaires à émettre encore par des compagnies de chemins de fer. . .	2½	29
Avances effectuées de 1861 à 1882 pour le service des intérêts et de l'amortissement des actions et obligations garanties de chemins de fer.	19	278
à reporter	710½	438½

	MILLIONS DE ROUBLES en métal.	en pap.
Report	$710\frac{1}{2}$	$438\frac{1}{2}$
Avances faites en 1876 à quelques compagnies de chemins de fer, en vue de placer ces lignes dans les conditions requises pour le transport des troupes.		$1\frac{1}{2}$
	R.m. $710\frac{1}{2}$	R.p. 440
Roubles mét. $710\frac{1}{2}$ millions à $1\frac{1}{2}$ = R.p.		1,066
Roubles papier		1,506

L'écart entre les deux résultats trouvés peut s'expliquer par des différences dans les modes de comptabilité suivis par le ministère des finances et par le Contrôle de l'Empire, ainsi que par les changements survenus dans le courant de l'année 1883, qui n'est pas comprise dans les exercices dont le ministre donne le résultat. Les calculs sont suffisamment en harmonie pour nous permettre de constater que les créances du Trésor sur les compagnies de chemins de fer s'élèvent en tout à environ un et demi milliard de roubles.

Mesures prises dans les dernières années.

Les mesures prises par le Gouvernement pour remédier à la situation désastreuse dans laquelle se trouvait l'exploitation de quelques lignes, a provisoirement produit de bons résultats. En juillet 1882 le chemin de fer de Tamboff-Saratoff a été racheté par l'Etat, celui de Kharkoff-Nicolaieff a eu le même sort, et à partir du commencement de l'année 1883 une commission spéciale, instituée au ministère des voies de communication, a dirigé l'exploitation de ces deux lignes, ainsi que de celles de Livny, de Baskountchak et de Pinsk-Jabino, construites par l'Etat. Pour les deux premières les résultats des années précédant et suivant le rachat, s'expriment par les chiffres suivants (en milliers de roubles).

TAMBOFF—SARATOFF.

	Recettes brutes.	Frais d'exploitation.	Recettes nettes.	Déficit.
1879	2,365	2,356	9	
1880	2,137	2,614		477
1881	2,425	2,786		361
1882	2,727	2,698	29	
1883	2,705	2,189	516	
1884	2,750	2,180	570	

KHARKOFF—NICOLAIEFF.

1881	5,401	4,791	610	
1882	5,273	5,227	46	
1883	5,762	4,568	1,194	

Nous voyons que sous la nouvelle administration, malgré un accroissement des recettes brutes, les dépenses d'exploitation ont très-considérablement diminué. Le revenu net de 1884 sur le capital déboursé paraît avoir été en 1884:

pour la ligne de Kharkoff-Nicolaieff d'environ: $2\frac{1}{4}$ %
» » » » Tamboff-Saratoff » $1\frac{1}{2}$ »
» » » » Livny » $4\frac{1}{2}$ »
» » » » Baskountschak » $5\frac{1}{2}$ »

Il y a trois ans une commission spéciale à été instituée près le ministère des voies de communication pour élucider les causes des déficits continuels de plusieurs lignes et de rechercher le meilleur moyen d'en écarter le retour dans l'avenir. Il semble que les travaux de cette commission ont eu de bons résultats pour la gestion des chemins de fer en question, car quelques-uns d'entre-eux — Rostoff-Vladikavkaz, Oural, Lozovo-Sebastopol, Morschansk-Sysrane — dont l'exploitation se soldait en déficit dans les années précédant 1881, laissent maintenant un excédent des recettes brutes par rapport aux frais.

Réformes récentes.

Dans le courant de la dernière année plusieurs mesures législatives d'importance ont été prises dans le but de contrôler et de régler l'action des compagnies privées des chemins de fer.

L'examen des comptes-rendus des compagnies a été confié à une section spéciale, nouvellement créée, du Contrôle de l'Empire.

Un Conseil pour les affaires relatives aux chemins de fer a été institué au ministère des voies de communication, afin de donner son avis dans certains cas sur les mesures à adopter pour la construction, l'exploitation et l'administration des lignes ferrées. Suivant son règlement le Conseil s'occupe :

a) des projets de nouvelles lois ayant trait à la construction, à l'exploitation et à l'administration des lignes ferrées, avant que ces projets ne soient soumis à l'examen du Conseil de l'Empire;

b) des projets ayant trait aux annexes et changements des lois ou à leur abrogation, avant que ces projets ne soient ratifiés dans l'ordre législatif;

c) des règlements et instructions promulgués par l'administration en vue de l'application des lois existantes par rapport aux chemins de fer — dans les cas où l'examen de ces règlements et instructions est du ressort du Conseil d'après les statuts généraux des lignes ferrées de l'Empire;

d) des tarifs et des taxes supplémentaires, dans les limites où la ratification de ces tarifs et taxes appartient à l'Etat;

e) des affaires qui, d'après les statuts généraux des lignes ferrées, sont de la compétence du Conseil;

f) de toutes les affaires qui ont trait en général à la construction, à l'exploitation et à l'administration des chemins de fer, quand le ministre des voies de communication ou les chefs des diverses branches de l'administration intéressées dans ces affaires le trouveront néeessaire et utile.

Des statuts généraux pour tous les chemins de fer de la Russie ont été composés, ayant trait au transport des voyageurs et des marchandises sur les voies ferrées, à la juridiction et la prescription pour les réclamations dirigées contre les chemins de fer et l'ordre à suivre pour l'exécution des jugements rendus contre les lignes ferrées, ainsi qu'aux règlements de police pour les chemins de fer.

Une commission a été instituée pour la révision des tarifs. Elle a commencé son activité par l'examen des tarifs du chemin de fer Nicolas et a réussi à y faire introduire des modifications.

Enfin on parle encore d'autres mesures, spécialement de la prise en exploitation par l'État de plusieurs lignes qui ne suffisent pas au service de leurs dettes.

Toute cette activité promet de bons résultats, parce qu'elle annonce la fin du système d'exploitation du Trésor et du public par les compagnies privées. *)

---

*) Les principaux détails concernant les diverses compagnies se trouvent dans le livre de référence: *Russische Eisenbahn-Werthpapiere*, 1874—1881 par *Alexander Stephanitz;* avec supplement donnant les résultats de 1882.

LA BANQUE DE L'ETAT.

Caractère. La Russie, seule parmi les états de l'Europe, possède une banque centrale dépendant exclusivement du Gouvernement. Tandis que les banques d'émission de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, sont des sociétés par actions, privilégiées, il est vrai, et plus ou moins dépendantes du Gouvernement, mais menant pourtant une existence propre et traitant avec le Trésor comme partie égale, le Gouvernement russe a fourni le capital de la banque, il nomme la direction, se réserve les décisions importantes et peut exiger des avances de la banque sans lui payer d'intérêts. La Banque de l'Etat (ou Banque de Russie) est plutôt un département du Trésor qu'une banque indépendante ; ses fonctions et ses résultats doivent par conséquent trouver une place dans un exposé des finances de la Russie.

Historique. Avant 1860 la Russie ne possédait pas de banques privées ni d'émission, mais quelques institutions de crédit, créées par le Gouvernement. Leur cercle d'affaires consistait principalement dans des avances aux nobles, propriétaires de biens, contre nantissement de leurs possessions (terres et serfs), et elles acceptaient des dépôts, soit de particuliers, soit d'administrations placées sous la direction ou le patronage de l'Etat. Il existait en outre une Banque de Commerce, également fondée par l'Etat en 1818, avec une dotation de 15 millions de roubles ; son activité se bornait aux sept principales villes de l'Empire où elle avait des succur-

sales, et son portefeuille d'escompte atteignait à peine 7 millions de roubles. *)

Comme nous venons de le dire, les institutions de crédit acceptaient des dépôts remboursables à vue, et portant intérêts, d'abord à 4 % et depuis 1857 à 3 %. Une partie de ces dépôts fut versée au Trésor à titre d'avances, et une autre partie servait à des prêts aux propriétaires, à longue échéance (26 à 37 ans), à 5 % d'intérêts et avec amortissement graduel.

Dans l'année 1857 les dépôts avaient atteint le chiffre énorme de 1276 millions de roubles, soit environ quatre milliards de francs au change d'alors.

Un système si dangereux et illogique ne pouvait durer. A partir du 16 avril 1859 il fut défendu aux institutions de crédit par Oukase Impérial de consentir aucun prêt nouveau ou prolongation de prêt aux propriétaires fonciers. En même temps une commission fut chargée d'élaborer une réforme des institutions de crédit de l'Empire. Le résultat de ces mesures fut la création d'une banque gouvernementale, chargée en même temps de la liquidation des anciens établissements de crédit, et relevant du ministère des finances. Les statuts furent sanctionnés le 1 septembre 1859 et la Banque commença à entrer en activité le 1 juillet 1860, avec un capital de fondation de 15 millions et un capital de réserve de 1 million, formés des capitaux de deux des anciennes institutions de crédit.

Voici les stipulations principales des statuts :

Ier Chapitre. Ie Division. Article 1.

Statuts. La Banque a été créée pour animer le mouvement du commerce et pour consolider le système du crédit financier.

*) Discours de M. E. Lamansky, ancien gouverneur de la Banque de l'Etat, à la Société d'Economie politique à Paris, réunion du 5 octobre 1881, dont le compte-rendu se trouve dans l'Economiste français, livraison d'octobre 1881.

Article 2.

Comme garantie des opérations de la Banque, il lui a été alloué un *capital de fondation* de 15 millions de roubles, formant la propriété de la Banque. Ce capital ne doit être réduit en aucune circonstance. En cas d'insuffisance du capital de réserve pour couvrir des pertes résultant des opérations, le capital de fondation devra être maintenu au même montant durant toute l'existence de la Banque par des fonds provenant d'autres ressources du Ministère des Finances.

Article 3.

Le profit net s'emploie comme suit :

a) pour l'amortissement des billets de banque 5 % et des emprunts de la Chancellerie Impériale des anciens établissements de crédit.

b) pour former un capital de réserve servant à couvrir les pertes éventuelles sur les opérations de banque.

Article 4.

Les profits de la Banque seront calculés par semestre. La répartition définitive des bénéfices, conformément à leur destination, doit être sanctionnée une fois par an, en avril, par le Conseil des Institutions de Credit de l'Etat, après examen des comptes de la Banque pour toute l'année, et après avoir pris connaissance de l'avis du Ministre des Finances à ce sujet.

Article 5.

Simultanément avec la sanction définitive de la répartition des bénéfices par le Conseil des Institutions de Crédit, et sur la proposition du Ministre des Finances, il en sera assigné de 3 à 5 pour cent comme gratification à la Direction, et aux employés de la Banque.

Article 6.

Le *capital de réserve* sera porté jusqu'à 3 millions de roubles par des déductions annuelles d'un tiers au plus des bénéfices; une partie de cette réserve peut être appliquée à l'augmentation du capital de fondation. Quand la réserve aura atteint un montant de 3 millions de roubles, les bénéfices de la Banque seront employés en entier à l'amortissement des Billets de Banque 5 % et des emprunts de la Chancellerie Impériale des anciens établissements de crédit. Après l'amortissement des uns et des autres, le total des bénéfices de la Banque, tout en maintenant la réserve à 3 millions, sera versé au Trésor.

Article 7.

L'augmentation du capital de fondation par une partie de la réserve dans le but d'affermir les bases de la Banque, devra être sanctionné par le Conseil des Institutions de Crédit sur la proposition de la Direction de la Banque et après approbation préalable du Ministre des Finances.

Dans la *deuxième division*, qui traite de l'administration de la Banque, se trouvent les stipulations suivantes:

Ier Chapitre. Article 109.

La Banque de l'Etat relève spécialement du ressort du Ministre des Finances, et est placée sons le contrôle du Conseil des Institutions de Crédit de l'Empire.

Article 109.

Le Conseil des Institutions de Crédit de l'Empire se réunit en assemblée chaque année au mois d'avril pour écouter et sanctionner le compte-rendu de l'administration de la Banque et pour disposer des bénéfices conformément aux statuts et sur la proposition du Ministre des Finances.

Article 112.

Pour exercer un contrôle permanent sur l'exécution fidèle des statuts, le Conseil nomme deux délégués, dont un appartenant à la noblesse et un à la classe marchande de St.-Pétersbourg, pour assister aux séances de la direction de la Banque et pour contrôler ses opérations dans le courant de l'année.

Article 113.

Dans le même but le président du Conseil, conjointement avec le Contrôleur de l'Empire, nomme un troisième député, membre de la direction des publications du Contrôle de l'Empire.

Article 121.

Chaque changement dans les statuts de la banque doit être soumis à l'examen du Conseil des Institutions de Crédit de l'Empire, pour être présenté ensuite, avec les conclusions du Conseil, à l'approbation Impériale, suivant l'ordre établi pour les mesures législatives.

Article 124.

L'autorisation du Ministre des Finances est nécessaire pour :

a) La vente de billets de la commission d'amortissement ou de billets de Trésor, se trouvant à la disposition de la Banque.

b) L'achat et la vente de valeurs gouvernementales à intérêts de l'or et de l'argent, conformément aux articles 13 et 20.

c) La nomination des directeurs de la Banque, et la confirmation dans leurs fonctions des membres du comité d'escompte et de prêts.

d) Le budget des dépenses pour l'administration et l'entretien de la Banque.

e) Des mesures concernant l'expédition des affaires et l'administration intérieure de la Banque qui s'écartent des instructions ordinaires.

Article 125.

La gestion de toutes les opérations de la Banque et le Contrôle de leur exécution sont confiés à la Direction de la Banque.

Article 126.

La Direction se compose du Gouverneur, du Vice-Gouverneur, de six directeurs et de trois délégués du Conseil des Institutions de Crédit.

Article 127.

La Direction décide définitivement les affaires pour lesquelles les statuts n'exigent pas l'approbation du Ministre des Finances.

Article 128.

Elle fixe le taux d'escompte, le taux des intérêts pour les prêts et avances à terme dans les limites assignées par les statuts, et indique, suivant la situation des caisses, les sommes à employer dans les différentes catégories d'opérations.

Article 142.

Le Gouverneur de la Banque est nommé par Oukase Impérial au Sénat Dirigeant et par décret; le Vice-Gouverneur est nommé par décret Impérial au Ministre des Finances.

Article 143.

Le Gouverneur choisit les personnes employées au service de la Banque, à l'exception des directeurs.

Article 156.

Les directeurs sont nommés par le Ministre des Finances sur la proposition de la Direction de la Banque.

Cercle d'affaires. Le principal but de la création de la Banque de l'Etat fut la consolidation des anciennes institutions de crédit et de leurs engagements. Pour opérer cette consolidation la Banque reçut l'autorisation d'émettre des obligations, portant intérêts à 5 $^0/_0$ et remboursables en 37 ans par tirages annuels au pair, au moyen d'une quotité de 1 $^0/_0$ plus les intérêts épargnés. Depuis 1857 les dépôts dans les institutions de crédit avaient porté 3 $^0/_0$ d'intérêts; dans l'intention de les convertir en dette permanente le Gouvernement mit les déposants dans l'alternative, ou de ne plus recevoir qu'un intérêt de 2 $^0/_0$, ou d'échanger leurs quittances de dépôt contre les nouvelles obligations 5 $^0/_0$ (connues plus tard sous la dénomination de I[rs] Billets de banque 5 $^0/_0$). Le Gouvernement, en chargeant la Banque du service de cette émission, s'engagea à lui procurer les moyens d'y pourvoir sans que jamais le capital de la Banque pût être entamé. Il se désista en même temps du droit d'émettre lui-même des billets de crédit ou d'autre papier-monnaie, et chargea la Banque de l'émission et du renouvellement des billets et de l'échange des grandes coupures contre les petites et vice-versa.

Par contre la Banque reçut l'autorisation de traiter pour son propre compte les opérations commerciales suivantes:

a) Escompte des lettres de change, des obligations à terme gouvernementales et privées et des traites sur l'étranger.

b) Achat et vente d'or et d'argent.

c) Recouvrement des lettres de change et d'autres documents à terme pour compte de ses clients.

d) Accepter des dépôts:

1) en garde.
2) en compte-courant.
3) à intérêts.

e) Consentir des prêts

f) Achat et vente de Billets de banque 5 % et d'autres valeurs à intérêts pour compte de sa clientèle.

g) Achat et vente de valeurs à intérêts du Gouvernement pour compte de la Banque, sous condition cependant que le montant de ces valeurs ne pourrait jamais dépasser celui de ses propres capitaux.

La création de la Banque de l'Etat coincide avec le grand mouvement de réforme qui surgit en Russie après la fin de la guerre de Crimée et dont la loi d'émancipation des serfs et la réorganisation de la jurisprudence furent les conséquences les plus éclatantes. L'action de la Banque et de ses nombreuses succursales se fit sentir d'abord dans les centres et peu à peu jusque dans les contrées les plus éloignées du vaste Empire, en offrant l'avantage du crédit d'escompte et d'avances à de grandes masses de négociants et de particuliers qui en avaient été privés jusqu' alors. Comme la Banque ne possédait pas de monopole (excepté pour l'émission des billets de crédit) des banques privées surgîrent à leur tour, quelquefois même avec l'assistance de la Banque elle-même. Ces institutions profitèrent de l'impulsion donnée au mouvement commercial, et servirent en même temps les intérêts de la Banque de l'Etat en facilitant des transactions qui n'étaient pas de son domaine. Aussi l'essor de la Banque a-t-il été remarquable: les chiffres suivants peuvent en donner une idée. Pour l'escompte et les avances nous avons indiqué le mouvement pendant l'année, pour les dépôts et comptes-courants les soldes au 31 décembre, le tout en millions de roubles.

	1860	1865	1870	1875	1880	1885
Escompte	62	64	166	227	223	252
Avances.						
a) sur Marchandises . .	5	6	5	3	7	7
b) » Fonds publics. .	11	66	69	36	50	55
c) » Actions et obligations	5	18	16	21	8	15
Dépôts.						
a) à vue, à 3 % . . .	22	96	77	69	99	111
b) à terme, à 4 et 4½ %	10	60	38	25	25	25
Comptes-courants à intérêts		16	56	158	90	96

Capital. Le capital de fondation à été augmenté à plusieurs reprises, conformément aux statuts de la banque dont nous avons cité les articles se rapportant à ce sujet, par des prélèvements sur le fonds de réserve. Voici les chiffres du capital de fondation depuis la création de la Banque:

1860—1864	15	millions	de	roubles.
1865—1866	17	»	»	»
1867	19	»	»	»
1868—1875	20	»	»	»
1876	22	»	»	»
1877—1878	23	»	»	»
et depuis 1879	25	»	»	»

Le fonds de réserve a été maintenu depuis 1869 au chiffre de 3 millions par des prélèvements sur les bénéfices.

La Banque assigne à chaque succursale un certain capital qu'elle prélève sur son capital de fondation. Pour les comptoirs le chiffre diffère de 4,000,000 à 300,000, tandis que pour chaque agence le montant est fixé à 50,000 roubles. A la fin de 1882 il y avait en activité 8 comptoirs et 54 agences permanentes. Chaque succursale dresse un bilan séparé de ses opérations. Il résulte du dernier compte-rendu publié qu'en 1882 des 68 succursales permanentes et temporaires, 32 ont travaillé avec profit et 36 avec perte. Les

bénéfices totaux des succursales ont surpassé les pertes d'environ un demi-million de roubles, qui est venu s'ajouter aux 6½ millions de bénéfices de la centrale.

Profits et pertes. Le tableau suivant offre un aperçu du compte des profits et pertes de la Banque depuis 1870. Les comptes-rendus ne se publient qu'avec un retard de deux ou trois années, de sorte que celui pour l'année 1882 est le dernier que nous possédions. Les chiffres s'entendent comme milliers de roubles.

	Débit.	Crédit.	Bénéfices nets.
1870	13,536	9,148	4,388
1871	12,916	8,411	4,505
1872	13,363	9,279	4,084
1873	12,152	9,531	2,621
1874	12,877	9,160	3,717
1875	13,092	10,159	2,933
1876	17,361	11,510	5,851
1877	17,290	9,891	7,399
1878	21,214	10,895	10,319
1879	19,167	10,896	8,271
1880	18,362	10,589	7,773
1881	18,127	10,245	7,882
1882	19,090	12,015	7,075
	208,547	131,729	76,818
en moyenne	16,042	10,133	5,909

Les capitaux de fondation et de réserve ayant atteint pendant ces treize ans en moyenne 25 millions (dont 3 millions pour la réserve) les profits nets représentent environ 24 % des capitaux réunis et 28 % de celui de fondation.

En examinant le tableau de plus près nous voyons que les résultats différent sensiblement d'une année à l'autre: ces différences s'expliquent en partie par le montant plus

ou moins grand d'effets en souffrance, mais surtout par le chiffre des affaires et les profits sur l'achat et la vente de valeurs à intérêts. Nous disons le chiffre des affaires et non la valeur de l'argent, parce que les taux de la Banque ont été très-stables dans les dernières années, et sont restés invariables depuis le 20 octobre 1876 à 6 $^0/_0$ pour l'escompte et 7 $^0/_0$ pour les avances sur titres. Voici les variations du taux d'escompte depuis 1871 ; celui des avances sur titres a été presque continuellement d'un pour cent plus élevé :

En 1871	8 $^0/_0$
» 1872	6 à 8 $^0/_0$
» 1873	$4\frac{1}{2}$ à $7\frac{1}{2}$ $^0/_0$
» 1874	5 à 6 $^0/_0$
» 1875	5 à 6 $^0/_0$
» 1876	6 à 7 $^0/_0$
depuis 1877	6 $^0/_0$

Par rapport aux engagements en souffrance, il faut observer que la Banque, en établissant le résultat de l'année, porte parmi les pertes le montant total des effets protestés. Tout ce qui rentre sur ces effets, est porté au compte des profits et pertes de la même année ou des années suivantes. De cette manière, une année profite quelquefois de paiements qui reviennent logiquement à une des années précédentes. Par exemple, 1880 a profité de ce chef de 791 mille roubles, tandis que le total des effets protestés dans cette année ne s'est élevé qu'à 730 mille : de là des irrégularités dans les résultats des années. Si nous déduisons le total des paiements sur engagements en souffrance du total des effets protestés, nous trouvons que la Banque a perdu de ce chef dans le courant des treize années 1870 à 1882 en tout $10\frac{1}{4}$ millions ou en moyenne 788,000 roubles par an.

Les années 1875 à 1879 et surtout 1882, ont été défavorables sous ce rapport.

Transferts d'argent. Une des meilleures branches de l'activité de la Banque est la transmission d'argent dans l'intérieur de l'Empire par voie de transferts postaux ou télégraphiques. Par les transferts télégraphiques, la Banque de Russie est en avance sur les autres banques nationales de l'Europe; mais il est vrai que l'immensité de l'Empire russe et les moyens imparfaits de communication dans beaucoup de Gouvernements rendent cette facilité bien plus précieuse ici, qu'elle ne le serait autrepart. Aussi le commerce en profite-t-il largement. Dans l'année 1882, le mouvement de transfert:

par billets à ordre (par lettre) a été de	420	millions	de	roubles
» dépêches télégraphiques » » »	293	»	»	»
ensemble	713	»	»	»

La Banque en retire, comme commission, un bénéfice annuel de 660 mille roubles, tandis que les frais d'envoi de fonds entre la Banque et ses succursales n'atteignent tout au plus qu'une vingtaine de mille roubles. Le tarif est établi comme suit:

Transfert par *la poste* de R. 200 à R.	1000	$\frac{1}{8}$ %
» » » » » » 1000 à »	30,000	1 ‰
» » » » au-dessus de	30,000	$\frac{1}{2}$ ‰
» » » » » » »	300,000	
entre St. Pétersbourg et Moscou		$\frac{1}{4}$ ‰
» par *le télégraphe* de R. 200 à R.	15,000	$\frac{1}{4}$ %
» » » » au-dessus de	15,000	1 ‰

Emploi des profits nets. Le total des bénéfices de la Banque depuis sa fondation jusqu'en 1883, s'élève à 110 millions de roubles. Ces sommes ont été employées comme suit:

5 % des bénéfices comme gratifications à la direction et aux employés.	5½	millions.
Augmentation des capitaux de fondation et de réserve	12	»
Amortissement d'une partie de la dette résultant des avances faites au Trésor par les anciens établissements de crédit. . . .	14	»
Couverture de la perte résultant d'une opération d'échange de monnaie en papier contre monnaie métallique . . , ...	15½	»
Contribution au fonds de réserve de la liquidation des anciens établissements de crédit	42	»
	89	»
Bénéfices nets des années 1881, 1882 et 1883, encore à la disposition du Conseil des Institutions de Crédit de l'Etat.	21	»
ensemble	110	»

Depuis trois ans le Conseil des Institutions de Crédit n'a pas disposé des bénéfices; la raison nous est inconnue, mais il paraît probable qu'on veut attendre la marche ultérieure de la liquidation des anciens établissements de crédit, avant de donner à ces bénéfices une destination spéciale.

Bilans publiés La Banque publie des bilans hebdomadaires, et des bilans mensuels. Les bilans mensuels comprennent les opérations des succursales; les bilans hebdomadaires par contre, n'ont rapport qu'à la situation de la banque centrale à St. Pétersbourg, et les rapports des succursales avec la centrale y figurent seulement par deux articles: »Capital des succursales" et »Compte avec les succursales."

Les bilans sont divisés en trois parties:

I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.
II. » des opérations commerciales.
III. Liquidation des anciens établissements de crédit.

Nous allons les examiner en détail, en prenant pour base le bilan du 1 janvier 1885, que nous reproduisons à la fin de ce livre.

La première partie du bilan est analogue à la section du bilan de la Banque d'Angleterre, appelée »Issue Department." Au crédit figure un seul article: le chiffre de l'émission *permanente* de billets de crédit, chiffre arrêté depuis 1880 à 716 millions environ. L'actif est composé de deux articles:

1. l'Encaisse métallique pour un montant de 171 millions.
2. La dette du Trésor pour le solde » 545 »

Rappelons d'abord que les émissions de billets nécessitées par la guerre d'Orient, ne sont pas comprises dans ce chiffre, et figurent dans la deuxième section du bilan, de même que la dette du Trésor à la Banque, créée par ces émissions.

Le fonds d'échange se compose de:

Monnaies russes en or » étrangères » » Lingots d'or . . .	ensemble 170 millions.	
Monnaies russes en argent » étrangères » »	» 1 »	
Total	171	» de roubl. métall.

Quand la Banque achète des monnaies étrangères, elle donne par contre des demi-impériales à un tarif fixe; de cette manière le chiffre total du fonds d'échange est resté parfaitement invariable depuis le 1 janvier 1881.

Nous passons maintenant à la troisième partie du bilan, pour parler ensuite du compte des opérations commerciales.

Liquidation des anciens établissements de crédit.

Comme nous l'avons dit plus haut, la Banque a dû accepter l'héritage des anciennes institutions de crédit. Cet héritage impliquait le service des dépôts confiés à ces établissements, dépôts qui depuis ont été presque entièrement remboursés ou transformés en billets de banque 5 $^0/_0$ I[e] émis-

sion. Sans nous occuper de l'histoire de la liquidation, nous voulons examiner la situation actuelle, établie par le bilan du 1 janvier 1885. En grandes lignes elle se présente comme suit.

L'actif se compose de:

Valeurs publiques (acceptées en paiement de dettes hypothécaires)	77	mill.
Créances sur des propriétaires pour prêts hypothécaires	35	»
Créances sur des paysans pour prêts hypothécaires transférés à leur charge en suite du rachat.	269	»
ensemble . . .	381	»

Parcontre figurent au passif:

Solde des anciens dépôts	9	mill.
Intérêts, échus sur les anciens dépôts	5	»
Billets de banque I^e^ émission 5 %	154	»
Comptes Courants créanciers	84	»
Profits et pertes de la liquidation	129	»
	381	»

Par conséquent, si toutes les créances étaient bonnes et échéaient à la même date que les dettes, on pourrait compter en fin de liquidation sur un capital libre de 129 millions.

Les créances sur les paysans sont garanties par les fonds de l'opération du rachat. L'administration du rachat bonifie à la Banque le montant des annuités sur les dettes transférées du compte des ci-devant seigneurs à celui des paysans: les arriérés viennent donc à la charge du fonds de réserve de l'opération du rachat, et non à celle du fonds de réserve de la liquidation des anciennes institutions de crédit.

Les créances sur les anciens propriétaires peuvent occasionner des pertes en cas de non-paiement des annuités, si

les biens hypothéqués ne produisent pas en vente publique le chiffre des avances faites jadis par les anciennes institutions de crédit. Nous manquons de données pour évaluer les pertes probables à ce sujet.

Les valeurs publiques d'ensemble 77 millions, ont un caractère de solidité parfaite; elles se composent de fonds publics, acceptés au cours du jour en remboursement de prêts.

Au passif figurent les Billets de Banque I^{e} Emission pour un montant de 154 millions. C'est le solde des obligations $5\,^0/_0$, remboursables en $37\frac{1}{2}$ années, créées depuis 1859 pour convertir les dépôts acceptés par les anciennes institutions de crédit.

Fonds de réserve. Le fonds de réserve paraît s'être principalement formé par la différence entre le taux des intérêts payés par les propriétaires et les paysans, d'un côté, et celui bonifié sur les capitaux fournis à la liquidation, de l'autre côté. Sur le solde des anciens dépôts la liquidation ne bonifie que $2\,^0/_0$, et la Banque fournit le capital de roulement nécessaire à $3\,^0/_0$. En outre le fonds de réserve a été augmenté à plusieurs reprises par des transferts de sommes provenant des profits sur les opérations commerciales de la Banque.

Au 1 janvier 1870 le fonds de réserve s'élevait seulement à environ	6	millions.
Depuis cette époque il a été agrandi par des profits de la liquidation, d'ensemble . .	86	»
et par des transferts » . .	43	»
	135	»
Il faut en déduire des virements à la charge du fonds de réserve, d'ensemble . .	6	»
pour trouver le chiffre de.	129	»
constaté le 1 janvier 1885.		

L'influence exercée par la liquidation des affaires des anciens établissements de crédit sur les résultats des opéra-

tions de la Banque, se borne aux frais de l'administration et à la perte causée par l'immobilisation d'un capital considérable, à un taux peu rémunérateur. La Banque fournit à 3 $^0/_0$ les capitaux nécessaires, s'élevant actuellement à 78 millions, après avoir atteint 160 millions en 1871. Ce montant diminue à mesure que le fonds de réserve de la liquidation augmente, mais il est à craindre que cette diminution soit bien plus lente dorénavant qu'elle n'a été jusqu'ici, à cause des 7 millions de subvention à l'opération du rachat qui sont maintenant à prélever sur les bénéfices.

Opérations commerciales La deuxième section du bilan de la Banque donne le relevé des opérations commerciales, y compris les comptes avec le Trésor. En résumant les articles du bilan mensuel de la Banque et de ses succursales au 1 janvier 1885, nous trouvons les chiffres suivants, en millions de roubles:

Actif.		*Passif.*	
Encaisse ($ 1)	207	Capital de fondation ($ 1) .	25
Escompte ($ 2)	117	„ „ réserve ($ 2) . .	3
Avances ($ 6, 7 et 8) . .	42	Dépôts à terme ($ 4) . . .	28
Comptes spéciaux nantis ($ 3, 4, 5)	100	„ à vue ($ 5)	127
Valeurs publiques ($ 12) .	73	Comptes courants ($ 6, 7. 8)	243
Dette du Trésor ($ 16) . .	200	Billets à ordre et télégrammes ($ 12).	36
Capital de la liquidation ($ 17)	78	Billets de crédit, émis provisoirement.	357
Comptes courants et divers.	65	Divers.	41
Sommes à l'étranger ($ 18)	3	Profits et pertes ($ 15 et 16)	25
	885		885

Pour tout ce qui regarde les émissions de billets de crédit et l'amortissement de la dette du Trésor, nous prions le lecteur de consulter le chapitre traitant du change russe. L'encaisse de 207 millions, dont 174 en billets de crédit, forme la seule réserve où la Banque ait le pouvoir de puiser pour restituer des dépôts et des soldes en compte-cou-

rant, ou pour satisfaire aux besoins du commerce et de l'industrie.

Quelques articles du bilan demandent une explication spéciale.

L'encaisse ($ 1) se compose de billets de crédit, de monnaies en or et en argent, tant russes qu'étrangères, et de menue monnaie.

Les »autres valeurs à terme" qui forment ensemble avec les effets escomptés l'article 2 de l'Actif, se composent de coupons non-échus, de valeurs sorties au tirage, de bons des mines etc.

Les comptes spéciaux sont des comptes-courants d'avances sur nantissement d'effets de commerce, de valeurs à intérêts et de marchandises. Le montant des crédits accordés figure à l'actif ($ 3, 4, 5) et celui des soldes encore disponibles au passif ($ 8).

Sur les bilans mensuels il y a une différence entre le montant du compte de la Banque avec les succursales ($ 13) et celui du compte des succursales avec la Banque ($ 14), différence provenant d'entrées provisoires dans les livres, mais sur les bilans annuels ces montants s'équilibrent parfaitement.

L'article : »Sommes à l'étranger, réalisées par la vente de la rente 6 % en or" ($ 28), forme la contrepartie d'un montant égal compris dans le chiffre du solde créditeur du département du Trésor (sous $ 7 du passif).

Les comptes-courants à intérêts sont tous des comptes de particuliers. A la fin de 1880, avec un total de 90 millions, le nombre des comptes s'élevait à 7,180.

Le Trésor entretient à la Banque plusieurs comptes-courants différents, tous sans intérêts. Par l'Oukase du 1 janvier 1881 les rapports entre le Trésor et la Banque ont été réglés dans ce sens, que dorénavant la Banque ne doit plus faire d'avances au Trésor, et le compte des avances

faites a été arrêté à 417 millions, dont 17 millions ont été remboursés immédiatement et 200 millions dans les années suivantes. Le compte-courant du Trésor à la Banque est donc resté créditeur depuis la date de l'Oukase.

Les recettes des impôts viennent grossir dans le courant de l'année le compte de la trésorerie (revenus de l'Etat), et les annuités des paysans celui de l'établissement général du rachat. A la fin de l'année on passe un article pour créditer le fonds de réserve de la liquidation à »Compte de l'établissement général de rachat" pour le montant des annuités sur les dettes transférées à la charge des paysans, en vertu du rachat des biens hypothéqués.

L'article »Billets à ordre et télégrammes" ($ 12) représente les transferts en cours d'exécution, c. à. d. l'argent versé et pas encore touché par les destinataires.

Dans le total de 73 millions, montant des valeurs publiques en possession de la Banque, sont compris les 25 millions de rente 5 % en papier et les 20 millions de rente 5 % en métal, remis à la Banque dans les derniers jours de l'année 1884 en paiement du quatrième terme échu de 50 millions de la dette du Trésor. Les termes précédents ont été remboursés suivant les bilans de la Banque:

le premier de 50 millions entre le 28 septembre et le 5 octobre 1881 par une retenue sur le produit du Ve Emprunt Billets de Banque 5 %;

le deuxième de 50 millions entre le 13 et le 20 décembre 1882 par un virement du compte-courant du Trésor;

le troisième de 50 millions entre le 17 et le 24 décembre 1883, principalement par le virement des sommes versées à la Banque à compte du produit de la rente en or 6 %.

Administration de la dette.

La Banque est chargée du paiement des coupons d'un grand nombre d'emprunts gouvernementaux, et elle sert comme lieu de souscription pour les nouveaux emprunts. L'administration de la plupart des emprunts est confiée à la

Commission Impériale d'amortissement, mais les nouveaux emprunts intérieurs sont du ressort de la Banque. Elle a sous son administration:

Les Billets de Banque 5 %.

» » métalliques 4 %.

» Emprunts à primes 1864 et 1866.

La Rente $5\frac{1}{2}$ % du rachat.

Les trois Emprunts d'Orient.

La rente en or 6 %.

Les bons du Trésor.

Réformes proprosées. Il a souvent été proposé de transformer la Banque de l'Etat en une société par actions, comme les banques nationales des autres pays. On espérait de cette manière, rendre impossible des émissions ultérieures de papier-monnaie pour les besoins du Trésor et même rétablir la valeur métallique du rouble. Suivant notre opinion la mesure n'aurait pas une grande valeur.

Quoi qu'on fasse, en cas d'une grande guerre la Russie se verrait forcée d'avoir recours à des émissions de papier-monnaie, comme seul moyen de se procurer immédiatement de grandes ressources. Si la banque d'émission avait son existence propre, le Gouvernement exigerait pourtant des prêts en billets de crédit, comme celui de la France en 1870, ou il émettrait d'autres billets à cours forcé. En des temps ordinaires les relations entre le Trésor et la Banque sont avec le système actuel tout aussi correctes qu'elles pourraient l'être autrement. La Banque a assez de latitude dans son cercle d'affaires, pour rendre les services essentiels au commerce et à l'industrie, tandis qu'en outre elle rend de très-grands services, non rémunérés, au Trésor.

La transformation de la Banque en société par actions, rencontrerait des difficultés dans la liquidation des anciens établissements de crédit, qui lui est imposée. Les profits sur les opérations commerciales devraient dans ce cas-là être

distribués aux actionnaires, tandis que maintenant ils forment une réserve contre les pertes éventuelles, résultant de la dite liquidation. Le système suivi pour l'emploi des profits paraît très-logique: la Banque étant l'héritière des anciens établissements de crédit, et leur continuatrice, les bénéfices obtenus par elle, après avoir servi à augmenter, autant qu'il était nécessaire, les capitaux de fondation et de réserve, doivent naturellement servir en premier lieu à couvrir les déficits éventuels de la liquidation.

Les choses se passent maintenant au fond un peu autrement. La loi du 28 décembre 1881 a décreté une subvention annuelle de 7 millions par le fonds de réserve de la liquidation des anciennes institutions de crédit en faveur de l'opération du rachat, pour pouvoir diminuer les charges des paysans. C'est environ le montant des bénéfices de la Banque, qui probablement seront versés plus tard dans le fonds de réserve. De cette manière les bénéfices serviront, en résumé, à dégréver les paysans, accablés de charges.

Transformation de la Banque de Pologne.

En vertu d'un décret Impérial du 3 juin 1885, la Banque de Pologne et ses succursales ont été transformées en comptoir et succursales de la Banque de Russie. Le journal du ministère des finances donne sur cette réforme, entre autres, les détails suivants:

»L'organisation de la Banque de Pologne différait entièrement de celle de la Banque de Russie. La Banque de Pologne était divisée en 6 sections, à savoir: 1. du commerce, 2. de l'industrie, 3. juridique, 4. caisses, 5. comptabilité, et 6. contrôle. Dans la première section entraient l'escompte et l'achat de lettres de change étrangères, les comptes avec les correspondants, les crédits ouverts, c'est-à-dire les opérations principales que la Banque faisait à Varsovie. La section de l'industrie s'occupait des avances sur marchandises et sur machines agricoles.

En 1870, la Banque de Pologne n'avait que trois succur-

sales: à Lodz, Vlozlavsk et Lublin. Elle a successivement établi des succursales à Plotzk, Kalisch, Tchenstokhowo, Radom, Pétrokow, Lomja et Andréiévo. Cette dernière succursale a ensuite été transférée à Keltzy.

Enfin la Banque avait une section spéciale pour l'administration des loteries du royaume de Pologne.

Il s'agissait donc, avant d'opérer la transformation définitive, de liquider toutes les opérations qui donnaient à la Banque de Pologne le caractère d'un établissement de crédit à long terme. Cette liquidation achevée, il ne restait qu'à établir l'ordre à suivre dans la transformation même.

Comme la Banque de Pologne a été jusqu'ici un établissement entièrement indépendant de la Banque de Russie, on ne pouvait, en la transformant en comptoir de cette dernière, imposer à la Banque de Russie la responsabilité matérielle des engagements contractés par la Banque de Pologne, sans procéder au préalable à une évaluation de l'actif de cette dernière Banque. Mais une pareille opération aurait entravé sensiblement la marche de la transformation. Par conséquent, la Banque de Russie, chargée de liquider les opérations de la Banque de Pologne, a été autorisée à tenir des comptes séparés pour la liquidation des anciennes affaires de la Banque de Pologne et pour les nouvelles affaires de son comptoir. De cette façon, le capital social et le fonds de réserve de la Banque de Pologne ont été portés dans le compte de liquidation, afin de faire face aux pertes éventuelles qui pourraient résulter de la liquidation. Quant aux engagements de la Banque de Pologne et de ses succursales concernant le remboursement de versements, le paiement d'intérêts, tous ces engagements sont passés en entier à la charge de la Banque de Russie.

La Banque de Pologne payait des intérêts qui variaient de 4 à 5 %, sur les dépôts d'établissements publics, du clergé catholique, etc., tandis que la Banque de Russie

ouvre pour ces dépôts des comptes-courants sans intérêts. Comme la Banque de Russie n'a aucun avantage à continuer ce genre d'opérations et que d'autre part ces dépôts pourraient être placés de préférence en fonds publics, cette partie sera graduellement liquidée.

Enfin, les engagements de la Banque de Pologne concernant les obligations 4 % du gouvernement polonais et les feuilles de liquidation, passent au comptoir de Varsovie, à l'exception des paiements à l'étranger, qui sont confiés à la chancellerie spéciale de crédit.

Le nouveau comptoir de Varsovie et ses succursales seront soumis au contrôle du Conseil des institutions de crédit de l'Empire.

Le nouveau comptoir de Varsovie et ses succursales polonaises agiront tout à fait indépendamment pour ce qui concerne la liquidation des affaires de la Banque de Pologne, mais leur organisation intérieure sera entièrement conforme à celle des autres comptoirs et succursales de la Banque de Russie.

Certains changements ont aussi dû être introduits dans l'ordre de plusieurs opérations que l'ancienne Banque de Pologne faisait à sa manière, se conformant probablement aux usages de la place. Ainsi par exemple, tandis qu'à la Banque de Russie l'escompte de lettres de change est soumis à l'approbation préalable d'un comité spécial composé des administrateurs, des directeurs du comptoir et d'au moins trois représentants du commerce de la place (avec droit de vote décisif) désignés par le ministre des finances, l'escompte des lettres de change à la Banque de Pologne se faisait d'après les listes de crédits ouverts par un conseil, composé du directeur, de son adjoint et de trois représentants du commerce local avec droit de vote consultatif. En outre, la Banque de Pologne achetait les lettres de change au cours libre de la Bourse. Ce système sera désormais remplacé par l'escompte sur les bases générales.

Le comptoir de Varsovie ne fera pas d'opérations avec les places de l'étranger. Il continuera l'opération des avances sur les machines agricoles, vu qu'il n'y aurait au besoin aucune difficulté à liquider cette opération."

Les bénéfices de la Banque de Pologne, figurant parmi les recettes diverses budgétaires, ont été:

en 1881	de	R.	876,307
1882	»	»	904,626
1883	»	»	1,013,716

Ces bénéfices seront maintenant sans doute fondus dans ceux de la Banque de l'Etat.

LE RACHAT.

Historique. Le plus grand évènement de notre siècle dans l'histoire de la Russie, l'abolition du servage, n'a pas pu avoir lieu sans laisser des traces dans la situation financière de l'Empire. Cette grande réforme a eu des suites directes et indirectes pour les finances de l'Etat, mais il est très-difficile de retracer les dernières, parce qu'elles se compliquent avec les conséquences du développement économique général de la Russie. Nous ne nous occuperons donc que des suites financières directes de l'émancipation. *)

Principes de l'émancipation. Les hommes d'état, promoteurs de la réforme, et en premier lieu l'Empereur Alexandre II lui-même, furent guidés par trois principes fondamentaux, qu'on peut formuler comme suit:

1°. Le servage sera aboli sans dédommagement aux seigneurs pour la perte de leurs droits sur les serfs.

2°. Les paysans, anciens serfs, doivent tous devenir propriétaires de lots de terre, contre paiement de la valeur à leurs anciens seigneurs.

3°. Ces lots doivent être suffisants pour assurer l'existence

*) Voir Anatole Leroy-Beaulieu: „L'Empire des Tsars et des Russes," Ier volume; D. M. Wallace: „Russia", et les articles de Joh. von Keussler dans la „Russische Revue" de 1879, 1881 et 1882.

des paysans, et pour les mettre en état de remplir leurs obligations vis-à-vis du Trésor et de leurs anciens maîtres.

Ce dernier principe était déjà contenu dans le rescrit Impérial du 2/14 novembre 1857 au Gouverneur-général des provinces du Nord-Ouest, rescrit qu'on peut considérer comme le premier pas vers la réalisation du projet d'émancipation, nourri par le Gouvernement. Le deuxième pas fut fait par l'institution de comités de rédaction de la loi sur l'abolition du servage, comités qui devraient représenter les idées du Gouvernement, tandis qu'en même temps furent créés des comités de représentants de la noblesse possédant le sol. Ces derniers comités avaient à nommer des députés pour conférer avec les comités de rédaction.

La noblesse russe avait répondu avec un noble élan aux paroles de l'Empereur, et nullepart ne se montrait de résistance à l'idée principale de l'abolition du servage, l'émancipation du paysan, ni même au principe prescrivant que le paysan deviendrait propriétaire. Mais à part ces deux résolutions générales, tout restait à fixer. Combien de terre recevraient les paysans, et à quel prix? Voilà les grandes questions à débattre, et sur ce terrain la majorité des propriétaires fonciers consultaient surtout leurs propres intérêts.

Ces intérêts étaient très-hétérogènes dans les différentes parties de l'Empire. Dans la région fertile de la »*terre noire*" les propriétaires désiraient céder le moins de terre possible; dans l'intention de cultiver une grande partie de leur ancien domaine avec l'aide du travail, légèrement rémunéré, de leurs anciens serfs. Dans les Gouvernements du Nord, à terre aride, où un système de fermage prévalait, les propriétaires préféraient céder tout le terrain contre paiement d'annuités ou contre le rachat au comptant. En conformité avec les intérêts de leur région les comités des nobles formulaient leurs avis.

En face des propositions des nobles, si différentes quant

aux dimensions des lots de terre à concéder, mais tendant en général à fixer par gouvernement et par région la quantité de terre à accorder à chaque paysan, le comité gouvernemental posa comme base de tout arrangement le maintien de la répartition existante des domaines; en d'autres termes, elle exprima le désir que, sauf des cas exceptionnels, les paysans devinssent propriétaires des terrains, qu'ils avaient cultivés étant serfs. Le comité tenait ferme à ce principe et le fit prévaloir, mais l'opposition des nobles remporta une multitude de victoires de détail. Au commencement, le comité de rédaction défendait énergiquement les intérêts des paysans, qui eux-mêmes n'avaient pas voix au chapître, mais peu-à-peu, la composition du comité changeant et le premier élan libéral s'étant ralenti, le comité perdit du terrain vis-à-vis des exigences des seigneurs. Comme une des suites désastreuses de cette faiblesse, les paysans reçurent dans la plupart des gouvernements à terre fertile des lots trop petits pour assurer leur existence et le paiement des impôts et annuités.

La question de l'assignation des lots de terre aux paysans une fois réglée, il restait à fixer le montant des redevances ou le prix du rachat à payer par les paysans. Ici plusieurs difficultés très-graves se présentaient. Dans les gouvernements du Midi les serfs, en général, ne payaient pas de redevances aux seigneurs, mais avaient le droit de cultiver pour leur propre compte une partie du domaine, en cultivant l'autre partie sans rémunération pour compte des seigneurs: il fallait réduire, tant bien que mal, ces journées de travail en roubles. Dans chaque gouvernement, dans chaque district il y avait des terres plus fertiles et des terres moins fertiles; il fallait les classer grosso modo, et établir par district des prix différents pour les terres plus ou moins avantageuses. Au Nord, la terre ayant peu de valeur, les serfs payaient, en général, une redevance en bloc par tête, et en cultivaient autant

qu'ils le voulaient; il fallait arbitrairement leur désigner des lots de terre, mais il paraissait très-difficile de les évaluer. Les députés des nobles représentèrent cette dernière difficulté comme insurmontable et parvinrent à faire adopter la règle que les redevances existantes serviraient de base au prix de rachat. Cette victoire était injuste et devint funeste aux paysans. Elle était injuste, parce que les redevances existantes étaient payées non-seulement du produit de la terre, mais aussi de celui de la profession que les paysans exerçaient, soit dans leurs villages, soit dans les villes; ils payaient aux seigneurs comme licence pour ces professions un montant annuel fixe, appelé »obrok." En tenant compte de cette redevance en fixant le prix des terres, on forçait les paysans à payer la libération de leur personne, en contradiction avec le noble principe de la loi d'émancipation. Comme conséquence de cette transgression de l'esprit de la réforme, la possession du sol, au lieu d'assurer l'existence du paysan, lui devint en beaucoup de régions une charge, entraînant plus de dépenses en impôts et annuités de rachat que le produit brut de la terre.

L'abolition du servage et le rachat de la terre par les paysans furent définitivement réglés par le manifeste et la loi du 19 février 1861. Nous ne pouvons pas entrer dans les nombreux détails de cette loi, mais devons nous borner à donner une esquisse des stipulations principales de l'arrangement financier de l'opération, sans même mentionner les stipulations spéciales pour plusieurs contrées du vaste empire.

Comme base des arrangements entre les seigneurs et les paysans il fut inscrit, par des commissions gouvernementales, dans un livre de possession pour chaque bien et pour chaque commune, les lots de terre à céder aux paysans à titre perpétuel, et les redevances dues par contre aux seigneurs; l'un et l'autre en conformité avec les stipulations spéciales de la loi d'émancipation pour le gouvernement en question.

Les paysans furent obligés à payer aux seigneurs les redevances stipulées, tant qu'un accord pour le rachat ne fut pas intervenu. Les paysans ne pouvaient pas forcer le rachat, mais les seigneurs avaient le droit de l'exiger. Dans ce cas le montant des redevances, porté dans le livre de possession, était à capitaliser à 6 %, et de ce capital le seigneur devait sacrifier $\frac{1}{5}$, tandis qu'il recevait les autres $\frac{4}{5}$ ou 80 % de l'Etat. Les paysans libérés envers les propriétaires devenaient débiteurs de l'Etat et devaient rembourser le capital déboursé en 49 annuités de 6 %. C'est de cette manière que la très-grande majorité des contracts de rachat ont été conclus, et c'est seulement grâce à ce concours de l'Etat que l'opération a été possible.

Emprunts pour le rachat. Le Gouvernement avait fixé le maximum des prêts de rachat à accorder à un milliard de roubles. Il ne pouvait pas être question de payer une pareille somme en monnaie, de sorte que l'Etat dut émettre des obligations dans ce but. On créa par conséquent:

1°. Des certificats de rachat 5 %, nominatifs, dont le transfert fut rendu difficile par plusieurs formalités à remplir.

2°. Des certificats de rachat $5\frac{1}{2}$ % pour certaines catégories de propriétaires.

3°. Des billets de banque, II[e] émission, 5 %, nominatifs ou au porteur, amortissables au pair en 37 ans, tandis que l'amortissement pouvait être accéléré par des tirages au pair ou des achats au cours du jour.

Ces trois valeurs furent donnés en paiement au pair, indépendamment du cours du jour, qui, dans les premières années surtout, était bien inférieur à la valeur nominale.

Comme on craignait qu'une grande émission de billets de banque n'influençât trop le cours de la bourse pour ce papier et pour les autres valeurs du Gouvernement, la loi d'émancipation stipula que les Billets de Banque ne seraient donnés aux propriétaires qu'autant que ce mode de paie-

ment serait expressément stipulé dans les contrats de rachat (c. à. d. pour les montants que l'administration du rachat approuverait), et pour les montants au-dessous de R. 300. Pour le solde des paiements, l'administration donnait des certificats de rachat, qui par leur nature constituaient plutôt une rente à la charge de l'Etat qu'une valeur réalisable au marché. En outre, l'Etat n'avait pas à payer aux propriétaires le montant entier des contrats pour lesquels il accordait son assistance. Un très-grand nombre de propriétaires avaient hypothéqué leurs biens chez les institutions de crédit, travaillant sous le patronage de l'Etat, et l'administration du rachat avait à déduire ces dettes du montant à payer aux propriétaires débiteurs. Cette circonstance donna lieu à une autre mesure, ayant la tendance d'accélérer le rachat. Deux années après la promulgation de la loi, il fut accordé aux institutions de crédit en liquidation le droit de forcer le rachat dans les deux cas suivants: 1°. Si un bien hypothéqué avait été mis en vente publique à deux reprises différentes sans trouver d'acheteur; 2°. Si deux annuités d'une dette, fixée seulement sur des terrains assignés aux paysans, étaient restées en souffrance.

La révolte de Pologne en 1863 provoqua une mesure d'exception pour une partie de l'Empire. Dans les provinces occidentales le rachat fut rendu obligatoire à des conditions favorables pour les paysans, et les propriétaires ne recevaient pas de certificats de rachat, mais seulement les intérêts du capital de rachat au taux de $5\frac{1}{2}$ %.

Comme en 1875 une dépréciation des Billets de Banque ne paraissait plus à craindre, même en cas d'émissions plus fortes, l'administration du rachat cessa l'émission de certificats de rachat. En outre, on commença la conversion des certificats 5 % en Billets de Banque 5 %, tandis que depuis 1874 les Certificats $5\frac{1}{2}$ % sont amortis graduellement par des tirages au pair et par des achats à la bourse. En

suite de ces mesures il ne reste presque plus de Certificats en circulation, et la dette du fonds de rachat se compose, outre la dette aux anciens établissements de crédit en liquidation, de 5 % Billets de Banque IIe Emission et de Rente $5\frac{1}{2}$ %.

L'Etat, s'interposant entre les propriétaires-seigneuriaux et les paysans, avait à recevoir dorénavant les redevances des derniers, fixées à 6 % du capital de rachat et payables pendant 49 ans. Suivant les stipulations de la loi, les paysans deviendront, après l'expiration de cette période intermédiaire, libres possesseurs des terrains à eux assignés, et ont le droit de se libérer plus tôt en payant par anticipation les annuités non-échues.

Les paiements de rachat des paysans servaient, suivant les stipulations de la loi d'émancipation, en premier lieu au paiement des intérêts et de l'amortissement obligatoire des Billets de Banque IIe Emission et des Certificats de rachat, ainsi qu'au service des anciennes dettes des propriétaires aux institutions de crédit, retenues du capital de rachat payé. Le solde se versait dans un capital de réserve de l'opération du rachat, destiné à couvrir les dépenses de l'administration du rachat et les pertes résultant de l'opération. En outre, la direction centrale de l'institution de rachat fut autorisée à employer, avec l'approbation du ministre des finances, une partie de ce capital de réserve à un amortissement supplémentaire des Billets de Banque et des autres valeurs émises, soit par voie de tirage au pair, soit par voie d'achat au cours du jour. En général il fut calculé que des six pour cent d'annuités payés par les paysans :

5 % étaient destinés au paiement des intérêts.

$\frac{1}{2}$ » à l'amortissement.

$\frac{1}{2}$ » à couvrir les frais de l'opération.

Recouvrement des annuités. Pour le recouvrement, les annuités des paysans furent assimilées à l'impôt de capitation. Les administrations gou-

vernementales réclament ces redevances, non des débiteurs individuels, mais des communes de paysans qui les repartissent parmi leurs membres à raison des lots de terrain alloués. Comme les membres de la commune sont solidairement responsables vis-à-vis le fisc, elle fait son possible pour contraindre les paysans individuellement à payer leurs redevances, et les organes du Gouvernement, par l'entremise de la police, ont souvent employé les mesures les plus rigoureuses pour exécuter les membres des communes restés en défaut. Malgré cela, des arriérés se sont déjà produits dans les premières années et n'ont fait que s'accroître; dans les dernières années surtout, l'augmentation a été très-forte, de sorte que le total des arriérés atteignit le 31 décembre 1882 62,1 % du total de l'annuité; dans quelques gouvernements les arriérés accumulés s'élevaient à 100 et même 200 % des rôles courants. Avec le système de solidarité des membres de la commune rurale, une pareille situation est la meilleure preuve que les charges imposées sont trop lourdes. Des exécutions judiciaires trop sévères ne peuvent qu'aggraver les pertes du Trésor sous ce rapport. Les paysans pauvres ne possédent rien, excepté un cheval de labour et les instruments aratoires les plus nécessaires; si la police en ordonne la vente, elle met ces paysans dans l'impossibilité de cultiver leurs terres, de gagner de quoi payer les impôts et de suffire à leur propre existence. Même des mesures moins rigoureuses forcent les paysans à vendre en automne le blé qu'ils ont moissonné et à le racheter au printemps à double prix, pour pouvoir manger ou ensemencer leurs champs. Encore pour trouver les moyens nécessaires doivent-ils vendre leur travail ou leur moisson future à vil prix, ou bien contracter chez les juifs les dettes à des taux usuraires. La situation économique de la population rurale a été reconnue par une commission gouvernementale comme insuffisante dans tous les gouvernements et comme affreuse

dans plusieurs contrées. Les principales causes de cette ruine sont les fautes dans les stipulations de la loi dont nous avons parlé plus haut: insuffisance des lots de terre alloués au Sud et évaluation exagérée du rendement au Nord. Le seul moyen possible pour y porter remède est la diminution des contributions exigées des paysans, tant pour les impôts directs (la capitation) que pour les annuités de rachat. En outre, il est visiblement illusoire de compter sur le paiement des arriérés accumulés dans les districts pauvres, et il serait désastreux d'en exiger le remboursement; il paraît donc désirable de les biffer ou au moins d'en distancer le paiement. Après que la question eut été traitée dans une foule innombrable d'articles et de livres pendant plusieurs années, et eut été examinée par plusieurs commissions, le Gouvernement s'est rangé de cet avis. Nous traitons dans une autre partie de ce livre de l'abolition graduelle de l'impôt de capitation; ici nous n'avons qu'à parler de l'allégement des annuités de rachat.

La loi du 28 décembre 1881 contient les stipulations suivantes:

1. A partir du 1 juillet 1882 les annuités de rachat seront réduites de R. 1,— par âme de révision. *) La moins-value de ce chef est evaluée à	7½	millions.
2. Dans les contrées les plus éprouvées, il sera accordé des diminutions supplémentaires des annuités jusqu'à concurrence de . . .	4½	»
soit ensemble une moins-value annuelle de .	12	»

Les moyens pour la couvrir sont les suivants:

*) Les âmes de révision sont les individus mâles, constatés dans chaque commune rurale lors du dernier recensement en 1858. Leur nombre sert de base à la répartition des impôts et annuités par commune.

a) Contribution du fonds de réserve de l'opération de rachat (équivalent approximatif des intérêts de ce fonds)	2 millions.
b) Contribution du fonds de réserve de la liquidation des anciennes institutions de crédit *)	7 »
c) Contribution sur le budget ordinaire de l'Etat (ministère des finances)	3 »
ensemble	12 »

Le manifeste publié lors du couronnement de l'Empereur Alexandre III, le 15 mai 1883, accorde la remise de tous les arriérés surpassant les rôles annuels, et ordonne de n'exiger le paiement des autres arriérés que pour un cinquième de leur montant par année.

Ces deux mesures de justice et de clémence seront certainement d'une bonne influence sur l'état économique de la classe rurale de l'Empire, mais il faut regretter qu'elles n'aient pas été prises plus tôt, lorsque la ruine des familles de paysans et des communes rurales n'avait pas encore pris de si fortes proportions, et on doit douter qu'elles soient suffisantes. La commission de 1881 avait jugé nécessaire une remise de $10\frac{1}{2}$ millions annuellement, partagée entre les contrées les plus pauvres. Le Gouvernement n'a accordé que $4\frac{1}{2}$ millions pour les soulagements partiels supplémentaires, en allouant pour des raisons politiques et économiques un soulagement général d'un montant minime par tête; on ne peut donc pas s'attendre à voir les arriérés cesser. Il faut espérer que l'abolition graduelle de l'impôt de capitation atténuera l'insuffisance des dégrèvements mentionnés.

Achèvement de l'opération. Une autre mesure importante fut prise par la même loi du 28 décembre 1881. Malgré que vingt années se fussent écoulées depuis le premier contrat de rachat, 19,17 % des

*) Voir le chapître „La Banque de Russie."

paysans étaient encore temporairement obligés vis-à-vis des propriétaires. Cela tenait à ce que la loi avait seulement donné à une des parties, c. à. d. aux propriétaires, le droit de forcer le rachat. Dans les régions à terre fertile, beaucoup de propriétaires préféraient les redevances des paysans à la vente du terrain. Il fallait en finir, afin que le principe de la loi d'émancipation, décrétant que tous les anciens serfs doivent devenir propriétaires, ne restât pas lettre morte. Il fut par conséquent décrété que le rachat serait forcé à partir du 1 janvier 1883, sur les mêmes bases que celles posées pour le rachat exigé par les propriétaires seigneuriaux, c'est-à-dire aux conditions d'un paiement par l'Etat de 80 $^0/_0$ du capital de la somme de rachat et en billets de banque 5 $^0/_0$. Cette mesure nécessaire constituait une perte pour beaucoup de propriétaires. Afin de l'adoucir, le manifeste impérial du 15 mai 1883 accorda aux propriétaires une bonification d'un douzième du capital de rachat, en portant les intérêts et l'amortissement de ce paiement supplémentaire à la charge du fonds de réserve de l'opération de rachat.

Nous avons exposé ci-dessus les dernières réformes introduites dans l'opération du rachat, telles que les lois et manifestes les prescrivent. Il paraît cependant suivant les comptes-rendus que l'exécution en a été très-lente. Au lieu des 12 millions de réductions, calculées comme conséquence de la loi du 28 décembre 1881, il a été annulé sur les rôles, suivant les comptes-rendus du Contrôle de l'Empire:

en 1882 aux termes de l'oukase impérial du 28 déc. 1881	**2,245,601 r. 79 c.**
„ 1883 „ „ „ „ „ „ „ „ „	**778,960 r. 46 c.**
ensemble	**3,024,562 r. 25 c.**

soit un quart de la réduction prescrite. Cette observation se trouve confirmée par le fait que le crédit de 3 millions, inscrit sur le budget général pour l'année 1883 comme contribution à la couverture de la moins-value des annuités,

a été annulé à la fin de l'exercice, tandis qu'on ne trouve pas trace de l'autre contribution projetée, de 7 millions, sur le fonds de réserve de la liquidation des anciens établissements de crédit. Le rapport du Contrôleur n'explique pas les causes de la non-exécution du décret impérial.

L'autre grande mesure décrétée à la même date, n'a pas été non plus exécutée dans le délai prescrit. Tous les paysans temporairement obligés devaient devenir propriétaires à partir du 1 janvier 1883, mais l'opération du rachat paraît toujours continuer. Le chiffre des prêts de rachat effectués s'élevait au :

1 janvier	1882	à	762	millions.
1 »	1883	à	781	»
1 »	1884	à	826	»
1 »	1885	à	838	»

Quand on sait qu'en 1882 un cinquième des paysans n'avaient pas encore effectué le rachat, il paraît probable qu'une partie est encore à l'heure actuelle temporairement obligés. Les formalités à remplir peuvent dans une certaine mesure expliquer et excuser ce retard.

Paiement des prêts accordés.

Le paiement des 838 millions de prêts accordés s'est composé comme suit :

Dette des propriétaires fonciers aux anciennes institutions de crédit, retenue sur les paiements de rachat	312	millions.
Billets de Banque IIe Emission	247	»
Certificats de rachat.	192	»
Certificats $5\frac{1}{2}$ $^{0}/_{0}$	82	»
Versements en argent comptant	2	»
Sommes tenues à compte aux acquéreurs .	3	»
Total	838	»

Lors de la publication de la loi de l'émancipation, un montant d'un milliard de roubles a été indiqué comme

maximum des prêts à accorder aux paysans ; nous voyons que le montant réel des prêts concédés est resté au-dessous de ce maximum sans trop s'en écarter.

Recettes et dépenses en 1883.

L'effet du manifeste donné lors du couronnement, se retrouve dans une annulation sur les arriérés à percevoir en 1883 de 11,8 millions.

Dans l'année 1883, l'administration du rachat avait à recevoir, en *milliers de roubles :*

Annuités des prêts accordés		46,637
Arriérés sur les annuités		26,830
		73,467
Moins : annulations pendant l'année :		12,828
Solde à recevoir		60,639
En réalité il a été perçu :		
Sur les rôles et arriérés.	41,813	
Paiements anticipés	741	42,554
Par contre il a été dépensé :		
Intérêts des IIe Billets de Banque 5 % . . .		18,379
» » Certificats de rachat		14
» de la Rente 5½ %.		4,439
» des emprunts aux anciens établissements de crédit		13,805
Amortissement		7,829
Divers.		417
Dépenses sur les annuités		44,883
» sur le fonds de réserve pour les frais de l'administration etc.		941
Total		45,824

Ce chiffre présente vis-à-vis de celui des recettes un déficit de 3,270, soit environ trois millions, à couvrir par le fonds de réserve. Nous avons vu que les intérêts de ce fonds sont

de deux millions, de sorte que l'année 1883 a exigé une subvention d'un million environ.

Notre tableau présente un aperçu de l'histoire financière de l'opération du rachat depuis son origine, suivant les documents publiés. Il indique comme le rachat a progressé, tantôt ralentissant, tantôt accélérant sa marche; comme les chiffres des arriérés ont fait des progrès inquiétants en 1868 et dans les années 1879 à 1882; nous voyons enfin comme le fonds de réserve a reçu de larges augmentations dans la plupart des années.

Fonds de réserve.

Il serait très-intéressant de nous former une opinion sur le résultat définitif de l'opération pour le Trésor, mais les documents nous manquent. La première chose à savoir ce serait de connaître la situation du fonds de réserve, mais elle n'est pas établie et ne le sera pas de si tôt. Le rapport du Contrôleur pour 1882 dit à ce sujet:

»Il a été dit dans le rapport de 1881 qu'à la suite de »l'entente intervenue entre le ministère des finances et le »Contrôle de l'Empire relativement à l'établissement d'un »compte général détaillé de l'opération de rachat et du mou»vement de son fonds de réserve depuis l'ouverture du rachat, »la Banque de Russie avait entrepris une vérification de toute »la comptabilité du rachat, qui permettrait de présenter dans »le rapport de 1882 un exposé complet de la situation du »fonds de réserve.

»Ce travail, qui embrasse une période de vingt années, »est tellement vaste que, malgré l'activité avec laquelle il a »été poursuivi en 1882, il n'est pas encore terminé et que »la Banque ne peut pas encore indiquer l'époque à laquelle »il sera achevé. Le Contrôle de l'Empire se trouve donc dans »l'impossibilité de comprendre dans le présent rapport l'exposé »circonstancié de l'état du fonds de rachat, qu'il se proposait »d'y faire entrer."

Dans le rapport pour 1883 nous lisons ce qui suit:

»En ce qui concerne le mouvement du fonds de réserve »du rachat, le Contrôle n'a reçu de la Banque de Russie »que les comptes des dépenses effectuées au compte de ce »fonds; l'état détaillé de la situation de ce fonds ne pourra »être présenté qu'après l'achèvement du vaste travail qui se »poursuit actuellement, et qui ne sera terminé qu'à une »époque qu'on ne saurait encore fixer même approximative»ment."

Il faut donc attendre et nous contenter de l'observation que les personnes le mieux en état d'apprécier la situation, ont cru possible, il y a trois ans, de sacrifier les intérêts du fonds de réserve dans le but d'alléger le fardeau des paysans, sans pourtant proposer des subventions à prélever sur le capital. L'issue finale de l'opération du rachat constitue un élément inconnu de l'avenir des finances de la Russie. En tout cas, comme les rachats continuent encore, et les annuités sont de 49 ans, l'opération ne pourra guère être liquidée avant un demi-siècle. Les annuités commenceront à diminuer à partir de 1912, et alors peu-à-peu les anciens serfs, ou plutôt leurs fils et petit-fils, deviendront libres propriétaires de leurs terres, ils pourront augmenter leur bien-être et par conséquent les forces de consommation et de production de la Russie.

Inscription des recettes et dépenses au budget général de l'Empire.

A partir de l'exercice 1885 la comptabilité des affaires de rachat a été totalement modifiée; le fonds spécial a été aboli et les recettes et dépenses ont été incorporées dans le budget général de l'Empire. Le ministre des finances dans son exposé des motifs appelle cette mesure: »un nouveau »pas accompli dans la voie de la fusion successive de tous »les comptes du Trésor de l'Empire, dans le but d'établir »une plus grande régularité dans la comptabilité et dans le »contrôle." En vertu de cette réforme nous voyons figurer au budget de 1885 parmi les recettes ordinaires:

Paiements de rachat des paysans ayant appartenu autrefois aux propriétaires fonciers.

Paiements effectués par les paysans.	42,737,438	roubles.
» » » le fonds de liquidation des établissements de crédit	7,000,000	»
	49,737,438	»
et sous la rubrique: » *Recettes diverses.*"		
Sommes disponibles de l'opération du rachat	5,312,000	»
Intérêts de valeurs ayant appartenu au capital spécial de l'opération de rachat, environ	500,000	»
	55,549,438	»

La subvention de trois millions à prélever sur le budget ordinaire de l'Etat, stipulée par la loi du 28 décembre 1881, se trouve naturellement annulée en suite de l'incorporation des dépenses du rachat dans le budget ordinaire.

Parmi les dépenses du budget ont été inscrites:

Service des emprunts spéciaux pour l'opération de rachat.

Intérêts	42,475,174 r.	
Amortissement.	11,226,906	53,702,080
Avances pour l'opération de rachat (Frais d'administration)		1,479,065
		55,181,145

Les recettes et dépenses prévues sont par conséquent en équilibre, grâce à un prélèvement de 5 millions sur la réserve de l'opération de rachat. En outre, il a été inscrit parmi les ressources extraordinaires un autre prélèvement sur cette réserve de $9\frac{1}{2}$ millions de roubles. De cette manière les moyens disponibles du fonds de réserve se versent au

Trésor, et le budget ordinaire général devra dorénavant faire provision en cas d'insuffisance des recettes de l'opération de rachat pour effectuer le service des emprunts spéciaux émis, et pour payer les frais d'administration. Comme nous l'avons expliqué plus haut, il y a là un élément inconnu des budgets futurs. La divergence entre les recettes et les dépenses pourrait devenir sérieuse en cas d'une forte augmentation des arriérés en suite d'un appauvrissement continu des paysans. Le ministre des finances, d'accord avec le ministre de l'intérieur, a ordonné de cesser les mesures de rigueur pour la perception des impôts dans les districts les plus pauvres; il faut espérer que cette mesure et les autres actes de clémence dont nous avons parlé, combinés avec l'effet de moissons favorables, aideront à relever la situation économique de la population rurale.

LES FONDS SPÉCIAUX.

A la fin de l'extrait du rapport annuel du Contrôleur de l'Empire figure un chapître qui mérite plus d'attention qu'on n'y porte ordinairement. Beaucoup de personnes s'intéressant aux finances russes, seront étonnées d'apprendre qu'en dehors des dépenses inscrites au budget de l'Empire, les différentes administrations ont encore ensemble annuellement la disposition d'environ trente millions de roubles, tandis que les fonds spéciaux affectés à ces dépenses se sont accrûs de cent millions en dix ans et atteignent maintenant le chiffre considérable de 241 millions.

Administration. L'administration des fonds spéciaux se fait de deux manières différentes: ou bien ils sont administrés par les chefs des ministères, ou bien ils ont une administration spéciale, indépendante. Les fonds de la première catégorie sont tous soumis à la révision du Contrôle de l'Empire, à l'exception toutefois des ressources spéciales du Saint-Synode. Trois des fonds de l'autre catégorie entrent aussi dans les publications du Contrôle; ce sont: la dotation des invalides, celle des fonctionnaires civils émérites et le fonds de pensions du royaume de Pologne. Quant aux autres fonds qui existent sous diverses dénominations et ne figurent, ni dans les comptes budgétaires, ni dans les comptes spéciaux des administrations, il n'a pas été possible au Contrôle de l'Empire

de fixer pour eux des chiffres exacts et nous n'en savons par conséquent presque rien.

Publications. La première publication concernant les fonds spéciaux, se trouve dans le rapport du Contrôle de l'Empire pour l'année 1872. Depuis cette époque-là, le rapport (imprimé seulement en langue russe) contient l'énumération des fonds, leur inventaire au 1 janvier et au 31 décembre, les recettes et les dépenses de l'année. L'inventaire est donné sans spécification de la nature des valeurs à intérêts, mais avec indication du montant de l'argent comptant. Le rapport ne donne pas l'origine des recettes, mais il décrit d'une manière générale la nature des dépenses. L'extrait du rapport, qui se publie aussi en langue française, donne le total de l'inventaire et des recettes pour tous les fonds ensemble; quant aux dépenses, il les groupe dans certaines catégories.

Classement. Le rapport du Contrôle fait la classification des fonds suivant les ministères auxquels ils sont attachés. Ce groupement n'offre pas d'intérêt parce que les fonds sous l'administration d'un même ministère servent à satisfaire des intérêts très-hétérogènes. Le premier rapport a présenté un classement plus utile; nous le reproduisons ici en juxtaposant le montant au 1 janvier 1883 des fonds spéciaux, classé autant que possible de la même manière. Comme nous ne savons pas au juste quels fonds ont été placés par le Contrôle sous les différentes catégories, la comparaison n'a qu'une valeur approximative. Ces chiffres s'entendent pour milliers de roubles:

I. Fonds destinés a assurer le sort d'employés de l'Etat.

	1 janvier 1873.	1 janvier 1883.
Fonds de retraite de l'armée de terre . .	43,202	79,359
» » » de la marine	10,644	17,458
» » » des ingénieurs des voies de communication . .	1,164	2,044
» » » des ingénieurs des mines.	998	1,517
Dotation des invalides.	15,509	23,463
Fonds de secours des employés civils émérites.	3,688	11,092
» » » des invalides de la marine.	342	371
	75,547	135,304
II. Fonds destinés à l'instruction publique.	10,554	21,673
III. » formé du produit des exonérations de recrutement. . . .	9,485	
Fonds des casernes.		36,398
IV. Fonds général des subsistances applicable aux secours en cas de disette.	4,749	31,429
V. Fonds destiné à la construction de prisons et formé par une perception spéciale	2,280	4,961
VI. Fonds divers.	5,855	6,568
Total 216 fonds s'élevant ensemble à	108,470	
A ce montant ont été ajoutés:		
en 1873. 14 fonds pour un montant de	2,382	
» » les créances actives des fonds spéciaux s'élevant à	16,686	
» 1879 le capital d'utilité publique du royaume de Pologne. . . .	2,965	
	130,503	236,333

Dépenses. Suivant les extraits des rapports du contrôle, les dépenses effectuées au compte des fonds spéciaux se sont élevées aux montants suivants, en milliers de roubles:

	1873/1883	Moyenne par année.	1883
Pensions de retraite et secours à d'anciens employés et à des invalides.	61,787	5,617	8,164
Entretien d'établissements d'instruction, bourses et secours destinés à l'instruction . .	31,945	2,904	3,522
Secours motivés par des incendies, de mauvaises récoltes, des épizooties etc.	53,011	4,819	4,654
Service pénitentiaire	12,842	1,167	3,040
Construction et entretien d'édifices publics, églises, monuments, routes etc.	21,228	1,929	1,888
Versements au Trésor sur les revenus des fonds destinés à la construction de casernes .	7,358	669	1,809
Allocations supplémentaires à des employés et frais d'administration des fonds spéciaux	18,679	1,690	2,149
Imprimeries, laboratoires et établissements divers	17,251	1,568	1,889
Logements militaires. . . .	5,700	519	993
Hospices, asiles et autres établissements de bienfaisance .	2,625	239	214
Publications, bibliothèques et musées; primes d'ouvrages et découvertes scientifiques . .	4,223	384	494
Secours à des employés et à des familles d'employés . .	3,685	335	383
Dépenses diverses et virements.	3,379	307	245
Primes aux remplaçants militaires	7,946	722	
Total des dépenses	251,659	22,878	29,444

Recettes. Les recettes par contre se sont élevées:

en 1873/1883 à. 362,158
soit en moyenne à 32,923
et en 1883 à 34,115

Il y a excédent des recettes sur les dépenses
en 1873/1883 d'environ . . . . 110½ millions,
soit en moyenne annuellement de . . . . 10 »
et en 1883 de . . . . 4¾ »

Voici le tableau des recettes et dépenses totales dans la période 1873/1883, en millions de roubles:

	Recettes.	Dépenses.	Excédent.
1873	32	16,6	15,4
1874	34,2	17,4	16,8
1875	23,5	15,8	7,7
1876	27,3	17,2	10,1
1877	32,7	18,5	14,2
1878	29,4	23	6,4
1879	34,9	24	10,9
1880	38	31,4	6,6
1881	42,8	30,8	12
1882	33,3	27,6	5,7
1883	34,1	29,4	4,7
	362,2	251,7	110,5

Le montant total des fonds spéciaux au 1 janvier

1873 de	130,5	millions
a été modifié par l'excédent indiqué de . .	110,5	»
de sorte qu'au 1 janvier 1884 le montant était de	241	»

pour les 229 fonds énumérés dans les rapports du Contrôle.

Actif. Cet actif était composé de:

Encaisse en espèces	13	millions
Valeurs à intérêts	206	»
Créances	22	»
	241	»

Les détails des valeurs à intérêts ne se publient pas. Les principales créances actives se rapportaient aux fonds suivants:

Fonds des subsistances	16,9	millions
» destiné à la construction des casernes.	2	»

Règles budgétaires. Pour leur administration les fonds spéciaux sont attachés aux différents départements ministériels. La loi organique du budget oblige les chefs de ces départements à présenter chaque année, dans les mêmes délais fixés pour les budgets généraux, des budgets spéciaux pour les différents fonds. Les budgets en question doivent être examinés par le Conseil de l'Empire, spécialement à ces points de vue que les moyens soient exactement employés à la satisfaction des besoins pour lesquels ils ont été assignés, et que cet emploi ait lieu d'accord avec les lois et les règlements. L'exécution de ces budgets, qui ne sont pas publiés, est soumise au Contrôle de l'Empire.

Détails concernant les fonds principaux. Pour compléter notre exposition, nous allons énumérer les fonds spéciaux dont le montant atteint plus d'un million de roubles, avec indication des recettes et dépenses en 1882.

	1882 Recettes.	1882 Dépenses.	Solde 1 janvier 1883.
Fonds de retraite de l'armée de terre	5,571	3,608	78,696
Caisse de retraite de la marine.	1,345	785	17,327
» » » des ingénieurs des voies de communication.	229	119	2,044
Fonds des invalides. . . .	2,882	2,539	23,463
» de retraite du personnel enseignant. . . .	279	107	1,235
» » secours des employés civils.	459	255	4,794
» » retraite du Royaume de Pologne. . . .	763	691	2,961
» des gymnases militaires, formé par des contributions de la noblesse. .	97	97	2,166
» pour la construction de casernes militaires. . .	2,166	1,968	36,396
» de subsistances de l'Empire.	1,599	161	25,644
» des contributions pour l'assurance mutuelle d'immeubles en Pologne. . .	2,028	3,482	1,536
Capital d'utilité publique du Royaume de Pologne. . .	132	—	3,483
Fonds des comités des prisons.	1,530	1,430	2,372
» des contributions pour les prisons	305	690	2,581
» de contributions pour le transport de bétail. . .	405	269	1,242

La première place parmi les fonds spéciaux est occupée par les différents fonds servant à assurer des pensions à d'anciens militaires et à des employés civils en retraite. Bien que les dépenses de cette catégorie se soient presque doublées en dix ans, les fonds dont nous parlons sont dans un état très-florissant et s'agrandissent continuellement par des

reliquats considérables. Ces fonds ont été formés primitivement par le prélèvement de sommes déterminées sur les fonds généraux du budget et sur les fonds spéciaux à la disposition du Gouvernement. Ils sont entretenus maintenant par des retenues sur les traitements civils et militaires, par leurs intérêts et par des donations privées. Le fonds de retraite de l'armée de terre reçoit chaque année du Trésor une somme d'environ 2,600,000 roubles, qui figure parmi les dépenses du ministère de la guerre sous les dénominations suivantes :

Retenues sur les traitements, gratifications etc.	R. 2,313,000
Intérêts de la dotation du fonds de R. 7,500,000.	» 300,000

En outre de cette subvention du fonds de retraite, le Trésor dépense annuellement pour pensions militaires environ neuf millions de roubles.

En tout le Trésor paie directement pour pensions et secours à des employés civils et militaires, soit actifs, soit en retraite, et à leurs familles, suivant le budget pour 1885 :

Ministère de la Guerre. Récompenses et secours		2,328 m. roubl.
» » » Marine. » »		484 » »
» des Finances. Pensions et secours aux employés militaires et civils des différentes administrations, et à des veuves et des orphelins.		28,005 » »
Total . .		30,817 » »
Les fonds spéciaux ont ajouté en 1883 :		
Pensions de retraite et secours à d'anciens employés et à des invalides . , ...	8,164	
Secours à des employés et à des familles d'employés	383	
		8,547 » »
		39,364 » »

de sorte que les fonds spéciaux ajoutent 27 $^0/_0$ aux dépenses inscrites sur le budget, et contribuent pour $21\frac{3}{4}$ $^0/_0$ au chiffre énorme de trente-neuf millions de roubles: total des dépenses annuelles pour pensions et secours de différentes natures.

Après les fonds de pensions, c'est celui des secours en cas de calamités publiques dont les dépenses s'élèvent au chiffre le plus considérable.

Il sert à faire des dons ou à accorder des prêts en cas de mauvaises récoltes, d'épizooties etc. et dépense pour ce but suivant les circonstances de quatre à neuf millions par an. Ce fonds participe pour 17 millions dans les 22 millions de créances actives, existantes au commencement de 1884. Il s'entretient par ses propres intérêts et par des donations.

Les dépenses sur les fonds destinés à l'instruction publique ont presque doublé en dix ans et augmentent de 18 $^0/_0$ les dépenses inscrites sur le budget pour le ministère de l'instruction publique. Entretenus en partie par des contributions scolaires, mais surtout par des donations et par leurs intérêts, ces fonds servent à accorder des bourses et secours, et à entretenir des établissements d'instruction.

Le fonds formé sur le produit des exonérations de recrutement servait sous l'ancien système militaire à payer les primes des remplaçants. Après l'introduction du service obligatoire en 1874, ce fonds avait perdu toute utilité; il paraît qu'il a été transformé alors en fonds pour construction de casernes militaires, qui existe maintenant. Si nous faisons l'addition des sommes dépensées en 1882 pour la construction de casernes et pour les logements militaires, nous trouvons que les fonds spéciaux y participent pour environ 23 $^0/_0$.

Les fonds destinés à la construction de prisons, augmentent

d'environ 25 % les dépenses inscrites au budget du ministère de l'intérieur pour le service pénitentiaire.

Utilité. En tout, les dépenses des fonds spéciaux ont atteint en 1883 environ 4 % des dépenses ordinaires sur le budget. Les fonds spéciaux sont donc de précieux auxiliaires pour différents services, et sans eux les déficits du budget ordinaire seraient bien plus considérables. L'action bienfaisante de quelques fonds est manifeste, tels que le fonds de secours en cas de calamités publiques et ceux pour assister l'instruction, formés et entretenus principalement par des dons de particuliers et de corporations; il y a peu d'objections à faire à l'existence séparée de ces fonds. Il en est tout autrement de ceux servant à la construction de casernes et de prisons. Ils ont été formés et s'entretiennent en partie par des perceptions diverses, par une espèce d'impôts: voici donc à côté du budget général, des budgets spéciaux pour différents services. La même chose peut être reprochée plus ou moins aux fonds qui servent à l'entretien des édifices publics, des imprimeries et laboratoires de l'Etat, des publications des musées etc. Les dépenses imputées sur ces fonds, servent à satisfaire aux besoins d'institutions d'Etat et devraient par conséquent figurer au budget général.

Le système de revenus spéciaux de l'Etat affectés à des besoins spéciaux, a été abandonné dans ce siècle par presque tous les pays civilisés, et pour de bonnes raisons. D'abord ce système produit des insuffisances d'un côté et des excédents d'un autre, tandis que l'union des recettes aurait peut-être suffi pour satisfaire à tous les besoins. Puis l'abondance de revenus pour certains services produit facilement le gaspillage, et l'administration est rendue plus embrouillée et plus coûteuse. Par les fonds spéciaux la Russie entretient un système mixte, car plusieurs services puisent, et dans des revenus généraux, et dans des revenus spéciaux.

Nous avons vu que le Trésor verse annuellement un mon-

tant de $2\frac{1}{2}$ millions environ dans la caisse de retraite de l'armée, et que cette caisse devient toujours plus importante, principalement à cause de ces versements. Ils ont lieu comme contrevaleur de retenues sur les traitements militaires, mais l'utilité de cette retenue est très-douteuse. Les militaires préfèreraient certainement des traitements moins élevés, mais sans retenue pour le fonds de retraite, et il paraît plus correct de considérer les versements annuels comme contributions du Trésor. Mais alors il se présente le fait curieux que, tant que les déficits ordinaires durent, le Gouvernement emprunte d'une main pour placer ces millions de l'autre main en valeurs à intérêts. En 1882, l'Empereur avait ordonné de faire contribuer les fonds de retraite pour un million aux besoins du budget, afin de couvrir le déficit, mais pour des motifs que nous ignorons, l'imputation en question n'a pas pu avoir lieu.

Réformes possibles. Il nous paraît que des réformes fructueuses seraient possibles. On ne peut pas supprimer tout simplement les fonds spéciaux. Les donations (et leurs intérêts) doivent naturellement rester affectées aux dépenses spéciales pour lesquelles les donateurs les ont désignées. Les prélèvements sur les traitements de certaines classes d'employés avec le but défini de leur procurer des pensions ou secours, ne peuvent pas être versés au Trésor sans garantie spéciale équivalente pour la satisfaction des besoins auxquels ils sont destinés. Admettons même qu'il soit désirable d'affecter des capitaux spéciaux au service des fonds de retraite, pour assurer la continuation des pensions accordées, quelles que soient les revenus ordinaires du Trésor. Mais quant aux autres fonds et au surplus du nécessaire des fonds de retraite, il paraît désirable de verser leur montant au Trésor, en augmentant par contre les chapitres du budget général avec les dépenses jusqu'ici supportées par les fonds supprimés, autant que ces dépenses seront jugées véritablement nécessaires.

Une autre réforme pourrait être ajoutée à la précédente. D'après des nouvelles publiées dans les journaux, il en a été question, il y a quelque temps, mais il paraît que jusqu'ici la mesure n'a pas été exécutée. Il s'agit de la réalisation ou amortissement d'une grande partie des valeurs à intérêts reposant dans les portefeuilles des différents fonds, en les remplaçant par de la rente perpétuelle à la charge de l'Etat, pour un revenu annuel égal. De cette manière l'Etat pourrait amortir un montant considérable des anciens emprunts et par conséquent être soulagé d'une partie de l'amortissement obligatoire qui constitue une si lourde charge pour le budget russe.

Ces mesures s'appliqueraient à de fortes sommes. Nous avons vu que les fonds spéciaux possèdent actuellement des valeurs à intérêts pour plus de deux cents millions de roubles. S'il était possible d'amortir des obligations d'emprunts à terme pour une centaine de millions, l'effet sur le crédit de la Russie serait excellent. En cas de suppression de certains fonds spéciaux, le service annuel de la dette serait réduit, et par contre les dépenses de différents ministères seraient augmentées. Il est très-probable qu'il serait possible de faire des économies assez importantes sur les dépenses jusqu'ici prélevées sur ces fonds et sur les frais d'administration. En outre, le budget profiterait probablement d'une bonne partie du reliquat de dix millions de roubles environ qui vient, suivant le système actuel, augmenter annuellement le montant total des fonds spéciaux.

Les réformes introduites par M. de Bunge dans l'administration des finances, donnent droit d'espérer des mesures dans ce sens. Dans son rapport sur le budget de prévision pour l'exercice 1885, il appelle la fusion des sommes de l'opération du rachat avec les ressources du Trésor: »un nouveau pas »accompli dans la voie de la fusion successive de tous les »comptes du Trésor de l'Empire dans le but d'établir une

»plus grande régularité dans la comptabilité et dans le »contrôle.'' Actuellement il n'y a plus d'autres comptes séparés du Trésor que les fonds spéciaux dont nous avons parlé dans ce chapître; chaque pas de plus dans la voie indiquée doit avoir trait à ceux-ci.

RÉSUME.

Dans les chapitres précédents nous avons examiné en détail les différents éléments de la situation financière de la Russie; il ne nous reste qu'à résumer les résultats auxquels nous sommes arrivés.

L'étude du budget de la Russie repose principalement sur celle des rapports annuels très-détaillés du Contrôle de l'Empire — rapports méritant toute confiance. Pour l'année budgétaire en cours et pour le dernier exercice écoulé, nous avons comme documents les budgets de prévision et les publications des recettes mensuelles, mais les évaluations des budgets provisoires n'offrent pas une base très-solide pour apprécier les résultats réels de l'exercice.

La législation budgétaire est bien réglée et paraît offrir toutes les garanties qui sont possibles dans une monarchie absolue. Plusieurs améliorations ont été introduites ces dernières années dans l'administration et dans les documents publiés, mais d'autres restent à faire, surtout l'introduction de la comptabilité en partie double.

Le classement des recettes et dépenses se fait d'une manière conforme à leur nature réelle. Les dépenses dites extraordinaires peuvent logiquement être couvertes par voie d'emprunt, car elles ont exclusivement rapport aux frais de

guerre extraordinaires et à la construction de chemins de fer et de ports.

Les dépenses ordinaires ont augmenté de 38 $^0/_0$ dans la période décennale 1875/1884 et ont doublé dans les derniers vingt ans. La forte augmentation de deux cents millions de roubles en dix années provient pour la moitié de l'accroissement du service de la dette. La guerre d'Orient y a contribué pour environ soixante-dix millions. Les autres cent millions d'augmentation de dépenses s'expliquent en partie par la diminution de la valeur du rouble, en partie par la croissance générale des dépenses que nous observons dans tous les pays.

Les recettes se sont accrues environ dans la même proportion que les dépenses, de sorte que malgré les nouvelles charges occasionnées par la dernière guerre, le total des déficits des budgets ordinaires dans la période 1874/1883 n'a pas surpassé 110 millions. Avant la guerre la situation était très-florissante, mais après 1879 le surcroît du service de la dette, les allégements accordés aux classes inférieures de la population, la crise dans l'agriculture en suite des changements survenus dans la production des blés, le malaise général ont empêché l'équilibre du budget.

Le déficit annuel peut actuellement être évalué à vingt millions environ, trois pour cent du budget. Une augmentation de la consommation d'eau-de-vie ou de bonnes recettes des chemins de fer peuvent le faire disparaître, mais une mauvaise moisson peut le doubler. Avant que les ressources n'augmentent de manière à balancer les dépenses effectives, le budget ne sera pas dans une situation saine et régulière. L'imposition directe des classes inférieures non seulement ne peut pas être augmentée, mais, malgré les déficits, on a reconnu la nécessité de l'abolir entièrement. Une élévation ultérieure des droits d'entrée paraît impossible pour la plupart des articles, mais le rendement des accises

et les paiements des compagnies de chemins de fer s'accroîtront probablement par un contrôle plus efficaces les classes supérieures peuvent être soumises à des impôts directs. L'équilibre du budget ordinaire paraît facile à atteindre en cas d'une amélioration de la situation économique de la population. Sans cette amélioration, l'abolition du déficit restera difficile et exigera de nouveaux impôts, parce qu'elle doit s'accomplir en même temps que celle de la capitation des paysans.

Le remboursement de la dette du Trésor à la Banque exigera encore quatre fois la création d'une valeur de cinquante millions de roubles en rente 5 $^0/_0$, soit en tout une augmentation du service de la dette d'environ dix millions. La construction des chemins de fer et en premier lieu celle de la ligne de Sibérie, nécessitera de nouveaux emprunts, mais pas dans une si forte mesure que dans les années 1870/1875. On peut espérer par contre que peu-à-peu, en suite de l'augmentation du trafic et d'un contrôle plus sévère, les lignes existantes exigeront de moins grands sacrifices annuels de la part du Trésor, et rembourseront au moins une faible partie de ses avances qui surpassent en tout la somme d'un milliard.

La dette à intérêts s'élève à 4,249 millions de roubles papier, celle sans intérêts à 745 millions, en tout cinq milliards. Le chiffre de la dette continuera à croître, mais non pour le montant entier des nouveaux emprunts, car il se réduit annuellement d'environ quarante millions par l'amortissement obligatoire et l'amortissement facultatif, exigeant ensemble un sixième des sommes assignées pour le service de la dette.

Le change constitue un des éléments les plus importants de la situation économique de l'Empire, mais son influence sur les finances n'est pas si grande qu'on le croit généralement. L'influence directe du change sur le budget par les

sommes requises pour le paiement des intérêts sur les emprunts métalliques, se trouve presque balancée par le rendement des droits d'entrée, payables en or. Le change dépend d'une multitude de causes différentes, mais surtout de la situation politique, de la quantité de papier-monnaie en circulation, du commerce extérieur en marchandises et en fonds publics, ainsi que de l'émission d'emprunts avec participation de l'étranger. La situation du bilan des paiements de la Russie, abstraction faite des émissions et du mouvement en valeurs publiques, paraît devoir empêcher une hausse de la valeur du rouble.

Le flux et le reflux des valeurs russes décident principalement en temps ordinaires la marche du change, et cette marche se trouve soit accélérée, soit retardée par l'action de la spéculation berlinoise en billets de crédit.

Une amélioration lente et constante de la valeur du rouble est à désirer dans l'intérêt des finances russes, mais une hausse subite et forte aurait des conséquences très-fâcheuses pour l'agriculture et l'industrie. Tous les changements brusques sont en outre nuisibles au commerce. Le rétablissement de la valeur métallique du rouble, sans être impossible, ne saurait se réaliser dans un avenir rapproché, mais le cours forcé et la prime de l'or peuvent très-bien être accompagnés d'un développement constant du bien-être de l'Empire et d'un budget en équilibre, pourvu que les oscillations du change soient modérées et que la tendance soit favorable.

Le Gouvernement doit s'abstenir de toute action pour faire hausser le change, et plutôt ralentir qu'accélérer les améliorations qui se produisent par des causes temporaires. Tant que le ministère des finances sera sous la gestion de M. de Bunge on n'a pas à craindre des tentatives risquées, des mesures actificielles, comme la Russie en a essayé autrefois.

La construction du réseau actuel des chemins de fer a

coûté au Trésor la somme d'un milliard, et le service des sommes empruntées exige annuellement cinquante millions, 7 % du budget. Chacun des systèmes suivis jusqu'ici, a coûté très-cher. Il est à espérer que le retour au système de la construction et de l'exploitation des chemins de fer par l'Etat lui-même, prouvera une amélioration en comparaison de celui des garanties et subsides. On peut en outre s'attendre à voir les résultats de l'ancien système devenir moins onéreux pour le Trésor en suite des réformes opérées, bien qu'ici, comme toujours en Russie, les meilleures stipulations légales puissent être neutralisées par une application défectueuse. Mais malgré son coût exagéré, le réseau actuel des chemins de fer doit être considéré comme un grand bienfait pour le pays. Une meilleure réglémentation du trafic et des tarifs et la construction de chemins de fer locaux pourront accroître de beaucoup le rendement net; en général, les recettes sont plutôt en progression. A l'avenir les compagnies pourront probablement rembourser une partie des dépenses du Trésor pour leur compte, et l'échéance de leurs concessions assurera vers la moitié du siècle prochain un capital important à l'Etat.

L'émancipation des paysans a nécessité une grandiose opération financière, admirablement conçue mais imparfaitement exécutée. A l'heure actuelle, presque tous les anciens serfs sont libérés de leurs obligations pécuniaires vis-à-vis leurs ci-devant seigneurs et en train de devenir libres propriétaires des champs qu'ils cultivent. Le Trésor a avancé pour ce rachat un capital de 850 millions, et paie actuellement en intérêts et amortissement 50 millions, qu'il doit recouvrer par les annuités des paysans. Le résultat final de cette opération gigantesque ne peut pas encore être fixé; l'évaluation incorrecte de la valeur des lots de terre cédés, a ruiné une partie de la population rurale et le Gouvernement a dû alléger son fardeau. Il est possible que le Trésor se

voie encore forcé de faire des sacrifices pour parfaire les intérêts des emprunts conclus.

La Banque de l'Etat a défrayé, sur ses bénéfices nets, de grandes dépenses qui autrement seraient venues à la charge du Trésor; elle liquide les obligations résultant des opérations faites par ses prédécesseurs, les anciens établissements de crédit; elle contribue à l'allégement du fardeau porté par la population rurale, et en outre elle a rendu et rend continuellement d'énormes services au Trésor, au commerce et à l'industrie.

Les fonds spéciaux, attachés aux différents ministères, possèdent ensemble un capital de 240 millions de roubles et ajoutent annuellement 30 millions aux sommes dépensées en vertu de crédits budgétaires.

Les finances de la Russie ont dû répondre dans les dernières trente années à d'énormes exigences. Deux grandes guerres ont englouti ensemble un et demi milliard de roubles, la création des chemins de fer et leur entretien ont exigé encore un et demi milliard et le Trésor a prêté 850 millions aux paysans. En outre, les besoins de l'administration de l'immense empire ont été en forte croissance. Dans ces circonstances la dette a nécessairement augmenté presque sans arrêt jusqu'au chiffre actuel de cinq milliards nominal.

Si la Russie a pu faire face aux charges résultant de ces énormes dépenses, elle le doit au développement économique remarquable de l'Empire, démontré par les chiffres suivants.

	Valeur en roubles.		Valeur en roubles.	
Production agricole *)	1850	840 mill.	1880	2050 mill.
» des fabriques **)	1855	156 »	1879	774 »

*) D'après Dr. Hermann Grothe: „Die Hauptmomente der wirthschaftlichen Entwicklung Russlands." Suivant les calculs très-détaillés de F. Matthaei la production agricole atteint sans le produit des forêts et de quelques autres branches actuellement trois milliards par an.

**) Suivant une publication officielle.

	Valeur en roubles.	Valeur en roubles.
Commerce extérieur	1863 309 mill.	1879 1215 mill.
Effets escomptés par la Banque	1855 9 »	1879 417 »

Dans les dernières années ce mouvement s'est ralenti. L'agriculture passe par une crise à cause de la concurrence victorieuse de l'Amérique, des Indes et de l'Australie pour l'exportation de froment. La situation est sérieuse et les conditions économiques de la population rurale sont déplorables en beaucoup de provinces, mais la crise paraît pouvoir être conjurée par une culture plus scientifique, par des réformes dans la préparation et le transport des blés et par d'autres mesures capables d'élever le produit net de la terre. Le Gouvernement tâche d'aider par la création d'institutions de crédit foncier à bon marché pour les différentes classes de propriétaires.

L'industrie a pris son essor énorme dans la période 1870–1880, grâce aux droits protecteurs et à la baisse du change. Ces stimulants ont perdu leur force, le bien-être général s'est affaibli et l'industrie languit. Cependant, la qualité des articles produits s'est améliorée et la population croissante de l'Empire lui assure un énorme débouché. L'industrie minière se développe et paraît avoir un grand avenir.

Le commerce se ressent du malaise dans les autres branches de l'activité nationale et reste stable; les fréquentes élévations des droits d'entrée l'oppriment. Avec une augmentation de la production ou une hausse du prix des grains à l'étranger, les chiffres des entrées et sorties s'élèveraient immédiatement.

En général, les dernières années ont marqué un temps d'arrêt dans le développement économique de l'Empire. Les changements survenus dans le commerce des blés et l'appauvrissement d'une partie de la population rurale, forment les côtés les plus noirs de la situation; mais la production est susceptible d'une grande augmentation. En Russie les créations

et les réformes ne s'opèrent pas lentement, mais par secousses; un nouvel essor peut vite remettre les finances dans l'état florissant des années 1870/1875. Le plus grand malheur pour la Russie — considéré d'un point de vue financier — serait une lutte avec une des grandes puissances européennes. L'exemple de la dernière guerre d'Orient a montré ce qu'une guerre, même victorieuse, peut coûter. La situation politique intérieure, qui pendant des années a inspiré à l'étranger de si vives appréhensions, offre suivant nous un danger infiniment plus petit pour les finances de l'Empire. Du reste, chaque grande puissance européenne est actuellement exposée à des troubles intérieurs et à des guerres extérieures, et il y en a bien peu qui pourraient soutenir une longue lutte sans avoir recours à la presse à papier-monnaie et sans mettre le désarroi dans leurs finances.

Nous sommes arrivés au bout de notre tâche. Avec les meilleurs voeux pour la prospérité des finances de la Russie, nous nourrissons l'espoir que, sauf de grands évènements politiques, le développement des forces productives du pays et une sage gestion des finances soutiendront le change, rétabliront l'équilibre du budget et feront de plus en plus classer les valeurs russes parmi les fonds d'Etat les plus solides.

SUPPLÉMENT.

Plusieurs documents importants ont été publiés depuis le mois de septembre 1885, époque à laquelle les chapitres précédents ont été arrêtés. Nous en tenons compte dans les pages suivantes, ainsi que des nouvelles mesures législatives prises jusqu'à la fin de janvier 1886.

Comme partout dans ce livre, les dates sont indiquées en style ancien, russe, retardant de douze jours sur celui en usage dans l'Europe occidentale. Les chiffres s'entendent, sauf indication contraire, pour des roubles papier (ou crédit), dont la réduction en monnaie étrangère peut se faire approximativement dans les proportions suivantes, qui diffèrent peu des cours de change actuels :

1	rouble	papier	=	2½ francs.
1	»	»	=	2 reichsmark.
1	»	»	=	1,20 florin de Hollande.
1	»	»	=	1,25 » d'Autriche.
10	»	»	=	1 livre sterling.
1	»	»	=	0,62 rouble métallique.

LE BUDGET.

Le Budget définitif de 1884.

Le rapport du Contrôle de l'Empire sur le règlement du budget pour 1884 a paru dans les premiers jours du mois de décembre 1885. Le résultat sommaire s'exprime par les chiffres suivants:

Recettes ordinaires. . . .	R. 704,527,760
Dépenses »	» 727,902,675
Déficit du budget ordinaire.	R. 23,374,915

Le ministre des finances avait prévu un déficit de 11½ millions *(voir p. 64)*; les dépenses ont justifié ses prévisions, mais les recettes effectuées sont restées de plus de 11 millions au-dessous de l'attente. Nous en avons indiqué les causes principales en parlant des résultats des onze premiers mois de 1884 *(p. 67)*; la moins-value sur l'accise des boissons s'est encore plus accentuée dans le dernier mois (pour l'année 9½ millions de roubles), et est attribuée dans le rapport à la situation économique peu satisfaisante de la population.

Les dépenses extraordinaires pour les chemins de fer se sont élevées à 38 millions (au lieu des 24½ millions prévus) qui ont été imputés, ainsi que les 23 millions de déficit, aux recettes extraordinaires suivantes: *(p. 64 et 80)*.

Indemnités de guerre	2½	millions
Réalisation de bons du Trésor	15	»
Sommes provenant de la Rente en or 6 %	31	»
» » des VIIes Consolidées 5 %	125	»
Reliquat disponible du budget de 1880 .	4½	»
Total	178	»

de sorte qu'un solde de 117 millions est resté disponible pour les dépenses des années suivantes. Le remboursement

de 50 millions à la Banque de l'Etat a été opéré par l'émission de rentes 5 %, dont 20 millions en or et 25 millions en papier. *(p.* 192*)*.

Les crédits supplémentaires sont restés inférieurs à ceux des années précédentes, et n'ont atteint que 18 millions, soit $2\frac{1}{2}$ % du budget, tandis que les annulations se sont élevées à 14 millions — résultat fort satisfaisant. *)

Une petite modification a été introduite dans le règlement du budget. Les sommes payées à valoir sur des exercices clos *(p.* 79*)*, s'ajoutent maintenant aux dépenses de chaque ministère, au lieu d'être portées en contrepartie des reliquats disponibles.

Recettes en 1885. Nous connaissons actuellement (janvier 1886) le relevé des recettes du Trésor pendant les neuf premiers mois de 1885. Elles ont donné le résultat suivant, que nous comparons à celui de la même époque de 1884.

	1884	1885
Revenus sur le budget . . .	443 millions.	482 millions.
Arriérés rentrés	12 »	16 »
	455 »	498 »

En défalquant des recettes de 1885, 25 millions, montant des paiements de rachat qui ne figuraient pas au budget de l'année précédente, on obtient une plus-value (en comparaison de 1884) de 14 millions sur les revenus de l'année, en dehors des 4 millions d'augmentation sur les arriérés rentrés. Les recettes (en dehors des paiements de rachat) avaient été évaluées à 726 millions, soit en augmentation

*) Il ressort du rapport du Contrôle que les chiffres des crédits supplémentaires accordés jusqu'au 19 décembre 1884 (*pag.* 65), devaient s'entendre comme suit: crédits supplémentaires ordinaires: 14,9 millions, crédits extraordinaires: 11,5 millions; total 26,4 millions.

sur celles de 1884 de 21 millions de sorte que les prévisions, à ce qu'il paraît, n'ont pas été pleinement réalisées, malgré l'introduction de nouveaux impôts. Les recettes applicables au service des obligations de chemins de fer, les recouvrements de prêts, les patentes de commerce, les recettes diverses ont donné de bons résultats, mais les douanes ont fourni 6 et les boissons — 5 millions de moins que dans la période correspondante de 1884.

Ces moins-values sont d'autant plus remarquables que les recettes de ces deux sources avaient été évaluées en augmentation, et que l'année devait profiter en outre des récentes élévations des droits d'entrée. L'accise sur l'alcool et sur l'eau de vie a été portée au mois de mai dernier de 8 à 9 kopecks par degré, mais la consommation a diminué en suite de la situation peu florissante du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. *) Quant aux douanes, l'année 1885 a vu s'accomplir trois grandes modifications du tarif:

a) A partir du 1 janvier: élévation des droits sur le thé et quelques autres articles.

b) A partir du 1 juin: modification générale du tarif concernant l'importation de Finlande en Russie.

c) A partir du 3 juin: une élévation de 20 % des droits d'entrée sur la plupart des marchandises.

La première mesure seule a un caractère fiscal. Les deux autres ont en vue — ainsi l'exprime le ministre des finances dans son exposé de motifs des budgets pour 1886 — »autant la protection de la production nationale que la »limitation de l'importation de l'étranger en général pour »l'amélioration de la balance commerciale de la Russie." Le malaise général peut avoir été la principale cause de la stagnation du commerce d'importation, mais autant qu'on

*) L'élévation des droits n'a pas encore pu produire son plein effet en raison des stocks de boissons ayant payé 8 k. d'accise.

peut en juger d'après les relevés publiés, les élévations de droits paraissent avoir eu de mauvais résultats pour le Trésor.

Dépenses en 1885. Les dépenses du Trésor dans les neuf premiers mois de 1885 — déduction faite du service de l'opération de rachat — ont surpassé celles de l'époque correspondante de 1884 de 5 millions, tandis qu'elles avaient été évaluées pour toute l'année en augmentation de 2 millions. D'un autre côté nous apprenons par le rapport du ministre sur le budget de prévision pour 1886, qu'il a été accordé en 1885 des crédits supplémentaires et extraordinaires pour un total de 56½ millions, dont 29 millions pour les chemins de fer. Cette communication est doublement intéressante, parce qu'elle nous permet d'évaluer ce que les mesures extraordinaires prises en suite des complications politiques du printemps de 1885 ont coûté. Si nous déduisons des 56½ millions les 29 millions pour les chemins de fer et 15 millions, comme en 1884, pour crédits supplémentaires ordinaires, il reste un montant de 12½ millions de roubles comme coût des préparatifs de guerre.

Prévisions pour 1886. Les évaluations du budget pour 1886 ont été établies comme suit:

Recettes.

Recettes ordinaires	787,5	millions
» d'ordre	6,5	»
	794	»
Recettes provenant de contributions de guerre	3,1	»
Dépôts à perpétuité à la Banque de Russie	0,8	»
Restitution de prêts par les compagnies de chemins de fer	18	»
Sommes provenant de l'émission des VII[es] Consolidées	11,1	»
Sommes à réaliser par opérations de crédit pour la construction de chemins de fer .	45	»
Total	872	»

Dépenses.

Dépenses ordinaires de l'Etat.	813	millions
» d'ordre.	6,5	»
	819,5	»
» extraordinaires pour construction de chemins de fer et pour les ports . . .	52,5	»
Total	872	»

Il résulte de ces évaluations un déficit prévu sur le budget ordinaire de 25½ millions, un chiffre qui se rapproche beaucoup de ceux des déficits constatés lors du règlement définitif des exercices 1883 et 1884, mais qui s'écarte assez sensiblement des évaluations pour les dernières années *(p. 64 et 70)*.

Comparaison des derniers budgets. Le tableau suivant donne la comparaison des prévisions pour 1886 avec celles de l'année précédente, et avec les résultats des exercices 1883 et 1884. La forte augmentation du total est une suite de l'inscription au budget du service de l'opération de rachat. Les chiffres indiquent des millions de roubles.

Comparaison des budgets ordinaires.

	Résultats.		Prévisions.	
	1883	1884	1885	1886
Recettes.				
Impôts directs.				
Impôts personnels et fonciers. .	111	105	110	92
Patentes de commerce	21	21	26	25
Impôt sur les revenus des capitaux	—	—	—	10
Impôts indirects.				
Boissons	253	244	246	251
Accise des tabacs	19	20	20	20
» » sucres	9	12	12	18
Transp.	413	402	414	416

	Résultats. 1883	1884	Prévisions. 1885	1886
Transp.	413	402	414	416
Douanes	97	97	107	101
Droits divers	44	50	50	49
Droits régaliens	28	27½	28	28
Domaines	41	45	49	51
Paiements de rachat des paysans.	—	—	50	50
Recettes diverses.				
Paiements effectués par les compagnies de chemins de fer. .	16	26	27	38
Recouvrements de prêts . . .	17	20	16	27
Autres recettes	38	32	35	28
Recettes d'ordre	5	5	5	6
	699	704½	781	794

La diminution du produit des impôts personnels, 18 millions, provient de l'abolition définitive de l'impôt de capitation pour tous les paysans, à l'exception des anciens paysans des domaines.

Le produit des douanes a été évalué en diminution d'après les résultats obtenus en 1884 et 1885.

L'augmentation prévue des paiements à effectuer par les compagnies de chemins de fer et des recouvrements de prêts est basée sur des versements à faire en paiement de matériel livré et en remboursement d'une dette de 8 millions de la société des chemins de fer du Sud-Ouest.

	Résultats. 1883	1884	Prévisions. 1885	1886
DÉPENSES.				
Dette publique.				
a) Service des emprunts et des obligations de ch. de fer .	201	210	207	210
Transp.	201	210	207	210

	Résultats.		Prévisions.	
	1883	1884	1885	1886
Transp.	201	210	207	210
b) Service des empr. spéciaux pour l'opération de rachat	—	—	54	50
Grands corps de l'Etat . . .	2	2	2	2
Saint-Synode et culte orthodoxe.	10½	10½	10½	11
Ministère de la Maison de l'Emper.	12	10½	10½	10½
» des affaires étrangères .	4	4½	4	4
» de la guerre.	202	200	200½	206
» de la marine	31	35	35	39½
» des finances	101	97½	96½	110
» des domaines	21½	22	22½	23
» de l'intérieur	72	71	71	73
» de l'instruction publique	20	19½	20½	21
» des voies de communication	21	22	23	26
» de la justice.	19½	19½	20	20
Contrôle de l'Empire	3	3	3	3
Direction générale des haras . .	1	1	1	1
Dépenses non-prévues. . . .	—	—	3	3
Dépenses d'ordre	—	—	6	6
	721½	728	790	819

Les dépenses des différents ministères continuent à croître. La forte augmentation de celles du ministère des finances provient pour 7½ millions des primes accordées aux exportateurs de sucre et pour 3½ millions des mesures prises pour renforcer la surveillance du paiement des droits d'entrée et d'accise.

La principale cause des déficits doit être cherchée dans la crise agricole que traverse la Russie. D'un côté elle a nécessité l'abolition de l'impôt de capitation, d'un autre côté elle diminue la consommation de boissons, et agit indirectement sur les profits du commerce et de l'industrie et

sur l'importation de l'étranger. Dans ces circonstances le ministre ne propose pas d'élévation immédiate d'impôts existants ou la création de nouvelles charges, mais il consacre surtout son activité aux mesures propres à venir en aide à l'agriculture. La Banque foncière des paysans a augmenté le nombre de ses sections et a déjà accordé des prêts pour plus de 32 millions. Une Banque foncière de la noblesse a été créée pour accorder aux propriétaires nobles du crédit à long terme à bon marché; elle a commencé ses opérations en décembre avec douze sections. La Banque de l'Etat fournit aux mêmes propriétaires des avances à court terme contre escompte de lettres de change à une signature. En outre la Banque a commencé à accorder des prêts contre nantissement de sucre et de blés en grains.

Le crédit extraordinaire pour la construction de chemins de fer a été fixé au chiffre très-élevé de $52\frac{1}{2}$ millions, non seulement pour accélérer l'ouverture de nouvelles lignes, mais aussi pour donner du travail à la population nécessiteuse et pour ranimer l'activité de l'industrie. Afin d'éviter autant que possible l'ouverture de crédits supplémentaires dans le courant de l'année, il a été inscrit parmi les crédits susmentionnés 6 millions de roubles pour des lignes dont la construction n'a pas encore été autorisée.

LA DETTE.

Montant total de la dette.

Notre tableau de la *Dette* indique un montant total approximatif au 1 janvier 1885 de . . 4,994 millions r.p. auquel il faut ajouter une dette à la caisse du ministère de l'Empereur, inscrite en 1884, de . . . . 3 »

Total 4,997 »

Les emprunts spéciaux pour l'opération du rachat inscrits sur notre tableau en 532 millions r.p. ne figurent pas encore dans les publications du Contrôle de l'Empire, qui indique le montant exact de la dette publique au 1 janvier 1885 (exprimé en roubles papier) comme: 4,467 millions.

En 1885, la dette a été augmentée:

a) par l'inscription des emprunts de l'opération de rachat.

b) par la cession à la Banque de l'Etat de rente en or 5 % pour un montant effectif de . . . . 50 millions

Par contre elle a été diminuée:

a) par l'amortissement régulier (celui des emprunts du rachat compris) de . . . . . 42 »

b) par remboursement à la Banque, de. . 50 »

En évaluant à 765 millions le montant non-amorti des emprunts pour le rachat et de la dette de ce chef aux anciens établissements de crédit (exigeant ensemble un intérêt annuel de 38½ millions), on obtient un chiffre de presque 5,2 milliards de roubles papier comme montant total de la dette de la Russie, à intérêts et sans intérêts, à la date du 1 janvier 1886.

Service de la dette. Les prévisions pour le service de la dette en 1886 présentent, en résumé, les chiffres suivants, exprimés en millions de roubles papier. *(p. 23).*

	Intérêts.	Amortissement.	Total.
Emprunts conclus pour les besoins généraux de l'Etat . . .	122	29	151
Obligations de chemins de fer .	56,2	2,6	58,8
Dettes de l'opération de rachat.	38,5	11,3	49,8
Total	216,7	42,9	259,6

L'amortissement annuel de cinquante millions de la dette du Trésor à la Banque ne figure plus sur le budget, parce

qu'il s'opèrera par une conversion en rente 5 %, qui ne sera pas émise dans le courant de l'année et en attendant ne portera pas d'intérêts.

Rente en or 5 %.

Le remboursement à la Banque pour l'année 1884 a eu lieu par la cession de 20 millions de roubles rente en or 5 % et de 25 millions de roubles rente en papier 5 %. La dernière se trouve encore en possession de la Banque, mais la rente en or 5 % de 1884 a été émise en décembre 1885 à St. Pétersbourg et à Berlin. Elle est soumise à la taxe de 5 % sur les revenus de capitaux, et le Gouvernement s'est réservé le droit de remboursement au pair, mais seulement vingt ans après la date de l'émission. La Rente a été mise en vente par l'intermédiaire de la Banque d'Escompte de St. Pétersbourg et de la maison de Banque S. Bleichröder à Berlin, et a été placée immédiatement au premier cours de $91\frac{1}{2}$ % plus intérêts, usage de Berlin. Ce cours revient à $90\frac{1}{8}$ % de la valeur nominale et donne un rendement de 5,27 %.

La cote à Berlin s'exprime en roubles métalliques, réduits à M. 3,20. Les coupons se paient à Berlin à raison de M. 3,25 par rouble, sous déduction de 5 % d'impôt, de sorte qu'au pair le rendement se chiffre :

$$\frac{4,75 \times 3,25}{320} = 4,82\ \%.$$

Cote à Berlin.	Rendement pour cent.	Cote à Berlin.	Rendement pour cent.
85	5,68	95	5,08
86	5,62	96	5,02
87	5,55	97	4,97
88	5,49	98	4,92
89	5,42	99	4,87
90	5,36	100	4,82
91	5,30	101	4,77
92	5,24	102	4,73
93	5,18	103	4,68
94	5,13	104	4,64

Bons du Trésor. (*p.* 70 *et* 92). Les émissions en 1885 de trois séries de bons du Trésor à quatre ans, pour un montant total de 9 millions, n'ont pas eu le caractère d'un emprunt, mais d'une conversion partielle des bons du Trésor à huit ans. Le service de la dette se trouve provisoirement déchargé en suite de cette mesure, pour un montant de 388,800 r. Un oukase du 23 décembre 1885 a ordonné de convertir autres 6 millions de roubles de bons du Trésor, échéant en 1886, dans les mêmes conditions.

Amortissement facultatif. (*p.* 98). Le dernier rapport du Contrôle de l'Empire donne les détails suivants concernant l'amortissement facultatif en 1884. Les chiffres s'entendent comme milliers.

	Amorti en 1884.	Solde non amorti au 1 janvier 1885.
Emprunt 6 % en papier	788 r. p.	39,313 r. p.
Ie Série 5 %	704 r. p.	15,476 r. p.
IIe » 5 %	552 r. m.	31,342 r. m.
Ve » 5 %	661 r. p.	25,067 r. p.
VIe » 5 %	420 r. m.	41,397 r. m.
Emprunt 3 %	99 £ st.	3,028 £ st.

Rendement au 1 janvier 1886 (*p.* 123). Les cours cotés le 2/14 janvier 1886 donnent pour le rendement des principales valeurs les résultats suivants :

	Cote à St. Pétersbourg.	Rendement total.
IIIe Emprunt d'Orient . .	98,75	4,81
Ves Billets de Banque 5 %.	98,50	4,88
IVes » » » »	98,50	4,92
	Cote à Berlin.	
Obligations Nicolas 4 %. .	87,50	4,77
VIes Consolidées 1880, 4 %.	82,90	5,03 *)
Rente en or 5 % de 1884. .	92,35	5,23
Ves Consolidées 4½ %. . .	89,50	5,28 *)

*) Page 124 il faut lire:
VIes Consolidées 4 %: cote 79,80 rendement 5,23 %.
Ves „ 4½ „ „ 85,60 „ 5,54 „

	Cote à Berlin.	Rendement total.
Emprunt Extérieur 1877, 5 %.	100,20	5,28
VIIes Consolidées 1884, 5 %.	97,70	5,29
IIes » 1871, 5 %.	96,90	5,36
VIIe Emprunt 1862, 5 %. .	96,70	5,36
IIe » 1822, » .	97,40	5,39
VIe » 1855, » .	91,60	5,52
Rente en or 6 % de 1883.	110,60	5,56

En suite de la hausse des cours des fonds russes depuis le mois de juillet, le rendement en a baissé d'un huitième à un quart pour cent. La rente en or 5 % donne un rendement moins élevé que celle à 6 %, parce que le détenteur n'a pas à tenir compte de la possibilité d'être remboursé avec perte dans une huitaine d'années.

LE CHANGE.

Nouvelle loi monétaire. (*p.* 146). A partir du 1 janvier 1886 une nouvelle loi monétaire est entrée en vigueur. Elle introduit plusieurs modifications importantes, sans porter atteinte aux bases du système existant.

L'unité monétaire reste comme ci-devant le rouble d'argent, contenant 18 grammes (4 zolotniks, 21 dolis) d'argent fin, mais les réformes suivantes ont été introduites.

Le titre de la monnaie s'exprimera dorénavant suivant le système décimal, et il a été fixé pour les monnaies de bon alloi, tant d'or que d'argent, à 900 millièmes. *)

La proportion entre l'or et l'argent qui, suivant l'ancienne loi, était fixée à 15 plus 3 % d'agio, soit 15,45, a été élevée à environ 15½ et a été réglée de manière qu'une

---

*) Jusqu'ici on frappait les demi-impériales au titre de $\frac{916,67}{1000}$ et les roubles d'argent à celui de $\frac{868}{1000}$.

demi-impériale de la nouvelle frappe aura la même valeur intrinsèque que les pièces de vingt francs, frappées dans les pays de l'Union latine. Calculée très-exactement, la parité d'or de la nouvelle demi-impériale s'établit à frs. 20,001,014.

Il ne sera plus frappé de ducats, mais on procèdera de nouveau à la frappe d'impériales ou pièces de 10 roubles.

Les nouvelles demi-impériales ne seront pas tarifiées comme les anciennes à 5,15, mais seulement à 5 roubles.

La tolérance de titre, qui n'était pas réglée par l'ancienne loi, a été fixée pour les pièces d'or à *un millième* en plus et en moins du titre.

La tolérance de poids pour chaque pièce séparément sera dorénavant :

pour les impériales . .	0,4 dolis	= 17,8	milligrammes	= 1,4 ‰
„ „ demi-impériales	0,3 „	= 13,3	„	= 2 „

mais, suivant un autre article de la loi, la tolérance pour le poids des monnaies d'or, à leur sortie de la Monnaie, ne doit pas dépasser sur mille pièces — un zolotnik. Cette stipulation réduit la tolérance moyenne de poids à :

$\frac{1}{3}$ ‰ pour les impériales.
$\frac{2}{3}$ ‰ » » demi-impériales.

Les nouvelles pièces de bon alloi seront frappées à l'effigie de l'Empereur.

Les impériales pèseront 3 zolotniks 24 dolis = 12,904 grammes et contiendront 261,36 dolis = 11,6134 grammes d'or fin. Le poids net de la nouvelle demi-impériale s'établit à la moitié, soit 5,8067 grammes, et la valeur intrinsèque des :

Impériales	à frs. 40,—	= £ stg. $1^{11}/_{8\frac{1}{2}}$	= M. 32.40	= fl. h. 19,20
Demi-impériales	„ „ 20,—	„ „ $0^{15}/_{10\frac{1}{4}}$	„ „ 16,20	„ „ 9,60
Roubles métalliques	„ „ 4.—	„ Pence $38^{1}/_{16}$	„ „ 3,24	„ „ 1,92

Billets en circulation. (*p.* 148). Le bilan mensuel de la Banque de l'Etat du 1 janvier 1886 indique, en résumé, les chiffres suivants :

Emission permanente .	716	millions
» temporaire .	330	»
» totale . .	1046	»
Dont en caisse . . .	139	»
» » circulation .	907	»
Couverture métallique 171 + 78 =	249	» ou 27½ %
En circulation sans couverture	658	»

Le montant des billets en circulation a peu changé, mais la couverture métallique s'est beaucoup augmentée en 1885.

(*p.* 158). Grâce à une grande diminution de l'importation — suite des élévations des droits d'entrée et de l'état peu florissant du commerce en général — la différence en faveur de l'exportation a atteint en 1885 environ cent millions de roubles.

Variations du change en 1885.

(*p.* 181). Les variations du change pendant le dernier semestre de l'année 1885 ont été comme suit:

CHANGE À TROIS MOIS À ST. PÉTERSBOURG.

	Londres.			Paris.		
1885.	Plus haut.	Plus bas.	Moyenne.	Plus haut.	Plus bas.	Moyenne.
Juillet	24,06	23,68	23,87	253,88	250	251,94
Août	24,06	23,68	23,87	253,25	250	251,62
Septembre	24,03	23,56	23,79	252,75	248,37	250,56
Octobre	23,71	23,59	23,65	250,25	248	249,12
Novembre	23,65	23 53	23,59	249,50	247,50	248,50
Décembre	23,85	23,65	23,75	250	248,75	249,37
IIe Semestre	24,06	23,53	23,75	253,88	247,50	250,18
Ecart		2,2 %			2,5 %	
Toute l'année	25,47	23,—	24,12	268,50	243,—	254,25
Ecart		9,7 %			9,5 %	

Malgré la forte réduction de l'importation, surtout durant le deuxième semestre, le change a faibli à partir du

mois de juillet. La stagnation du commerce d'exportation qui s'est particulièrement accentuée à partir du mois d'août, doit y être pour beaucoup. La chute de 2 % en septembre était une suite des évènements dans les états du Balkan.

Rembourse-ments à la Banque.

(*p.* 192). Le cinquième terme de la dette du Trésor à la Banque a été réglé dans la dernière quinzaine de 1885 par la remise de 36 millions de rente 5 % en or, à compte des 50 millions de roubles papier à rembourser, et la dette se trouve ainsi réduite à 150 millions. Le sixième terme, échéant en 1886, doit être réglé de la même manière, mais ce remboursement a été exclus du budget, parce que la rente à remettre ne sera pas réalisée dans le courant de l'année. Le ministre des finances s'exprime à ce sujet dans son exposé des motifs dans les termes suivants:

»Les dépenses extraordinaires figurent au budget de 1886 pour un chiffre de 24,5 millions en moins, parce qu'elles ne comprennent pas les 50 millions de remboursement dus à la Banque de Russie en titres de rente 5 %, destinés à remplacer les billets de crédit de l'émission provisoire retirés de la circulation. Cette décision a été prise, parce qu'en présence du manque général d'argent qui règne actuellement il a été reconnu indispensable de suspendre la mise en vente des rentes passées à la Banque de Russie et l'amortissement des billets de crédit; car dans l'oukase du 1 janvier 1881 il est formellement dit que *la réduction des billets de crédit en circulation doit être faite au fur et à mesure de la possibilité et sans gêner la circulation*, et une pareille gêne aurait pu se produire si l'amortissement des billets de crédit s'était fait simultanément avec la mise en vente des lettres de gage de la Banque foncière de la noblesse."

Il faut en conclure que le montant des billets émis provisoirement et non détruits — 330 millions — ne sera pas réduit dans les premiers mois suivants.

(*p.* 198). Il n'est pas tout-à-fait juste que l'Etat ait promis de donner en échange des billets un certain poids *d'or*. Le texte des billets contient l'obligation du Trésor de les échanger à tout temps contre tant et tant de roubles en monnaie d'argent ou d'or. Comme le rouble en argent forme la base même du système monétaire, son contenu en métal fin est fixé pour toujours, mais la quantité d'or fin compris dans un rouble peut être changée par voie législative et a effectivement été modifiée en 1839 et récemment par la nouvelle loi monétaire. Il paraît s'ensuivre que le Gouvernement pourrait, tout en restant fidèle aux promesses faites, réduire le poids du rouble en or, de manière à établir une proportion légale entre l'or et l'argent conforme à leurs prix actuels au marché libre. De cette manière l'agio du rouble d'or deviendrait égal à celui du rouble d'argent.

LES CHEMINS DE FER.

Dépenses pour les chemins de fer.

(*p.* 208). Le compte-rendu du Contrôle sur l'exécution du budget pour 1884 contient des aperçus plus clairs des dépenses pour les chemins de fer que les rapports précédents. Nous en extrayons les détails suivants.

Le total des dépenses du Trésor pour les compagnies privées de chemins de fer en 1884, s'établit ainsi:

Paiements au compte de la garantie des actions et obligations, réalisées par les compagnies	10,8	millions
Insuffisance des versements des compagnies à compte du service des obligations consolidées	24,7	»
Ensemble	35,5	»

Transp.	35,5	millions
Prêts aux compagnies et dépenses effectuées pour leur compte	7,9	»
	43,4	»
Par contre les compagnies ont versé au Trésor:		
a) En amortissement de paiements de garantie 1,3		
b) En amortissement de prêts et en paiement d'intérêts 2,8		
	4,1	»
Solde des dépenses	39,3	»

Les paiements de garantie des actions et obligations réalisées par les compagnies elles-mêmes, n'ont exigé qu'un quart environ de la garantie totale accordée, qui se chiffre (en calculant le rouble métall. = $1\frac{1}{2}$ rouble papier) à $43\frac{1}{2}$ millions.

Une partie du montant des emprunts en obligations Consolidées concerne la construction de chemins de fer de l'Etat et autres dépenses n'ayant pas trait aux compagnies privées. Des 42,6 millions de roubles portés au budget pour le service des obligations Consolidées, 40,3 millions auraient dû être remboursés par les compagnies, mais elles n'en ont payé que 15,6, de sorte que 24,7 millions, ou plus de 60 $^0/_0$, sont restés à la charge du Trésor.

Dettes des Compagnies. *(p. 224).* Les dettes des compagnies au Trésor s'élevaient, intérêts compris, au 1 janvier 1885 aux chiffres suivants, exprimés en millions de roubles papier, après réduction des valeurs métalliques aux cours budgétaires.

Créances en vertu de paiements de garantie	327	millions
» » » des obligations en possession du Gouvernement et réalisées par l'émission des obligations Consolidées . . .	363	»
Créances en vertu de prêts accordés . .	222	»
Total	912	»

A la même date il restait à la disposition de l'Etat au compte des capitaux-actions et capitaux-obligations acquis: environ 10 millions de roubles en actions et 5 millions en obligations.

Recettes. *(p.* 211 *et* 227*)*. Les résultats de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat en 1884 se traduisent par les chiffres suivants (en milliers de roubles):

Lignes.	Recettes brutes.	Frais d'exploitation.	Recettes nettes.	En °/₀ du coût de la ligne.
Kharkoff-Nicolaieff	5,634	4,167	1,467	2,04
Cathérine . . .	735	711	24	0,07
Tamboff-Saratoff .	2,750	2,215	535	1,20
Baskountchak . .	328	157	171	5,48
Sabinsk-Pinsk . .	256	226	30	0,71
Livny	211	157	54	3,60
Ensemble	9,914	7,633	2,281	1,45

En dehors de ces 10 millions, le Trésor a touché 4 millions pour sa part dans les bénéfices des lignes Nicolas et Varsovie-Vienne. Le chemin de fer Transcaspien a passé sous l'administration du ministère de la guerre. Dans le courant de 1885 les lignes Mourom et Luninets-Homel ont passé à l'Etat, et celle de Cathérinebourg-Tumène (voie de Sibérie) a été inaugurée. Le budget pour 1886 prévoit une recette totale brute de 19 millions.

(p. 220). Les dix premiers mois de 1885 ont donné des résultats peu favorables, car en moyenne toutes les lignes de la Russie et de la Finlande ont eu une recette kilométrique inférieure de 3,23 $^0/_0$ à celle de l'année précédente. Les transports de marchandises effectués aux principales gares, ont seulement atteint 32 millions de pounds, contre 34 et 45 millions dans les mêmes périodes de 1884 et 1883.

BANQUE DE L'ETAT.

(p. 240). Dans le courant de l'année 1885, les bénéfices de 1881 et 1882, d'ensemble 14,2 millions, ont été versés au fonds de réserve de la liquidation des anciens établissements de crédit. Ce fonds s'élève actuellement à 152 millions.

Les profits nets de 1883	6,9	millions
et ceux » 1884	5,2	»
ensemble . .	12,1	»

restent disponibles.

(p. 241). A partir du 12 décembre 1885, la Banque a réduit son taux d'escompte à 5 $^0/_0$. Les conditions des opérations de la Banque sont actuellement réglées comme suit :

Escompte de lettres de change	5	$^0/_0$
» d'assignovki (bons des mines). . .	5	»
Avances sur marchandises.	5	»
» » fonds publics (valeurs à intérêts).	6	»
» » comptes-courants spéciaux. . . .	6½	»

(p. 247). L'encaisse métallique inscrite au bilan des opérations commerciales s'est accrue en 1885 de 32 à 78 millions.

(*p.* 249). Les valeurs publiques figurent au bilan du 1 janvier 1886 avec 199 millions. Cette somme comprend les rentes 5 %, pour 25 millions en papier et 36 millions en or, remises à la Banque et non encore réalisées, ainsi que des valeurs se trouvant auparavant dans le portefeuille de la liquidation des anciens établissements de crédit. Ces valeurs, d'un montant de 57 millions, ont été virées à la section commerciale en remboursement de ses avances.

(*p.* 251). A partir du commencement de l'année 1886, la Banque de Pologne a cessé d'exister, et la Banque de Russie a ouvert son comptoir de Varsovie, ainsi que dix succursales dans les villes de la Pologne.

LE RACHAT.

(*p.* 265). En 1884 il a été annulé sur les rôles des annuités de rachat, aux termes de l'oukase impérial du 28 décembre 1881 : . . . . 5,7 millions
et sur les arriérés en vertu du manifeste impérial du 15 mai 1883 : . . . . 2,3 »

En tout il a été accordé jusqu'au commencement de l'année 1885 environ 9 millions des 12 millions de réductions prévues par la loi de 1881.

(*p.* 266). Le rachat continue toujours. Jusqu'au 1 décembre 1885 le montant total des prêts accordés s'est élevé à 856 millions. La presque totalité des nouveaux prêts a été payée en Billets de Banque IIe Emission. Au 1 novembre 1885 il y avait en circulation de cette valeur pour un montant nominal de 397½ millions.

(*p.* 267). En 1884 l'administration du rachat avait à recevoir en milliers de roubles :

Annuités des prêts accordés :		44,465
Arriérés		18,826
		63,291
Moins annulations pendant l'année :		8,514
		54,777
Les recouvrements ont été de		38,680
et les dépenses :		
sur les annuités	53,395	
» le fonds de réserve	3,207	
		56,602

L'état détaillé de la situation du fonds de réserve n'a pas encore été présenté.

(*p.* 270). L'opération de rachat figure au budget de prévision pour 1886 par les articles suivants :

Recettes.

Paiements effectués par les paysans.	43,440,034 r.
» » » le fonds de liquidation des établissements de crédit.	7,000,000 »
	50,440,034 r.

Dépenses.

Service des emprunts spéciaux pour l'opération de rachat.

Intérêts	38,520,869	
Amortissement	11,306,863	
		49,827,732 r.
Avances pour l'opération de rachat		1,692,245 »
		51,519,977 r.

LES FONDS SPECIAUX.

(p. 276). En 1884 les recettes ont été de 36,6 millions

les dépenses . . .	31,2	»
Excédant	5,4	»

L'actif s'établissait en conséquence au 1 janvier 1885 à 246 millions, dont:

Encaisse en espèces	12	millions
Valeurs à intérêts .	212	»
Créances	22	»
Total	246	»

..ar P

T	S
1877	1878.
Rouble	Roubles.
6,998,	120,066,10
4,444,	14,466,11
9,676,	213,000,95
9,115,	9,087,70
2,017,	11,925,81
6,775,	5,094,81
2,572,	80,620,70
,365,	10,162,08
,709,	7,735,39
—	—
,629,	2,777,65
—	—
—	—
148,	135,45
891,	878,21
381,	2,458,22

